

CONTRETEMPS

CONTRETEMPS

## L'engagement en questions

Regards sur les pratiques militantes

Héroïsé dans les années post-68, ringardisé dans les années 1980 par l'idéologie libérale du repli égoïste sur la sphère privée, toléré dans les années 1990 à condition d'être humanitaire et dépolitisé, le militantisme connaît aujourd'hui un regain de faveur et d'intérêt. Refusant d'opposer militantismes d'hier et d'aujourd'hui, ce numéro de ContreTemps s'intéresse aux dynamiques de l'engagement militant, saisies dans leur complexité et leur diversité : les engagements au sein des syndicats, des associations caritatives, des mouvements sociaux ou des partis politiques sont ici éclairés à la lumière des acquis les plus récents de l'histoire et de la sociologie politique. Plutôt que de se soumettre à la fausse alternative entre l'individualisme stérile et la soumission au collectif, le propos de ce numéro est d'examiner les modalités selon lesquelles des individus peuvent faire corps, former un groupe prêt pour la lutte et, ainsi, « faire mouvement ».

Ce numéro comprend aussi un texte inédit d'Adorno, un débat autour de Marx et Arendt et une controverse sur l'égalité citoyenne chez Marx, Balibar et Lefort.



9 782845 972223

ISBN : 978-2-84597-222-3  
ISSN : 1633-597X  
Numéro dix-neuf  
mai 2007  
www.editionstextuel.com  
19 euros

 textuel

## L'engagement en questions

### Regards sur les pratiques militantes

— Un inédit d'Adorno sur les classes sociales

Theodor W. Adorno  
Antoine Artous  
Lucie Bargel  
Daniel Bensaïd  
Sébastien Chauvin  
Christine Dollo  
Coralie Duteil  
Maud Gelly  
Cyril Gispert  
Michel Husson  
Florence Johsua  
Samuel Joshua  
Axelle Le Brodiez  
Lilian Mathieu  
Sylvain Pattieu  
Philippe Pignarre  
Paul Sereni  
Karel Yon

 textuel

CONTR<sup>T</sup>EMPS

numéro dix-neuf, mai 2007

**L'engagement en questions**  
**Regards sur les pratiques militantes**



CONTRÉTEMPS

numéro

**un, mai 2001** — Le retour de la critique sociale Marx et les nouvelles sociologies  
**deux, septembre 2001** — Seattle, Porto Alegre, Gênes Mondialisation capitaliste et dominations impériales  
**trois, février 2002** — Logiques de guerre Dossier: Émancipation sociale et démocratie  
**quatre, mai 2002** — Critique de l'écologie politique Dossier: Pierre Bourdieu, le sociologue et l'engagement  
**cinq, septembre 2002** — Propriétés et pouvoirs Dossier: Le 11-Septembre, un an après  
**six, février 2003** — Changer le monde sans prendre le pouvoir? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes  
**sept, mai 2003** — Genre, classes, ethnies: identités, différences, égalités  
**huit, septembre 2003** — Nouveaux monstres et vieux démons: Déconstruire l'extrême droite  
**neuf, février 2004** — L'autre Europe: pour une refondation sociale et démocratique  
**dix, mai 2004** — L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impérial  
**onze, septembre 2004** — Penser radicalement à gauche  
**douze, février 2005** — À quels saints se vouer? Espaces publics et religions  
**treize, mai 2005** — Cité(s) en crise. Ségrégations et résistances dans les quartiers populaires  
**quatorze, septembre 2005** — Sciences, recherche, démocratie  
**quinze, février 2006** — Clercs et chiens de garde. L'engagement des intellectuels  
**seize, avril 2006** — Postcolonialisme et immigration  
**dix-sept, septembre 2006** — Lumières, actualité d'un esprit  
**dix-huit, février 2007** — Société de l'information. Faut-il avoir peur des médias?  
**dix-neuf, mai 2007** — L'engagement en questions. Regards sur les pratiques militantes

CONTRÉTEMPS

numéro dix-neuf, mai 2007

## L'engagement en questions Regards sur les pratiques militantes

— Un inédit d'Adorno sur les classes sociales

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national du livre.

© Les éditions Textuel, 2007  
48, rue Vivienne 75002 Paris  
www.editionstextuel.com  
ISBN: 978-2-84597-222-3  
ISSN: 1633-597X  
Dépôt légal: mai 2007

textuel

**Directeur de publication :**

Daniel Bensaïd

**Comité de rédaction :**

Gilbert Achcar, Antoine Artous, Sophie Bérout, Emmanuel Barot, Sebastien Budgen, Véronique Champeil-Desplat, Vincent Charbonnier, Sébastien Chauvin, Philippe Corcuff, Jean Ducange, Jacques Fortin, Isabelle Garo, Fabien Granjon, Janette Habel, Michel Husson, Samuel Johsua, Razmig Keucheyan, Sadri Khiari, Stathis Kouvélakis, Thierry Labica, Sandra Laugier, Stéphane Lavignotte, Claire Le Strat, Michaël Löwy, Alain Maillard, Lilian Mathieu, Braulio Moro, Olivier Pascault, Sylvain Pattieu, Willy Pelletier, Philippe Pignarre, Nicolas Qualander, Violaine Roussel, Sabine Rozier, Ivan Sainsaulieu, Catherine Samary, Paul Sereni, Patrick Simon, Francis Sitel, André Tosel, Josette Trat, Enzo Traverso, Sophie Wahnich

**Conseil éditorial international**

Arturo Anguiano (Université autonome de Mexico),  
 Paolo Arantes (USP Sao Paolo, Brésil),  
 Uraz Aydin (Université de Marmara, Istanbul),  
 Attilio Boron (Buenos Aires),  
 Alex Callinicos (King's College, Londres),  
 Carine Clément (Moscou),  
 Roland Denis (Caracas),  
 Fabio Frosini (Université Urbino, Italie),  
 Claudio Katz (Buenos Aires),  
 Zbigniew Kowalewski (directeur de la revue *Revolucja*, Lodz),  
 Michael Krätke (Université d'Amsterdam),  
 Francisco Louça (Lisbonne),  
 Warren Montag (Philosophe, Los Angeles),  
 Miguel Romero (directeur de la revue *Viento Sur*, Madrid),  
 Spyros Sakelleropoulos (Université Panteion, Athènes),  
 Maria-Emilia Tijoux (Sociologue, Santiago du Chili),  
 Stavros Tombazos (Université de Chypre)

**Visitez**Le site de Contretemps <<http://www.contretemps.ras.eu.org>>Le site partenaire Europe-solidaire <<http://www.europe-solidaire.org>>

numéro dix-neuf, mai 2007

**7 Actuelle****Daniel Bensaïd :** Misères et confusions (intellectuelles)**11 Dossier : L'engagement en questions****regards sur Les pratiques militantes**

- 12 Lilian Mathieu, Sylvain Pattieu :** La société des militants, fragilités et dynamiques de l'engagement collectif
- 16 Christine Dollo, Samuel Joshua :** Savoirs militants, une approche didactique
- 25 Lilian Mathieu :** Les novices de la grève : de la contrainte à l'apprentissage de la lutte
- 33 Florence Johsua :** S'engager, se désengager, se réengager : les trajectoires militantes à la LCR
- 42 Karel Von :** Un syndicalisme à l'écart des mouvements sociaux. Force ouvrière, entre contestation syndicale et légitimisme politique
- 50 Coralie Duteil :** La Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France: de la symbolique artiste à la critique artiste
- 59 Sébastien Chauvin :** « Il faut défendre la communauté » Ethnographie participante d'un *community meeting* de travailleurs journaliers à Chicago
- 70 Axelle Le Brodiez :** De la difficulté de faire collectif : les grandes associations de solidarité dans la croissance
- 78 Sylvain Pattieu :** Militer pour des vacances populaires : des associations à la frontière entre syndicalisme et entreprise.
- 86 Michel Husson :** La voie étroite de la contre-expertise économique
- 93 Maud Gelly :** La transmission générationnelle du féminisme : un éclairage à partir d'un atelier des « Alternatives féministes » organisées par le CNDF en 2005

**101 DOCUMENT****103 Theodor W. Adorno :** Réflexions sur la théorie des classes (1942)**119 INTERVENTIONS**

- 121 Cyril Gispert :** Politique d'Adorno
- 129 Paul Sereni :** Marx et Arendt : éléments pour une analyse du paradigme de la production
- 142 Philippe Pignarre :** Comment « solidifier » le savoir psy ? (Le rôle des associations de patients)

**151 RÉPLIQUES ET CONTROVERSES****153 Antoine Artous :** Sur l'égalité citoyenne chez Marx, Balibar, et Lefort**167 LU D'AILLEURS****177 Flâneries politiques****178 Lucie Bargel :** Les universités d'été de l'UMP, Marseille, 09/2006

**Daniel Bensaïd**

## Misères et confusions (intellectuelles)

**Trente ans, déjà. En 1977, Deleuze avait vu loin :** « *Les conditions particulières des élections aujourd' hui font que le niveau de connerie monte. C'est sur cette grille que les nouveaux philosophes se sont inscrits dès le début. Il importe peu que certains d'entre eux aient été immédiatement contre l' Union de la gauche, tandis que d'autres auraient souhaité fournir un brain-trust de plus à Mitterrand. Une homogénéisation des deux tendances s'est produite, plutôt contre la gauche mais surtout à partir d'un thème qui était présent déjà dans leurs premiers livres: la haine de 68. C'était à qui cracherait le mieux sur Mai 68. C'est en fonction de cette haine qu'ils ont construit leur sujet d'énonciation: "Nous, en tant que nous avons fait Mai 68 (??), nous pouvons vous dire que c'était bête et que nous ne le referons plus". Une rancœur de 68, ils n'ont que ça à vendre. C'est en ce sens que, quelle que soit leur position par rapport aux élections, ils s'inscrivent parfaitement sur la grille électorale [...]. Ce qui me dégoûte est très simple: les nouveaux philosophes font une martyrologie, le Goulag et les victimes de l'histoire. Ils vivent de cadavres [...]. Rien de vivant ne passe par eux, mais ils auront accompli leur fonction s'ils tiennent assez la scène pour mortifier quelque chose.* »

Ils s'y accrochent encore. Et la mortification est à son comble.

Misère de la politique, confusion des idées et des sentiments. Les appels, pétitions, déclarations des intellectuels visibles (autant les minorités du même nom), en faveur de tel ou tel candidat ne déterminent plus guère qu'une pincée de suffrages à la marge des flux d'opinion formatés par les sondages. Dans l'ère de la vidéosphère post-intellectuelle, idées et vertus sont en solde à la bourse des valeurs libérales, et ces tapageuses effusions narcissiques ont moins de poids que la dernière lubie d'un lauréat de la Star Ac. Le petit ballet des soutiens électoraux n'en est pas moins révélateur des inconstances de l'air du temps. Il donne le ton, sinon du paysage intellectuel français, du moins de son décor d'images virtuelles. Trois agrégats s'y dessinent: les nouveaux croisés, les socio-libéraux recentrés, les réservés du juste milieu.

Dans la famille Sarko, les fringants ex-nouveaux-philosophes vieillissants achèvent leur longue marche à reculons. Ils prétendaient hier « chasser le

flic » de notre tête, et promettaient que le vent d'Est l'emporterait sur le vent d'Ouest. Leur girouette a tourné. La bourrasque d'Ouest les a emportés. Non content d'avoir rétabli le flic dans leur tête, ils entendent l'installer à l'Élysée. André Glücksmann a solennellement fait savoir qu'il avait « choisi Sarkozy ». Ce choix répondrait à la définition de la politique – « faire barrage à la folie des hommes en refusant de se laisser emporter par elle » – inspirée au ministre de l'Intérieur par « le murmure des âmes innocentes » entendu à Yad Vashem. Touchante communion des âmes mortes : « Depuis toujours, c'est ce murmure qui porte ma philosophie », confesse le philosophe du bushisme à la française. À ceci près qu'entre son maoïsme de naguère et son sarkozysme d'aujourd'hui, les « âmes innocentes » ont pour lui changé de camp.

Dans le sillage de Glücksmann, s'avance un cortège pathétique de retournés et de repentis. En tête, Pascal Brückner, le colonial décomplexé, l'homme qui a ravalé depuis fort longtemps ses sanglots d'homme blanc et rangé ses désordres amoureux. Suit Romain Goupil le pathétique, qui rechigne encore à avaler l'hostie sarkozyste, non point à cause de son ministère de l'Identité nationale, ni de l'expulsion des enfants sans-papiers, mais simplement parce que son incurable paresse ne supporte pas l'appel à travailler plus : « Je suis un paresseux et les discours sur les réalités économiques, ça me hérisse. »

Dans la famille Ségo, on affiche sa différence. Il y a les les fervents visités par la grâce (Philippe Torretton, Gérard Miller, Michel Broué, Edwy Plenel), les prudents et les circonspects (Alain Touraine, Michel Wievorka, Pierre Rosanvallon), les mondains cyniques (Sollers). Parmi les fervents, les hommes et femmes de tréteaux, les gens de plume et d'image. Parmi les prudents, les idéologues et les sociologues, pour qui la candidate doit encore faire ses preuves : Ségo, encore un effort, pour l'union de « la troisième voie blairiste » et du « nouveau centre » de Schröder. Encore hypothétique, « cette victoire peut déboucher sur deux orientations différentes », s'inquiète Alain Touraine. La première consisterait à « en finir avec une rhétorique d'extrême-gauche détachée de la réalité », pour faire enfin du Parti socialiste « un parti social-démocrate comme tous les autres partis socialistes d'Europe ». Du moins a-t-il la franchise de poser clairement la bonne question : « Il s'agit de choisir entre deux conceptions de la gauche. » C'est admettre qu'il y a – au moins – deux gauches non synthétisables dans une majorité gouvernementale : l'une d'accompagnement et de collaboration avec le libéralisme, soluble dans un centre démocrate ou un prodisme à la française ; l'autre, de défense intransigeante des dindons de la farce libérale.

Dans le cercle des prudents, enfin, il y a ceux comme Alain Finkielkraut qui tirent à boulets blancs contre la candidate socialise en attendant de savoir comment le vent va tourner. De retour des îles, il a fait part au Tout-Paris de

son émoi et de sa contrariété à propos d'une rumeur lui prêtant l'intention de publier une tribune de soutien à Sarkozy. Que non point ! « Ontologiquement, sociologiquement, culturellement, intellectuel de gauche » (sic), mais « ayant choisi comme test la question nationale, ce qu'en a dit Sarkozy lors de son discours de Nîmes ou à la Porte de Versailles, [le] satisfait pleinement » Ne ferait-il pas un ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, aussi excellent dans le rôle que le fut Luc Ferry à l'Éducation nationale. Il pourrait se permettre d'y faire une politique de droite puisqu'il est à jamais, généalogiquement, de gauche, d'une gauche réduite à l'état de résidus « ontologiques », au terme d'un méthodique strip-tease idéologique.

Et BHL, dans cette confusion des concepts et des sentiments ? Dans quelle niche idéologique peut-il bien cultiver sa – très – petite différence ? Lui aussi est ontologiquement et sociologiquement de gauche, puisque la gauche est son « univers fondateur » et puisque son père « a été jeune communiste ». De gauche, donc par héritage : son rapport avec la gauche, « c'est trente ans de guerres continues doublées d'une fidélité inentamable ». De gauche par essence et par naissance, l'ex-nouveau réserve son choix au nom d'une certaine idée du magistère intellectuel : « les intellectuels sont des flibustiers, des gens qui posent des conditions », et qui se prononcent le plus tard possible, après avoir « obtenu le maximum de butin ». Flibustiers, ça fait noble, cape et épée, film d'aventure. Ces chasseurs de butins pourraient aussi bien être appelés plus prosaïquement pique-assiettes ou marchands de tapis. Que demande donc BHL aux candidats en échange de sa conceptuelle onction ? De « remettre la France au cœur de l'Europe », « des engagements forts sur la laïcité », et surtout « l'assurance d'une fermeté absolue envers l'islamisme radical et l'Iran ». Sur ce point, Ségolène lui a donné satisfaction préventive. Quant à la position du philosophe de marché, elle ne réserve guère de surprise. Nous sommes prévenus : « Pour moi, la vraie gauche, c'est aussi le combat contre le communisme », et la tragédie de la Commune de Paris, ce ne sont pas les 17 000 communards assassinés, les déportés, la vengeance versaillaise, mais l'incendie – sans doute regrettable – de la bibliothèque des Tuileries. Certains préfèrent les animaux aux hommes. D'autres leur préfèrent les livres. Question de capital – culturel.

Des libéraux fondamentalistes, des socialistes sans réformes, de faux prudents qui sont de vrais tartuffes, jouant des deux mains, sur les deux tableaux... De quoi ces misères et ces confusions intellectuelles sont-elles donc le symptôme ? D'un affaïssement de la politique, du sacrifice des programmes à l'annonce, des partis au tribunal de l'opinion, de la démocratie au plébiscite médiatique permanent. Quand la politique disparaît – ni gauche ni droite, ni bourgeois ni prolétaires, ni possédants ni possédés – c'est la ruée au

centre, la grande synthèse dissolvante. L'un cite Jaurès et Blum, l'autre Rosa Luxemburg, les réduisant à un rôle de signifiants flottants, disponibles à toute récupération indécente. Allez vous étonner, devant ce mélange des couleurs et des valeurs, que la plèbe des gradins en soit réduite à applaudir ces tours d'escamotage et de prestidigitiation.

Bayrou promet de prendre, s'il était élu, les meilleurs de droite et de gauche pour en faire un bouquet inodore. Glücksmann dit-il autre chose, qui aurait tant « aimé un ticket Sarkozy-Kouchner ». Quant à Roland Castro, faux humoriste pathétique, il aura profité de son tour de cirque télévisuel pour suggérer un gouvernement d'union, de Patrick Braouzec (à la ville) à Christine Boutin (aux prisons) : tout est dans tout, et réciproquement !

La mode est à l'arbitrage au-dessus de la mêlée, au juste milieu, au « ninisme », au gardez-vous à droite/gardez-vous à gauche, et surtout aux extrêmes. Elle est au bonapartisme, dont le « populisme » – accusation aussi vague qu'infamante que les « grands candidats » s'envoient mutuellement à la face – n'est jamais que le complément logique, la condition. Là où il n'y a plus de classes, il reste la plèbe, à séduire ou acheter, hier avec les saucissons de Satory, aujourd'hui avec le pain bio et les jeux télévisés.

Depuis deux siècles, le bonapartisme est en ce pays une seconde nature, de Napoléon Bonaparte, à de Gaulle, en passant par Badinguet, Mac-Mahon, Clemenceau, et bien d'autres. Face à la résistible ascension de Napoléon-le-Petit, Marx en diagnostiquait les prémises : « Vu le manque total de personnalités d'envergure, le parti de l'ordre se croit naturellement obligé à s'inventer un individu unique en lui attribuant la force qui faisait défaut à sa classe et de l'enfler ainsi à la dimension d'un monstre. » Aujourd'hui, les prétendants aux faveurs du « parti de l'ordre » se bousculent. Ordre juste ou juste l'ordre ? Le rôle sied mieux au « monstre » miniature. Il dispose déjà de sa Société du Dix-décembre, de sa claque, de ses agioteurs, de ses vide-bourses et de ses coupe-jarrets. Il peut jouer d'avance « du rôle important et du bruit qu'il fait dans le monde ». Comme cette vieille ganache de Changarnier, bourreau des émeutes de 48, il se présente en « rempart de la société » et en « charlatan arrogant », qui « condescend à porter le monde sur ses épaules ». Son discours fait écho à celui du deuxième Bonaparte réconfortant sa clientèle apeurée par le spectre de juin : « Ne redoutez pas l'avenir. La tranquillité sera maintenue, quoi qu'il arrive. »

Daniel Bensaïd, 25 mars 2007

La citation de Deleuze est extraite de *Deux régimes de fous*.  
Les citations dans le texte sont fidèlement extraites de tribunes  
ou articles parus dans *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, ou *Marianne*.

# Dossier :

## L'engagement en questions

### Regards sur les pratiques militantes

Coordonné par  
Lilian Mathieu et Sylvain Pattieu



## Lilian Mathieu, Sylvain Pattieu

Sociologue, CNRS et ATER en histoire à l'Université Paris 8, doctorant

# La société des militants, Fragilités et dynamiques de l'engagement collectif

**Située à la frontière entre univers militant et univers scientifique**, la revue *Contretemps* ne s'était pourtant jamais confrontée frontalement à la question du militantisme, même si des dossiers précédents avaient pu aborder cette question en se penchant sur l'extrême droite ou sur « penser radicalement à gauche<sup>1</sup> ». Il est toujours difficile pour des militants d'accepter de voir leurs pratiques ou leurs trajectoires objectivées, tandis que les chercheurs ont souvent du mal à accepter de voir leurs résultats discutés par un auditoire militant. Il en résulte parfois une double incompréhension : les militants connaissent peu les travaux de science politique, de sociologie ou d'histoire qui concernent les mécanismes et les ressorts de l'engagement, alors qu'ils pourraient permettre une réflexivité sur leurs propres pratiques, et les chercheurs peuvent se voir suspectés, par méconnaissance du monde militant, de le caricaturer en le réduisant à un système de coûts et de rétributions matérielles et symboliques. La question de l'engagement militant se pose pourtant à nouveau frais, compte tenu des récentes transformations du contexte tant politique qu'intellectuel. *Transformation du contexte politique* tout d'abord : alors que les années 1980 ont été marquées par une déflation de l'activité militante, par une disqualification de l'engagement et, plus largement, par une « invisibilisation » des projets de transformation sociale, les phénomènes contestataires sont en regain depuis une dizaine d'années. *Transformation du contexte intellectuel*, ensuite : le développement de la sociologie des mouvements sociaux, l'affirmation de nouveaux cadres d'analyse du militantisme (notamment autour de la notion de carrière militante)<sup>2</sup>, l'élaboration de méthodes de recherche aptes à saisir la diversité des rapports individuels au militantisme (récits de vie et ethnographie, par exemple), la réflexion autour de la notion de capital militant<sup>3</sup>... offrent aujourd'hui les moyens de rendre compte de la complexité des dynamiques d'engagement. Nous espérons que ce dossier offrira aux militants que sont en grande partie nos lecteurs, et aux organisations auxquelles ils (et nous) appartenons, des pistes de réflexivité stimulantes.

Pointer ce renouvellement du contexte politique et intellectuel ne suppose en aucun cas que nous partagions les analyses des auteurs qui invoquent une mutation du militantisme et opposent un « militantisme total », posé comme dépassé et aliénant, à un « militantisme distancié » dans lequel l'individu passerait librement d'une cause à l'autre et préserverait ainsi son autonomie<sup>4</sup>. Les erreurs d'interprétations (c'est de longue date que coexistent diverses formes et degrés d'intensité de militantisme) et les *a priori* normatifs implicites (tendant à disqualifier le militantisme ouvrier au profit d'une valorisation de celui, posé comme davantage autonome et désintéressé, des classes moyennes) de ces théories ont été récemment soulignés, et il ne s'agit pas pour nous d'ajouter une contribution à la longue liste de leurs réfutations<sup>5</sup>.

Nous nous situons également à distance des réflexions qui, postulant une extension de l'individualisme dans nos sociétés, tendent à opposer un *collectif* suspect d'exercer (au moins potentiellement) une oppression sur celles et ceux qui le composent à un *individu* que sa fragilité exposerait à une pluralité de menaces (« fatigue d'être soi » d'un côté, soumission aux « tyrannies du nous » de l'autre). Plutôt que de partir de l'opposition entre individu et collectif, notre propos est d'examiner les modalités selon lesquelles des individus peuvent faire corps, former un groupe prêt pour la lutte et, ainsi, « faire mouvement ». Ce sont, en d'autres termes, les manières concrètes dont se constituent (ou pas), se consolident (ou pas) et, parfois, se délitent les collectifs militants qui nous intéressent, ainsi que les façons dont les organisations tentent sur le mode performatif de faire advenir les groupes au nom desquels elles prétendent parler.

Les textes rassemblés dans ce dossier n'ont bien entendu aucune prétention exhaustive sur un sujet aussi vaste. Ils permettent néanmoins de rassembler des travaux, pour la plupart inédits, sur des terrains diversifiés (militantisme associatif, humanitaire, syndical, politique, expertise militante) et en fonction d'angles d'approche variés. Les contributeurs placent en effet leur démarche sous le signe de la sociologie, de la science politique, de la didactique ou de l'histoire, et s'intéressent à des organisations actuelles ou disparues, à des formes actuelles ou passées de militantisme, aux évolutions éventuelles entre les deux. Des thèmes transversaux émergent cependant de ces contributions diverses et donnent sa cohérence au dossier. Les dynamiques d'engagement sont tout d'abord loin de prendre la forme d'un passage mécanique du mécontentement à la mobilisation, pas plus que la passivité politique des groupes ayant pourtant toutes les « bonnes raisons » de se révolter ne peut se réduire à leur seule méconnaissance de leurs intérêts collectifs ou à une éventuelle « fausse conscience ». Les diverses contributions du dossier visent à rendre compte, dans leur diversité, des *conditions de félicité de l'engagement mili-*

*tant* comme des obstacles qu'il est susceptible de rencontrer. Les variations d'intensité et les évolutions de l'engagement individuel permettent d'aborder la question du désengagement et des reconversions militantes. Les effets de méconnaissance en matière de mobilisation collective (de ses organisations, de ses formes pratiques, de ses codes symboliques...) sont analysés au travers de textes portant sur des groupes marqués par l'absence d'expérience ou de tradition de lutte. Cet aspect permet de pointer l'attention sur les modalités de l'apprentissage politique et, plus précisément, sur les modes d'acquisition des compétences, à la fois pratiques et cognitives, à l'action collective, qui peuvent être comparés aux modalités de l'apprentissage scolaire. La diversité des ressorts individuels de l'engagement, et leurs fréquents décalages avec les discours organisationnels, constitue une autre dimension qu'un biais intellectualiste amène parfois à sous-estimer. L'engagement connaît ainsi des ressorts affectifs, émotionnels ou relationnels trop souvent négligés, empêchant de comprendre, notamment, que certains engagements puissent être de courte durée ou susciter rancœur et frustration, voire que certains puissent se percevoir comme des « malgré nous » du militantisme. Dans cette optique, si les organisations cherchent généralement à accroître leurs effectifs, elles ne sont pas toujours accueillantes pour celles et ceux qui y entrent, soit qu'elles ne correspondent pas à leurs attentes initiales, soit que les nouveaux adhérents ne parviennent pas à y « trouver leur place ». Enfin, sont étudiés les conséquences et effets du renouvellement des générations dans des organisations de création ancienne et qui voient affluer vers elles de nouvelles cohortes militantes.

Certains thèmes, que nous aurions souhaité voir abordés, ressortent finalement peu des contributions mais reflètent néanmoins des pistes de recherche stimulantes et d'ores et déjà explorées. C'est notamment le cas des femmes confrontées dans les organisations à des formes diverses de domination masculine, et qui n'ont parfois le choix qu'entre partir, s'effacer ou protester — au risque de se stigmatiser comme « mauvaise tête » au sein de leur groupe militant<sup>6</sup>. Le témoignage militant sur les débats au sein du Collectif national pour les droits des femmes donne quand même des éléments sur quelques-unes des difficultés du militantisme féministe aujourd'hui. De même, les effets de la répression (largement sous-estimée dans la littérature sur le désengagement) ou de son anticipation, spécialement dans le monde du travail, sont un facteur important du non-passage à la mobilisation qui a été en définitive peu développé dans ce dossier. Pour autant, nous espérons qu'il permette, malgré ses manques et conformément aux objectifs de la revue, un échange et une relation entre militants et chercheurs, qui sont parfois les mêmes.

- 1 *ContreTemps* n° 8, « Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite », septembre 2003 ; *ContreTemps* n° 11, « Penser radicalement à gauche », septembre 2004.
- 2 Voir notamment le numéro de la *Revue française de science politique* dirigé par O. Fillieule et N. Mayer consacré aux « devenirs militants » (2001, vol. 51, n° 1-2) et O. Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- 3 Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004.
- 4 Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, éditions de l'Atelier, 1997.
- 5 Annie Collovald (dir.), chapitre 5, « Pour une sociologie des carrières morales et des dévouements militants », in *L'Humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du tiers-monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002
- 6 Cf. Josette Trat, « La responsable féministe, la "mauvaise tête" dans les organisations mixtes », *Les Cahiers du genre*, n° hors série 2006.

**Christine Dollo**

**Samuel Joshua**

Maître de Conférences à l'IUFM d'Aix-Marseille

Professeur à l'université de Provence, UMR ADEF (université de Provence,

IUFM d'Aix-Marseille, INRP)

## Savoirs militants, une approche didactique

*Comment se manifestent et se constituent ces « techniques partagées » qui font le substrat commun du militantisme dans un cadre associatif donné ? D'où viennent les compétences à tenir une AG, rédiger un tract ? Sous quels aspects ces apprentissages se constituent-ils sur un mode différent de celui de la « forme scolaire » classique ? Ces questions sont abordées à travers un compte rendu de parcours de militant-es de la LCR.*

**Les recherches sur mode didactique sont rares** qui portent sur les types d'approches d'objets de savoir dans le vaste secteur de l'association volontaire : mouvements sportifs, culturels, culturels, organisations du « mouvement social », syndicats et partis politiques. Ce qui, à son tour, pose des problèmes théoriques : existe-t-il des spécificités didactiques dans ces formes d'apprentissage ?

L'un d'entre nous (Joshua, 1998) a proposé un système de distinction entre les objets de savoir qui relèvent plutôt du mode « silencieux » des apprentissages, ou, à l'inverse, plutôt du mode « explicite » de l'étude (« étude » de la montée en vélo ou « étude » des mathématiques). Les formes scolaires relèvent dans cette théorisation d'une systématisation des conditions de l'étude, ce qui, évidemment, n'exclut pas que ces formes comprennent aussi nombre « d'apprentissages silencieux ».

D'une manière révélatrice, des associations, des syndicats, des partis mettent en place des « écoles de formation » qui, pour n'être pas dans l'institution scolaire au sens courant, peuvent (et doivent) relever des mêmes théorisations didactiques que l'école. On repère également dans ce secteur des apprentissages qui ne se réalisent complètement ni sur un mode (scolaire) ni

sur l'autre (« silencieux ») : rédiger un tract, tenir une réunion, prendre la parole, introduire un débat.

### Méthodologie de la recherche et cadre empirique

#### *Des entretiens semi-directifs*

Le présent travail s'appuie sur des entretiens de membres (ou anciens membres) d'un parti politique, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Trois sont utilisés ici. Des éléments sont propres à ce parti, d'autres se retrouveraient probablement dans des structures comparables. Des parcours scolaires très différenciés, des trajectoires croisées. Et pourtant (et c'est l'objet de la recherche), des « techniques » amplement partagées, dont on peut supposer qu'elles proviennent bien de « l'étude » dans ce parti. À l'époque des entretiens, Basile est un jeune cheminot de trente-quatre ans. Sophie a cinquante-deux ans, elle est rédactrice en chef technique dans le secteur de la presse d'entreprise. Olivier, facteur de vingt-neuf ans, est le seul dont on ne cachera pas le nom. Il s'agit de l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2002 et porte-parole de son parti, Olivier Besancenot.

Il s'agissait pour nous de cerner la spécificité des modes d'approches de ces techniques partagées, de bas niveau de repérage au plan de « la culture » valorisée, et qui forment un substrat de la pratique militante dans ce parti.

### Quelques résultats

Chacune des personnes interrogées s'est révélée experte dans un domaine de compétence particulier. Sophie par exemple était une spécialiste de la rédaction de « feuilles de boîte » (tracts à destination des salarié-es des entreprises), et plusieurs cellules de son organisation politique faisaient ainsi appel à elle pour former les jeunes militant-es à cette technique particulière qui consiste à diffuser de l'information en deux ou quatre pages maximum. Olivier est devenu un expert dans l'art de l'expression médiatique. Basile, quant à lui, malgré son aveu de difficultés dans les relations à l'écrit, est devenu un rédacteur hors pair de tracts incisifs.

Tous ont également appris à prendre la parole dans des assemblées générales, sur leur lieu de travail ou dans leurs cellules respectives.

Comment ont-ils acquis ces compétences ?

#### *Des compétences liées à leur activité militante et à un fort engagement*

La première idée importante est le sentiment partagé par tous que leurs compétences ont été acquises dans le cadre de leur organisation politique commune. Ainsi pour Sophie : « Donc c'est mon université, c'est clair, j'ai beaucoup

appris grâce à la Ligue, mais c'est pas une université comme les autres quand même, enfin je ne pense pas... » Mais pour elle, cela va encore plus loin dans la mesure où la Ligue a également été une école professionnelle en quelque sorte. Sans diplôme, elle a été recrutée par la LCR comme dactylo au départ, pour devenir ensuite très vite responsable de la production des « Cahiers de la Taupe » (nom générique des feuilles de boîte de la LCR dans les années soixante-dix) : « Là maintenant où je suis professionnellement, c'est complètement la Ligue. (...) J'ai tout appris. Par exemple lorsque je m'occupais des Cahiers de la Taupe, c'était du producteur au consommateur, je faisais tout jusqu'à la vente. Enfin je n'écrivais pas tous les trucs, mais j'écrivais quand même... Donc je suivais complètement un produit du début jusqu'à la fin. » Pour Basile, en dehors de ce que peut enseigner la LCR dans le domaine de la prise de parole ou de la réflexion, une organisation politique permet la prise de recul par rapport aux luttes. Enfin, pour Olivier, ce que lui a apporté la LCR, c'est « le goût de la lecture et puis parler, savoir prendre la parole, prendre la parole plus que parler, prendre la parole en public ».

Mais ces compétences, ou encore ce goût de l'étude et de la lecture acquis au sein d'une organisation politique, viennent surtout de l'engagement individuel et volontaire de ces militants. Car en effet, même si tous ne se sont pas trouvés en situation de totale rupture vis-à-vis du système scolaire (Basile a même décroché un DEA et Olivier une licence d'histoire), tous avouent leur manque d'intérêt pour l'école et décrivent des parcours scolaires souvent atypiques. Basile a notamment quitté le système scolaire classique en fin de quatrième. Par la suite, d'abord en France puis en Allemagne, il finit ainsi, tout en choisissant les cours auxquels il assiste, par décrocher un baccalauréat série A2, qui lui permet de s'inscrire à l'université de Nanterre. Sophie a, quant à elle, quitté l'école en fin de seconde, non pas du fait de réelles difficultés scolaires, mais parce que, pour elle, l'école n'est pas la vraie vie. Elle fait alors du théâtre pendant plusieurs années avant de devenir permanente à la LCR. Pour Olivier enfin, la scolarité se déroule sans trop de difficultés, mais aussi sans grand intérêt : il a commencé à lire lorsqu'il est « entré en politique », et d'abord grâce à la rencontre avec des militants de la LCR, plus même que dans le cadre institutionnel du parti lui-même.

Ce n'est donc pas l'école qui leur a donné l'envie d'apprendre, de se documenter et de lire. C'est leur engagement militant. Ce n'est pas une obligation scolaire mais une motivation militante. Et leur conviction des causes à défendre, leur envie de « changer le monde » leur a alors fait rencontrer la nécessité d'apprendre, *d'apprendre pour faire* : rédiger un tract, intervenir dans une assemblée générale pour convaincre, etc.

### **Un pilotage de leur action « par le produit » (nécessité de pertinence) : « apprendre pour faire »**

Dès leur engagement, ces militants vont se trouver confrontés à la nécessité de l'action. Ils veulent changer le monde et il faut agir, participer aux tâches d'une organisation politique, distribuer des tracts — et donc contribuer à leur rédaction — participer à la vie de la cellule, rédiger des « feuilles de boîte », intervenir dans des assemblées générales ou des congrès. Et ne pas « manquer » sa première fois. Mais comment y parvient-on ?

Olivier, à peine entré au lycée, prend la parole avec un « vrai » mégaphone devant un public de 1000 lycéens qu'il s'agit de convaincre de « *partir en grève* ». Il a très peur mais il est galvanisé par la nécessité de convaincre ses condisciples. Pour Basile, la première fois qu'il rédige un tract, c'est dans le cadre d'une campagne électorale, il réside alors dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris et il est convaincu du fait que, même si ce n'est pas à l'ordre du jour des élections en question, il est important de faire un tract sur le droit de vote des étrangers. C'est cette nécessité qui va l'aider à dépasser ses difficultés d'écriture. Car Basile a toujours eu des rapports compliqués à l'écrit, même s'il a rédigé un DEA ! Quant à Sophie, il fallait que sa première feuille de boîte soit lisible par des ouvriers des entreprises relevant du domaine d'intervention de sa cellule. Et cela n'a pas été facile à réussir du premier coup : « Y compris on m'envoyait dans d'autres cellules et ça me faisait marrer parce que moi je n'avais pas de diplôme et je me retrouvais dans des cellules où il y avait tous les intellos de la Ligue à qui je disais non il faut pas écrire comme ça, il faut faire une feuille de boîte comme ça... Donc je donnais en quelque sorte des leçons de Taupe rouge, comment écrire les trucs et bon, c'est un exercice assez particulier, que j'aimais bien... »

### **Le « format » (mimétisme des techniques en œuvre)**

Une première chose apparaît clairement dans les propos, ainsi qu'on commence à l'entrevoir ci-dessus, c'est la question du « formatage » même si Sophie refuse ce mot qu'elle trouve péjoratif. Pourtant, si on le prend au sens de Bruner, on constate que ce sont bien des « modèles » d'action qui sont mis en œuvre, même si « la tutelle » dont il parle est spécifique au cas considéré (Bruner, 1996).

Les militants interrogés admettent en effet tous qu'ils seraient capables d'identifier l'auteur d'un tract ou d'une intervention comme un-e militant-e de la LCR, même si l'information directe n'est pas disponible. Olivier nous dit notamment qu'il « y a un formatage militant entre guillemets je pense, il y a une construction de la logique, mais qui est le goût d'abord de la construction. (...) Oui évidemment (...) si je ne reconnaissais pas un militant de la Ligue dans

une AG, le mec qui intervient je verrais qu'il est à la Ligue, je le sentirais, je pense (...) C'est parce que je pense que chaque parti est un peu formaté. (...) Par exemple il y a des trucs un peu caricaturaux dans la Ligue, il y avait du vocabulaire, du vocabulaire typiquement Ligue ».

Chaque cellule fonctionne un peu sur le même modèle et on retrouve dans toutes ces cellules l'existence « d'exposés de formation ». Chaque semaine, la cellule se réunit et débute par un exposé de formation préparé par un-e adhérent-e sur un sujet particulier. Tous indiquent que cela avait un caractère stressant – notamment le premier exposé – mais très formateur en même temps. Parce que les sujets préparés étaient du coup bien connus. Comment ces exposés étaient-ils préparés ? Les militants interrogés ne parlent pas en fait d'une véritable formation à l'exposé. Une liste circule, l'exercice est obligatoire, il faut s'inscrire et « se lancer ». Sophie par exemple, explique : « Ah oui moi quand j'avais un exposé à faire, j'allais chez Maspero, je ramassais dix mille bouquins. » De la même façon Olivier préparait également ses exposés : « j'allais à la BU, et puis je prenais des bouquins et puis je faisais un petit rapport, comme j'aurais dû le faire — mais je ne le faisais pas — pour mes TD ». Basile insiste également sur l'aspect formateur de ces exposés et garde un souvenir très fort de ceux qu'il a eu lui-même à préparer : « C'était aussi bien sur les luttes de classes en France, de Marx, en 1848, c'était sur le Mexique bien sûr, sur l'ALENA, on faisait un peu de formation élémentaire en économie... Et donc on faisait les exposés toutes les semaines, et ça, c'était bien. Et je pense que ça nous a bien formés. »

Pas de véritable formation « consciente » donc, au sens de préparation méthodologique à l'exposé, mais un constat : on apprend parce qu'il faut le faire, et on apprend de la même façon parce que tous ces exposés se ressemblent, sont construits selon la même structure, etc. De même, l'apprentissage à la présentation d'un rapport en congrès de la LCR existe, mais les militants ont du mal à expliciter la forme qu'il prend. Olivier se souvient ainsi de son premier rapport à un congrès de la LCR, en 1997. Ce rapport porte sur le changement du nom dans l'organisation, question très débattue au sein du parti à l'époque. Olivier n'est pas d'accord avec le fait que l'organisation soit renommée, il prend donc en charge ce rapport. Là encore, le stress : « au congrès sur ce rapport j'ai une trouille extraordinaire. Parce que là (...), là il y a un enjeu... Y'a des adversaires de haute volée qui peuvent me manger (...) et puis je peux bafouiller, ça peut être la catastrophe quoi ». Mais malgré cela, Olivier fera ce rapport, parce qu'il faut, une fois de plus, convaincre. Comment Olivier a-t-il préparé ce rapport ? « Je m'étais isolé pendant le congrès je me souviens, j'avais discuté avec un copain (...) ». Il n'écrit pas parce qu'il n'a pas la « culture écrite ». Il travaille donc sur la base d'un plan détaillé : « j'ai fait un plan

détaillé, je me souviens de l'avoir fait, d'essayer de le construire, et puis de voir deux trois arguments (...). Voilà, j'ai un plan et puis je m'y accroche et puis je pars à partir de ça (...), mais pas improvisé parce que j'ai un plan mais disons que j'ai pas fait une fausse intervention avant quoi, j'ai pas répété une intervention avant non. (...) Je me suis lancé mais dans ma tête je faisais le plan... Dans ma tête quand je fais le plan, je le fais oral, enfin je m'imagine en train de parler ». Mais selon lui, rien de naturel dans cet exercice cependant : « c'est un apprentissage peu à peu oui, y'a rien de naturel là-dedans », même s'il est difficile d'expliquer les facteurs qui ont favorisé l'acquisition de cette compétence. En ce qui concerne la prise de parole dans les réunions, cela commence souvent par une période d'observation, avant de prendre l'initiative d'intervenir (en dehors des fameux « exposés de formation » obligatoires de fait). Basile indique ainsi : « je pense que je suis resté un an sans parler dans ma cellule. Je crois que quasiment pendant un an j'ai pas dû desserrer les dents. C'était tous les jeudis soirs j'écoutais, mais je parlais pas, j'avais du mal à prendre la parole donc... c'était un petit groupe hein, mais j'avais du mal à parler comme ça... » Il faut également apprendre à faire des interventions concises, comme dans le cas de la rédaction de textes : on apprend à être le plus concis possible. Un tract ne doit pas dépasser un recto, une feuille de boîte deux ou quatre pages. Tous ces exemples montrent donc qu'il y a bien des apprentissages qui s'effectuent au sein de l'organisation, mais qu'ils se font sur un mode plus mimétique et « silencieux » qu'à l'école. Si la répétition (« l'entraînement ») est présente (on s'améliore en recommençant), la nécessité de réussite, jugée par l'extérieur, est présente en permanence. Et ces militants insistent d'ailleurs beaucoup sur la différence entre leur organisation comme « structure de formation » et l'école, parce qu'il n'y a pas de cours, d'interrogations écrites ou orales, etc. Basile nous a d'ailleurs raconté qu'il avait été, encore collégien, approché par des militants de Lutte ouvrière qui lui proposaient une formation. Ce sont ces militants qui lui ont donné le goût de la lecture, mais en même temps Basile s'est très vite détourné de leurs méthodes trop « scolaires » de formation. Enfin, dans ces apprentissages, les militants interrogés insistent beaucoup sur le caractère collectif des tâches effectuées et sur l'interaction, qui différencie encore l'« apprendre pour faire » du « faire pour apprendre » dans le cadre scolaire. Par exemple, lorsqu'on lui demande comment elle a appris, dans le cadre de son parti, à « tenir des assemblées générales » Sophie se défend d'avoir eu à réaliser seule ce genre de tâche : « Oh ! je ne dirais pas que j'ai appris à tenir des assemblée générales, non je n'irais pas jusque-là. Parce qu'on était toujours à plusieurs, c'était vraiment assez collectif. Donc je n'ai pas eu le sentiment, j'ai eu le sentiment, là, qu'on travaillait à un petit groupe de trois, quatre personnes et qu'on se répartissait

les tâches... Donc j'ai jamais eu le sentiment d'être en charge moi, personnellement, je ne l'ai pas vécu comme ça. » Nous trouvons des points communs avec les travaux de Dumazedier, lorsqu'il écrit : « Les pratiques d'autoformation surtout collectives sont centrées sur les pratiques d'échange mutuel et de coopération active qui caractérisent l'éducation tout au long de la vie, où les plus forts aident les plus faibles, alors que la formation scolaire traditionnelle, sans exclure les exercices de groupe, est forcément centrée sur le développement individuel noté » (Dumazedier, 2002, p. 101).

### ***Le rôle spécifique de la nécessité de convaincre et du débat de tendance***

La nécessité d'apprendre pour faire se retrouve également dans les débats de tendance au sein du parti. Cela est très clair dans le cas d'Olivier notamment, qui découvre les tendances dans son premier congrès des JCR, et se trouve galvanisé par leur existence. De même, à son entrée dans la Ligue, Olivier intègre une tendance minoritaire du parti, et il prend très vite des responsabilités dans la direction de cette tendance, ce qui l'amène à être délégué à un congrès de la LCR et à intervenir dans ce congrès : « Alors là, truille terrible, mais motivé par le débat de tendance, donc j'y vais. Motivé par le débat de tendance parce que ça m'énerve donc, je dis, il faut se faire violence et y aller, donc j'y vais. (...) Mais c'est pas mille lycéens, c'est trois cents délégués de la Ligue, dont je connais le niveau d'intervention, donc là je me sens à poil quoi... Les lycéens ça va, je leur dis, il faut débrayer, ils débrayent... (...) Je suis épaté, c'est-à-dire je suis hyper fier d'appartenir à une organisation où il y a de la matière grise comme ça, intellectuelle, vraiment ça me scotche, je me dis bon, c'est une richesse et en même temps hyper culpabilisé, je me dis, intervenir là-dedans, comment on fait ? Je pense que j'aurais pas eu le sentiment d'injustice par rapport à ce qui était dit, donc la volonté d'intervenir, je ne l'aurais pas fait... J'aurais été majoritaire je pense que j'aurais fermé ma gueule, et j'y serais pas allé parce que je pense vraiment pour se faire violence il faut... (...) Donc un sentiment de dire non, c'est pas juste, ce que tu dis c'est pas juste, donc il faut que j'y aille. »

### ***Inutilité des apprentissages scolaires ?***

Pour les militants de la LCR que nous avons écoutés, il est difficile de distinguer ce qui, dans les apprentissages scolaires, a pu leur être utile pour l'acquisition de leurs compétences militantes. Ces militants insistent cependant sur le caractère socialisateur de l'institution scolaire et sur l'importance des rencontres. L'école est donc d'abord un premier lieu d'apprentissage de la vie en collectivité, et Sophie indique ainsi que l'école est un lieu où l'on apprend à lire et à écrire, mais aussi « la sociabilité, un peu les rapports de force ». Cela est parti-

culièrement fort dans le témoignage de Basile qui a bénéficié de la pédagogie Freinet durant sa scolarité primaire : « Ben, pour mon cas, je dirais que depuis tout petit hein, y'a cette idée de collectif, elle est forte. (...) Et cette idée de collectif suprême, je sais pas comment dire, je l'ai appris depuis l'école primaire parce que l'école où j'étais, à Vitruve, y'avait toujours cette idée de... Une école Freinet... On avait des assemblées, (...) j'ai toujours connu les AG, je ne les ai pas découvertes à la SNCF, je les ai connues depuis le CP et je crois que quasiment tous les matins on avait une sorte d'AG... Dès qu'il y avait un conflit même entre élèves, etc. il était résolu en commun, chacun exposait pourquoi l'autre avait frappé untel. (...) Et puis on essayait de trouver la solution (...). Quand on partait en classe verte, on essayait à trente gamins de décider ensemble des menus avant de partir, comment est-ce qu'on pouvait faire, etc. Toujours cette idée, même un peu de compromis, mais de... De discussion, que la discussion allait finir par régler les divergences et que en discutant on allait pouvoir arriver à faire quelque chose. » On y apprend également à se confronter aux autres. C'est ainsi qu'Olivier témoigne du fait que « oui, l'école, ce que ça m'a appris, c'est un lieu de socialisation, c'est ça, un lieu de socialisation où j'ai confronté, (...) où je tenais tête à des profs, où je prenais la parole dans des assemblées dans la cour du lycée, etc., donc c'est ça que ça m'a appris ». De même, certains professeurs, particulièrement charismatiques, les ont marqués et laissent des traces des disciplines scolaires qu'ils enseignaient. Olivier note ainsi qu'il a souvenir, « de profs, de profs qui m'ont apporté des choses, profs d'histoire notamment, ça oui, qui m'ont apporté des choses si, si mais là pareil c'est des rencontres comme quand je parle de la Ligue, souvent on parle de rencontres ». Cela est encore plus vrai pour Sophie, pour qui les professeurs jouaient un rôle déterminant dans les résultats scolaires d'une discipline à l'autre : « J'ai de très bons souvenirs de profs (...). J'ai été bonne en latin, une année, parce j'avais un prof qui nous faisait pas faire... C'était pas version thème, c'était, y compris elle nous parlait de... des Romains, des Latins (...). Elle parlait beaucoup quoi, elle faisait de l'histoire, elle nous racontait des histoires autour de ça... (...) Pour moi, je serais tentée de dire c'est une affaire de rencontres, c'est ce que je disais, de rencontres. Moi j'ai un prof qui ne m'intéresse pas, qui ne me plaît pas, je ne rentre pas et je ne marche pas... Je me ferme... (...) Alors là vraiment je distingue en fonction de... Par exemple une année je suis bonne en histoire parce que le prof m'intéresse, l'année suivante je suis pas bonne en histoire parce que le prof m'intéresse pas... C'est très très clair pour moi. Pareil en latin, j'ai été bonne en latin une année parce que le prof, hein... L'année suivante bon je chutais parce que le prof... Enfin moi je l'ai vécu comme ça. »

## Conclusion

La division didactique du « apprendre pour faire » et du « faire pour apprendre » est l'une des plus intéressantes pour rendre compte des modes d'entrée dans les compétences considérées. En effet, ces techniques décrites plus haut débouchent sur de véritables « savoirs » qui se vérifient non par la légitimité d'une communauté savante mais parce qu'ils sont efficaces : on apprend pour faire (un tract, une AG, etc.). Dans le contexte scolaire en revanche, on fait pour apprendre et ce qu'on fait n'a pas toujours une grande importance (on « fait » une dictée pour apprendre l'orthographe, son contenu précis est de peu de portée). La deuxième façon (l'étude guidée scolairement) a des avantages décisifs, entre autres la possibilité (et même la certitude planifiée, « institutionnelle ») de l'erreur, l'existence de « chemins pour l'étude ». Mais cette supériorité de principe (vérifiable empiriquement par les succès des effets de la scolarisation à l'échelle planétaire) disparaît de la conscience de ces militants. Comme d'ailleurs de celle de la très grande masse de la population. On peut même supposer que les jugements seraient encore plus durs si le « politiquement correct » ne les limitaient pas pour des personnes en principe activement solidaires de la lutte pour le droit à l'école ! Seuls surnagent des souvenirs attachés à des personnalités marquantes (certains professeurs particulièrement charismatiques) et aux relations sociales dont le temps de l'école est l'occasion (socialisation, apprentissage de la vie en collectivité). La supériorité revendiquée des apprentissages acquis par l'intermédiaire de la LCR sur les apprentissages scolaires apparaît sans contrepartie aucune. Il est pourtant aisé de saisir que nombre des techniques mises en œuvre dans le parti s'appuient sur un fond commun produit de l'élévation générale du niveau d'éducation donné par l'école. Mais saisir cette mise en relation ne peut manifestement pas s'aider des « histoires de vie » militantes...

## Références bibliographiques

- BRUNER Jérôme, 1996, *L'Éducation, entrée dans la culture. Les problèmes de l'école à la lumière de la psychologie culturelle*, Paris, Retz.
- DUMAZEDIER Joffre, 2002, *Penser l'autoformation, société d'aujourd'hui et pratiques d'autoformation*, Lyon, Éditions de la Chronique sociale.
- JOHNSA Samuel, 1998, « Des "savoirs" et de leur étude : vers un cadre de réflexion pour l'approche didactique », *Année de la Recherche en éducation*, pp. 79-97.

## dossier : l'engagement en questions

### Lilian Mathieu

Sociologue, CNRS

Dernier livre paru : *La Double Peine, histoire d'une lutte inachevée*, La Dispute, 2006.

## Les novices de la grève : de la contrainte à l'apprentissage de la lutte

*La grève reste le principal moyen de lutte des salariés, alors qu'elle expose à des risques croissants dans des univers professionnels qui prennent de plus en plus l'allure de déserts syndicaux. L'article se penche sur les ressorts de l'engagement gréviste de salariés que leur dispositions sociales ne prépareraient pas à cette forme d'action, ainsi que sur les logiques des apprentissages militants auxquels la participation à des conflits collectifs leur a permis d'accéder.*

### **Le recours à la grève, on le sait, a connu ces dernières décennies** une très forte décline.

Même sans tenir compte du pic exceptionnel de 1968, le nombre annuel de journées individuelles non travaillées (JINT) dans les entreprises privées et nationalisées se situait entre trois et quatre millions entre le milieu des années 1960 et celui des années 1970 (plus de cinq millions en 1976). Il voisine généralement avec le million dans les années 1980, puis amorce une chute quasi-régulière (693 700 JINT en 1990, 353 176 en 1998, 223 795 en 2003) que seuls des pics ponctuels (comme en 1995 avec plus de deux millions de JINT) viennent temporairement inverser. Les salariés éprouvent de plus en plus de difficulté à recourir à ce qui constitue pourtant leur mode de lutte spécifique, et cela alors que les motifs de contestation (concernant principalement leurs conditions de travail et niveaux de rémunération) ne cessent de se multiplier. Jean-Michel Denis a dressé la liste des raisons de cet effondrement du recours à la grève les plus couramment invoquées<sup>1</sup> : transformation de la structure de la main-d'œuvre (tertiarisation et féminisation, démantèlement des anciennes communautés ouvrières) et des conditions d'emploi (aggravation de la précarité sous forme de CDD et de temps partiels

imposés), processus d'individualisation au sein de la société (qui entraîne une désaffection à l'égard de l'action collective), apaisement des conflits et valorisation de la négociation (auxquelles on peut ajouter la judiciarisation des conflits du travail), déclin des utopies sociales et des projets de transformation sociale, et affaiblissement du syndicalisme, qui fait de nombre d'entreprises de véritables déserts syndicaux. Ajoutons que si les salariés du secteur public peuvent encore se permettre de recourir à la grève, ils doivent néanmoins faire face à une vigoureuse entreprise de disqualification symbolique (invocations rituelles des « usagers pris en otages ») de cette forme d'action, que certains visent par ailleurs à limiter *via* l'instauration d'un « service minimum ».

Pourtant, même ainsi affaiblie, la grève reste le principal mode d'expression de leur mécontentement et de leurs revendications à disposition des salariés. Cet article souhaite interroger cette situation quelque peu paradoxale d'une forme de lutte qui reste centrale alors que sa légitimité et son efficacité sont loin d'être assurées aux yeux mêmes de ceux qui l'emploient, et que ses conditions de mobilisation sont de plus en plus difficiles. Il se base sur les données d'une recherche en cours, conduite avec Annie Collovald et financée par la DARES, sur les conditions de mobilisation de jeunes salariés travaillant dans des secteurs – en l'occurrence ici celui du commerce – marqués par la faiblesse de l'implantation syndicale<sup>2</sup>. Il s'intéresse plus spécifiquement aux logiques, parfois contraintes, de l'engagement gréviste de salariés souvent inexpérimentés en la matière, ainsi qu'aux effets de leur mobilisation sur leurs perceptions de leur situation dans l'entreprise et de l'action collective.

### Quand la situation contraint les dispositions

Les entretiens conduits avec des salariés ayant participé à une ou plusieurs grèves font immédiatement apparaître de fortes inégalités de capital militant, entendu comme « ensemble de savoirs et savoir-faire mobilisables lors des actions collectives », « incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir ou tout simplement obéir<sup>3</sup>. » Certains, parmi lesquels on retrouve sans surprise les salariés les plus investis dans l'action syndicale, sont sur ce plan de véritables héritiers, au sens où leurs parents étaient eux-mêmes militants (dans des partis, des syndicats, des associations) et leur ont transmis un ensemble de dispositions favorables à l'engagement et de schèmes de perception propres au militantisme. D'autres, eux aussi actifs syndicalistes, ont pour leur part acquis des dispositions et compétences militantes dans et par la participation préalable à diverses formes d'action collective, que ce soit le scoutisme, le monde associatif ou le syndicalisme étudiant.

Mais la majorité des salariés rencontrés sont de véritables *novices*, totalement dépourvus d'expérience en la matière, au moment de leur participation à la

grève. Ni leur environnement familial proche ou lointain ni leur trajectoire personnelle et les différents univers qu'ils ont été amenés à traverser (études, emplois précédents) ne les avaient jusqu'à présent amenés à se poser la question d'une éventuelle participation à une mobilisation. C'est à l'intérieur de l'entreprise qu'ils ont pour la première fois été confrontés à une offre d'engagement – celle que leur ont présentée leurs collègues leaders syndicaux – qui les a laissés tout d'abord quelque peu désemparés.

Cette faible appétence contestataire est décrite par certains sur le mode de la soumission à un ordre des choses quasi naturalisé. Une vision pacifique du monde du travail et l'attachement docile aux hiérarchies internes portent à rejeter les rapports conflictuels au sein de l'entreprise et ceux, les syndicalistes, qui en apparaissent comme les ferments. C'est le cas de Constantin, qui explique qu'il n'est « pas très syndicat » et que l'action collective « ça fait pas partie de ma culture ». Il rapporte cette réticence devant la contestation à son milieu familial (« les grèves c'était pas culturel dans ma famille »), et plus spécialement à son père, ouvrier électricien, qu'il décrit comme « quelqu'un qui est aussi consciencieux du travail, c'est ce qu'il m'a légué, mais tout ce qui est grèves, revendications, il ne le faisait jamais. Il a toujours fait son travail, il gagnait ce qu'il gagnait et puis c'est tout ». D'où sa perception négative des syndicalistes, qu'il considère *a priori* comme « des gens qui donnaient une mauvaise image un peu négative de l'entreprise, qui ne faisaient pas beaucoup progresser. (...) C'est des fouteurs de merde, ils ont pas à être là, l'entreprise peut fonctionner sans eux ». S'il accepte malgré tout de se joindre à la grève – notamment parce que la manière dont le management nie son attachement au travail bien fait est pour lui source d'insatisfaction (« Que vous donniez toutes vos compétences, c'est pas pris en considération ») –, il a du mal à participer aux activités qui impliquent une exposition de soi, lesquelles heurtent ses dispositions à la discrétion : « Je peux pas hurler comme un fou avec un haut-parleur. (...) [Distribuer des tracts] ça me mettait mal à l'aise. »

D'autres renvoient, pour justifier leur réticence à faire grève, à ce que l'on pourrait appeler des dispositions individualistes, qui les portent à privilégier les stratégies de salut individuel plutôt que celles qui supposent une coalition avec les pairs. C'est le cas de Justinien, qui attribue à sa « relation au groupe » et au fait d'être « peut-être un peu trop individualiste, ou pas assez grande gueule » sa faible propension à l'action collective. C'est également le cas d'Aurélien, qui dit fuir les situations de foule telles que les manifestations – « Moi je suis incapable (...) de manifester dans la rue, d'être entouré de beaucoup de gens comme ça » – mais qui surtout considère que « revendiquer c'est s'humilier » et se présente sur un mode provocateur comme « un petit peu arriviste, capitaliste ». S'il pense qu'il y a « des gens qui sont doués pour (...)

défendre les intérêts des uns et des autres », il ne se considère manifestement pas comme en faisant partie. Cet individualisme revendiqué les amène à donner la priorité à l'*exit* plutôt qu'à la *voice*<sup>4</sup>, ou à ne s'engager que dans les formes solitaires de cette dernière, tels que les contentieux aux prud'hommes. Ainsi, tout comme Aurélien, Livia préfère quitter son poste lorsque celui-ci ne lui donne plus satisfaction (« Généralement, quand ça va pas avec un patron, je démissionne et je vais ailleurs »), et pense plus spontanément à utiliser les services d'un avocat que ceux du syndicat en cas de conflit avec un employeur. Ces dispositions défavorables à la mobilisation sont comme redoublées par l'anticipation des sanctions auxquelles elle expose : peur du licenciement de rétorsion (« Je me disais, je vais peut-être me faire virer, avec ma bonne gueule », dit Livia) et de la perte de salaire, en premier lieu, mais aussi crainte diffuse de se faire mal voir, de décevoir un employeur qui vous a fait confiance au moment de l'embauche, doute sur la légitimité morale de l'action collective (« En même temps est-ce que c'est bien, ce que tu fais ? », s'interrogeait Constantin avant de rejoindre les grévistes), ou tout simplement inhibition à l'idée de « sortir du rang » et d'abandonner le rôle de salarié placide si ce n'est docile.

Pourtant, et en dépit de tous ces obstacles, ces salariés ont finalement rejoint la grève initiée et préparée par leurs collègues syndicalistes. Deux mécanismes conjoints peuvent rendre compte de leur ralliement, pourtant improbable, à la mobilisation. Il s'agit en premier lieu de la crainte de compromettre les relations d'amitié et de confiance réciproques tissées au quotidien avec les collègues leaders de la lutte, qui induit une forte contrainte à la solidarité ; celle-ci est comme redoublée par la crainte de la stigmatisation comme « lâcheur » ou « traître » au sein du groupe des pairs mobilisés. C'est de ce double mécanisme que témoigne Aurélien : « Moi la seule raison pour laquelle je suis pas resté dans la boîte, dans le magasin pour travailler à ce moment-là c'est que, comme j'étais caissier, je me voyais mal tout seul encaisser tout le quartier pour... Et puis parce que j'ai beaucoup d'estime et d'amitié pour [la responsable CGT] et que je savais que ça allait lui faire de la peine, donc... » L'entrée dans la mobilisation, on le voit, s'opère *contre* les dispositions intériorisées, sous l'effet de mécanismes qui agissent *en situation*. Mis en demeure de « choisir leur camp » et de manifester ce choix sur le site de l'entreprise et en présence directe de leurs collègues mobilisés, les salariés pourtant disposés à faire défection sont amenés à se rallier par la logique propre de l'interaction<sup>5</sup> : « C'est moi qui ouvrais les portes. (...) Et je me disais "si je rentre dans cette librairie et que j'ouvre les portes, leur mouvement va pas marcher", ça va pas marcher, quoi, ils seront toujours pas assez nombreux. Donc j'ai décidé de faire grève à ce moment-là » (Julia).

## La grève, une expérience perturbatrice

Le relatif désarroi que ressentent les salariés les moins aguerris devant les invitations à la mobilisation que leur adressent les responsables syndicaux ne s'exprime pas qu'au moment de la prise de décision de se joindre (ou pas) au mouvement. Il est également présent tout au long de la grève, dont les formes, sens et modalités pratiques leur sont étrangers. Ils se trouvent engagés dans un ordre de pratique et de sens nouveau et d'autant plus troublant qu'il se déploie sur un site et dans une temporalité qui sont ceux habituellement dévolus au travail. Dans cette situation de perturbation et de remise en cause des arrangements sociaux ordinaires, l'*embarras* domine les interactions avec ces personnages pourtant familiers que sont la direction, les cadres ou les clients<sup>6</sup>. La grève, en effet, ne se résume pas à la cessation du travail. Elle exige de celles et ceux qui y participent une double occupation, celle de l'espace et du temps ordinairement consacrés au travail, que tous les salariés ne sont pas également à même de réaliser. D'où la fréquence de l'évocation des sentiments de désœuvrement et d'ennui dans les récits des salariés relatant leur première expérience de grévistes : « On est un peu ailleurs pendant ces temps de grève. Psychologiquement on est ailleurs, c'est assez difficile. On n'est plus dans la réalité. On est tous fatigués. On est tous assis sur des banquettes comme ça, un peu étalés. Et il faut que ça passe, que le temps passe », raconte Julia ; « C'est vrai que c'est assez fatiguant malgré tout. Parce que rester là sans, sans rien faire, c'est assez crevant. Faire acte de présence c'est assez crevant », confirme Tibère. Dans le cas d'arrêts de travail reconduits tant qu'un accord n'a pu être trouvé, et dont la durée est par définition incertaine, l'attente du résultat des négociations quotidiennes, susceptibles de mettre un terme à la grève, est vécue avec une angoisse grandissante à mesure qu'elle se répète : « On croit que tout va se terminer le soir même et on remet ça le lendemain parce que [les déléguées syndicales] n'ont pas eu ce qu'on avait demandé et... » (Julia).

D'où l'importance des récits de grèves passées de salariés plus expérimentés, comme de ceux des permanents syndicaux venus en appui et perçus comme des virtuoses de l'action collective, qui tempèrent cette angoisse par l'acquisition de schèmes et de références permettant d'évaluer l'état de la situation et l'espace des possibles : « [Les permanents] nous parlaient des antécédents de grève que eux-mêmes avaient... Dans lesquelles ils avaient agi et comment ça se passait, qu'est-ce qu'on pouvait attendre... Et effectivement ça tempérait un peu notre impatience. Ça nous calmait » (Justinien). D'où l'importance, aussi, du choix des actions dans et par lesquelles s'exprime la contestation, qui ont aussi pour enjeu d'occuper des grévistes que leur désœuvrement risque de démoraliser et de conduire à la défection. Sont privilégiées les activités qui

contribuent à une animation festive du site tout en favorisant les échanges entre passants et grévistes et l'expression d'une solidarité réconfortante : « Tous les jours on venait avec des caisses claires, mégaphones, on faisait du bruit. (...) Y'avait un barrage de personnes qui venaient et qui regardaient, qui disaient "mais c'est quoi ces fous?", parce qu'on faisait de la musique, on chantait » (Bérénice); « On a placardé sur la vitrine toutes sortes de, "en grève", les raisons, des feuilles de paie. Des feuilles de paie, la comparaison entre les feuilles de paie d'autres librairies et la nôtre, etc., les revendications. On a même mis (...) ces revendications en plusieurs langues » (Tibère). Rassemblant l'ensemble des grévistes dans des activités ludiques et sources de fierté collective (« Nos pancartes étaient tellement bien faites qu'on s'est dit qu'on va pouvoir les vendre [au musée attenant à la librairie] tellement elles sont belles! », raconte Livia), ces formes d'action contribuent à inscrire la mobilisation dans la durée en consolidant la cohésion du groupe contestataire. L'apprentissage de la grève – c'est-à-dire l'initiation à la gestion du temps qu'elle exige, aux activités par lesquelles elle se manifeste et aux schèmes de perception qu'elle requiert – est ainsi d'ordre avant tout pratique. Il s'accomplit au fil des actions (distributions de tracts, manifestations, assemblées générales...) et des interactions avec les pairs et les différentes catégories de protagonistes (permanents syndicaux, direction, cadres, clientèle...). Or cet apprentissage pratique, dont on a vu qu'il s'accomplissait dans certains cas contre les dispositions intériorisées, est à même de transformer, plus ou moins profondément et durablement, le rapport que les salariés novices entretiennent à l'action collective. Pour plusieurs d'entre eux, l'expérience de la grève est l'occasion de la découverte de ce que l'on pourrait appeler la force du collectif : ils découvrent qu'en cessant collectivement le travail ils engagent un rapport de force à même, à condition d'être suffisamment solidaires, de faire plier leur adversaire patronal et d'obtenir des gains substantiels : « Ce qui est rigolo c'est que, comme c'est complètement une épreuve de force (...), finalement on se rend compte qu'on peut presque obtenir tout ce qu'on veut à partir du moment où tout le monde est amarré derrière le truc », dit Faustine. La découverte ne porte pas seulement sur la capacité de la grève à arracher des biens collectifs, mais également sur sa légitimité sociale. Une pratique antérieurement perçue avec méfiance voire hostilité, notamment parce qu'on a dû en tant que consommateur ou usager en subir les désagréments, apparaît dès lors qu'on y a participé, et qu'on a pu en éprouver la pertinence, comme pleinement légitime au point de faire regretter qu'elle ne soit pas plus largement mobilisée : « Il faut qu'ils [les gens] arrêtent de prendre la grève comme un moyen d'emmerder les autres. C'est pas ça. C'est dommage que dans des sociétés y'a des gens qui acceptent tout, même s'ils se plaignent »

(Livia). L'expérience de la grève peut amener à un changement radical des perceptions de l'entreprise et des rapports hiérarchiques en son sein, comme dans le cas de Constantin, dont on a vu plus haut l'absence de dispositions contestataires, qui décrit son évolution (qui passe par une adhésion à la CGT) sur le mode d'un véritable « changement de camp » : « Alors qu'avant j'étais plus, les responsables, c'était eux qui avaient raison. Et maintenant je suis plus un petit peu, je suis plus maintenant de l'autre côté, avec ceux qui vraiment s'engagent, qui sont prêts à changer les conditions de vie du travail. » Un autre trait récurrent des récits de grève est que le bilan qui en est tiré s'inscrit dans le registre de l'*enrichissement personnel*. La participation à la mobilisation est perçue favorablement *a posteriori* parce qu'elle permet d'apprendre des choses nouvelles, en premier lieu sur la conduite de l'action collective : « J'ai été agréablement surprise, (...) n'ayant jamais fait de grève, c'est vrai quand on voit à la télévision comment ça peut être rendu, on imagine quelque chose de très, à la limite violent... Alors que pas du tout » (Faustine). Mais elle se révèle plus globalement comme un univers de pratique nouveau, dont l'intérêt principal réside dans la rupture qu'elle provoque avec l'existence ordinaire, et comme telle à même d'apporter des gratifications diffuses sous forme de sentiments d'excitation et d'enthousiasme : « Faire des actes comme la grève c'est passionnant. Ou faire d'autres actes de résistance dans l'entreprise c'est passionnant. Là je vais devenir plus intelligente pratiquement, en faisant ce genre de chose » (Sabine). La grève constitue ainsi aux yeux de celles et ceux qui y participent un substantiel apport d'expérience, qui en constitue une des principales gratifications. Il est de ce point de vue significatif que ce soit dans le registre de la découverte sur soi, sur sa propension méconnue à la révolte ou sur ses capacités à s'engager dans des actions jugées pour soi extra-ordinaires, que s'exprime dans plusieurs cas cette découverte : « Je me suis dit "ah mais je peux faire ça, formidable, je peux, c'est formidable" » (Constantin); « Je me suis étonnée en fait dans cette implication, enfin je pensais être un peu plus passive » (Antonia). De ces gratifications diffuses peut naître un rapport plus positif, et désormais informé par l'expérience, à l'action collective, ressort d'éventuels futurs engagements.

Par bien des aspects, cette courte et provisoire étude retrouve des thèmes abordés par Michelle Perrot dans son histoire de la constitution de la grève en forme dominante du conflit dans le monde ouvrier<sup>7</sup> : la crainte des rétorsions patronales, l'angoisse de la perte de salaire, le contrôle mutuel et la sanction des défections, l'épuisement progressif des grévistes tentés de reprendre le travail... font partie intégrante de la pratique de la grève, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme au début du XXI<sup>e</sup>. Les récits des salariés faisant part de leur désarroi et

## Florence Johsua

Doctorante en science politique (Cevipof, IEP de Paris)

de leur ennui lorsqu'ils se retrouvent contraints à l'inactivité pendant un temps et sur un lieu ordinairement consacrés au travail semblent ainsi un lointain écho à « la gêne, la gaucherie » de ces ouvriers « qui ne savent pas quoi faire dans l'usine » et « qui s'y sentent des intrus » : « ici, ils restent près des métiers, en silence, immobiles ; là, ils boivent, chantent, se promènent<sup>8</sup> ». La grève suppose un apprentissage, toujours recommencé à mesure que de nouvelles générations entrent dans le monde du travail salarié. En dépit de la fragilisation croissante du salariat et de ses instruments de lutte, peut-être est-ce là, pour paraphraser le titre de l'ouvrage de M. Perrot, le secret de *l'éternelle jeunesse* de la grève.

- 1 Jean-Michel Denis (dir.), *Le Conflit en grève ?*, Paris, La Dispute, 2005, pp. 294-295. Voir également Baptiste Giraud, « Au-delà du déclin : difficultés, rationalisation et réinvention du recours à la grève dans les stratégies confédérales des syndicats », *Revue française de science politique*, 56 (6), 2006.
- 2 Le présent article se fonde sur l'analyse de 17 entretiens, notamment destinés à recueillir des récits de participation personnelle à une ou plusieurs grèves. Pour une première présentation de la recherche, cf. Annie Collovald, Lilian Mathieu, « Mobilisations de salariés précaires et apprentissage d'un répertoire syndical », communication au colloque « Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme », Lille, 8-10 juin 2006.
- 3 Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 8.
- 4 Albert Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.
- 5 Si Gamson *et al.* ont fait progresser la compréhension du rôle des contextes d'interactions directes qui président à l'engagement (qu'ils désignent par le terme de micromobilisation), le cas ici étudié confirme que leur rôle ne se réduit pas à la seule adoption d'un cadre d'injustice (comme perception d'une situation comme injuste et méritant d'être dénoncée) et montre que celui-ci n'est pas nécessairement au principe des ralliements contestataires ; William Gamson, Bruce Fireman, Steven Rytina, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, The Dorsey Press, 1982, p. 137.
- 6 Erving Goffman, *Les Rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.
- 7 Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*, Paris, Seuil, 1984.
- 8 *Ibid.*, p. 124.

## S'engager, se désengager, se réengager : les trajectoires militantes à la LCR

*L'approche par les trajectoires permet d'appréhender une dimension de la pratique militante de la LCR, marquée par un lien étroit aux mouvements sociaux. Cette pratique, et l'existence d'un milieu partisan dense qu'elle contribue à créer, éclaire les conditions de sa pérennité malgré les fluctuations des cycles d'engagement.*

*« Communistes nous sommes parce que, ayant pesé avec justesse les plus et les moins, nous savons reculer, ferrailer à l'arrière, et repartir de plus belle pour l'empoignade. »*

Vladimir Maïakovski,  
*Nous, les communistes.*

**Dans les études consacrées au militantisme**, l'attrait pour la nouveauté a parfois fait écran à une analyse des processus de continuité des mouvements sociaux et partis politiques. Comme l'ont notamment montré les travaux de Verta Taylor, ceux-ci ne disparaissent pas nécessairement quand ils traversent une période difficile, mais se réorganisent et adoptent des modes de mise en veille qui préservent les réseaux militants jusqu'à ce qu'une période plus favorable s'ouvre<sup>1</sup>. Dans cet article, nous souhaitons éclairer les processus de reproduction d'une organisation politique, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR)<sup>2</sup>, qui a traversé les quarante dernières années, quand tant d'autres formations d'extrême gauche n'ont pas survécu à la décennie 1970. Nous verrons que la pratique militante de la LCR, en particulier le lien aux mouvements sociaux et l'investissement des militants dans des structures alternatives de

mobilisation, permet de rendre compte de sa pérennité à travers le temps. Dans ce cadre, l'approche du parti politique par les trajectoires militantes permet d'analyser ces processus, leurs modalités concrètes et leur temporalité. Elle met aussi en lumière les influences de ces engagements sur les militants et sur l'institution partisane, comment ils les façonnent et comment, en retour, l'identité collective du groupe s'en trouve renouvelée<sup>3</sup>.

### Processus de reproduction partisane

La JCR est fondée en 1966, mais on peut considérer l'explosion étudiante de Mai 68 comme le moment fondateur de la future LCR. Elle est une des forces politiques, qui est partie prenante des événements, ses effectifs triplent entre avril et juin<sup>4</sup>, et surtout, ce moment inaugure une pratique qui ne se démentira jamais : l'insertion dans les « mouvements de masse<sup>5</sup> ». L'image « mouvementiste » de l'organisation est aussi en partie une reconstruction *a posteriori*, mais il est indéniable que cette pratique fait partie des caractéristiques de la LCR depuis ses origines. Dès l'immédiat après-68, la LCR élargit ses champs d'intervention. En témoignent spécialement l'intervention dans la jeunesse scolarisée, l'investissement dans les Comités de soldats, l'engagement dans le mouvement féministe, l'intervention syndicale, les luttes contre le nucléaire civil et militaire, mais aussi la prise en compte d'autres secteurs comme les prisons, la police et la justice, le secteur de la santé et de la psychiatrie<sup>6</sup>. Cet investissement « tous azimuts<sup>7</sup> » est une des caractéristiques qui distingue la LCR des autres organisations trotskistes<sup>8</sup>. La LCR est alors portée par la vague contestataire des années 1970, comme un grand nombre des organisations politiques d'extrême gauche à la même époque.

La décennie 1980 ouvre une nouvelle phase, de reflux pour la plupart des organisations d'extrême gauche et d'atonie des luttes, qui rompt avec la période précédente. Le changement de contexte politique, par contraste, laisse percevoir plus clairement la spécificité du mode de militantisme à la LCR. L'insertion dans les mouvements sociaux peut alors être relue comme un facteur explicatif majeur de la pérennité de ce parti. Ces organisations de mouvement social – syndicats, associations ou cadres unitaires – ont joué le rôle de « structure de rémanence », ou *abeyance structures* selon l'expression de Verta Taylor, offrant à de nombreux militants des structures alternatives de mobilisation, capables de maintenir un réseau d'activistes, un répertoire de buts et de tactiques et une identité collective à travers le temps, dans un environnement politique non réceptif, jouant alors un rôle de passeur entre deux étapes d'une mobilisation<sup>9</sup>. Cette notion paraît pertinente pour rendre compte des stratégies de reconversion mises en œuvre par les militants de la LCR pendant cette période de reflux.

### Le capital militant : accumulation et réinvestissement(s)

La fin des années 1980, en particulier, marque un infléchissement perceptible dans la plupart des trajectoires des militants à la LCR : des bifurcations et des ruptures s'opèrent dans le cadre de réinvestissements militants dans des syndicats et des associations. Paul, entré à la LCR en 1976 considère alors qu'« il n'y a probablement plus d'espoir d'alternative politique, et qu'il faut donc être sur une logique de contre-pouvoir permanente quel que soit le pouvoir politique en place<sup>10</sup> ». Le « capital militant<sup>11</sup> » accumulé trouve dans ces structures un cadre de reconversion jugé par certains temporairement plus utile que le parti politique, et capable d'offrir de nouvelles rétributions au militantisme. Certains militants s'investissent dans ces organisations tout en restant à la LCR. Mais ces bifurcations dans la trajectoire entraînent parfois une rupture avec le parti, c'est le cas pour Paul. Ce dernier quitte la LCR en 1988, peu avant la création du syndicat Sud aux PTT, où il travaille comme employé. La direction de la LCR est alors fortement opposée à la création d'un nouveau syndicat, privilégiant l'investissement dans les grandes fédérations. Cette divergence politique fournit à Paul l'occasion d'une prise de distance avec le parti, au moment où une usure militante commence à lui peser lourdement. De 1988 à 2002<sup>12</sup>, il s'investit uniquement à Sud, où il a occupé des responsabilités au niveau fédéral. Pourtant même dans ce cas, le capital militant partisan reconverti reste porteur d'une conception spécifique du syndicalisme, impliquant un travail permanent de politisation<sup>13</sup>. À Sud-PTT, Paul suit « l'interpro des pauvres, c'est-à-dire le droit au logement, les sans-papiers ». Il souligne : « les sans-papiers c'est un sujet compliqué, [...] et on a réussi nous à Sud, à être aux côtés des sans-papiers de manière TRÈS importante, tout en ne le payant pas électoralement, aux élections professionnelles [...]. [À l'époque], je m'occupais du syndicat parisien et j'ai dit : "bon maintenant tout le monde sur le pont, on a fait un mois de sans-papiers, ça va tanger dans les services si on n'y va pas". Donc on a fait tous les bureaux de Paris les uns après les autres, on les a visités, [...] et là, on a réussi à faire passer notre message : que le syndicalisme c'est pas seulement la défense des salariés mais que ça pouvait être aussi des choix de société ! » Cette conception particulière du syndicalisme, valorisée à Sud<sup>14</sup>, se retrouve dans les entretiens avec des militants et militantes – ou « ex » – de la LCR, engagés dans d'autres syndicats. On pourrait évoquer le travail des militantes pour imposer la mise sur agenda de la question des droits des femmes dans leur syndicat. Danièle, éducatrice à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), est syndiquée au SNPES-PJJ (affilié à la FEN, puis à la FSU). Elle entre à la LCR en 1975, à dix-huit ans. Ses premières années de militantisme au sein de la Ligue sont marquées par un engagement féministe activiste. Son militantisme partisan prend fin en 1980, quand sa cellule est dissoute. Elle

vient d'avoir un enfant et ne cherche pas à reprendre contact avec la LCR. Déjà éducatrice, elle s'investit syndicalement dans un milieu – la PJJ – où « tu retrouves beaucoup d'ex, d'ailleurs dans les rapports qu'a fait la direction il y a marqué que le bureau était trotskiste! C'[était] un microcosme<sup>15</sup> ». Elle explique que c'est « par le biais syndical [qu'elle] revient dans le militantisme femmes. [...] Là, comme je suis secrétaire générale, ça permet aussi de faire passer... Alors je suis pas toute seule, il y a des copines, ce qui fait qu'après au sein du syndicat je recrée un secteur Femmes qui n'existait plus<sup>16</sup> ».

Au-delà, ces militants se caractérisent par certains « savoirs et savoir-faire incorporés<sup>17</sup> » qu'ils réactivent au sein de leur syndicat. Danièle a évoqué en entretien une « façon de structurer les AG, de prise de parole, de toujours avoir un côté agitateur [...] ». Les AG des syndiqués qui prennent des décisions en terme de mobilisations, sans attendre que les directions syndicales décident, et ça, moi j'en ai entendu parler “x” fois quand j'étais à la Ligue... [...] C'est quand même des débats qu'on avait au sein de la Ligue à l'époque aussi, sur le bureaucratisme syndical, c'est des choses qu'on évoquait forcément et auxquelles on était confronté dans les boîtes ». Ce capital militant implique la maîtrise de répertoires d'action spécifiques, comme l'occupation de locaux, qui rompent avec une forme plus institutionnelle de syndicalisme. Les entretiens réalisés décrivent ainsi une pratique syndicale assez proche, et ce quel que soit le syndicat<sup>18</sup>. Enfin des réseaux militants se reforment au sein de ces structures : bien souvent, les « ex » militent avec les militants de la LCR, contribuant à maintenir un lien avec leur ancienne organisation politique.

Ces cadres de mobilisation comme Sud, Ras L'Front ou Attac dans la décennie 1990, ont constitué des réseaux « qui ont maintenu ces idées portées par l'extrême gauche et probablement leur ont redonné une vitalité parce que c'était à un niveau de diffusion beaucoup plus large que la simple potentialité qu'avait l'extrême gauche à ce moment-là<sup>19</sup> ». On voit comment ces structures ont pu jouer un rôle de *rémanence*, en assurant le maintien de certaines idées, d'une identité collective, ainsi que la survie de réseaux d'activistes riches en savoir-faire militants et pouvant être utiles pour de nouvelles mobilisations. Irène, qui participe aussi à la création du syndicat Sud, tout en restant à la LCR, souligne le fait que « ça a été une manière de passer cette période. Parce que Sud s'est créé en 1989, aux PTT, donc ça correspond exactement au mur de Berlin, à des moments où il y a eu des vrais étiolements, de vraies involutions des organisations politiques ou de leur rôle. [...] Une des caractéristiques de Sud, à l'époque, c'est de s'être opposé à tout ce qui dominait : “Il faut s'ouvrir à la concurrence”, au secteur de La Poste et des Télécoms, “Il faut privatiser, c'est l'avenir, c'est l'Europe”, et Sud a résisté à ces sirènes-là, a construit une théorie sur la défense des services publics, sur la dimension sociétale que

ça avait au-delà des revendications des salariés. Et puis l'intransigeance sur le plan de la lutte, une forme de syndicalisme où on consultait le personnel, où on favorisait l'auto-organisation, on remettait au goût du jour la démocratie directe, tout ça a beaucoup contribué (...) à préparer 1995<sup>20</sup> ».

### Diversité des cadres de socialisation politique

Les associations, comités, syndicats et structures unitaires dans lesquels s'investissent les militants de la LCR, sont autant de cadres de socialisation alternatifs au parti politique. Dans ces structures, ils côtoient des militants issus d'autres traditions politiques, sont confrontés à de nouvelles pratiques militantes. Le poly-engagement, diachronique ou synchronique, permet ainsi, en filigrane, de prendre la mesure de la pluralité des instances de socialisation politique fréquentées, susceptibles de faire évoluer les dispositions individuelles des militants, et pouvant exercer, en retour, des effets sur l'organisation politique. Le manque de données quantitatives sur l'ensemble de la période rend très difficile la mesure précise de ces investissements, mais l'enquête que nous avons menée lors du XV<sup>e</sup> congrès de la LCR, qui s'est déroulé fin 2003, permet de tirer certains enseignements : la quasi-totalité des délégués au congrès associent à leur engagement partisan un investissement de type syndical ou associatif<sup>21</sup>. Parmi eux, domine un profil de militants multipositionnés : 45 % ont eu entre deux et trois engagements syndicaux et associatifs au cours de leur trajectoire, auxquels on peut ajouter les 13 % environ qui en totalisent entre quatre et cinq. L'engagement syndical occupe une place particulière et s'associe de manière presque automatique au militantisme dans le parti. Il est d'ailleurs souvent théorisé comme « ce qui structure le militantisme d'un militant politique<sup>22</sup> ». Cette association quasi automatique entre engagement syndical et partisan ne doit pourtant pas masquer la diversité des causes qui ont jalonné les trajectoires des militants de la LCR : près du quart des délégués ont été investis dans des associations antiracistes (SOS-Racisme, Ras l'Front...)<sup>23</sup>, 20 % dans l'alternationalisme (Attac, collectifs anti-G8, Intergalactiques), près de 10 % dans les mouvements des « sans » (collectifs sans-papiers, DAL, AC!...), la même proportion dans l'internationalisme (comités Vietnam, Chili, Nicaragua, collectifs Palestine...) et la défense des droits des femmes (MLAC, MFPP, CADAC...). Domine donc un profil de militants multipositionnés, ayant reconverti leurs ressources militantes dans une grande diversité de causes et de structures organisationnelles tout au long de leur parcours. Pourtant, il existe une proportion non négligeable de militants mono-engagés<sup>24</sup>, qui représentent près de 35 % des délégués. Enfin, 6 % des délégués au XV<sup>e</sup> congrès n'ont pas eu d'autre investissement que le parti politique<sup>25</sup>.

Deux tendances se dégagent parmi les militants de la LCR : l'une mouvementiste et l'autre plus concentrée sur la construction et la préservation du parti. C'est cette coexistence qui rend possible un équilibre entre l'investissement dans des structures alternatives, qui n'ont pas pour but d'œuvrer pour « la révolution socialiste », et la préservation d'un point d'ancrage avec des militants dont la tâche prioritaire est de « garder la maison<sup>26</sup> », une préoccupation qui s'exprime d'ailleurs plus clairement dans les entretiens avec des membres de la direction. Les « mouvementistes » et les « gardiens du temple » apparaissent comme les deux faces du phénomène de continuité.

### **Galeries, souterrains... et ponts : méandres du militantisme par mauvais temps**

Le réseau des coappartenances successives au cours de la trajectoire militante fournit un indicateur efficace de la surface sociale des membres de la LCR dans l'univers militant. Il permet de mesurer l'ampleur des processus de reconversion du capital militant accumulé et dessine, au-delà, les frontières du *milieu partisan* de la LCR, cet « ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément comme finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités<sup>27</sup> ». Les militants multipositionnés sont des acteurs privilégiés de la constitution de ce milieu partisan. Mais pas seulement. Une des particularités de la LCR réside dans le nombre très important des « compagnons de route » qui ont quitté le parti, mais conservent avec lui de nombreux liens (personnels, *via* la lecture de la presse militante, la participation aux manifestations qui sont l'occasion de retrouvailles avec les « copains »). Parmi les délégués au XV<sup>e</sup> congrès de la LCR, la part de ceux qui ont interrompu leur engagement à la LCR (souvent pendant plusieurs années) est de ce point de vue significative, puisqu'elle représente près du quart d'entre eux (23 % précisément<sup>28</sup>). Rares sont ceux qui ont totalement arrêté de militer durant cette période. Le « compagnonnage » apparaît comme une modalité de rapport au parti fréquente à la LCR, une forme d'*exit*, mais sans rupture<sup>29</sup>. Ce pourcentage élevé s'éclaire au regard des rythmes militants, qui restent intenses dans la majorité des cas : 67 % des délégués au XV<sup>e</sup> congrès consacrent en moyenne dix heures par semaine, ou plus, au militantisme<sup>30</sup>. La mise en évidence de ce milieu partisan permet de rendre compte d'une dimension des cycles d'engagement à la LCR, en particulier du retour d'« ex » au bénéfice d'un contexte politique et social plus favorable, comme ce fut le cas en 2002<sup>31</sup>. Danièle et Paul ont connu ce parcours. La première se réengage à la LCR en 2000, au moment où son mandat syndical arrive à échéance pour « continuer à débattre politique comme je débattais avec “X”, “Y” et “Z” [tous trois militants de la LCR investis au SNPES-PJJ]<sup>32</sup> ». En retour, cette militante apporte à la LCR son expérience

syndicale. Elle est entrée en 2003 à la Direction nationale. Paul, quant à lui, est recontacté par un militant de la LCR en 2002 pour « venir coller quelques affiches », pendant la campagne des présidentielles. Paul précise n'avoir « jamais eu de divergences profondes avec la Ligue ». Il se trouve être, en 2002, le militant le plus expérimenté sur sa ville. Face à un afflux de nouveaux adhérents et à une demande pressante d'encadrement, il décide de reprendre son engagement à la LCR, participe activement à la campagne électorale et à la création d'une nouvelle cellule à Marne-la-Vallée.

Les organisations de mouvement social ont constitué des « structures de rémanence » pour les militants de la LCR dans la période du reflux. En jetant des ponts organisationnels, aussi bien qu'idéologiques, à travers le temps, elles ont permis une « continuité » du militantisme, dans un environnement politique devenu non réceptif. Cette pratique a évité la dispersion des activistes et conservé les réseaux militants, disponibles pour de nouvelles mobilisations. Elle a permis d'irriguer de nouveaux lieux sociaux, au sein desquels le militantisme se poursuit, dans une période pourtant marquée par une profonde atonie des luttes. Ces expériences ont enrichi le capital militant déjà accumulé par les membres de la LCR de nouveaux savoirs et savoir-faire. Enfin, les militants multipositionnés, ou les « ex » qui reprennent leur engagement partisan, ont pu réinvestir ces expériences dans le parti, contribuant à le transformer. La permanence du champ de force entre « mouvementistes » et « gardiens du temple », et l'existence de ce milieu partisan où une sortie – sans rupture – est possible, permettent de mieux comprendre la pérennité du parti. Daniel Bensaïd, philosophe et dirigeant historique de la LCR, donne une belle image de ces structures de rémanence dans son ouvrage, *Résistances*<sup>33</sup>, dont une partie est consacrée à *la patience du marrane*. Les marranes sont ces juifs d'Espagne qui, sous Isabelle la Catholique, choisissent de se convertir pour échapper aux persécutions. Secrètement, ils restent pourtant fidèles à leur culture, ne la pensent nullement, la font vivre et, en réalité, lui permettent de perdurer. *La patience du marrane* prend place dans le chapitre : « Galeries et souterrains. Politiques de la résistance. » Sous la figure du marrane se dessine celle des révolutionnaires. En jetant des ponts entre les mobilisations, les « galeries », « souterrains » ou encore « structures de rémanence », ont permis de continuer à militer par mauvais temps et parfois, à contretemps<sup>34</sup>.

1 Cf. Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Olivier Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Belin, 2005.

2 La *Jeunesse communiste révolutionnaire* (JCR), fondée en 1966 par des militants exclus de l'*Union des Étudiants communistes* est l'ancêtre directe de la *Ligue communiste révolutionnaire*.

- Elle devient *Ligue communiste* en 1969, à l'occasion du congrès qui l'affilie à la IV<sup>e</sup> Internationale, *Front communiste révolutionnaire* après sa dissolution en 1973, et adopte son nom actuel en déc. 1974.
- 3 Nous avons développé la question de la transformation de la LCR, et le rôle du contexte politique et social dans ces évolutions, dans de précédentes publications, voir : Florence Johsua, « Les conditions de (re)production de la LCR : l'approche par les trajectoires militantes », in Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; « La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue communiste révolutionnaire », *Les Cahiers du Cevipof*, n° 37, 2004 ; et avec Yann Raison du Cleuziou, « Entre radicalité et apolitisme », in Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dirs.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.
- 4 Cf. Véronique Faburel, *La JCR, avril 1966-juin 1968*, mémoire de maîtrise, université Paris I, juin 1988, citée par Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, PUR, 2005, p. 53.
- 5 L'expression « mouvements de masse » est fréquemment utilisée par les militants de la LCR. Dans la terminologie militante, elle renvoie à des mouvements de mobilisation larges, de masse au sens où ils ne sont pas limités aux organisations traditionnelles.
- 6 Cf. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981)*, op. cit., p. 183-227. On pourra s'y reporter pour une explication détaillée des modalités d'intervention de la LCR dans ces différents secteurs et leur calendrier.
- 7 Cf. Jean-Paul Salles, *ibid.*
- 8 Karel Yon a par exemple souligné qu'à la même époque l'OCI se distinguait par une activité fortement autocentrée, souvent basée sur des initiatives propres, cf. Karel Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n° 70, 2005.
- 9 Cf. Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux », op. cit.
- 10 Entretien Paul, le 11 juillet 2003.
- 11 Défini par Frédérique Matonti comme « les savoirs et les savoir-faire incorporés au fil des expériences politiques, [possiblement reconvertibles] dans d'autres univers que le champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 158, juin 2005, p. 5.
- 12 Date à laquelle il décide de se réengager à la LCR, voir *infra*.
- 13 Entendu ici comme le travail qui consiste à « expliciter sans cesse la signification politique des faits, à « éveiller la conscience politique » des acteurs dans l'interprétation proposée des événements et des expériences », notamment au travers d'un « mécanisme de requalification des objectifs assignés à l'action », d'après Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in J. Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 367-369.
- 14 Cf. Gildas Renou, « Désappareiller la politique. Syndicalisme de contre-pouvoir et dévaluation du politique », in L. Arnaud et C. Guionnet (dirs.), *Les Frontières du politique*, Rennes, PUR, 2005, p. 111-144.
- 15 Entretien Danièle, le 28 juillet 2005.
- 16 *Ibid.* Nous avons rencontré une autre militante de la LCR, Julie, qui – au SNUIPP – a aussi joué un rôle prépondérant dans la création du secteur Droits des femmes à la FSU.
- 17 Cf. Frédérique Matonti, « Crises politiques et reconversions : Mai 68 », art. cit.
- 18 Que ces militants soient alors à la LCR ou bien qu'ils l'aient quittée pour se reconvertir dans la sphère syndicale.
- 19 Entretien Paul, le 11 juillet 2003.
- 20 Irène, militante à la LCR depuis 1979 et à Sud depuis sa création, entretien du 11 juillet 2003. Lycéenne en 1968, Irène s'investit alors dans les CAL (Comités d'action lycéens). À la faculté, elle milite à la Gauche prolétarienne jusqu'à sa dissolution, puis à Révolution !, jusqu'à la dissolution du groupe. Elle est technicienne aux PT au moment de la création de Sud.
- 21 94 % des délégués déclarent être actuellement, ou avoir été, engagés dans un syndicat et/ou une association, cf. Florence Johsua, Questionnaires auprès des délégué-e-s au XV<sup>e</sup> Congrès de la LCR, 30 oct.-2 nov. 2003, Saint-Denis. Sur les 357 délégués mandatés, 262 ont répondu au questionnaire, soit un taux de retour de 73 %.
- 22 Entretien Serge, le 22 juillet 2005.
- 23 On retrouve là un héritage de l'identité de la JCR, qui se singularise depuis sa création par un « antifascisme militant », cf. Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998, p. 81-84.
- 24 Qui déclarent n'avoir eu qu'une seule appartenance syndicale ou associative au cours de leur trajectoire militante.
- 25 Toutes ces données sont issues de notre enquête par questionnaires auprès des délégué-e-s au XV<sup>e</sup> congrès de la LCR, op. cit.
- 26 Selon l'expression récurrente dans les entretiens.
- 27 Frédéric Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 24.
- 28 Cf. Florence Johsua, Questionnaires auprès des délégué-e-s au XV<sup>e</sup> Congrès de la LCR, op. cit.
- 29 Cf. Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.
- 30 Les modalités de réponse à cette question s'échelonnaient de deux heures au minimum à dix heures et plus au maximum. Cf. Florence Johsua, Questionnaires auprès des délégué-e-s au XV<sup>e</sup> Congrès de la LCR, op. cit.
- 31 Parmi la vague d'adhésion post-21 avril 2002, qui a entraîné un doublement des effectifs à la LCR, ces « ex » constituent une proportion non négligeable.
- 32 Entretien Danièle, op. cit.
- 33 Cf. Daniel Bensaïd, *Résistances. Essai de taupologie générale*, Fayard, 2001.
- 34 Je remercie les militants et militantes de la LCR qui, en m'accordant leur temps et leur confiance, ont permis que cette recherche avance. Merci à Roberto, permanent parisien, pour son aide dans la distribution des questionnaires au congrès.

## Karel Yon

Doctorant en science politique (CRPS, Paris I)

# Un syndicalisme à l'écart des mouvements sociaux. Force ouvrière, entre contestation syndicale et légitimisme politique

*L'étude de la trajectoire militante d'un syndicaliste de Force ouvrière ouvre à une réflexion sur la diversité des registres de militantisme (syndical, associatif, partisan...) et sur les conditions de leur articulation. Les manières de situer à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières symboliques qui définissent le domaine du politique apparaissent, de ce point de vue, diverses, et spécialement dépendantes de la socialisation politique de chacun.*

### Lilian Mathieu a récemment proposé la notion d'« espace des mouvements sociaux »

pour rendre compte de l'affirmation progressive d'un univers militant distinct du champ partisan<sup>1</sup>, tout en insistant sur la nécessité de réfléchir plus avant à l'articulation entre cet espace et le champ syndical. Si l'espace des mouvements sociaux constitue « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social<sup>2</sup> », il convient dès lors d'étudier sous quelles conditions des syndicalistes peuvent s'inscrire dans cet espace. Ce texte se propose de le faire à partir du cas de Force ouvrière, en prenant comme point de départ le récit de vie d'un militant recueilli dans le cadre d'une enquête de terrain<sup>3</sup>.

Le profil de Damien semble assez représentatif des militants syndicaux que l'on pourrait situer du côté de l'espace des mouvements sociaux. À trente-cinq ans, il est secrétaire du syndicat des fonctionnaires territoriaux de sa commune, une petite ville minière dans laquelle il travaille depuis le début des années 1990. Il a rejoint FO peu de temps après, tout en s'investissant dans de multiples causes : après avoir été adhérent du MJS, puis militant au PS, il a rejoint la LCR. Il a été responsable d'une association d'éducation populaire, est adhérent de Ras l'Front. Il a été tenté par l'humanitaire, a soutenu Act Up, soutient encore

une association de défense de la condition animale, et place ses engagements, y compris le choix de FO (en comparaison avec la CGT, à laquelle il a failli adhérer), sous le signe de l'action protestataire : « je suis assez friand des associations qui luttent vraiment quoi. [...] On le voit sur les grands mouvements nationaux, les grèves de 2003, les grèves de 1995 [...]. FO, je dirai pas qu'ils sont parfaits, parfaits, mais ils sont quand même un peu plus virulents, ils gardent quand même leur indépendance d'esprit, d'action, plus que la CGT quand même. Parce que la CGT ils sont vraiment en hibernation quand y a la gauche au pouvoir ». Dans son discours, les différentes sphères de son existence sociale (professionnelle, syndicale, politique, amicale...) sont étroitement imbriquées, l'identité de militant donnant leur unité à l'ensemble de ces expériences sociales. Ses fréquentations sont d'abord militantes : « je n'ai quasiment que des copains qui partagent mes opinions [rire...]. Ce qui nous vaut aussi des fois des soirées, moi j'apprécie ça énormément, des soirées sur la politique... D'ailleurs nos femmes nous freinent régulièrement ». Le fait qu'il ne soit pas permanent syndical, et le type d'activité professionnelle qu'il exerce lui permettent de vivre son métier en militant : « je fais des formations Bafa, je suis formateur d'animateurs, donc je leur dis, si vous venez pas à l'animation, comme un militant à part entière, vous n'y resterez pas et vous allez vous écœurer, vous allez passer un mauvais moment quoi. [...] Moi je fais mon boulot par militantisme ». Son engagement à FO prend dès lors un sens qui dépasse l'activité syndicale immédiate : « même si on va négocier des salaires, tout ça, ça c'est anecdotique, c'est pas le but premier du syndicat, c'est pas ça quoi. [...] Moi je dis souvent à mes camarades c'est qu'on a une philosophie de la vie ».

Il se trouve cependant que Damien est à la fois très représentatif du milieu sociopolitique dans lequel s'inscrit FO, et assez atypique. Son habitus personnel rend bien compte des transformations sociales qui ont permis la formulation de la notion d'espace des mouvements sociaux ; la pertinence de ce concept tient à la perte d'évidence d'un terme qui a longtemps servi de point d'ancrage cognitif pour penser le militantisme : le mouvement ouvrier<sup>4</sup>. Damien a en effet baigné dans ce milieu : « j'ai toujours vécu dans un milieu familial très engagé, très sûr de ses convictions qui sont des convictions socialistes, lointaines puisque ça remonte à la SFIO [...] Mon père il fait sa généalogie, et apparemment, vraiment le militantisme c'est ancré de longue date. On a eu un maire-député... Oui, vraiment la totale quoi. Et toujours dans le monde ouvrier [...]. Et mineurs, toujours mineurs. [...] Depuis 1860 on est dans le secteur. Et ça s'est arrêté à mon grand-père, qui avait été clair avec mon père, qui avait dit, si jamais tu descends, ne serait-ce que d'un mètre à la mine, tu te prends une raclée ». De par sa socialisation familiale, Damien mobilise une grille de lecture « classiste », qui articule sentiment d'appartenance à la classe ouvrière et posi-

tionnement politique à gauche<sup>5</sup>. Dans ce modèle, les identités sociale, syndicale et politique sont vécues subjectivement comme congruentes. Pour autant, sa trajectoire sociale rend impossible une identification totale à la figure du militant ouvrier : si une partie de sa famille reste ancrée dans cette « culture populaire de chez populaire », il reconnaît avoir hérité de ses parents « un statut de classe moyenne ». Son père « a effectivement fait des études un peu plus que les autres », est devenu enseignant, puis technicien-chimiste, pour finir « quand même gradé, une belle carrière ». Sa mère, fille d'un brigadier-chef, était formatrice. L'intensité de son engagement, et sa forte teneur « altruiste », parallèlement à un parcours scolaire médiocre (il quitte le lycée à vingt et un ans, sans aucun diplôme, contrairement à ses frères qui ne sont pas militants) peuvent dès lors être compris comme un moyen de résoudre cette contradiction, le militantisme offrant à sa « bonne volonté culturelle » un domaine d'investissement alternatif à l'école, synonyme de trahison sociale<sup>6</sup> : « je suis pas très très scolaire, ce qui ne m'a jamais empêché par exemple, s'agissant de tout ce qui est politique, de tout ce qui est géographique, de tout ce qui est historique, d'être au taquet quoi, parce que, comme c'était une passion, ben j'ai toujours énormément lu, tout mouflet [...]. Je me plaisais à ça, surtout pas être pris comme un bon élève... Et c'est marrant parce que, quand j'imaginai mon avenir professionnel, je me voyais surtout pas comme cadre, mais absolument comme ouvrier, et ouvrier bas d'échelle quoi. C'était pour moi le but ultime à atteindre, de vivre dans le monde ouvrier, et de vivre la galère du monde ouvrier... Parce que pour moi si tu veux, ça drainait toute une série de valeurs ». Sa rupture avec le PS, pour rejoindre une organisation politique moins insérée dans le jeu institutionnel et dont les militants sont reconnus pour leur rôle dans les mouvements sociaux, illustre par ailleurs l'idée d'un univers militant s'affirmant dans la prise de distance à l'égard du monde politique « traditionnel ». Ainsi, il dit au sujet du PS : « y'a aucune prise en compte des aspirations réelles de la population... Ils s'en foutent complètement, c'est un parti d'élus, qui ne cherchent qu'une seule chose c'est à se faire réélire avant toute chose. [...] Nos petits monarques... sont grassement rétribués hein ».

Cependant, tant le modèle du militant ouvrier que celui du « syndicaliste de mouvement social<sup>7</sup> » sont marginaux au sein de FO. Si Damien a hérité du « classisme » de son père, c'est d'abord parce que celui-ci était militant à la CFDT, « la CFDT d'Edmond Maire ! [rire] Pas de Nicole Notat, ni de son successeur Chèrèque ». Les transformations conjuguées des champs syndical et partisan expliquent que Damien puisse épanouir des dispositions « rebelles » au sein de FO, puis de la LCR, alors qu'il les a héritées d'un père qui les avait cultivées conjointement à la CFDT et au PS, à une époque où l'engagement dans ces organisations se faisait volontiers « virulent » : « il me raconte des ferme-

tures d'usine de force, [...] où les grèves c'était souvent aussi des bagarres avec les jeunes, avec ceux qui trahissaient les ouvriers pour aller aider le patron, bon c'était aussi ça et c'était régulier... » Comme l'indique O. Fillieule, « les modifications de l'image publique d'un mouvement et de ses stratégies peuvent contribuer au cours du temps à bouleverser l'identité du collectif par la superposition de différentes “générations” de militants dont les propriétés et les raisons d'agir peuvent avoir varié<sup>8</sup> ». Damien appartient à une génération dont le premier contact avec FO est celui du mouvement social de 1995 : si cette date est un moment-clé du renouveau de la conflictualité sociale, elle l'est aussi de l'irruption de FO dans l'espace des mouvements sociaux. La poignée de main entre Marc Blondel, secrétaire général de FO à l'époque, et son homologue de la CGT, Louis Viannet, symbolisa l'alliance nouvelle qui fut considérée comme déterminante pour la mobilisation. Cet épisode rendit visible aux yeux de tous, dans et hors de l'organisation – et non sans crises au sein de celle-ci – une évolution, engagée depuis les années 1980, du répertoire d'actions et de la stratégie portée par la confédération, marquée par une réévaluation du recours à la conflictualité sociale et l'acceptation de mobilisations communes avec la CGT. C'est encore ce qu'exprime Damien : « j'ai rien contre la CGT [...]. Tout comme j'ai pas l'animosité que mon père avait contre le PCF. [...] Et je suis même de ceux qui défendent un rapprochement CGT-FO. Parce que je considère que, à la fois ça a une logique historique, et ça a une logique dans les faits quoi. Qui c'est qui défend le bifteck actuellement, depuis maintenant dix ans, si ce n'est FO et la CGT quoi ! C'est les deux seuls qui s'opposent encore. » Pour autant, la plupart des responsables syndicaux FO, et en premier lieu ceux qui ont opéré ce changement de stratégie, ne sont pas de cette génération. Ils récusent explicitement l'idée d'un syndicalisme qui se projetterait dans un espace militant plus large. Damien l'a appris à ses dépens quand, dans la presse locale, une interview le présentant comme syndicaliste et militant LCR lui valut de sévères réprimandes : « ça a pas plu non plus à FO hein. J'ai eu, ici ils ont reçu un fax, avec l'article de presse, un de nos camarades courageux, qui avait écrit, ouais faut pas s'étonner que FO soit entourée de rouges, bravo à nos camarades... » La plupart des militants FO ont intériorisé et perpétuent, dans leur pratique syndicale, une vision du monde social qui fait de l'univers syndical un monde dont la logique doit être clairement distinguée des univers connexes de militantisme, qu'il s'agisse du champ politique ou des divers secteurs associatifs. Ils respectent en cela la délimitation fixée par l'autorité politique, depuis 1884, au domaine légitime de l'action syndicale<sup>9</sup>. C'est à ce titre, par exemple, que les dirigeants de la CGT-FO ont toujours refusé de participer aux manifestations « carnaval » de 1<sup>er</sup> mai, ou que l'investissement de FO dans des cadres de mobilisation dépassant l'al-

liance intersyndicale est rarissime. Cette posture est également visible dans la façon dont les militants FO récusent toute projection des principes de division du monde politique, et en premier lieu le clivage gauche-droite, sur leur pratique syndicale. La définition légitime du « bon » syndicaliste passe, à FO, par le refus de la « confusion des genres », particulièrement dans le rejet de la « politisation » du syndicalisme.

Si cette posture peut paraître relativement originale dans l'univers militant, elle renvoie pourtant à la façon ordinaire de se repérer dans un monde social complexe, constitué d'une multitude d'ordres d'activité ou « champs sociaux », tous dotés de leur logique propre. C'est ce que rappelle J. Lagroye dans un article sur les processus de politisation : « «mélanger les genres» [...], contester en pratique la pertinence et la légitimité des séparations instituées et constamment consolidées, [...] c'est – d'un même mouvement – dire la vérité des relations sociales qui ne se laissent jamais enfermer dans les dispositifs et les logiques d'un seul champ constitué, et remettre en cause une architecture des rapports sociaux à laquelle les êtres humains sont attachés et dans laquelle ils ont appris à se repérer et à vivre. La violence de cette transgression [...] tient à ce qu'elle compromet la réussite des entreprises les plus ordinaires<sup>10</sup> ». Qu'on soit politiste, militant des mouvements sociaux ou lecteur de *ContreTemps*, l'ordinaire intellectuel tient souvent de l'affranchissement vis-à-vis de ces frontières symboliques, qu'il s'agisse d'étudier les interdépendances entre associations, syndicats et partis, de rassembler les luttes des sans-papiers, des étudiants contre le CPE et des salariés de McDo sous l'emblème commun de la lutte contre la précarité, ou de souligner les enjeux politiques des questions les plus ordinaires. Cette habitude n'est cependant pas donnée à chacun. S'il existe des conditions sociales disposant à la critique des catégories légitimes pour penser et agir dans le monde, inversement, la résistance à ces entreprises de transgression trouve aussi son explication dans des conditions sociales particulières. C'est en partant de ce constat que j'ai posé l'hypothèse, au principe de l'agrégation, au sein de FO, de salariés aux origines sociales diverses, de la valorisation syndicale d'une sorte d'ethos légitimiste. À la différence de Damien, la plupart des syndicalistes rencontrés au cours de mes recherches semblent en effet avoir connu une socialisation familiale proposant une organisation symbolique du monde fondée sur la reconnaissance de l'ordre politique légitime. Ce légitimisme politique peut être revendiqué et valorisé dans le cas de familles politisées, plutôt gaullistes ou socialistes, marquées par l'idéologie méritocratique et le culte de la République. Il peut aussi relever de l'évidence non questionnée, chez ceux ayant connu une forte éducation catholique, des parents plutôt à droite et/ou bannissant les discussions politiques en famille. Partant de la définition commune de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas, cette socialisation reprend à son compte la

division légitime du travail politique, confinant l'expression politique des profanes au cadre privé de l'isoloir, confiant la manipulation des biens politiques à des professionnels élus, et impliquant en retour l'évidence de la nature fondamentalement non politique de l'activité syndicale. Cet ethos est dès lors relativement peu sensible aux préférences gauche-droite, puisqu'il repose plus sur la valorisation d'une forme d'expression des préférences politiques (ou plutôt de confinement de cette expression) que sur la valorisation de préférences spécifiques. Ce patrimoine commun, combinant allégeance et retrait face à l'ordre politique, explique que puissent coexister dans la même organisation des agents aux propriétés sociales parfois antagoniques, des catholiques les plus pratiquants aux militants laïcs et anticléricaux les plus fervents. Ce type de socialisation, qui conforte les frontières symboliques entre les ordres d'activité, se repère aussi chez des militants qui, dans l'espace des prises de position politiques, se positionneraient le plus à gauche. Ainsi de nombre de militants du Parti des travailleurs, farouches défenseurs de la « démocratie de délégation », tel ce syndicaliste enseignant. S'il prolonge la voie professionnelle choisie depuis deux générations du côté maternel, celle d'instituteurs laïcs, plutôt à gauche mais sans engagements formels, il a connu par son père, sympathisant gaulliste et « quasi-médecin » (sa carrière médicale a été contrariée par la Seconde Guerre mondiale) un milieu plus conservateur. Il confesse une « crise mystique », qui s'est traduite par un bref passage à la Jeunesse étudiante chrétienne, avant de s'engager à l'UNEF et à l'AJS à la fin des années 1960, au moment d'un Mai étudiant qu'il qualifie de « grand happening ». Dissociant les valeurs engagées dans son militantisme de celles mobilisées dans son travail, il justifie son engagement syndical par la défense d'intérêts professionnels, sans pour autant l'indexer à une pratique professionnelle : « le syndicalisme, tel que le conçoit la confédération Force ouvrière, on dit toujours "on n'a pas de projet de société mais on défend la démocratie". Je pourrais dire que la conclusion dans le domaine du syndicalisme enseignant, c'est on n'a pas de projet d'école, mais on défend l'école laïque. C'est vrai que l'indépendance syndicale par rapport aux partis, par rapport aux Églises, c'est aussi par rapport aux sectes, aux philosophies, aux conceptions pédagogiques. [...] Si y'en a qui veulent travailler en équipe, ils travaillent en équipe, si y'en a qui veulent pas travailler en équipe... » J'avais souligné dans un travail précédent la spécificité des militants « lambertistes » dans le milieu post-soixante-huitard de l'extrême gauche étudiante, en insistant sur leur attachement à la « normalité » et leur rejet culturel du gauchisme<sup>11</sup>. L'exemple de FO permet d'élargir la focale sur les ressorts sociaux d'une telle posture. L'intériorisation d'une représentation légitimiste du monde social peut également orienter les formes de sa contestation légitime, la logique des champs offrant des points de repères cognitifs qui entretiennent

l'évidence des seules identités professionnelle-syndicale et politique-partisane comme identités publiques pertinentes. En retour, elle rend difficilement pensables des identités ou des questions transversales aux découpages légitimes de l'ordre social et politique, telles que le genre, la sexualité ou la « race ».

L'exemple de FO montre que des militantismes « modérés » peuvent parfois surgir des ruptures décisives. Les ressorts de cette évolution tiennent autant aux luttes politiques internes à l'organisation qu'à l'épuisement des promesses d'ascension sociale que le syndicalisme « constructif » pouvait offrir aux petits employés et fonctionnaires qui peuplaient ses rangs. L'idée d'un *ethos* légitimiste permet de souligner le fait que la sociologie de l'action collective s'est *a contrario* longtemps appuyée sur le présupposé d'un militantisme en rupture, ce qui explique la faiblesse des travaux sur le militantisme à droite, les groupes de pression... ou les syndicats se voulant « réformistes ». Il me semble dès lors plus juste de réserver la notion d'espace des mouvements sociaux à un usage restreint, pour désigner l'émergence d'un phénomène spécifique, une sorte de « gauche mouvementiste », dont les acteurs ont en commun d'entretenir une défiance à l'égard des formes d'action publique institutionnalisées, et dont les rassemblements altermondialistes offrent une projection objectivée. Un usage plus extensif me semble problématique, si l'on entend désigner par cette formule l'action protestataire en général. Le risque est grand de durcir la frontière entre un espace où se retrouveraient des militantismes, divers sous le rapport des causes défendues et des positionnements politiques, mais unifiés sous le rapport des façons de faire entendre leur cause (le registre de l'action collective, directe, protestataire, etc.), et des militantismes plus conventionnels, privilégiant l'action dans les canaux institutionnalisés de l'ordre politique légitime. Or, l'institutionnalisation ancienne du champ syndical ne se traduit pas de manière unilatérale par une euphémisation des pratiques, qui permettrait de séparer nettement les syndicalistes qui « dialoguent » de ceux qui luttent<sup>12</sup>. Elle est d'abord le signe de l'existence d'un champ syndical doté, aux yeux des agents qui s'y investissent, de sa propre légitimité. La difficulté à situer les syndicats dans cette géographie conceptuelle tiendrait dès lors à ce que beaucoup de militants syndicaux mobilisent alternativement ces deux registres d'action, tout en se pensant, pour certains d'entre eux, totalement étrangers à l'espace des mouvements sociaux.

1 « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52 (1), 2002 ; « Notes provisoires sur l'espace

des mouvements sociaux », *ContreTemps*, 11, 2004 ; « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007.

2 L. Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », art. cit., p. 135.

- 3 Entretien du 3-11-06. Les réflexions esquissées ici sont tirées d'une thèse de science politique en cours. Pour une présentation plus détaillée, cf. K. Yon, « La notion d'indépendance syndicale à la CGT-FO : entre légitimisme politique et politisation critique », communication au colloque « Cent ans après la Charte d'Amiens : la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs », Amiens, octobre 2006.
- 4 C. Penetier, B. Pudal, « Évolution des méthodes d'analyse du militant ouvrier, archétype du militant », in J. Gotovitch, A. Morelli, dir., *Militantisme et militants*, EVO, 2000.
- 5 G. Michelat, M. Simon, *Les Ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de Sciences Po, 2004. Les deux auteurs insistent sur la contribution du militantisme à la perpétuation de cette vision du monde : « l'organisation symbolique ici analysée n'est donc pas le simple redoublement de l'expérience ouvrière vécue, même si elle s'enracine dans cette expérience. Elle en représente une des mises en forme possibles, à connotations politique et idéologique fortes, dans la construction historique de laquelle les multiples courants du syndicalisme et du socialisme ont évidemment joué un grand rôle » (p. 122).
- 6 Cf. B. Pudal, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP, 1989.
- 7 P. Waterman, « Social-movement unionism. A new Union model for a new world order? », *Fernand Braudel Center Review*, 1993, XIV, 3.
- 8 O. Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51, 1-2, 2001, p. 211.
- 9 D. Barbet, « Retour sur la loi de 1884. La production des frontières du syndical et du politique », *Genèses*, « La construction du syndicalisme », 3, 1991.
- 10 J. Lagroye, « Les processus de politisation », in *La Politisation*, Belin, 2003, p. 362-363.
- 11 K. Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, 70, 2005.
- 12 Cf. B. Giraud : « Négociant avec l'État. Les conditions d'appropriation du rôle de partenaire social à travers l'exemple de la CGT », communication au colloque « Cent ans après la Charte d'Amiens : la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs », Amiens, octobre 2006, A-C. Wagner : *Vers une Europe syndicale. Une enquête sur la confédération européenne des syndicats*, Éditions du croquant, 2005, ainsi que mes propres remarques dans une note de lecture consacré à cet ouvrage (in *Politix*, 74, 2006).

## Coralie Duteil

Politiste, CSU et GAP

### La Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France : De la *symbolique artiste* à la *critique artiste*

*Tout mouvement social est le produit composite de la rencontre d'une multiplicité de logiques d'engagement. C'est ce que montre l'étude de la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France, qui réunit des individus aux statuts hétérogènes (comédiens, techniciens, intellectuels précaires, chômeurs...) et qui témoignent de manières très contrastées de se vivre et de se définir comme intermittent.*

**Depuis vingt ans, les intermittents du spectacle occupent** cycliquement la scène du conflit social. L'épisode le plus marquant est celui de l'année 2003 avec l'annulation des festivals et une mobilisation massive d'une ampleur sans précédent. Les médias braquent leurs projecteurs sur ce qu'ils ne tardent pas à désigner comme « le conflit des intermittents du spectacle ». Ce conflit se cristallise en effet autour de l'assurance chômage spécifique à cette catégorie de travailleurs atypiques. Créé dans les années 1960 par les partenaires sociaux<sup>1</sup> pour prendre en compte la discontinuité de l'emploi propre à ces professions, le dispositif défini aux annexes VIII et X de la convention UNEDIC assure aux intermittents une couverture d'exception du risque du chômage. Depuis les années 1990, le MEDEF n'a de cesse de vouloir remanier – d'aucuns diront supprimer – ce régime, dont il dénonce le caractère déficitaire et le nombre toujours croissant des bénéficiaires; en 2003, on dénombre plus d'une centaine de milliers d'intermittents. La signature de la CFDT, le 26 juin 2003, aux côtés des organisations patronales a rendu possible la conclusion d'un nouveau protocole d'accord<sup>2</sup> qui élève considérablement la barrière d'entrée, ce qui fait redouter à de nombreux intermittents une future éviction du régime<sup>3</sup>.

L'ombre de la précarité projetée par la réforme suscite une indignation très forte parmi les professionnels du spectacle, qui se voient rattrapés par un passé qu'ils croyaient dépassé. Pour autant, ils ne sont pas les seuls à se sentir concernés. Si le label « intermittent » recouvre une grande hétérogénéité de réalités professionnelles, il reste cependant très fortement rattaché à la figure « artiste », or cette symbolique « artiste » est au cœur des enjeux de ce conflit qui mobilise beaucoup plus largement que la seule population directement concernée par les annexes VIII et X. Bien sûr, des artistes et des techniciens du spectacle investissent cette lutte, intermittents ou non d'ailleurs; mais aussi des chômeurs et d'autres acteurs exerçant des professions intellectuelles y prennent part. Les coordinations qui (re) naissent à cette occasion s'ouvrent volontiers à cette population hétérogène. La coordination parisienne – qui s'est progressivement imposée comme un acteur incontournable de ce conflit, tant par ses effectifs militants que par sa capacité d'action et sa longévité – ne fait pas exception. Cette multiplicité d'acteurs se laisse lire dans le nom qu'elle s'est choisi: « la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France » (CIP). Il s'agira ici d'analyser ce ralliement identitaire et les effets de cette pluralité interne au sein de ce collectif militant hétérogène, tant du point de vue de la construction de la cause que de celui de son répertoire d'action; ces trois derniers points étant indissociablement liés.

#### **La coordination parisienne, le ralliement à la figure artiste**

##### *Genèse de la coordination, la revendication d'un espace ouvert*

La Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France se constitue dès la fin du mois de juin 2003, sous l'impulsion d'un collectif militant, les Précaires et associés de Paris (PAP), qui occupent depuis peu le théâtre de la Colline. Elle connaît un rapide succès. Ses AG, d'abord dans ce théâtre, puis à la Villette, connaissent des fréquentations record. Elle parvient à maintenir cette effervescence militante en organisant chaque jour des actions à la fois subversives et pacifiques qu'elle puise dans le répertoire d'action propre aux coordinations (occupation de théâtre, de locaux administratif, zap...). Elle obtient ainsi des locaux auprès de la mairie de Paris (la salle Olympe de Gouges dans le 11<sup>e</sup> arrondissement), suite à une négociation précédée d'une occupation. Sa virtuosité en matière d'« agit-prop » lui confère une visibilité dans l'espace médiatique et dans « l'espace militant<sup>4</sup> ». Outsider, cette coordination s'impose rapidement comme un concurrent du syndicat majoritaire dans ces secteurs artistiques, la CGT-spectacle. Elle-même très active dans ce conflit, la CGT-spectacle est en fait une fédération<sup>5</sup> qui regroupe différents syndicats du secteur par corps de métier. À l'inverse, la CIP se veut une structure unique ne reposant pas sur des logiques de corporation. Elle manifeste clai-

rement une volonté d'ouverture quant à son public militant. Si elle se présente comme une organisation horizontale née autour du refus du nouveau protocole, elle étend néanmoins son objet à « la défense de la culture » et à la promotion de « droits sociaux nouveaux ». En outre, elle précise dans sa charte<sup>6</sup> la nécessité de faire le lien avec d'autres secteurs économiques. Enfin, le nom qu'elle s'est choisi – Coordination des intermittents et précaires – lance explicitement une invitation qui ne vise pas uniquement les intermittents. En cela, la CIP se démarque des coordinations apparues dans les années 1980 (cheminots, instituteurs, infirmières...) étudiées par Patrick Hassenteufel puisque nous ne sommes pas ici en présence d'un « mouvement identitaire » limité à la défense d'une catégorie professionnelle<sup>7</sup>.

### ***Un collectif militant hétérogène***

Déconstruire l'acteur collectif qu'est la CIP, pour mettre en lumière les acteurs individuels, dans leur diversité, qui s'y sont agrégés, pose certaines difficultés car la forme coordination est un objet particulièrement rétif à toute tentative d'objectivation statistique. En effet, l'absence d'adhésion formelle et le caractère très mouvant des effectifs militants ne rendent pas la tâche aisée aux chercheurs. Il s'agit bien souvent de saisir des flux. En effet, à la mobilisation massive de l'été 2003, notamment dans les rangs du spectacle vivant, succède une vague de désengagement – phénomène qui touche aussi bien les coordinations que les syndicats. Notre enquête auprès des membres de la Coordination, réalisée entre le mois de juillet 2004 et le mois de mars 2006, porte sur un temps ultérieur du conflit. Si le collectif de la CIP est nettement plus restreint qu'à ses débuts, en revanche il est largement plus stabilisé. Nous avons donc concentré notre attention sur le noyau dur de militants qui ont maintenu leur engagement dans le temps à la CIP. Ainsi, le recueil de récits de vie d'une vingtaine de militants ainsi que les interactions plus informelles avec l'ensemble du groupe nous permettent de mettre en lumière différents profils militants qui se côtoient au sein de cette organisation. Toutefois nous n'avons pas négligé d'interroger des ex-militants, soit qu'ils aient cessé leur engagement, soit qu'ils l'aient poursuivi dans des structures syndicales, notamment à la CGT, pour ne pas faire du désengagement<sup>8</sup> un point aveugle de notre analyse. Le collectif militant de la CIP est atypique au regard des variables sociologiques des membres qui le composent ; ses militants sont jeunes, ils ont pour la plupart entre vingt-cinq et quarante ans ; les femmes y ont la part belle puisque qu'elles représentent plus de la moitié des effectifs. Une grande majorité d'entre eux sont intermittents, plus souvent artistes que techniciens, et généralement ils officient dans le spectacle vivant. Cependant, nous pouvons entamer notre analyse par un constat : parmi les intermittents, la frange

la plus directement touchée par la réforme – « les fragiles de l'intermittence » – n'est pas la plus mobilisée, du moins en 2004. Pour être plus exacte, nombreux sont ceux qui ont dû, après l'avoir fréquentée, quitter la Coordination. En effet, le coût de l'engagement se révèle d'autant plus élevé pour ces acteurs qui doivent redoubler leur investissement professionnel afin de ne pas subir une éviction du régime. Rappelons que perdre « son statut » d'intermittent signifie basculer dans une précarité économique et présage de l'impossibilité de se maintenir à terme dans la profession. Ainsi, le risque de précarisation induit par la réforme devient un frein très fort à la poursuite de l'action collective. Bien entendu, quelques-uns maintiennent leur engagement au sein de la CIP, pour autant les intermittents qui forment ce collectif bénéficient le plus souvent d'une certaine assise dans le métier, sans toutefois faire partie des réseaux les plus privilégiés. Ils se sentent mis en péril par la réforme mais leur bonne insertion parmi les réseaux professionnels leur confère une certaine marge de manœuvre et rend le danger moins imminent. En effet, beaucoup ont leur propre compagnie, cela signifie qu'ils sont leur propre donneur d'ordre, ou bien ils ont des activités d'enseignement, ce qui leur procure une certaine maîtrise de « leurs heures ». De surcroît, ils officient souvent dans de petites structures pour lesquelles ils investissent le versant administratif de l'affaire. Ils sont donc familiarisés avec les rouages du métier et connaissent de ce fait l'envers du décor.

Pour autant, ce collectif ne réunit pas que des intermittents. Prennent également part à cette mobilisation des individus en situation de désaffiliation<sup>9</sup>. Ces militants entretiennent à la fois un rapport très distant au travail, ils bénéficient des minimas sociaux, en revanche, ils mettent en avant des liens avec les milieux artistiques. Mais la rareté de leurs expériences dans ces secteurs, qu'elles soient professionnelles ou amateurs, ne leur permet pas de prétendre au régime de l'intermittence<sup>10</sup>. La réforme néanmoins fait reculer le champ des possibles. Ces militants arrivent généralement plus tard dans cette mobilisation, après la médiatisation de l'été 2003. Leur investissement dans la culture s'actualise aussi dans leur engagement au sein de la CIP. Leur volonté de s'ancrer dans les champs artistiques et d'y puiser des ressources identitaires mérite une attention toute particulière. Ces militants souvent autodidactes, que tout rattache aux classes populaires (leurs origines familiales, la rareté de leur titre scolaire, leur précarité sociale), préfèrent ainsi s'identifier à d'autres groupes de références, en se ralliant à la « figure artiste ».

D'autres militants encore se saisissent de cette « figure artiste ». Il s'agit de militants aguerris exerçant des professions intellectuelles. Formés à l'économie ou à la sociologie, ils sont enseignants ou chercheurs, statutaires ou sous contrats, certains se présentent d'ailleurs comme des « intermittents de la

recherche » ou encore comme des « sociologues free lance ». Ce groupe de militants collabore à la revue *Multitudes*, située aux confins de l'espace militant et du champ scientifique, proche du courant intellectuel inauguré par Antonio Negri, l'Autonomie. Cette mouvance d'extrême gauche se caractérise par une posture critique vis-à-vis des formes d'institutions hiérarchisées<sup>11</sup>. Ces militants participent également à d'autres mouvements sociaux. Certains sont déjà présents dans des coordinations d'intermittents dès 1992<sup>12</sup>, quand d'autres œuvrent à AC! et sont à l'origine de la revendication d'un revenu universel garanti<sup>13</sup> au sein de cette organisation. Ces militants investissent cette mobilisation dès sa genèse, ils contribuent à travers le collectif PAP à poser le cadre malléable de cette coordination.

### **De la figure artiste à la critique artiste**

La forme coordination rend possible la rencontre d'acteurs aux trajectoires diverses. Or le processus de constitution de ce collectif à la réalité composite est à mettre en relation avec la construction de la cause qu'offre la coordination dans cette mobilisation. Par cause, il faut entendre ici *le travail de la signification*<sup>14</sup> donnant sens à l'action collective. Il s'agit donc de définir les enjeux mais aussi les pratiques de cette mobilisation.

#### **La construction de la cause :**

##### ***l'intermittent comme « type idéal » du travailleur précaire***

La CGT et la CIP n'ont pas la même façon de mettre en mots ce conflit. Quand ce syndicat déclare « nous voulons vivre de nos métiers », la Coordination lui répond « nous sommes tous des précaires ». Derrière cette divergence de slogans s'affrontent deux visions du monde. Pour autant, l'élaboration de la cause par une organisation n'est pas une donnée en soi, c'est un processus qui doit se comprendre comme le fruit d'un travail collectif qui se fait tant en fonction des concurrents externes qu'au gré des luttes internes pour donner sens à la mobilisation<sup>15</sup>. Or la CIP articule différents niveaux de registres de justification à l'action collective à travers lesquels on peut repérer l'empreinte des diverses catégories d'acteurs qui ont pris part à ce mouvement. Le premier niveau de revendication s'ancre dans la défense de l'assurance chômage spécifique aux intermittents. La CIP, tout comme la CGT d'ailleurs, demande l'abrogation du protocole du 26 juin 2003. Mais dans un deuxième temps, la CIP propose de faire du modèle d'exception des annexes VIII et X un modèle d'avant-garde pour repenser les droits sociaux de tous les travailleurs à l'emploi en discontinu<sup>16</sup>. On passe ainsi de revendications sectorielles à un contre-projet de société<sup>17</sup>. En défendant leur régime d'assurance chômage, les intermittents défendent incidemment l'organisation ultraflexible de leurs marchés de l'emploi<sup>18</sup>. Les

secteurs du spectacle sont en effet paradigmatiques de « la cité par projets<sup>19</sup> » dans laquelle les collectifs de travail se forment et se déforment à l'infini. Pour autant l'existence d'une couverture exceptionnelle du risque du chômage – prévue aux annexes VIII et X – fait de l'intermittent une figure d'exception : c'est un travailleur précaire, ou encore flexible, qui allie à la fois liberté et sécurité (même si dans les faits toutes deux s'avèrent très relatives...). C'est cette figure du travailleur libre qui est ici valorisée et tout le travail de réhabilitation du terme « précaire » effectué par la CIP en témoigne ; elle participe d'ailleurs largement à l'organisation de l'Euro May Day, manifestation qui se déroule le 1<sup>er</sup> mai et qui rebaptise la journée du travail en « journée des précaires ». Ainsi, derrière la promotion du modèle de l'intermittence et la volonté de l'étendre à d'autres secteurs sociaux, c'est la critique du modèle salarial qui se fait jour. Cette opération de cadrage se situe en plein dans la « critique artiste<sup>20</sup> » que Luc Boltanski et Eve Chiapello définissent comme la critique du capitalisme qui refuse de subordonner la dénonciation de l'aliénation par le travail à celle de l'exploitation. Paradoxalement, cette importation des référentiels et de cette symbolique artiste dans cette mobilisation, déjà très présente lors de Mai 68<sup>21</sup>, n'est pas tant le fait des intermittents eux-mêmes, souvent novices en matière de militantisme que le fruit du travail de militants expérimentés, à savoir les militants de l'Autonomie. Pour autant, ce type de revendications est plutôt réservé à l'espace militant, tandis que face aux interlocuteurs officiels, la CIP se concentre sur la défense des annexes VIII et X.

#### **Intermittents-militants et militants de l'intermittence : une mobilisation composite**

Cette formulation des enjeux qui se dessine au fil de la lutte et qui donne au conflit une portée plus générale n'est pas sans soulever d'oppositions au sein même de la CIP. Certains militants-intermittents, aguerris au conflit social au sein de syndicats et notamment de la CGT, sont heurtés par cette manière de construire la cause qui marginalise le référent travail et préfèrent, après des débats houleux, quitter la Coordination ; ils rejoignent éventuellement d'autres syndicats : la CGT, la CNT... Ce type de désaccord politique reste toutefois marginal en termes de flux militant et ne saurait être une explication aux vagues de démobilisation plus largement dues aux phénomènes classiques de lassitude ou de coût trop fort de l'engagement et cela notamment en période de crise<sup>22</sup>. On voit à quel point, à travers cette lutte, il ne faut pas surestimer le potentiel mobilisateur ou démobilisateur des idées. En effet, on ne retrouve pas non plus de ralliement unanime à cette manière de formuler les enjeux parmi les militants qui continuent à faire vivre cette coordination. Certains arrivent à la CIP déjà convaincus, mais ils sont très rares ; d'autres, plus nombreux, se rallient

progressivement à la cause ; quand d'autres encore, plus minoritaires, expliquent clairement leur non-adhésion à cette trame réflexive plus générale sur l'emploi en discontinu, soit qu'ils doutent de son efficacité, soit qu'ils critiquent son bien-fondé. Mais ces militants sont suffisamment convaincus du travail opéré par la CIP autour de la défense des annexes VIII et X pour maintenir leur engagement. De plus, le capital militant<sup>23</sup>, entendu comme un savoir-dire mais aussi un savoir-faire, des militants Autonomes qui s'investissent intensément dans cette lutte se révèle très précieux pour ce collectif restreint largement novice en matière de militantisme. Il s'agit donc bel et bien ici, pour reprendre l'expression de Michel Dobry<sup>24</sup>, « d'une mobilisation dispersée », qui fait se rejoindre des acteurs aux « projets », « idées » et ressources politiques dispersées. Certes, il existe une forme de hiatus sur la formulation des revendications dans ce conflit, cependant, bien souvent les militants se rejoignent sur les multiples manières qu'emploie la CIP pour les faire entendre.

### **Modes d'actions hétérogènes et libéralisation de la parole**

La CIP s'est distinguée dans ce conflit par les modes d'actions spectaculaires qu'elle a su mettre en place. Virtuose dans l'art de l'agit-prop, elle ne saurait se contenter du mode de la scandalisation. Elle puise tour à tour dans les différents registres du répertoire d'actions : que ce soit le registre juridique – elle dépose une requête pour faire invalider la ratification du protocole – le registre politique – elle contribue à la création d'un comité de suivi de la réforme siégeant au Palais Bourbon auquel participent également les syndicats du secteur opposés à la réforme et des hommes politiques de tous bords (ce comité débouche sur la création d'une proposition de loi) – le registre de l'expertise – elle oppose un contre-modèle au protocole de 2003 dont elle demande l'expertise ; le registre scientifique – elle finance une enquête socio-économique sur l'intermittence réalisée par des économistes universitaires, à laquelle les militants participent directement – le registre subversif-pacifique initié par le mouvement des « sans » – elle occupe très fréquemment des bâtiments administratifs, notamment des antennes Assedic, ou encore des locaux culturels, tels que la Comédie-Française, la Cinémathèque française, etc. – le registre de l'offre de service – elle propose une permanence pour orienter les intermittents perdus dans les méandres des réformes en cours – sans oublier le registre spectaculaire – elle occupe la plateau de la Star Academy, celui du journal télévisé de France 2, actions qui la font connaître du grand public. La CIP s'autorise ainsi tous les registres du répertoire, des plus subversifs, en recourant à des actions illégales mais toujours pacifiques, telles que l'occupation du toit du MEDEF, aux registres plus légitimes, et c'est peut-être là où on l'attendait le moins. Par ces divers modes d'actions, la Coordination

dispute le monopole du discours « aux professionnels » qu'ils soient hommes politiques, journalistes, scientifiques, etc. « Nous sommes tous des experts », clame-t-elle ! Ce mot d'ordre de la parole généralisée fait consensus parmi tous les militants. Cette revendication de la légitimité de tous à prendre la parole est même souvent citée comme une des causes de leur engagement voire comme forme de rétribution du militantisme. Or cela est précisément symptomatique des symboliques artistes qui l'arrachent au strict refus de la délégation politique.

Cette revendication de la parole généralisée et la forme a-hiérarchique de la Coordination exigent des militants un investissement intensif. Pour prendre effectivement part aux débats, ils doivent acquérir de multiples compétences : connaissance des enjeux, des acteurs, capacité à la prise de parole en public, savoir-faire pratique lors du déroulement des actions... Pour la plupart faiblement politisés au départ, ils deviennent peu à peu des virtuoses du militantisme. Ainsi, la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France, par sa longévité – plus de trois ans de lutte... – fait date dans l'histoire des coordinations et contredit les analyses quant à l'engagement post-it<sup>25</sup> des militants des nouveaux mouvements sociaux. La signature en cours d'un nouveau protocole<sup>26</sup>, qui ne satisfait ni la CGT, ni la CIP, n'est pas sans réanimer les débats.

- 1 Ce système a été mis en place suite à deux accord sociaux, le protocole du 13 décembre 1964 qui visait les ouvriers et techniciens du cinéma, annexe VIII, et le protocole du 12 juin 1969 pour les artistes et techniciens du spectacle, annexe X de la convention UNEDIC.
- 2 Sont signataires du protocole de juin 2003 : la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et les organisations patronales Medef, UPA et CGPME.
- 3 La CGT-Spectacle dénonçait à terme l'éviction du régime de 30 % des intermittents
- 4 Mathieu L., « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *RFSP*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.
- 5 FNSAC, Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle.
- 6 La charte de la coordination est consultable sur le site de la Coordination URL : [http://www.cip-idf.org/article.php3?id\\_article=108](http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=108). Consulté le 23 décembre 2006.
- 7 Hassenteufel P., « Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations », *RFSP*, vol. 41, n° 1, 1991, p. 5-27.
- 8 Fillieule O. (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- 9 Castel R., *Les Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*. Paris, Fayard, 1995.
- 10 Duteil C., *Le Conflit des intermittents du spectacle, sociologie d'un mouvement social*, mémoire de DEA sous la direction de Bernard Pudal, Paris X, 2004.
- 11 Sommier I., *Les Nouveaux Mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.
- 12 Proust S., « Les luttes autour du régime de l'intermittence et leur radicalisation en 2003 », in *Art et contestation*, J. Balasinski et L. Mathieu (dir.), Rennes, PUR, 2006, p. 103-120.
- 13 Mouchard D., « La reconstruction du sujet politique. Mobilisations de chômeurs et revendication de "revenu garanti" », *Raisons politiques*, vol. 4, 2000, p. 91-111.
- 14 Snow D., « Analyse des cadres et des mouvements sociaux », in D. Cefaï et D. Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective*, Paris, EHESS, p. 27-29.

## Sébastien Chauvin

ATER à l'université Paris 1, Doctorant à l'EHESS (CMH-ETT)

## « Il faut défendre la communauté » Ethnographie participante d'un *community meeting* de travailleurs journaliers à Chicago

*Les mouvements sociaux étatsuniens font un usage répété du terme community dans leurs rhétoriques, leurs mobilisations et leurs revendications. La description minutieuse d'un community meeting à l'encontre d'une agence de travail journalier à Chicago permet d'en restituer le sens concret, inaccessible à la traduction littérale. Elle est aussi une introduction ethnographique à la tradition américaine du community organizing qui incarne, depuis la mort du Mouvement des droits civiques, une des formes dominantes de l'action politique non gouvernementale aux États-Unis.*

**L'homme d'origine cubaine âgé d'une trentaine d'années** est assis au coin droit de la salle de classe transformée en salle de réunion, sur une chaise isolée des autres intervenants, qui le place ostensiblement en position d'accusé. Il reste silencieux, son bras recourbé soutenant son visage, le pouce sous le menton, l'index sur les lèvres fermées, l'air impassible. À mesure que les travailleurs se succèdent à la barre pour énoncer leurs griefs à son encontre sans jamais toutefois le regarder dans les yeux, il prend des notes sur son carnet – ou du moins il en fait les gestes. Un ami un peu plus jeune l'a accompagné en soutien et s'est assis à sa gauche. Chacune des interventions, pour moitié en espagnol, pour moitié en anglais, est traduite dans l'autre langue phrase après phrase par un interprète volontaire, doublant les temps de parole et rendant l'ensemble un peu laborieux.

Il est 18 h 30 en ce jeudi glacial de février 2006, au milieu du proverbial hiver de Chicago. Nous sommes à l'église Saint-Jean<sup>1</sup>, une paroisse catholique proche du quartier portoricain en cours d'embourgeoisement où s'est installé il y

- 15 Bourdieu P., « La grève et l'action politique », in *Questions de sociologie*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, p. 256.
- 16 Lechaux B., *Comment occuper l'avant-scène et parler des coulisses ?*, mémoire de Master 2 sous la direction d'Erik Neveu, IEP de Rennes, 2005, p. 24.
- 17 Duteil C., « Les intermittents du spectacle », in X. Crettiez et I. Sommier, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, p. 310-317.
- 18 Menger P.-M., *Les Intermittents du spectacle, sociologie d'une exception*, Paris, EHESS, 2005, p. 19.
- 19 Cf. Boltanski L., Chiapello E., *Le Nouvel Esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard, 1999.
- 20 Sur la notion de la *critique artiste* : *ibid.*, p. 83-84. Luc Boltanski et Eve Chiapello distinguent deux types de critiques formulées à l'encontre du capitalisme à la fin des années 1960, « la *critique sociale* » dénonce l'égoïsme des intérêts particuliers dans la société bourgeoise et la misère des classes populaires, quant à « la *critique artiste* », elle reproche à ce système d'aliéner la liberté de l'individu, la rationalisation capitaliste entraverait les potentiels créatifs et d'auto-organisation des individus qui sont exclus de la direction de leurs propres affaires.
- 21 Gobille B., « La créativité comme arme révolutionnaire, l'émergence d'un cadrage artiste de la révolution en Mai 68 », in J. Balasinski et L. Mathieu (dir.), *op. cit.*
- 22 Sinigaglia J., « La fin et les moyens », *Le Portique*, Recherches 3 – *Cahier 3 2005*, [En ligne], mis en ligne le 15 avril 2006. URL : <http://leportique.revues.org/document753.html>. Consulté le 23 décembre 2006.
- 23 Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant, essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 5-11.
- 24 Dobry M., *Sociologie des crises politiques, la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, PFNSP, 1992, p. 31.
- 25 Ion J., *La Fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.
- 26 Protocole d'accord du 18 avril 2006, signé par les organisations patronales et la CFDT le 21 décembre 2006.

a sept ans le *worker center*, et qui nous prête pour l'occasion une des salles de classe de son annexe. Dans la grande salle au rez-de-chaussée, une troupe amateur répète un spectacle de *baile folklórico* mexicain. Sur les murs de la salle du premier étage où nous nous trouvons, j'ai collé les affiches confectionnées plus tôt dans l'après-midi, ou recyclées des actions précédentes. L'une d'elles exige des emplois permanents pour les journaliers, une autre réclame, sans vraiment y croire, une augmentation, quelques jours de vacances par an. La plupart se contentent de dénoncer les « abus », les « violations », le « harcèlement », les « discriminations » à l'encontre des travailleurs employés par les agences de *day-labor* de la région de Chicago, et la pancarte emblématique proclame, en direction des entreprises utilisatrices de travail journalier : *Use good agencies not bad agencies*. Le « respect » est présenté à plusieurs reprises comme un remède aux problèmes soulevés.

Les agences de *day-labor* sont des entreprises d'intérim « bas de gamme » offrant, très souvent à la journée, du travail déqualifié à une main-d'œuvre locale faite d'immigrés sans-papiers et de Noirs du ghetto désindustrialisé. Le *day-labor* se distingue de l'intérim classique par une gestion très punitive de la main-d'œuvre, et par le fait que les candidats au travail y sont sommés d'être physiquement présents le matin à 5 heures, dans des locaux à l'esthétique plus proche de l'entrepôt que de l'entreprise, afin d'attendre *sur place* les offres et de partir *sur le champ* lorsque celles-ci arrivent. La multiplication des agences à Chicago dans les années 1990 a été suivie par l'émergence de mouvements sociaux consacrés à la défense des droits de salariés qui restaient jusqu'ici hors du domaine d'intervention aussi bien des syndicats traditionnels que d'un département du travail de l'Illinois au sous-effectif chronique.

Le *worker center* dont il est question ici a ainsi été fondé au début des années 2000. Il s'est inscrit dans la tradition américaine du *community organizing*<sup>2</sup> [*animation communautaire*], technique de mobilisation locale théorisée dans les années 1940 par le *radical* américain Saul Alinsky, disciple de Burgess à l'université de Chicago. Après une période de persécution durant laquelle il avait été considéré (durant le Maccarthysme) comme trop subversif, le *community organizing* a connu une renaissance et même une réinvention dans les années 1970 : il a alors été présenté par l'élite libérale de l'époque comme une alternative « modérée » aux émeutes urbaines des années 1960<sup>3</sup>. Il est, depuis, l'une des formes dominantes de mobilisation aux États-Unis. Cet article ethnographique, qui se veut une courte étude de cas descriptive, cherche à donner à voir, dans son fonctionnement concret, l'une des stratégies d'action privilégiée par le courant alinskien, en la figure du *community meeting*.

Dans la tradition du *community organizing*, le *community meeting* vise à confronter l'« ennemi » (selon la terminologie d'Alinsky) à la force symbolique

des autorités morales d'un quartier, de manière à obtenir satisfaction sur un point de revendication ou réclamer la fin de telle ou telle injustice dénoncée comme « abus » ou « violation ». Aspect notable : dans le cas idéal, il se déroule comme ici *en présence de l'accusé*, alors même qu'aucune autorité légale n'oblige ce dernier à s'y rendre. Comme le suggèrent l'agencement des tables et des chaises dans la salle de classe, la place du public, et le ton employé par les divers intervenants, la réunion a pris la forme d'un véritable *procès*, avec témoignages, jugements, et mises en demeure. Un *community meeting* est considéré comme réussi lorsqu'à la suite d'une injonction finale à répondre « oui » à la demande de la « communauté », l'« ennemi » est *retourné*, célébré, applaudi, et devient alors un « allié » officiel donné en modèle (par exemple une « bonne agence » de *day-labor* recommandée aux entreprises comme un fournisseur « éthique »). *No permanent enemies, no permanent allies* est une des devises clefs de la *Chicago School of Organizing*<sup>4</sup>.

#### La « communauté » contre les « abus »

Pablo, le jeune cubain « accusé », est le manager de *GoodStaff*, une agence de travail journalier située à quelques rues seulement de l'église Saint-Jean. Les intervenants, salariés ou anciens salariés de l'agence, se succèdent au tableau pour reprocher à Pablo les « abus » que constituent selon eux la saleté des camionnettes servant à transporter les travailleurs sur leur lieu de travail, le harcèlement sexuel des femmes par les chauffeurs, et l'insalubrité des toilettes à l'intérieur de la zone de *dispatch*, sorte de salle d'attente où les *day laborers* patientent de longues heures avant de se faire éventuellement embaucher. Les « dispatcheurs<sup>5</sup> » de *GoodStaff* sont accusés de pratiquer le favoritisme, et de ne pas respecter les règles d'ancienneté ou l'ordre des inscrits sur la liste quotidienne d'arrivée à l'agence, qui peine à remplir son rôle régulateur et se trahit très vite auprès des nouveaux arrivants comme une simple fiction bureaucratique. Les camionnettes n'arrivent pas suffisamment à l'heure et déposent les salariés en retard à l'usine. Les chèques délivrés oublient de prendre en compte certaines heures travaillées. Et quand les journaliers se plaignent, ils subissent les rétorsions des dispatcheurs qui ne les envoient plus nulle part, parfois définitivement.

Chaque grief exposé par les orateurs est entrecoupé de « *Boos!* » et de « *That ain't right!* » ou de « *That's right!* » et d'applaudissements, en provenance de la salle, d'abord soufflés par Julie, l'animatrice [*organizer*] blanche du *worker center*, seule salariée de l'organisation, assise à l'avant, puis, lorsqu'ils ne tombent pas à plat, repris en cœur par le public. Une petite femme mexicaine d'une quarantaine d'année est maintenant à la barre. Rosamar était jusqu'à l'année dernière une intérimaire de *GoodStaff*. Une fois exposée la manière

dont elle fut mise à l'index par Pablo après s'être plainte du favoritisme, elle entreprend de raconter à l'assemblée, avec une certaine amertume non exempte de hauteur maternelle, l'« histoire de Pablo ». L'homme a commencé sa carrière comme *raitero* (terme de *spanglish* désignant les chauffeurs de camionnette, statut supérieur à celui des simples travailleurs). « C'était quelqu'un comme nous, une personne humaine, simple [*sencilla*], un travailleur, il nettoyait les bancs et le sol de la salle. Et ça m'a dégoûté quand il est devenu *despachador* si vite. C'est parce qu'il est cubain qu'il a été promu comme ça. Moi, je travaille ici depuis douze ans, et j'en suis toujours au même niveau ». En quelques années seulement, Pablo, dont les origines nationales donnent droit à une carte de résident permanent, a en effet gravi les échelons en passant du poste de chauffeur à celui de dispatcheur puis de manager, parcours impressionnant mais, selon Rosamar, plutôt injuste et même un peu suspect. Les témoignages des travailleurs lésés, ici tous hispaniques et tous sans-papiers, se terminent. Donald, grand sans-abri blanc et maigre aux lointaines origines lituanienes, les cheveux longs châains désordonnés, le teint livide et les joues creuses, est l'un des plus anciens « leaders » du *worker center* (et quasiment son seul membre à n'être ni hispanique ni afro-américain). Il est désormais debout devant le micro trop bas placé là par l'équipe de CAN-TV, la principale télévision associative de la ville, en vue d'une retransmission ultérieure sur le réseau câblé. Le *community meeting* d'aujourd'hui est destiné à faire pression sur les propriétaires de l'agence, deux hommes blancs qui au dernier moment se sont fait porter pâles et ont envoyé sans plus de scrupules pour les représenter, le jeune manager Pablo.

Aujourd'hui la réunion a commencé par un tour de salle où tous les représentants de la « communauté » se sont présentés les uns après les autres : une dizaine de groupes au total. Outre le *worker center*, d'autres organisations sont présentes, syndicales, ethniques, religieuses, mais aussi une large coalition de quartier regroupant aussi bien des associations de locataires que des commerçants et des banques locales. Sans être toujours tout à fait au courant des détails du conflit entre le centre et l'agence, ces groupes amis se rendent au *meeting* pour faire masse et contribuer à un effet de consensus. Le public de tels rassemblements dépasse cependant rarement la cinquantaine d'individus, et l'important y est plus la *qualité* des personnes que leur *quantité*. Chaque groupe a été sollicité par téléphone ou par email et a dû communiquer à l'avance le nombre de membres qu'il pouvait « livrer » [*turn out*]. Les groupes alliés savent aussi que leur participation à cet événement leur confère en retour une créance sur le *worker center*, qui devra à son tour envoyer des représentants la prochaine fois qu'une des autres organisations aura besoin de renfort humain et symbolique. C'est en entrant dans ce système bien rôdé

de *participations croisées*, qui forme la colonne vertébrale de l'économie locale des échanges militants, qu'un groupe entretient son capital politique, s'assure le soutien de la « communauté » et peut à son tour utiliser l'« autorité » de celle-ci le moment venu. Cette invocation régulière de la « communauté » et sa mobilisation stratégique ne font pas peu pour actualiser son existence concrète et renforcer l'illusion bien fondée qu'elle transcende la série de ses manifestations ponctuelles.

Invité par Donald à répondre aux accusations, Pablo vient de grommeler qu'il n'avait rien à dire, rien à répondre à ce qu'il venait d'entendre dans la demi-heure précédente. Un silence un peu maladroit a suivi, et Donald, qui préside le premier *community meeting* de sa vie, s'adresse maintenant à la salle, avec une assurance seulement modérée et un sourire hésitant dont on ne peut pas décider, du public, s'il trahit une certaine gêne ou s'il cherche à manifester un sadisme un peu taquin : « Bon, alors qu'est-ce qu'on va faire de tout ça ? Qu'est-ce qu'on va faire d'eux ? » Des slogans émergent timidement du public : « *Shut'em down! Shut'em down!* » (faites fermer l'agence) « *Follow the Law! Follow the Law!* »

Max, le président du *worker center*, gros homme noir d'une cinquantaine d'années qui travaille comme journalier depuis vingt-trois ans dans le service de distribution d'un grand journal, prend alors le micro et commence une intervention courte mais résolue dont l'efficace arsenal rhétorique traduit et réalise dans le même mouvement l'unité de la « communauté » face à un « ennemi » présenté comme déviant et marginal. Ses phrases multiplient les formes passives faisant une ellipse du sujet (« *this is not gonna be tolerated* »), son ton est celui de l'indignation ferme : l'effet sur Pablo est proche de l'infantilisation, renforcée par le fait que toutes les personnes qui ont parlé à la tribune jusqu'ici sont plus âgées que l'accusé. « Je suis ici ce soir pour dire que de grandes injustices ont été commises à l'encontre de ces travailleurs [...] Ces travailleurs ont été menacés et intimidés, et intimidés dans les dernières vingt-quatre heures. Et ce ne sera toléré par personne. » La salle répète en chœur, après la traduction de l'interprète, en frappant dans ses mains : « *No se va – a – tolerar! No se va – a – tolerar!* » Et Max : « Dans les prochaines vingt-quatre heures, nous allons déposer une plainte ! » Suivent des applaudissements aussi nourris que peuvent en fournir une trentaine de personnes dans une petite salle de classe par un soir d'hiver.

Les premiers intervenants parlaient de Pablo comme s'il était absent, tournés vers le public ou vers le micro et sans jamais oser regarder à leur gauche l'accusé malgré – ou à cause de – la dureté de leurs propos à son encontre. Au contraire, pendant son discours Max est franchement tourné vers le jeune Cubain et le regarde droit dans les yeux (le forçant en retour à baisser les

siens, ou à les maintenir aussi évasifs que possibles). Après quelques phrases d'introduction, il entreprend, sans provoquer une quelconque surprise dans la salle, de faire un rapide éloge du manager, reconnaissant notamment son courage d'être venu ce soir alors qu'il avait proféré des menaces le matin même à l'encontre des salariées mobilisées. Certains classiques du *community organizing* privilégient la reconnaissance publique des qualités et de la dévotion de l'« ennemi » comme technique pour le désarmer ou le « désorienter » notamment lorsqu'il est trop habitué à une rhétorique de confrontation<sup>6</sup>. Cette tâche est souvent confiée à un homme d'Église, et il n'est pas rare qu'un *community meeting* débute par une authentique prière en faveur non seulement des plaignants mais aussi de la cible elle-même : les « alliés » ecclésiastiques se prêtent au jeu avec une étonnante bonne volonté et n'hésitent pas à invoquer alternativement Dieu et la « communauté » avec une flexibilité rhétorique digne des meilleurs avocats.

Ce soir, il revient au père Robert, jeune curé blanc d'une quarantaine d'années, grand, cheveux châtain courts, pantalon et chemise noir soutane, col romain recouvert d'un blouson, de conclure la réunion en tant qu'autorité « communautaire » et responsable de l'église accueillant l'événement. Il traduit lui-même toutes ses phrases en un espagnol fluide mais prononcé avec un très fort accent américain. À nouveau, ne mentionnant jamais l'accusé, sa rhétorique gentiment condescendante faite de formes passives et d'euphémismes faussement apaisés (« *the saddest part* », « *we hope* », « *we don't know why* », « *kind of* ») contribue à affirmer l'opinion de l'universel, à transmuier le jugement de l'orateur en jugement de la communauté ainsi renforcée par le ton même qu'elle emploie pour s'exprimer, et à faire de l'injustice visée une aberration plutôt qu'une expression systémique : « C'est si décevant qu'une agence si proche, située à quelques rues seulement, soit en quelque sorte en train de promouvoir ce type d'injustices. Mon espoir, si je suis là ce soir, c'est de dire que la communauté soutient nos travailleurs [...] Il y a un problème avec cette agence et nous espérons que les choses vont changer et nous sommes vraiment aux côtés des travailleurs aujourd'hui, pour les porter [*to lift them up*] alors qu'ils continuent à lutter pour la justice et pour leurs emplois, pour essayer tout simplement de subvenir aux besoins de leurs familles. Nous ne savons pas pourquoi ces injustices continuent. Elles ont été abordées, elles ont fait l'objet d'un dialogue, d'une discussion, et pourtant elles semblent continuer sans changement. Et le plus triste, c'est qu'elles ont empiré [...] Nous serons derrière les travailleurs et leur combat pour la justice. »

Le public, qui sur la fin ne regroupe plus qu'une vingtaine de personnes, se retire peu à peu de la salle, alors que Thalia (une petite mexicaine potelée et dynamique d'une cinquantaine d'années salariée de Goodstaff depuis deux

ans) répète bras levé, avec quelques autres, le slogan « *El pueblo unido jamás será vencido* » qui, lui, n'avait pas été soufflé par Julie. Pablo se faufile en silence hors de ce guet-apens et descend rapidement l'escalier. Les journalistes cherchent à interroger quelques-uns des travailleurs qui ont témoigné. Puis les caméras s'éteignent : CANTV bien sûr, mais aussi des chaînes de télévision grand public anglophones et hispanophones, venues en nombre. Petit à petit, nous nous retrouvons en petit comité dans l'autre salle de classe, qui communique avec la première par une porte ouverte située dans le fond au milieu du mur, et que Julie m'avait également demandé de préparer.

Cette salle arrière avait servi de lieu de répétition de dernière minute des témoignages des différents travailleurs. Pendant cette séance de *prepping*, Julie m'avait préposé à l'évaluation : me parlant en espagnol devant Pancho (un ancien intérimaire de GoodStaff qui avait été blessé l'année précédente), elle m'avait expliqué, tout en continuant de confectionner les affiches (et moi tout en continuant de les coller aux murs) : « Sebastian, Pancho va dire son *testimonio*, et nous on va dire ce qu'on en pense. » Pancho, qui se déplace avec des béquilles depuis son accident, avait récité son texte un peu comme une poésie qu'on vient d'apprendre à l'école (l'impression fut certainement renforcée par l'atmosphère de salle de classe et le tableau noir qui nous faisait face). Il avait fini par : « Je veux simplement qu'on me rende justice. Je veux retrouver la santé pour pouvoir retourner travailler ! », et Julie s'était exclamée, toujours en espagnol, cherchant implicitement mon acquiescement, « oui, ça c'est bien, hein ! »

Pendant la réunion, Julie était assise au tout premier rang, comme pour assister les intervenants. Elle lançait régulièrement des « *boos...* », des « *that's right!* » et des applaudissements d'approbation qu'elle espérait voir repris collectivement. Parfois l'intervenant s'arrêtait et lui lançait un regard gêné pour qu'elle lui souffle la suite de son intervention. À plusieurs reprises elle posa de fausses questions aux orateurs qui étaient une manière peu discrète de leur souffler leur texte. Souvent aussi les plus à l'aise des orateurs déviaient amplement des phrases prévues et improvisaient des tirades contre Pablo ou des slogans plus « politiques » (« *El pueblo unido...* »).

Une autre fonction de cette salle arrière où nous nous retrouvons maintenant avait été de dissimuler initialement, avec la complicité bienveillante des journalistes, les caméras de télévision, afin de ne pas effrayer Pablo et son ami à leur arrivée. Les deux jeunes Cubains s'étaient d'abord assis au fond de la salle de réunion, en position d'observateurs intrigués, le regard s'accrochant à toutes les personnes qui semblaient pouvoir constituer des alliés. Lorsque les deux hommes ont vu les caméras et les journalistes, ils ont immédiatement voulu partir. C'est Max (le président du *worker center*) qui les a convaincus de

rester. Les voyant au fond à droite, il leur a demandé, sur un ton proche de l'autorité professorale : « vous êtes les représentants du propriétaire ? Alors [pointant le doigt, le bras déployé] votre place c'est là-bas, devant », sur les deux chaises à droite.

### D'une « évaluation » à l'autre

Il est 19 heures, le *community meeting* est officiellement fini, nous sommes dans la salle arrière : c'est le moment de l'« évaluation ». Les chaises d'écolier, que j'avais stockées là pour libérer la salle principale, sont grossièrement disposées en cercle. Certains d'entre nous restent debout, comme pour éviter de se retrouver en position d'élèves. Julie demande à chacun quels sont les points positifs, et quels sont les points négatifs de la réunion qui vient de s'achever. Phil, petit homme blanc de cinquante-trois ans, lui aussi SDF (il joue de la guitare dans le métro), journaliste à ses heures qui a fréquenté divers milieux socialistes avant de venir s'engager, avec un statut incertain, auprès du *worker center*, se félicite du fait que Channel 7 et des médias anglophones se soient déplacés. Rompant avec le triomphalisme qui a dominé les premières minutes de l'évaluation, il cite un « complice » qui participe aux réunions des employeurs du *day-labor* : ceux-ci se seraient mis d'accord sur le fait que les *worker centers* ne peuvent les forcer à rien. Aussitôt Julie l'interrompt en s'exclamant, d'une manière légèrement trop explicite qui trahit sa relative inexpérience comme *organizer* : « *no, no, don't be negative, Phil!* » Le défaitisme politique, même lorsqu'il se présente comme pessimisme de l'intelligence, n'a pas très bonne presse chez les enfants d'Alinsky. Renouant rapidement avec les bonnes nouvelles, Julie annonce qu'à la fin de la réunion, un des soutiens du *worker center*, représentant une fondation, est venu lui apporter un chèque de 1765 dollars. Tout le monde applaudit.

Avec les quelques personnes restantes, nous rangeons la salle et décollons les affiches. Il est déjà bien tard pour ceux qui doivent se lever à 3 ou 4 heures du matin le lendemain, afin de tenter d'obtenir un travail de jour. Alors que je sors en dernier avec Julie, l'animatrice rejoint une femme blanche aux cheveux blonds et châains, gracieusement habillée, et avec qui elle avait pendant la réunion échangé des sourires complices mais silencieux. Jane est une *senior organizer* : plus expérimentée que les autres, elle a eu en charge la formation des animateurs professionnels et a travaillé jusqu'à récemment pour un centre national de formation aux techniques militantes. C'est Jane qui a formé Julie il y a maintenant deux ans, après qu'elle fut recrutée par les leaders du *worker center* pour venir les « organiser ». Comme la réunion de ce soir était seulement le deuxième *community meeting* que Julie préparait seule, et de loin le plus réussi, la présence de Jane comme spectatrice a valeur de symbole.

« *It's full circle!* » [la boucle est bouclée!] s'exclame Julie à plusieurs reprises avec un ton de confiance et de détente, accompagné des rires francs et quasi enfantins qui jurent avec la tension qui avait accompagné l'ensemble de la réunion, y compris la séance d'« évaluation ». Me voyant derrière Julie avec les affiches et des rouleaux de scotch dans les mains, Jane me propose de les accompagner « prendre un cocktail » à l'occasion de leurs retrouvailles. Julie doit repasser au centre déposer le matériel, et Jane me suggère de venir avec elle dans sa voiture pour que nous nous rendions au restaurant.

L'automobile de Julie est un petit véhicule blanc, vieux, sale et abîmé, à l'intérieur duquel traînent divers couches d'épluchures de légumes et de déchets végétaux accumulés au cours de la semaine, et au milieu duquel le passager doit tenter de se faire une place. Julie est végétalienne et se concocte tous les matins des solutions verdâtres qu'elle stocke dans une bouteille vide et qu'elle boit en guise de repas, parfois en réunion devant les railleries affectueuses des hommes journalistes afro-américains qui, la plupart du temps, et seulement lorsqu'ils en ont l'argent, ramènent leur nourriture du Burger King tout proche. Par contraste, Jane me fait entrer dans une grosse berline gris métallisé dont l'intérieur est parfaitement propre, et dont les sièges en cuir et le bruit sourd lorsque la porte se ferme communiquent directement au corps, ce que la terminologie indigène appelle le « statut ». Un peu à l'image de sa voiture, Jane est d'ailleurs elle-même plus grande que Julie et, selon les critères locaux, elle communique davantage une impression d'« élégance » : ses vêtements sont plus « alternatifs » (petit blouson à la mode, foulard « bohème » autour du cou), sa dentition est plus régulière, son débit de parole plus assuré, sa voix plus grave et plus suave, son rire plus franc.

Le voyage n'est pas long, nous arrivons dans le quartier adjacent de Logan Square, qui est dans les dernières phases d'un embourgeoisement-éclair amorcé il y a moins de dix ans, et au sein duquel, je l'apprendrai plus tard, Jane habite depuis peu. Le restaurant est la deuxième succursale d'un établissement branché des quartiers bourgeois « libéraux » du front de lac, qui est venu s'installer à Logan Square pour pouvoir desservir la nouvelle population. Le lieu porte le même nom, auquel a simplement été rajoutée l'expression *On the Square*, comme pour maximiser les bénéfices symboliques de la vieille enseigne et de l'implantation dans un nouveau quartier à la mode. La clientèle est jeune, le design élaboré, la musique raisonnablement forte. Il est rare qu'un restaurant soit aussi fréquenté en hiver à Chicago après vingt heures. Nous nous installons avec Jane sur une petite table ronde surélevée près de l'entrée. Elle sort son paquet d'American Spirits et m'en offre une (les American Spirits sont des cigarettes contenant uniquement du tabac, et considérées comme plus « saines »). Julie nous rejoint très vite.

Soudain, à mon grand étonnement, Jane se met à nous parler *comme si rien de ce que nous avions dit lors de l'évaluation « publique » ne comptait*, comme si la discussion n'avait jamais eu lieu : « alors, qu'est-ce que vous avez pensé de la réunion ? ». Nous donnons chacun notre avis, et Jane embraye sur le sien. « Je suis sûr que ce Pablo est très catholique, qu'il allait tout le temps à l'église quand il était plus jeune, et qu'il est très sensible à ce que peuvent dire les hommes d'église. » À plusieurs reprises, Jane et Julie jugent les « progrès impressionnants » de la capacité des « leaders » depuis deux ans : « Max a fait beaucoup de progrès » [« *Max has come a long way* »]. « Mais attention quand même » ajoute Jane, « Donald a été trop sermonneur [*preachy*], il n'arrêtait pas de dire "voilà ce que vous devriez faire", etc. Attention, il n'est pas dans l'équipe de travailleurs de *GoodStaff*, il faut qu'il évite de dire des trucs comme ça. » Nous commandons à manger.

### Des professionnels de l'auto-organisation

La conversation se disperse. Je dis à Jane que je rentre tout juste de Caracas où j'ai assisté pour la première fois à un Forum social mondial. Élevant les sourcils d'un enthousiasme poli, elle me demande : « C'est super, alors comment c'était ? ». J'explique rapidement que j'ai été frappé par le contraste entre l'optimisme résolu des Sud-Américains (qui élaboraient et commentaient des « alternatives concrètes », etc.) et le pessimisme persistant des militants anglo-américains (« ça va s'empirer », etc.). Jane me coupe aussitôt et s'exclame : « Ça c'est parce que c'étaient des activistes, pas des *organizers* ! » N'étant pas sûr de la distinction, je lui demande de préciser. « *Activists only work for themselves, Sébastien [elle prononce mon nom à la française], like peace activists. Whereas organizers organize leaders. If you call us activists, you're insulting us* », conclut-elle, hilare, avec un humour pédagogique à la limite du sérieux. « *Community organizer*, c'est un métier ! » Avant de partir, elle m'offre sa carte de visite, sur laquelle est inscrite sa profession : « Jane S. York, *organizer* ». Le repas, les cocktails et les pourboires obligatoires auront coûté près de 25 dollars par personne.

L'aperçu ethnographique qui s'achève n'est pas le lieu pour une analyse théorique en profondeur du *community organizing* étatsunien. La description dense d'un *community meeting* tel qu'il se donne à voir au milieu des années 2000 a néanmoins permis d'éclairer concrètement la notion parfois obscure et pourtant omniprésente de *community* en retraçant les usages dont elle fait l'objet et qui font une grande part de sa réalité outre-Atlantique. Elle a aussi permis de mettre au jour quelques-unes des tensions qui traversent une tradition militante dans laquelle la distinction de classe (et bien souvent de race) entre l'*animatrice* du groupe mobilisé et ses *membres* est tellement institu-

tionnalisée que le passage d'un statut à l'autre n'apparaît pas comme une étape envisageable dans les « carrières » politiques des leaders en formation, alors même que l'*animatrice* est officiellement leur employée.

A bien des égards, la figure de l'*organizer* est ici la retraduction individuelle de la tension entre deux tendances historiques récentes : d'une part la professionnalisation des organisations non gouvernementales aux États-Unis, perceptible ici dans l'invocation finale de la figure repoussoir de l'« activiste », symbole d'amateurisme et d'idéalisme ; d'autre part l'émergence de nouveaux mouvements qui depuis quelques décennies, placent au centre de leur action et de leur philosophie l'exigence d'*empowerment*, notion sans équivalent exact en français renvoyant à l'idée de subjectivation politique et d'accroissement du pouvoir des mobilisés dans la mobilisation elle-même. Mais en réalité, par leur vocation paradoxale à se constituer comme des *professionnels de l'auto-organisation*, en opposition aux organisations charitables ou aux lobbies bureaucratisés de Washington, les animateurs alinskiens ne se contentent pas de *refléter* une telle tension : ils incarnent aussi, et dans le même mouvement, un *compromis actif*.

- 1 Tous les noms de personnes et de lieux, à l'exception des grands quartiers de Chicago, ont été modifiés. Je remercie Étienne Ollion pour sa relecture attentive de ce texte.
- 2 Saul D. Alinsky, « Community Analysis and Organization », *The American Journal of Sociology*, vol. 46, n° 6, 1941, p. 797-808.
- 3 Manuel Castells, « The Post-Industrial City and the Community Revolution : The Revolts of American Inner Cities in the 1960s », dans *The City and the Grassroots : Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1983, p. 49-67 et Charles E. Silberman, *Crisis in Black and White*, New York, Random House, 1964.
- 4 Saul David Alinsky, *Rules for Radicals; a Practical Primer for Realistic Radicals*, New York, Random House, 1971.
- 5 Le « dispatheur » d'une agence est la personne qui décide qui part sur quel « ticket ». La métonymie fait référence au ticket de travail qui accompagne chaque « livraison » de travailleurs journaliers aux entreprises clientes.
- 6 Shel Trapp, *Dynamics of Organizing : Building Power by Developing the Human Spirit*, Chicago, National Training and Information Center, 2005.

## Axelle Le Brodiez

Historienne, CNRS-LARHRA (UMR 5190). Dernier livre paru

*Le Secours populaire français, 1945-2000*, Presses de Science-Po, 2006.

# De la difficulté de faire collectif. Les grandes associations de solidarité dans la croissance

*Si les « temps difficiles » qui ont présidé à la naissance de certaines organisations permettent de souder le collectif originel et de conférer une dimension héroïque à l'histoire du mouvement, son développement et l'arrivée de nouvelles générations de militants contribuent à bousculer son identité. « Faire collectif » afin d'inscrire une cause dans la durée est un aspect méconnu de l'action militante, ici éclairé à partir de l'étude du Secours populaire français et d'Emmaüs.*

**Il existe un étonnant contraste entre l'omniprésente médiatisation** des grandes associations humanitaires et la méconnaissance dont elles sont finalement l'objet. Souvent tout au plus sait-on que, des deux grands « Secours », l'un est « populaire » et l'autre « catholique », sans pour autant pouvoir distinguer ce qui doit à l'appellation historique de ce qui relève de divergences perdurantes dans le rapport au politique, au religieux et dans les pratiques du terrain. Cette méconnaissance s'explique aisément : souvent entretenue par les associations elles-mêmes, dans le but d'attirer le plus largement donateurs et bénévoles, elle est aussi un produit du traitement médiatique où, lors de chaque catastrophe, des listes indifférenciées de noms d'associations visiblement intervertibles s'affichent sur les écrans ou sont lus à la radio, sans que l'on sache exactement qui fait quoi et pour qui.

Pour autant, les différences existent bel et bien. Chaque association a ses spécificités, historiques et identitaires, d'autant plus visibles que l'on s'éloigne de la base pour monter dans les instances dirigeantes ; d'autant plus perceptibles aussi que l'on s'approprie le projet et le discours collectifs. On imagine

dès lors la difficulté, pour ces associations, de faire du cohérent et de la cohésion avec de l'hétérogène – d'autant plus hétérogène que l'association est grande et qu'elle médiatise peu ses spécificités.

On s'attachera ici au cas de deux grandes associations humanitaires, Emmaüs et le Secours populaire français<sup>1</sup>. L'approche historique permet d'évaluer le « faire collectif » comme processus différencié, avec ses difficultés et ses enjeux ; un collectif dont la nature dépend intimement de la taille de l'organisation, de son degré d'évolution et d'institutionnalisation, mais aussi de la plus ou moins grande dureté des conditions d'engagement et de la faculté à faire accepter un certain nombre de dénominateurs communs posés comme identitaires dans le discours associatif.

### Les débuts, ou la félicité dans la difficulté ?

S'il peut paraître curieux, voire absurde, de parler de « félicité dans la difficulté », il faut pourtant bien entendre les témoignages des premiers militants associatifs. Certes, il s'agit de ceux qui sont restés et de récits *a posteriori*, et ce biais n'est pas mince : car combien ont au contraire fait défection pour cause de lassitude, de découragement ou de refus de l'épreuve ? On ne compte néanmoins plus les témoignages d'adrénaline des débuts, de sentiments de forger du nouveau, d'être précurseur d'une cause dans un monde sinon hostile, du moins incompréhensif. Avec une impression, parfois explicitement formalisée, que seuls restent les bons souvenirs d'alors. Sans céder au psychologisme, il est dès lors important de s'attacher à reconstituer les conditions de l'engagement des débuts, pour comprendre cette félicité qui en ressort plusieurs décennies plus tard.

### **Le Secours populaire français jusqu'aux années 1960 : un militantisme sur fond de répression**

Le Secours populaire français est l'héritier direct du Secours rouge international, section française. Fondé en 1923 pour porter aide aux militants communistes inculpés ou emprisonnés, il se développe consubstantiellement dans une culture de répression. Rebaptisé « Secours populaire de France et des colonies » dans le cadre du Front populaire et d'une plus grande volonté d'ouverture, il est dissous dès 1939 au titre d'organisation communiste, puis décimé sous l'Occupation. Il renoue ensuite temporairement à la Libération avec la croissance et l'ouverture, pour connaître une nouvelle déroute drastique durant la guerre froide, quand le PCF se replie en « citadelle assiégée » et fait du « eux » contre « nous » son credo militant.

Cet environnement perpétuel de répression, structurant, renforce d'autant l'appropriation de la conception offensive, voire explicitement belliciste, du PCF, qui

permet de forger le mythe du communiste comme archétype du militant-lutteur : « Étymologiquement, le militant est celui qui risque sa vie en soldat dévoué à la cause. Formé à l'intérieur du groupement et donc lui devant tout, promu grâce à lui, il fait don de sa personne, pouvant même parfois sacrifier sa vie privée, négligeant le présent pour mieux assurer l'avenir. Car la longue durée est son horizon ; les combats perdus ne sont que des batailles dans une guerre de longue haleine. L'engagement ne peut donc être ponctuel, même s'il doit être revivifié souvent. Il ne peut non plus être partiel. L'individu tout entier est requis mais simultanément la personne privée n'apparaît que rarement, puisque aussi bien il n'exprime l'entité collective qu'en taisant ses caractéristiques personnelles<sup>2</sup>. »

Or l'une des caractéristiques importantes du militantisme communiste est d'être – du moins dans les injonctions – indissociablement idéologique et pratique. Le militant se doit en effet d'être un pluri-engagé au sein du conglomérat, à la fois au centre (le parti, adhésion idéologique) et en périphérie (dans les organisations de masse, adhésion sectorielle et de terrain). La première adhésion donne sens à la seconde, tandis que la seconde donne corps à la première. Cette conception englobante de l'engagement se double d'une exigence de fidélité totale ; dès lors, plus le contexte idéologique et matériel se fait hostile (années 1920, Résistance, guerre froide...), moins la frontière entre « eux » et « nous » devient poreuse, et plus le profil des militants d'organisations de masse a pour dénominateur commun l'adhésion au parti. La virulence du discours et la solidité de la frontière ne laissent plus qu'une hypothétique place aux dilettantes non convaincus.

Il ne relève donc pas du hasard que le temps archétypique du « militant » soit aussi celui de la décrue, les deux phénomènes se renforçant mutuellement : plus le contexte est hostile, plus la cohésion interne est de mise ; plus la cohésion interne est forte, plus les nouvelles entrées sont hypothétiques. Le temps des difficultés est donc aussi celui du groupe au sens le plus fort, d'une camaraderie qui forge un entre-soi d'autant plus difficile à briser qu'il pénètre jusqu'à la vie privée – autrement dit, d'autant plus prégnant que le militantisme est « total ».

Pour autant – et ce fait reste trop peu souligné –, la force imposée du militantisme n'est possible qu'au prix d'une exclusion des formes atténuées. Le cas du communisme de guerre froide, imposant par ses formes paroxystiques, l'est aussi par l'ampleur des défections : le Secours populaire passe de 180 000 adhérents en 1945 à 7 000 en 1952. Il faudrait de surcroît ajouter que, pour ceux qui restent, rien n'est moins sûr qu'ils correspondent toujours à la description idéal-typique du militant : selon le rapport de congrès de février 1948, au moins un tiers des adhérents n'achètent pas même le journal ; en 1951 encore, « Est-ce que tous nos amis se rendent compte qu'ils sont personnellement en cause ?

N'y a-t-il pas un certain nombre de membres du Secours populaire qui ne font rien, ABSOLUMENT RIEN<sup>3</sup>, pour faire connaître *la Défense*<sup>4</sup> ? Et que de nombreux adhérents ne lisent même pas le journal<sup>5</sup> ? » En février 1954 toujours, les consignes restent révélatrices du manque de zèle à la base.

L'adhésion viscérale d'un petit nombre, remise de soi quasi totale à l'institution, a donc pour corollaire la défection ou le relâchement des autres. Si « la mise en relation des gratifications perçues par les militants et du coût de l'activité partisane permet de rendre compte de la probabilité pour un adhérent de rester fidèle à une organisation et d'y être actif<sup>6</sup> », on comprend dans ce cadre (un contexte hostile, une organisation peu considérée de l'intérieur comme de l'extérieur) l'ampleur des défections et finalement la forte rétractation du noyau militant. S'il y a bien collectif, celui-ci se joue donc à deux niveaux distincts : au sens étroit, intense, il est celui des militants les plus fidèles, qui partagent un fort engagement commun ; au sens large, diffus, il prend corps dans la sociabilité communiste forgée *via* l'encadrement communal. Mais on serait sans doute bien en peine de trouver un collectif serré constitué par l'ensemble des militants communistes, ou même plus étroitement dans le cadre d'une organisation de masse<sup>7</sup>.

#### **Emmaüs : le « temps des catacombes »**

Le cas d'Emmaüs peut paraître bien éloigné : une organisation entièrement naissante, de sensibilité catholique, des activités non politisées. Or s'y retrouvent nombre de constats similaires pour ce qui est du collectif militant.

De 1949 à 1954, l'organisation vit son « temps des catacombes » avec des moyens dérisoires. Alimentée par le produit de la chine et de la récupération sur les décharges publiques, dans des conditions épiques de logement voire d'hygiène, elle a déjà pour double fonction l'accueil des hommes brisés et la construction de logements pour les sans-logis des environs – les plus malheureux mettant, de façon originale, leur force de travail au service des plus pauvres. Peu médiatisée, n'offrant que des conditions extrêmes – un engagement total dans le célibat et la plus grande pauvreté – elle repose alors sur des effectifs militants embryonnaires.

« L'insurrection de la bonté » de l'hiver 1954, véritable événement national, engendre un afflux de dons et donne une audience nationale au mouvement. Si les conditions de vie et de travail n'en restent pas moins inconfortables, le célibat n'est progressivement plus une condition *sine qua non* et une place se forge pour les « amis » du mouvement, sympathisants venant aider les compagnons ou faire de l'encadrement administratif. Il s'agit cependant toujours, pour l'essentiel, d'un militantisme au sein des communautés, à l'étroit contact d'hommes brisés, souvent alcooliques et parfois violents, mélange d'anciens légionnaires, de chômeurs et d'inadaptés, vivant (longtemps sans

douches ni installations sanitaires) de la récupération des rebuts de la société. Dès lors, si les bénévoles affluent à l'acmé de la mobilisation collective, rares sont ceux qui restent et qui acceptent, consubstantiellement, la précarité et la dureté de l'engagement. Or s'ils ne sont qu'un petit nombre, ils constituent pour une génération des cadres solides à la longévité parfois exceptionnelle – nombre d'entre eux voueront leur vie entière au mouvement.

Cette profonde acceptation de la difficulté montre combien les conditions les plus difficiles ne rebutent pas nécessairement, et qu'elles engendrent même des militants et des cadres des plus convaincus, capables de sacrifier à la cause le confort de l'engagement. Le mécanisme est en partie tautologique, car, à y regarder de près, ceux qui s'engagent dans les temps difficiles sont précisément ceux qui tendent à réfuter la facilité de l'engagement, par leur âge, leur conviction politique ou religieuse, leur expérience passée. La difficulté se trouve ainsi transmuée par l'abnégation ou l'héroïsation. Mais le mécanisme est également processuel: si l'appartenance au groupe est « source de plaisirs<sup>8</sup> », plus le groupe est petit et soudé, plus le plaisir peut être intense. « Une institution peut [aussi] être dévalorisée sans que le contenu des pratiques qu'elle abrite le soit tout à fait et pour tous les agents, et sans qu'elle perde sa capacité à démultiplier les possibilités de ceux qui s'y investissent<sup>9</sup> ». Et si les rétributions symboliques<sup>10</sup> sont faibles, les « espaces de réalisation de soi<sup>11</sup> » peuvent être d'autant plus grands car d'autant moins prisés, et l'accès aux positions de pouvoir, encore peu convoitées, se trouver d'autant facilité, permettant un fort ancrage de l'engagement.

### **Les organisations dans la croissance : hétérogénéisation des strates et difficultés identitaires**

La croissance des organisations, particulièrement visible pour les associations humanitaires post-1945, construit ensuite des couronnes autour du noyau des débuts qui inversement fait, naturellement ou volontairement, progressivement défection. Les équilibres initiaux se trouvent perturbés par le développement de capacités financières et organisationnelles, tandis que l'identité associative doit s'adapter tant à la croissance qu'aux évolutions du contexte. C'est donc, cause et conséquence de l'arrivée de nouvelles cohortes, tout le « faire collectif » qui se trouve progressivement redéfini.

#### ***Le Secours populaire français, une croissance par l'ouverture***

L'arrivée d'un nouveau secrétaire général et le changement de contexte politique se conjuguent au Secours populaire pour, à partir du milieu des années 1950, plaider l'ouverture. La défense des militants devient aide aux plus pauvres, les traditionnelles actions politiques étant progressivement mises sous

le boisseau au profit d'un nouvel humanitaire médiatisé et de discours apolitiques: en faveur des sinistrés, des personnes âgées, des malades et handicapés, des enfants; à l'étranger, humanitaire d'urgence puis de développement. Quantitativement, le nombre de donateurs et de bénévoles croît spectaculairement: de 7 000 adhérents en 1952, l'association dépasse à la fin des années 1970 les 20 000 bénévoles et les 500 000 donateurs, pour atteindre aujourd'hui les 70 000 bénévoles et le million de donateurs. Le changement est également qualitatif, avec d'abord un mouvement de féminisation (années 1960), puis de rajeunissement (années 1970, sursaut post-68 et attraction des nouvelles générations « humanitaires »), et depuis les années 1980 une nouvelle tendance au vieillissement et à la féminisation par l'arrivée importante de jeunes retraité(e)s. Cette évolution des âges et des sexes est corrélative d'une forte montée des classes moyennes aux dépens du traditionnel militantisme ouvrier. Évolution notable du rapport au politique et donc à l'identité historique, croissance exponentielle du groupe, mutations sociologiques profondes: c'est toute l'identité du collectif qui se trouve, par vagues, profondément redéfinie. Une identité qui à la fois se complexifie dans les faits par l'arrivée de nouvelles cohortes, qui sont autant de strates hétérogènes d'engagement, et à la fois se simplifie d'apparence pour se recentrer sur le plus petit dénominateur commun du groupe, la solidarité.

Cette évolution identitaire n'est pas qu'une évolution additive, par rajouts: elle est aussi soustractive, par défection progressive d'anciennes strates attachées aux anciennes identités. On reste cependant surtout frappé, bien plus que par les défections finalement proportionnellement peu nombreuses, par la constitution de « niches » à tous les échelons, qui permettent la poursuite de l'engagement dans une posture critique, discrète ou décalée.

#### ***Emmaüs, ou la fidélité au(x) militantisme(s) alternatif(s) ?***

Durant les années 1960 et 1970, Emmaüs connaît un développement très différent de celui du Secours populaire. La médiatisation retombe durablement, la croissance numérique est faible et l'association se veut bien davantage une alternative sociale et économique qu'une humanitaire « rentrée dans le rang ». On y retrouve néanmoins des phénomènes similaires imputables au stade de développement organisationnel et à l'évolution du contexte, à commencer par la stratification progressive des cohortes. Les camps de jeunes qui se développent au début des années 1960 deviennent un vivier de nouveaux cadres; le profil des nouveaux arrivants des années 1960 et 1970 est cependant également marqué par la politisation contestataire croissante de la société, le développement de l'humanitaire et du tiers-mondisme, la revalorisation sociale de l'idée de communauté et la volonté de développement économique alternatif.

La nouvelle vague médiatique, dont bénéficie l'association depuis la (re?)découverte des « nouveaux pauvres » dans les années 1983-1984 et le rappel de l'abbé Pierre sur le devant de la scène sociale française, engendre ensuite l'arrivée de nouveaux bénévoles dans les communautés, souvent jeunes retraités. Le vieillissement du bénévolat devient plus préoccupant, tandis que les militants séduits par le militantisme alternatif jouxtent les « dames d'œuvre » venues trier les chiffons, créant à la base des divergences sur la conception même de l'association. La direction nationale peut ainsi faire, à la fin des années 1990, le constat d'un « énorme écart entre la conscience du mouvement, en cohérence avec la conscience révoltée du fondateur devant les misères révélatrices du désordre de la société, et la bonne conscience tranquille, satisfaite, diffuse dans les groupes d'appartenance, les régions et les groupes de base. La seule problématique n'est pas l'écart, c'est l'interdit qui est jeté sur la politique<sup>12</sup> » – celle de l'altermondialisme, de la défense des sans-papiers, de la condamnation des politiques du logement ou migratoires portée haut par les instances dirigeantes mais à l'égard de laquelle la base se montre parfois sinon rétive, du moins distante.

Autre difficulté dans le « faire collectif », l'hétérogénéisation accélérée du mouvement depuis les années 1980 pour répondre aux défis de la précarisation sociale : aux communautés se sont ajoutés des structures d'aide d'urgence aux plus démunis, des centres d'hébergement, de l'aide à l'alphabétisation, des entreprises d'insertion, la Fondation abbé Pierre pour les collectes et la lutte contre le mal-logement... Autant d'activités qui remettent en question la centralité des communautés et qui recomposent l'image d'Emmaüs auprès du grand public.

Dès lors, l'abbé Pierre reste l'un des seuls ciments du mouvement, figure fondatrice et historique, prophète des Temps modernes et emblème d'un combat. Un ciment de plus en plus distant cependant, une figure tutélaire que l'âge a éloigné du terrain ; tout le travail d'Emmaüs-France, instance créée sur le tard, consiste donc à asseoir sa légitimité pour fonder la cohésion du collectif non plus sur un homme, mais sur une histoire, des principes et des idées.

Les grandes associations de solidarité se conjuguent donc au pluriel : hétérogénéité des causes et des motivations d'engagement, entre caritatif palliatif et volonté de changement social ; hétérogénéité aussi des degrés d'engagement, de la base au sommet ; hétérogénéité encore des strates d'entrée, qui progressivement se superposent. Faire du collectif et créer de l'appartenance relève donc d'un véritable travail d'homogénéisation et de fixation de plus petits dénominateurs communs, à la fois suffisamment larges pour attirer et ne pas mettre en péril l'identité humanitaire, et à la fois précis pour se différencier dans le champ. Fragile au sens où il repose donc sur des équilibres

instables, et plus encore lorsque l'on ajoute, au niveau microsociologique, les contingences biographiques et les évolutions du parcours individuel, l'engagement n'en étonne pas moins par sa force, dont témoigne l'impressionnante longévité des carrières de nombreux militants.

- 1 Sur le Secours populaire, Axelle Brodiez, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ; sur Emmaüs, travail en cours dans le cadre d'un post-doctorat au CNRS-LARHRA (UMR 5190).
- 2 Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, Paris, éditions de l'Atelier, 1997, p. 30-31.
- 3 En majuscule dans le texte.
- 4 Le journal du Secours populaire.
- 5 *La Défense*, février 1951.
- 6 Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n° 27 (1), février 1977, p. 123-154.
- 7 Sur le hiatus entre profils de la base et du sommet dans une autre organisation de masse communiste, l'Union des femmes françaises, voir Dominique Loiseau, *Femmes et militantisme*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- 8 Jacques Lagroye et Johanna Siméant, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Pierre Favre, Jack Hayward et Yves Schmeil (dir.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 53-71.
- 9 Jacques Lagroye et Johanna Siméant, « Gouvernement des humains... », article cité, p. 58.
- 10 Daniel Gaxie, « Économie des partis... », article cité.
- 11 Jacques Lagroye et Johanna Siméant, « Gouvernement des humains... », article cité.
- 12 CA d'Emmaüs-France, 12 septembre 1997.

## Sylvain Pattieu

ATER en histoire à l'université Paris VIII, doctorant

### Militer pour des vacances populaires : des associations à la frontière entre syndicalisme et entreprise.

*En position sécante entre univers militant et univers marchand, les associations de tourisme social liées aux confédérations syndicales se développent dans les années 1970, sur la base du projet d'un tourisme différent. La crise, dans les années 1980, de ces écosystèmes confédérations-associations, et notamment de Tourisme et travail, association la plus importante, témoigne des contradictions qui les traversent ainsi que des possibilités de reconversion militante qu'offre ce secteur.*

**Entre 1969 et 1973, le nombre moyen de Français partis en vacances** au moins une fois dans l'année progresse au rythme moyen annuel de 3,3 %. Ce développement du tourisme initié à partir des années 1960 conduit les confédérations syndicales françaises à accorder plus d'importance à un secteur qui semblait jusque-là en dehors de leurs compétences. L'institution des congés payés en 1936 et l'ordonnance du 22 février 1945 sur les Comités d'entreprise (CE) ont créé les conditions matérielles d'un tel intérêt et de sa prise en charge par les organisations syndicales. Ces nouvelles préoccupations se traduisent par la création ou le renforcement des liens avec des associations de tourisme social ayant des liens privilégiés avec les confédérations. Fondée en 1944, revendiquant l'héritage de 1936, Tourisme et travail est depuis la guerre froide l'association de la CGT. Elle est l'une des plus importantes associations liées aux confédérations, du fait de la prépondérance de la CGT dans de nombreux comités d'entreprise qui lui assure un public acquis<sup>2</sup>. À la fin des années 1960, l'INVAC est un regroupement d'associations proches de la CFDT tandis que l'association Promtour est créée dans les années 1970 par la CGT-FO. Le développement de ces associations conduit à la spécialisation de militants syndicalistes dans le domaine du tourisme.

L'expérience des associations de tourisme liées aux confédérations permet de remettre en cause l'opposition entre « ancien » et « nouveau » militantisme. À une période où elle est censée se mettre en place, cette opposition n'est pas aussi tranchée au sein de Tourisme et travail par exemple, qui combine un militantisme ouvrier et des revendications qualitatives sur le droit aux vacances censées être l'apanage du « nouveau » militantisme et des catégories moyennes et supérieures. Elle marque aussi la prise en compte par le syndicalisme non seulement des aspects revendicatifs mais aussi des aspects symboliques liés à la culture et au tourisme, conférant ainsi un sens politique aux activités de loisir. Les liens avec des associations de tourisme nécessitent de la part des confédérations un effort de justification et de démarcation pour un secteur qui se situe dans une position sécante entre univers militant et univers marchand. Les vacances servent à activer le sentiment d'appartenance à un groupe d'individus, les travailleurs ou les salariés, partageant les mêmes obstacles et les mêmes intérêts en matière de tourisme. Pour mener à bien ce projet, une association comme Tourisme et travail, la seule pour laquelle nous disposons d'archives complètes, met en œuvre un dispositif vacancier spécifique, dont il s'agit d'analyser le fonctionnement et les paradoxes. C'est à la lumière de ces derniers que doit être comprise la crise de ce modèle touristique dans les années 1980, et les reconversions militantes qu'elle rend néanmoins possibles.

#### La volonté de promouvoir un tourisme différent

Le tourisme préconisé par les confédérations, théorisé notamment par la CGT et la CFDT dans les années 1960<sup>3</sup>, se veut différent du tourisme marchand. Il s'agit, à travers le développement d'un tourisme populaire, de faire des vacances un moment d'éducation, de culture, de prise de conscience. L'« enrichissement culturel individuel ou collectif des participants » aux activités touristiques est envisagé dans une visée politique par la CGT<sup>4</sup>. Henri Krasucki souhaite des vacances dont la qualité « donne une idée de la compétence de la classe ouvrière » et de ce dont elle sera capable « quand les conditions (...) en seront données<sup>5</sup> ». Selon Livio Mascarello, dirigeant national de la CGT membre de la direction de Tourisme et travail, les vacances doivent donner au travailleur « le sens des responsabilités, la conscience qu'il fait partie de cette grande famille qu'est la classe ouvrière et le sentiment qu'avec ses camarades de travail, il représente une grande force qui, unie et organisée, bâtira la société nouvelle<sup>6</sup> ». La culture et le loisir permettent d'élever le « niveau de compréhension des travailleurs », « d'avoir une conscience plus nette des méfaits de l'exploitation capitaliste dont ils sont les victimes, d'être donc plus combattifs et plus aptes à mener leur combat contre l'ennemi de classe<sup>7</sup> ». La CFTC puis la CFDT à partir de la déconfessionnalisation en 1964 mettent davantage l'accent sur

l'épanouissement de l'individu, conformément à leur héritage chrétien, tout en s'inscrivant dans une problématique semblable. Le développement des congés ouvre « l'ère d'une authentique éducation populaire, réalisation de la connaissance par tous les moyens sensoriels et intellectuels<sup>8</sup> ».

Pour les deux confédérations, au-delà des nuances de vocabulaire ou d'idéologie, le temps des vacances est considéré comme un temps qui doit être utile et utilisé par le mouvement syndical, pour enrichir culturellement et participer à l'émancipation des travailleurs. Il s'agit, l'expression est utilisée par la CFTC mais aurait pu être reprise par la CGT, de « garantir l'utilisation la plus profitable » du temps libre « aux travailleurs et à leur famille<sup>9</sup> ». Pour les deux confédérations, un loisir gratuit, sans ambition éducative, ne conduit qu'à une aliénation. La CGT réclame « le loisir en soi<sup>10</sup> », le « repos végétatif », « tout ce qui peut amuser, distraire, sans faire penser : fêtes foraines, jeux de hasard, mais aussi cinéma, télévision, radio », sans vouloir toutefois « utiliser les loisirs dans un but exclusivement éducatif<sup>11</sup> ». La CFDT déplore le « temps vide » qui doit être occupé<sup>12</sup>, l'« appel à la consommation de loisirs », les « objectifs de consommations matérielles qui conduisent à considérer le temps de loisir comme un temps qui doit permettre aux hommes de travailler plus – pour produire plus – pour un plus grand bénéfice des sociétés productrices – qui créent artificiellement des produits nouveaux – que les hommes ne peuvent acquérir<sup>13</sup> ».

Se développe alors entre les confédérations et les associations de tourisme populaire et social un véritable « écosystème » syndical en matière de vacances et de tourisme<sup>14</sup>. Cette notion, qui renvoie à « un milieu délimité où les êtres vivants sont en interaction mutuelle », permet « de mettre l'accent sur les acteurs et les échanges, plus que sur des structures ». Les confédérations sont nourries des élaborations, de l'expertise et des expérimentations associatives en matière de tourisme tandis que les associations se renforcent grâce à l'implantation confédérale et à l'apport de cadre syndicaux expérimentés. Elles développent aussi leur activité grâce au soutien syndical dans les comités d'entreprise. Associations et confédérations peuvent enfin agir de concert dans les institutions face aux pouvoirs publics, ou en collaboration avec eux.

Dans le cadre de cet écosystème, la CGT participe à la création d'associations locales de Tourisme et travail, fournissant des cadres locaux capables de prendre en charge le secrétariat ou la présidence de l'association. Cet investissement se repère aussi au point de vue du public vacancier puisque les concurrences syndicales se retrouvent au niveau associatif, avec des comités d'entreprise qui s'adressent pour leurs ressortissants aux associations correspondant à leur majorité syndicale. En conséquence, Tourisme et travail est une association qui bénéficie d'un fort ancrage populaire, à la fois du point de vue de ses cadres et du point de vue de son public. Les statistiques relatives

aux cadres locaux de Tourisme et travail témoignent qu'ils sont en majorité des ouvriers (28 %) et des employés (23 %) alors que les cadres supérieurs et les enseignants représentent à peine 5 % du total<sup>15</sup>. En 1978, les catégories ouvriers et employés représentent respectivement 17,7 % et 35 % de la population présente dans les centres de vacances de Tourisme et travail, quand la clientèle des tours operators n'en comptait en 1976 que 7 et 16 %<sup>16</sup>. En 1969, les statistiques établies par les préfets sur une quarantaine de centres de vacances permettent de confirmer le caractère très populaire, relativement à d'autres, des centres de Tourisme et travail<sup>17</sup>.

### **Le dispositif vacancier de Tourisme et travail**

Le militantisme déployé par Tourisme et travail se calque en partie sur le répertoire d'action du syndicalisme et des mouvements sociaux : pétitions, tracts, manifestations, autour de revendications alliant aspects sociaux et droit aux vacances. Mais le militantisme touristique prend aussi des formes spécifiques liées à sa fonction de service. Les vacanciers, qui peuvent être à la fois des adhérents, des usagers et, même si le mot n'est jamais prononcé, des clients, ont accès à des vacances qui se veulent particulières. Elles visent en effet à entretenir et à mobiliser, pendant le temps des vacances, les relations d'affinité entre les travailleurs, qu'ils appartiennent ou non à la même entreprise. L'opposition au tourisme « capitaliste », le rappel, à travers des débats ou des conférences, des inégalités économiques et sociales structurant la société, permettent idéalement, pour Tourisme et travail, de construire les vacances conformément aux oppositions sociales que les individus expérimentent dans leur existence et qui leur permettent de se définir. Tourisme et travail vise donc à construire un entre-soi vacancier populaire, si possible dans des centres collectifs même si des séjours individuels sont aussi proposés. La concentration de travailleurs d'une même entreprise dans les centres doit renforcer leur solidarité et permettre de tisser des liens qui resteront vivaces dans le travail et dans les luttes.

Cet entre-soi vacancier se constitue dans des lieux conçus, selon l'expression du sociologue Michel Verret, comme des « espaces d'honneur » de la classe ouvrière, qui, dans l'esprit des dirigeants de Tourisme et travail, permettent d'annuler « les images dont [les classes populaires] étaient d'abord affectées par la réprobation ou l'inattention publiques<sup>18</sup> ». Les vacances dans des centres à l'étranger, ou aux sports d'hiver, l'utilisation de l'avion, la prétention à recourir pour les centres à des lieux valorisants comme des châteaux, des hôtels imposants, ou leur localisation dans des sites de villégiature touristique reconnus comme Chamonix, Juan-les-Pins, ou l'île de Ré, confèrent un prestige substantiel. Ce prestige atteste de la légitimité pour une association liée au mouvement syndical, qui se conçoit comme représentante des intérêts populai-

res, de revendiquer la gestion de lieux symbolisant le confort et la domination sociale. Il est censé rejaillir sur la classe sociale dans son ensemble et participer à la formation d'un sentiment valorisant d'appartenance, d'une fierté ouvrière. De la même manière, l'accès à la culture légitime, à travers des excursions, des expositions et des conférences, se situe entre légitimisme, soit la reconnaissance et la déférence vis-à-vis de la culture dominante traditionnelle, et populisme, c'est-à-dire l'exaltation de l'autonomie et des capacités d'une culture populaire<sup>19</sup>. Les activités mises en œuvre sont d'abord celles qui permettent d'accéder à la culture légitime et de donner un capital d'expériences aux vacanciers populaires : « Un centre de vacances doit aider à faire naître ce besoin de culture. » Mais le rapport à la culture se traduit aussi par une exaltation des dispositions à une production culturelle des travailleurs. Les vacanciers du centre de vacances de Six-Fours dans le Var montent une pièce de Jacques Prévert<sup>20</sup>. À l'île de Ré, une initiation au théâtre, appuyée sur des « discussions fort intéressantes sur Stanislavsky, sur Copeau », débouche sur le recrutement d'« acteurs improvisés » pour un spectacle qualifié d'« expérience théâtrale »<sup>21</sup>. Cette participation des spectateurs à des formes de théâtre d'avant-garde atteste que « les travailleurs possèdent en eux des ressources qu'ils ignorent et qu'il suffit souvent de souligner, de développer ». Dans la même veine, une « discussion, disons "culturelle" » au centre de Carnon, « d'une richesse et d'un intérêt humain que n'imaginent peut-être pas certains qui se préoccupent de "culture populaire" », prouve « l'infinie possibilité de réflexion, de bon sens, d'intelligence vraie, dont font preuve les travailleurs<sup>22</sup> ». Ces exemples sont autant d'affirmations de souveraineté et de capacité pour le monde du travail et, indirectement, pour les organisations et associations qui s'en font les porte-parole.

### **Années 1980 : la crise de Tourisme et travail**

L'association Tourisme et travail fait faillite en 1985, alors que deux ans auparavant son dernier congrès était l'occasion de se féliciter de la bonne marche de l'association. Pour expliquer ce revirement soudain, une série d'éléments tiennent de la conjonction de facteurs défavorables au début des années 1980. Tout d'abord, la concurrence marchande se renforce et elle est capable de proposer des prix très bas, séduisants pour les comités d'entreprise<sup>23</sup>. D'autre part, le mouvement syndical est fragilisé par les effets de la crise sociale, processus aggravé pour la CGT par la dissociation du système d'action communiste<sup>24</sup>. Enfin, les pouvoirs publics nationaux modifient leur politique en privilégiant en matière de vacances les aides individuelles, à la personne, sur les aides à la construction de centres, alors même que Tourisme et travail entretenait de grands espoirs quant au développement du tourisme populaire avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ces éléments défavorables trouvent un terreau associatif particulièrement fertile. D'abord, les vacances proposées par Tourisme et travail ont souffert d'un décalage entre les représentations des dirigeants de l'association, conformes aux objectifs syndicaux, celles d'un public idéal disposé à s'instruire, à apprendre et à débattre dans les centres de vacances, et la réalité des pratiques des vacanciers. Ainsi tout au long de la décennie 1970 les cadres de l'association se plaignent, suite à leurs visites dans les centres, de ce que l'esprit de Tourisme et travail n'est pas respecté, du désintérêt des vacanciers pour les débats, attirés plutôt par les aspects de pure distraction. La communauté vacancière idéale de Tourisme et travail est aussi confrontée à des conflits entre vacanciers, notamment parce que la concentration de ressortissants d'un même comité d'entreprise peut pousser à un patriotisme d'entreprise ou à cause des attentes différentes entre les générations en ce qui concerne les vacances. La difficulté, notamment dans les centres à l'étranger, pour recruter du personnel formé par l'association elle-même est aussi à l'origine de ces décalages. Ils ne sont pas dus uniquement aux vacanciers ou au personnel des centres mais correspondent aussi aux stratégies associatives adoptées, visant à emprunter aux méthodes commerciales pour faire face à la concurrence marchande. La nécessité d'abaisser les coûts pour ne pas augmenter les tarifs proposés à un public populaire, les transformations entrepreneuriales de l'association, peuvent conduire à des conflits salariaux entre Tourisme et travail et ses salariés, difficiles à arbitrer par la CGT<sup>25</sup>. L'appropriation des vacances de Tourisme et travail par un public plus populaire que celui des agences privées a néanmoins autorisé un discours des dirigeants structurant les vacances par les oppositions sociales, malgré une lucidité sur le relatif échec culturel et la prise en compte pragmatique des règles du secteur commercial. Le succès relatif des vacances auprès du public des comités d'entreprise a ainsi permis de masquer les contradictions entre discours et pratiques touristiques.

L'expérience puis la faillite de Tourisme et travail est pourtant l'occasion de transferts entre le militantisme syndical et le secteur du tourisme. C'est le cas, par exemple, pour un ouvrier ajusteur, Alain M., délégué syndical à Citroën depuis 1967, qui devient permanent associatif en région parisienne au début des années 1980<sup>26</sup>. Il souhaite ainsi échapper au climat social tendu de l'usine et à un militantisme syndical épuisant, « très prenant » pour lui qui n'était pas permanent. Au bout de treize années, les distributions de tracts matinales, les rédactions tardives, le militantisme minoritaire puisque à Citroën le syndicat patronal a la majorité, pèsent : « Dès 1978 moi je voulais quitter Citroën (...) mais je ne voulais pas devenir permanent syndical ou aller dans une autre entreprise comme Renault. » Son désir de « faire autre chose » l'oriente, après concertation avec les dirigeants départementaux de la CGT, vers Tourisme et travail qu'il qualifie de « bonne sor-

tie », dans un domaine « qui [l']intéressait vraiment ». En 1980, il est secrétaire général de l'association locale de Nanterre, en charge des relations avec les comités d'entreprise. À partir de 1979, il reprend, pratiquement en parallèle à son investissement dans Tourisme et travail, des études d'histoire à l'université de Vincennes, en cours du soir, qui le mènent au niveau du DEA, consacré à l'histoire des débuts de l'association. Le militantisme à Tourisme et travail, moins intense que celui de l'usine, lui permet donc de mener à bien un cursus universitaire. Lors de la faillite de l'association, il ne peut continuer à travailler dans le secteur du tourisme mais il est en mesure de convertir son capital militant, « ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, (...) mais aussi exportables, convertibles dans certains univers<sup>27</sup> », et son capital scolaire dans une nouvelle activité professionnelle, celle de la rééducation professionnelle des travailleurs handicapés. Son seul bagage militant initial n'aurait peut-être pas permis une telle reconversion, et après coup les quelques années passées au sein de Tourisme et travail correspondent à une sorte de sas militant, au passage d'un militantisme intensif à un militantisme de loisir moins conflictuel, plus compatible avec la reprise d'études.

Cette trajectoire militante est semblable à celle de Pierre-Yves L., ouvrier à l'arsenal de Lorient, syndiqué CGT, usager de Tourisme et travail à partir de 1976<sup>28</sup>. À partir de 1982, il devient permanent de l'association. Mais il parvient, contrairement à Alain M., à continuer à travailler dans le secteur du tourisme après la faillite de Tourisme et travail, profitant sans doute d'un contexte plus favorable qu'en région parisienne pour la poursuite d'activités touristiques associatives<sup>29</sup>. Il reste détaché syndical, au sein de l'association Loisir et tourisme, qui succède à Tourisme et travail à Lorient. Ce militant passe ainsi de manière quasi définitive<sup>30</sup> de l'univers du syndicalisme à celui du tourisme, ce qui induit une forme de professionnalisation différente de celle d'un permanent syndical, même s'il conçoit toujours son activité en terme de militantisme. Le capital militant accumulé dans le syndicalisme puis au sein de Tourisme et travail a joué pour lui le rôle d'un capital scolaire de substitution. Il a permis, dans un contexte de difficultés croissantes pour la CGT, une reconversion militante et professionnelle définitive dans le secteur du tourisme social, forme originale de mobilité sociale dans le secteur des services offert par le syndicalisme pour des militants issus de milieux populaires.

1 *Les Vacances des Français en 1973*, Paris, INSEE, 1975, p. 7. 1 % de ces 3 % est provoqué par la croissance démographique.

2 En 1974, pour prendre l'exemple d'autres associations de tourisme social, VVF

(Villages vacances familles) dispose de 40 000 lits, contre 30 000 à Tourisme et travail et 8 000 à l'OCCAJ (Organisation centrale des camps et activités de jeunesse). L'ensemble du parc du tourisme social est estimé à 200 000 lits

- (Archives confédérales CFDT, 8 H 1489, rapport « Loisirs » du 11 au 13 mars 1974).
- 3 La CGT-FO s'intéresse à la question avec plus de retard, principalement à partir des années 1970.
  - 4 *Compte-rendu in extenso des débats*, 34<sup>e</sup> congrès confédéral de la CGT, 12-17 mai 1963.
  - 5 Henri Krasucki, « Intervention au 18<sup>e</sup> congrès national de Tourisme et travail », *Le Peuple*, 1<sup>er</sup>-31 août 1968.
  - 6 Livio Mascarello, « Vers le 17<sup>e</sup> congrès de Tourisme et travail », *Le Peuple*, n° 748, 1<sup>er</sup> au 15 avril 1966.
  - 7 Livio Mascarello, « Pour la réalisation des droits des travailleurs aux loisirs et à la culture », *Le Peuple*, n° 653, 16 au 31 mai 1962.
  - 8 Archives départementales de la CFDT, compte-rendu de la réunion du 12 mars 1963, 7 H 374.
  - 9 *Rapport d'activité*, présenté par Georges Levard, 29<sup>e</sup> congrès de la CFTC, 7-10 juin 1957.
  - 10 Livio Mascarello, « Pour la réalisation des droits des travailleurs aux loisirs et à la culture », *Le Peuple*, n° 653, 16 au 31 mai 1962.
  - 11 M. Bonnet, « Défense et organisation des loisirs populaires », *Le Peuple*, n° 675, 16 au 25 avril 1963.
  - 12 Archives départementales de la CFDT, « Pour une politique syndicale en matière de loisirs », document interne rédigé par Gilbert Moreux, mars 1965, CCRE de la CFDT, 7 H 374.
  - 13 *Ibid.*
  - 14 Frank Georgi, René Mouriaux, « Ecosystèmes syndicaux et complémentarités », in Danielle Tartakowsky, Françoise Têtard (dir.), *Associations et syndicats, concurrence ou complémentarité ?* PUR, 2006.
  - 15 Dans les années 1970, une centaine d'associations locales sur cent soixante se déclare en préfecture. Les professions de près de neuf cents militants, membres du bureau, sont indiquées sur les récépissés, et ont permis d'établir de telles statistiques.
  - 16 AD 39, 53 J 5, document préparatoire au 23<sup>e</sup> congrès de Tourisme et travail, décembre 1980.
  - 17 CAMC, carton 1984 0523, articles 1 et 2.
  - 18 Michel Verret, *La Culture ouvrière*, Paris, ACL éditions, 1988, p. 185-186.
  - 19 Claude Grignon, Jean Claude Passeron, *Le Savant et le populaire, Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 1989.
  - 20 Serge Bénard, « Les Cigales, village en Provence », *Tourisme et travail*, n° 197, mars 1969.
  - 21 *Tourisme et travail*, n° 4 nouvelle formule (n° 116), septembre-octobre 1960.
  - 22 Lia Lacombe, « Pourquoi Tourisme et travail ? », *Tourisme et travail*, n° 15 (n° 127), novembre 1961.
  - 23 Toutes les associations de tourisme social sont concernées. Ainsi selon l'INVAC : « Avant, le tourisme social avait une clientèle captive. Avec la concurrence et la crise, cette période est terminée » (Archives confédérales de la CFDT, 8 H 1510, CA de mars 1984).
  - 24 Sur les forces centripètes qui affectent le système d'action communiste : M.-C. Lavabre, F. Platone, *Que reste-t-il du PCF ?*, Paris, Autrement, 2003 ; F. Matonti, *La Nouvelle Critique*, (1967-1978), Paris, La Découverte, 2004 ; J. Mischi, « La recomposition identitaire du PCF », *Communisme*, n° 72-73, 2003.
  - 25 Sylvain Pattieu, « Tourisme et travail et le centre du Markstein, 1979-1980 : une association de tourisme populaire liée à la CGT au défi du conflit social », in Danielle Tartakowsky, Françoise Têtard (dir.), *Syndicats et associations en France, concurrence ou complémentarité ?*, Presses universitaires de Rennes, juin 2006.
  - 26 Entretien avec Alain M. le 7 octobre 2004.
  - 27 Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, décembre 2004, Seuil, p. 6.
  - 28 Entretien avec Pierre-Yves L. le 21 octobre 2004.
  - 29 Le nombre d'associations locales est beaucoup plus important en région parisienne et ne permet pas à toutes de survivre à la faillite, ce qui n'est pas le cas en Bretagne.
  - 30 Il atteint presque aujourd'hui l'âge de la retraite.

## Michel Husson

Économiste

# La voie étroite de la contre-expertise économique

*Depuis une bonne dizaine d'années, se développe en France une pratique de « contre-expertise militante » sur les questions économiques et sociales. On en retracera ici la généalogie, pour montrer les problèmes spécifiques de cette pratique.*

### Face à la dictature du discours économique

Le développement de lieux relativement autonomes de contre-expertise s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est le tournant vers la rigueur pris par la gauche au début des années 1980 : il est présenté comme la seule manière possible de prendre en compte les contraintes économiques (notamment la contrainte extérieure). C'est à ce moment que le discours économique s'installe comme le principal instrument de légitimation de tous les renoncements, présentés comme de nécessaires adaptations.

La décennie 1980 voit aussi se distendre les liens entre intellectuels et organisations. En témoigne notamment la perte d'influence de la CFDT, jusqu'alors capable de polariser le champ intellectuel. De la même manière, la prise de distance de la CGT à l'égard du PCF a fait progressivement apparaître un besoin d'élaboration autonome.

À la fin de la traversée du désert qu'aura représenté cette décennie, les exclusives tendent à s'estomper et plusieurs réseaux apparaissent, comme par exemple la revue *Collectif* qui réfléchit sur le renouveau du syndicalisme en associant militants et chercheurs. Un mouvement comme le DAL avait depuis longtemps, sur un thème spécifique, associé avec succès des experts, juristes en l'occurrence. Mais c'est sans doute la création d'AC! (Agir ensemble contre le chômage) qui est la plus révélatrice de cette dynamique : le concept est présenté en juin 1993 lors d'un week-end de réflexion du réseau Collectif et le mouvement est ensuite lancé à l'automne pour déboucher sur la Marche

contre le chômage au printemps 1994. À l'origine, AC! associait des syndicats, des associations, des chercheurs, autour d'un appel qui dénonce les politiques libérales et met en avant un programme associant réduction de la durée du travail et mesures d'urgence pour les chômeurs.

Ce même schéma va s'incarner lors du mouvement contre les réformes Juppé à l'automne 1995 et conduira au lancement des États généraux du mouvement social, qui ne réussiront pas à s'installer dans la durée. L'aspiration dont était porteur ce projet va s'incarner par exemple dans l'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique, et se retrouve ensuite dans la création des deux principaux lieux de contre-expertise que sont aujourd'hui la Fondation Copernic et Attac. Ce ne sont évidemment pas les seuls, car il existe un grand nombre de réseaux plus spécialisés, comme le RAI (Réseau d'alerte sur les inégalités) ou les États généraux de la santé.

### Les apories de la contre-expertise

Le premier obstacle auquel se heurte la contre-expertise est évidemment la domination de l'idéologie néolibérale, qui s'appuie notamment sur la légitimité tirée de sa référence constante à la science économique. L'économie est une science, et elle progresse comme toute autre science (par exemple la physique). Dans une tribune parue dans *Libération* le 26 mars 1998, Charles Wyplosz expliquait ainsi que les connaissances en économie, au temps de Marx et Malthus, « étaient, par rapport à ce que nous savons aujourd'hui, ce que l'automobile de Cugnot était par rapport à nos formules <sup>1</sup> ». Les progrès de la science ont permis de grandes avancées : « on sait, par exemple, que le chômage est dû en partie à un coût du travail trop élevé, que le système de retraites par répartition, dit "à la française" est intenable dans notre contexte démographique, qu'une pression fiscale proche de 50 % du PIB est source de régression économique et sociale, et bien d'autres choses. On le sait parce qu'il existe un corps théorique mille fois confronté à la réalité, au moyen de travaux statistiques poussés ».

Ces prétentions ne se cantonnent évidemment pas aux sphères académiques. La domination de l'économie dominante passe par la mobilisation de véritables « appareils idéologiques d'État ». Des institutions comme l'OCDE, le FMI ou la Commission européenne, disposent de bataillons d'économistes et de moyens considérables pour alimenter et renouveler en permanence le fonds argumentaire libéral.

La première tâche des contre-experts est donc de mettre en doute la validité scientifique des productions de ces institutions. D'un certain point de vue, c'est une tâche relativement aisée, dans la mesure où ces études reposent sur des biais et des approximations facilement identifiables. Il serait intéressant de dresser un catalogue de toutes ces erreurs et artefacts, mais on s'en tien-

dra ici à un exemple précis, assez révélateur des divers dispositifs en œuvre. En 2000, la revue de l'Insee publie un article<sup>1</sup> qui établit que la moitié des chômeurs le sont volontairement, en raison d'un arbitrage entre allocations et revenu d'activité. Le Smic jouerait un rôle essentiel dans cet arbitrage, de telle sorte que les auteurs chiffrent à 290 000 le nombre de pertes d'emplois engendrées par une hausse du Smic de 10 %.

Les syndicats de l'Insee ont immédiatement réagi à cette publication qui procurait un label de scientificité à ce qui n'était jusque-là qu'un obscur document de travail. Cette intervention à caractère exceptionnel a eu peu d'impact médiatique : les syndicats étaient *a priori* suspects de ne pas accepter des résultats qui ne leur plaisaient pas alors qu'ils insistaient pourtant sur le fait que cette réaction était motivée par les faiblesses méthodologiques de l'article. Mais ils n'étaient pas en tant que tels habilités à intervenir sur ce registre. C'était donc aux contre-experts de prendre la suite. Deux articles critiques ont été publiés un peu plus tard dans les revues de l'Ires et de l'OFCE, suivis d'une tribune commune dans *Le Monde*. Ils ont par ailleurs donné lieu à une polémique semi-publique avec les auteurs de l'article incriminé.

Le bilan mitigé de cette opération montre que l'exercice de la critique est en quelque sorte une tâche impossible. Elle doit remplir en même temps deux fonctions difficiles à combiner. La première est de porter une critique que l'on peut qualifier d'interne, et qui se situe au même degré de scientificité que son objet. Sinon, elle serait immédiatement récusée comme une réaction partisane et obscurantiste refusant les implications d'une démonstration scientifique. Cette ligne de défense est d'autant plus forte que les économistes libéraux pensent sincèrement faire œuvre scientifique et établir des lois aussi incontournables que celles de la physique. Mettre en cause l'idée selon laquelle les augmentations de salaires freinent l'emploi est à leurs yeux aussi absurde que de faire des manifestations pour dénoncer la chute des corps. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de lois scientifiques que l'on doit prendre comme telles, et vouloir augmenter les salaires pour créer des emplois serait aussi irrationnel que de se jeter par la fenêtre en espérant voler. Certains de ces économistes peuvent donc être de gauche mais se sentent d'autant plus porteurs, en tant que savants, de la responsabilité consistant à prévenir de telles erreurs.

Chloé Mirau<sup>2</sup> a donné un récit détaillé de cette affaire. Elle conclut au peu d'efficacité de la critique interne : « M. Husson et H. Sterdyniak démontrent la faiblesse des chiffres avancés par G. Laroque et B. Salanié concernant les conséquences de l'existence ou de la suppression du Smic. Leur argumentation, une fois de plus, est sérieuse, logique, rigoureuse et, surtout, profondément économique. La polémique politique est précautionneusement évitée. » On peut être d'accord avec cette appréciation : le projet était bien de critiquer

les fondements économiques de l'analyse. En revanche, il n'est pas possible de la suivre quand elle affirme qu'il « aurait été simple de dénoncer cette vision de la société, qui va jusqu'à remettre en question le salaire minimum, l'un des piliers du pacte social dans une société capitaliste ». Bien sûr ce n'est pas compliqué, mais ce que l'on gagne en clarté idéologique, on risque de le perdre du côté de la remise en cause du discours de la « science ».

On peut prendre un autre exemple pour montrer comment fonctionne le dispositif, à partir d'une tribune discutant une étude fréquemment citée au moment du CPE<sup>3</sup>. Cette critique était plus vigoureuse, moins « interne » à tel point que la rédaction du *Monde de l'économie* avait demandé par avance une réponse aux auteurs mis en cause. Leur tactique est alors assez simple, puisqu'elle consiste à s'offusquer de l'emploi de l'adjectif « libéral » qui est pris comme une mise en cause idéologique : ce prétexte leur permettait, en invoquant la neutralité scientifique, de ne pas répondre aux objections très précises qui leur avaient été faites.

### La chaîne de production libérale

Ces expériences montrent que l'appareil scientifico-idéologique libéral fonctionne comme une chaîne de production. À un bout de cette chaîne, on trouve les études scientifiques sophistiquées et parfois prudentes, et à l'autre bout des recommandations très concrètes de politique économique. Un exemple déjà ancien permet de décrire ce mode de production. Au départ, il y a un article scientifique<sup>4</sup> dont les conclusions sont extraordinairement prudentes : « il s'avère très difficile d'obtenir des estimations fiables de l'incidence des salaires réels sur l'emploi des jeunes et des adultes. Les résultats dont on dispose font néanmoins entrevoir des élasticités à long terme de l'emploi des jeunes par rapport au salaire minimum de l'ordre de -0,1 à -0,2, analogues aux chiffres fournis par les études nord-américaines, et de l'ordre de zéro pour l'emploi des adultes ».

Ce résumé condense tous les biais d'une science sans conscience. Les études précédentes ne fournissant pas les résultats escomptés, on cherche une approche différente, et c'est bien à cela que se résume l'innovation en science économique. Sans succès : « il s'avère très difficile d'obtenir des estimations fiables ». Mais qu'à cela ne tienne, les résultats font malgré tout « entrevoir » ce que l'on cherchait. Et, comme tout cela est plutôt de l'ordre du non-résultat, on se rassure en se raccrochant aux « chiffres fournis par les études nord-américaines ». Un peu plus tard, l'OCDE publie son *Étude économique* consacrée à la France, où l'on peut lire : « il semblerait que l'augmentation de la valeur relative du Smic observée dans les années quatre-vingt ait entraîné une diminution de l'emploi, en particulier pour les jeunes (Bazen & Martin 1991) et les travailleurs peu qualifiés ». Le doute initial est remplacé par une semi-affirmation

et par une distorsion d'importance puisque l'étude initiale ne parle que des jeunes et pas du tout des travailleurs peu qualifiés. Puis la presse économique s'empare de l'affaire. Le 8 juin 1991, *Le Monde* en fait sa une (« L'OCDE critique le niveau trop élevé du Smic ») suivie, quelques jours plus tard, d'un éditorial de son directeur, Jacques Lesourne, qui disserte sur « Le Smic et la morale » et propose de « réduire très sensiblement le Smic, au moins pour les jeunes ». Un peu plus tard, *L'Expansion* résume la situation : « Paru au printemps [l'article de Bazen et Martin], abondamment répercuté par Bercy, énonce qu'une hausse de 10 % du Smic pourrait accroître de 2 % le chômage des jeunes. » Tout se passe donc comme si le produit fini, à savoir la proposition de créer un Smic-jeunes, n'était que la traduction en termes simples et opérationnels de travaux scientifiques établissant avec rigueur la rationalité de ce choix. Pourtant l'étude initiale était fragile et baignait dans l'absurdité la plus complète, puisqu'elle disait qu'une hausse du Smic n'avait d'effet que sur l'emploi des jeunes mais pas sur celui des adultes. Ces critiques ont été faites à l'époque<sup>5</sup> sans qu'aucune réponse n'y ait été apportée par les auteurs de l'étude (sauf sur des points secondaires). On retrouve ici la relative inocuité d'une critique technique, alors même que c'est la référence à l'étude technique qui fonde la légitimité politique des recommandations néolibérales.

### La demande d'alternative

Face à un discours dominant qui articule de manière efficace recommandations concrètes et justifications scientifiques, la seconde grande difficulté de la contre-expertise vient de ce qu'elle ne peut se borner à un point de vue critique, et qu'elle est sommée de faire des propositions alternatives. La question est évidemment légitime mais soulève deux problèmes, l'un d'ordre pratique (le manque de temps et de place dans les lieux où on peut faire passer un discours critique) et l'autre plus général.

Il faut ici dire quelque mot d'une tendance de l'économie dominante qui, depuis une bonne vingtaine d'années, se déplace de la macroéconomie vers des approches partielles. Cela se manifeste dans tous les registres : modèles théoriques, méthodes d'investigation empiriques, fonctionnement institutionnel. Pour aller vite, on passe de modèles macroéconomiques à des modèles partiels ou à une économétrie de panels, et l'approche globale est de plus en plus abandonnée, y compris dans le secteur public. Cette dérive conduit à ne plus du tout poser un certain type de problèmes économiques. On va par exemple déployer tous les moyens disponibles pour montrer qu'une baisse du salaire favorise l'embauche, mais on omet de se demander ce qu'elle peut avoir comme conséquence sur la consommation, donc sur l'activité et sur l'emploi. Le volet macroéconomique du discours se limite à l'idée qu'une

hausse des salaires est mauvaise pour la compétitivité et donc l'emploi. La difficulté découle alors du fait que les alternatives opposent aux analyses locales des programmes libéraux (baisser le salaire pour créer des emplois) des solutions globales, par exemple la réduction du temps de travail. Il y a là une véritable faiblesse qui se manifeste particulièrement dans le cas des résistances aux licenciements. Face à un plan social annoncé, à une délocalisation, il n'existe pas en général de « contre-propositions industrielles » capables de sauvegarder l'emploi au niveau d'une entreprise soumise aux lois de la concurrence. Cela ne veut pas dire que les contre-experts ne peuvent intervenir pour critiquer les choix d'une direction d'entreprise et montrer que d'autres choix étaient possibles. Ces élaborations font partie de l'arsenal de la lutte mais ne peuvent conduire qu'à d'amères illusions si l'on n'inscrit pas la résistance légitime dans un projet alternatif beaucoup plus global qui remette en cause les mécanismes de la concurrence capitaliste<sup>6</sup>.

La contre-expertise est donc un travail de Sisyphe, constamment remis en cause, mais l'appréciation lucide des difficultés et des obstacles ne doit pas conduire à une forme de défaitisme. Encore une fois, l'économie dominante ne domine pas en raison de sa capacité à comprendre le monde dans lequel nous vivons, mais plutôt en raison de son adéquation « naturelle » à la vision libérale<sup>7</sup>. Derrière l'appareillage mathématique règne une forme moderne d'obscurantisme qui s'accommode de toutes les formes d'aveuglement scientifique, de cynisme et de servilité professionnelle. Pour s'en convaincre, il faut lire le livre de Laurent Cordonnier qui se borne à traduire en termes « littéraires » la vision du monde qui se cache derrière les petits modèles des nouvelles théories du marché du travail<sup>8</sup>. Il est donc possible de marquer des points, de construire des argumentaires qui sont autant d'outils dont peut se servir le mouvement social. C'est ce qui a été plutôt réussi à propos des retraites et il est possible de tirer quelques enseignements de cette expérience.

### Une relative réussite : le débat sur les retraites

Rappelons les faits. Un groupe du commissariat au Plan avait été chargé par Lionel Jospin de faire des propositions sur la réforme des retraites, qui débouchera en 1999 sur le rapport Charpin. En même temps que ce groupe, fonctionnait un contre-groupe de la Fondation Copernic qui disposait, séance après séance, des documents en discussion. Il publie, avant le rapport officiel, son propre diagnostic, dont la presse parlera comme l'anti-rapport Charpin<sup>9</sup>. Ce travail a été tenu à jour et relayé aussi par Attac. Et quand le gouvernement lancera en 2003 son projet de réforme, ce matériel accumulé jouera un rôle non négligeable dans la mobilisation et sans doute aussi dans les prises de position de certaines organisations, comme la FSU. À partir du moment où le

## Maud Gelly

Maud Gelly, militante du CNDF, auteure de *Avortement et contraception dans les études médicales : une formation inadaptée*, L'Harmattan, 2006.

discours catastrophiste du gouvernement présentait la réforme comme inéluctable, le mouvement avait besoin de démonstrations argumentées montrant que d'autres choix étaient possibles. La contre-expertise remplit alors sa mission et fonctionne comme un instrument de légitimation des luttes.

L'analyse des difficultés et des réussites permet de dégager un certain nombre de principes. Le premier est sans doute de tenir les deux bouts de la chaîne. On a vu que la contre-expertise avance sur le fil du rasoir, entre deux écueils symétriques : si elle est trop « scientifique », elle devient inaudible pour le mouvement social et si elle est trop « militante », elle échoue à déconsidérer les affirmations de la science économique officielle. Face à la chaîne de production libérale, il faut donc déployer une chaîne alternative qui fasse le joint entre les deux points d'application de la critique et qui combine les critiques locales et les alternatives globales.

Cela veut dire en pratique que l'efficacité de la contre-expertise passe par l'insertion des chercheurs dans des réseaux capables d'établir les nécessaires médiations avec le mouvement social. On voit alors se dessiner un profil relativement nouveau d'intellectuel engagé dans la contre-expertise, qui est au fond assez contradictoire, parce qu'il se situe à l'intersection de deux champs. Dans le champ économique-académique, il doit se construire une véritable autorité pour ne pas être récusé pour amateurisme et ignorance ; mais ses interventions le conduisent à enfreindre les règles du jeu et il est en permanence exposé au risque d'une relative marginalisation. Dans le champ militant au contraire, il doit renoncer à exercer le pouvoir en tant qu'expert parce que c'est la condition pour que ses contributions alimentent pleinement le mouvement social. La posture est donc instable par nature, mais elle n'est pas pour autant dépourvue de rétributions, d'une autre nature, certes, que celles que procure la soumission.

- 1 Guy Laroque et Bernard Salanié, « Une décomposition du non-emploi », *Économie et statistique* n° 331, 2000. L'ensemble du dossier est en ligne à : <http://ecocritique.free.fr/index.htm#LASALA>.
- 2 Chloé Mirau, "L'affaire Laroque-Salanié" : une controverse avortée en matière d'expertise économique et sociale, *Genèses* n° 49, décembre 2002, <http://hussonet.free.fr/chloe.pdf>.
- 3 Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo, *Que peut-on attendre des CNE et CPE ?* L'ensemble du dossier est en ligne à : <http://hussonet.free.fr/stopcpe.htm#ccp>
- 4 Stephen Bazen et John Martin, « L'incidence du salaire minimum sur les gains et l'emploi en France », *Revue économique de l'OCDE* n° 16, 1991.
- 5 Michel Husson, « Du salaire à l'emploi : une relation complexe », *La Revue de l'IRE* n° 7, 1991.
- 6 Sur cette problématique, voir : Laurent Garrouste, Michel Husson, Claude Jacquin, Henri Wilno, *Supprimer les licenciements*, Syllepse, 2006.
- 7 Michel Husson, « L'économétrie, ou l'idéologie en équations ? », *Actuel Marx*, n° 34, septembre 2003, <http://hussonet.free.fr/ideologi.pdf>.
- 8 Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux*, Raisons d'agir, 2000.
- 9 Fondation Copernic, *Les Retraites au péril du libéralisme*.

## La transmission générationnelle du féminisme :

un éclairage à partir d'un atelier des « Alternatives féministes » organisées par le CNDF en 2005

*Un compte-rendu intégral des débats de cet atelier paraîtra prochainement dans un livre, avec ceux des trois autres ateliers des « Alternatives féministes ». Cet article est une version synthétique et remaniée des écrits élaborés par le groupe « Transmission », et est donc très largement le produit de ce travail collectif. Ce groupe a rassemblé des militant-e-s de différentes structures, et le texte qui suit ne saurait refléter cette diversité.*

**Les 10 et 11 décembre 2005, le Collectif national pour les droits des femmes**, qui rassemble une centaine d'associations, syndicats et partis de gauche, a organisé à Bobigny une rencontre : « Alternatives féministes ». Il s'agissait de « permettre la confrontation, le débat, l'échange d'idées et d'expériences entre diverses sensibilités se reconnaissant comme féministes, à un moment où se posent une série de problèmes qui peuvent diviser, semer la confusion ». Dans le cadre de cette rencontre s'est tenu un atelier sur la transmission générationnelle du féminisme. Comment permettre à une relève féministe d'émerger ? Comment transmettre une histoire qui n'est que très partiellement écrite quand elle n'est pas tout simplement déformée, ou enterrée à chaque 8 mars par des médias toujours prompts à diagnostiquer l'émergence d'un « nouveau féminisme » ? S'il existe des périodes pendant lesquelles on est porté-e-s par les luttes et pendant lesquelles la transmission des savoirs et des pratiques militantes se fait spontanément, il en est d'autres pendant lesquelles un effort délibéré et systématique est nécessaire pour ne pas disparaître comme mouvement poli-

tique. Par rapport aux années soixante-dix et à celles qui ont suivi 1995, nous sommes dans une période de recul relatif du militantisme politique, une période où le féminisme est mal connu, dénigré, caricaturé, considéré comme dépassé, comme si l'égalité était déjà acquise. Dans une telle période, la transmission du féminisme devient un enjeu politique en soi.

Parler de transmission nous a amené-e-s à mieux la définir : s'agit-il de la transmission des savoirs et des luttes féministes en direction des non-féministes ? Ou de la transmission des savoirs et des pratiques entre diverses générations de militant-e-s féministes ? Ou bien entre des militant-e-s féministes issu-e-s de divers groupes politiques ou traditions militantes ? La transmission générationnelle du féminisme pose-t-elle problème ? Nous souhaitions aborder toutes ces facettes de la question dans notre atelier, mais ce qui nous préoccupait le plus était la transmission entre les générations de féministes. En effet la transmission du féminisme en direction des non-féministes relève du pain quotidien du militantisme, de nos outils de propagande, des diverses campagnes que nous menons pour telle ou telle revendication, et c'est un autre problème.

Au cours des mois qui ont précédé la rencontre « Alternatives féministes », le groupe de jeunes militant-e-s qui préparait cet atelier s'est souvent retrouvé accusé, par certaines militantes féministes de longue date, de ne pas suffisamment les associer à la préparation de l'atelier, voire de leur être hostiles. Ainsi taxé de jeunisme, notre groupe était pourtant ouvert sans limite d'âge ni d'ancienneté militante. Nous avons toutefois ressenti le besoin, pour démarrer le travail, dans les premières réunions du groupe, de nous regrouper entre jeunes militant-e-s. La notion de jeunesse ne se résumait pas, pour nous, à notre état-civil, et était également comprise comme l'engagement militant récent en tant que féministe. Mais nous partagions un certain malaise dans nos rapports avec des militantes de la génération qui nous avait précédé, si tant est qu'on puisse découper le mouvement féministe en générations. Ce malaise, que nous avions du mal à identifier, ne portait pas sur des divergences politiques, mais plutôt sur des façons de fonctionner ou de militer. Les rares prises de parole sur cette question, loin d'exclure la génération militante des années soixante-dix, excluait au contraire la nôtre. Par exemple, le 19 mars 2005, dans le cadre du festival des films de femmes à Créteil, était organisé un débat sur la transmission du féminisme. Pas une seule des militantes présentes à la tribune n'avait moins de cinquante ans. Nous trouvions donc particulièrement injustes les reproches que nos aînées nous faisaient quant à notre prétendu jeunisme ou sur notre ostracisme à leur égard.

Cette question n'étant jamais abordée dans nos multiples réunions, actions, manifestations, il était pour nous nécessaire de nous retrouver entre jeunes

militant-e-s pour mieux la cerner. Nous faisons ainsi nôtre, sans le savoir encore, la démarche dont Françoise Collin (auteure d'un beau texte sur la transmission intitulé « héritage sans testament ») allait parler quelques mois plus tard dans le cadre de la table ronde des « Alternatives féministes ». Elle trouvait absurde de se lamenter sur la prise en charge insuffisante par les féministes de telle ou telle question (il s'agissait en l'occurrence du sida, dans le débat). Pour elle, quand des féministes ressentent un problème, il leur revient de se regrouper, de s'organiser pour comprendre le problème et pour faire changer les choses. C'était exactement ce que nous avons tenté de faire dans notre atelier.

Si problème il y a en ce qui concerne la transmission du féminisme entre générations, s'agit-il d'analyses ou de priorités de lutte différentes d'une génération à l'autre, ou s'agit-il de manières différentes de militer, d'attentes différentes vis-à-vis des pratiques militantes ? Comment comprendre les problèmes de communication rencontrés ? S'agit-il de divergences politiques, de conflits pour le pouvoir, de problèmes personnels, de problèmes de fonctionnement ? Comment répondent les « jeunes » militant-e-s, comment répondent les plus anciennes ? Quels sont les reproches que les jeunes font aux anciennes et les anciennes aux jeunes ? Comment les dépasser, comment construire des outils de partage, de transmission, comment profiter des expériences positives qui sont rapportées ici ou là ?

Pour répondre à ces questions, nous avons choisi de partir de l'expérience des militant-e-s et nous avons donc distribué un questionnaire qui a circulé dans les diverses composantes du CNDF, afin d'explorer les trajectoires des militant-e-s, leurs avis sur la transmission du féminisme, et leurs propositions pour l'améliorer le cas échéant. Ce questionnaire était loin d'être parfait et il était certainement trop long, mais nous ne prétendions pas à la rigueur d'une enquête sociologique. Nous souhaitions plus modestement tenter de répondre aux questions que nous venons de poser et lancer quelques pistes de réflexion pour le débat, d'où sortiraient des propositions concrètes ou bien qui favoriserait simplement l'émergence d'une réelle réflexion commune sur la transmission du féminisme.

Nous avons donc recueilli environ 80 réponses au questionnaire diffusé, auquel ont répondu environ 70 femmes et une dizaine d'hommes. Les âges étaient compris entre vingt et quatre-vingt-quatre ans, avec néanmoins très peu de réponses émanant de personnes âgées de quarante-cinquante ans. Celles et ceux qui ont répondu sont souvent membres d'associations féministes, de partis de gauche, de syndicats (SNUIPP, SNES, SUD...), d'associations qui ne sont pas spécifiquement féministes, comme la LDH ou Amnesty International. Beaucoup militent dans plusieurs organisations à la fois. Cet

échantillon ne se veut pas représentatif du mouvement féministe et on ne peut en tirer aucune statistique : du fait qu'il a circulé *via* le CNDP, il ne représente pas de façon exhaustive tous les groupes qui se revendiquent féministes ; d'autre part, les militant-e-s qui ont répondu au questionnaire sont celles et ceux qui se sentent le plus concerné-e-s par cette question de la transmission du féminisme. Néanmoins leurs réponses servaient à élaborer des pistes de débat pour cet atelier portant sur une question rarement débattue dans le mouvement féministe. Ce sont les réponses au questionnaire et les arguments échangés lors du débat « Alternatives féministes » qui sont présentés ici.

La première partie du questionnaire portait sur les trajectoires des militant-e-s, les figures féministes et les livres qui les avaient marqué-e-s, leurs revendications prioritaires, leur définition du féminisme. Quel que soit l'âge des militant-e-s interrogé-e-s, il ne semble pas y avoir de grande différence entre les références théoriques citées, entre les revendications avancées comme prioritaires ni entre les définitions du féminisme : au vu des lectures et des modèles féministes mis en avant par ces militant-e-s, la transmission des contenus fonctionne.

Reste à savoir comment elle s'opère, par quels moyens, avec quelle satisfaction des militant-e-s de part et d'autre. C'était l'objet de la deuxième partie du questionnaire, qui portait sur la transmission de l'expérience militante et sur la formation au sein des mouvements féministes ou des organisations politiques diverses, sur la facilité ou la difficulté de s'intégrer dans une organisation féministe, sur les problèmes que pose (ou pas) la transmission d'informations ou de pouvoir.

La plupart des militant-e-s interrogé-e-s portent une appréciation négative sur la transmission entre générations de féministes. Quelques-un-e-s sont toutefois très satisfait-e-s, rejettent l'idée de particularisme générationnel et donnent des exemples des pratiques qui marchent. Certain-e-s, au contraire, vont jusqu'à parler de conflits générationnels. Beaucoup insistaient sur la nécessité d'échanges à double sens, sur la réciprocité de la transmission et de l'apprentissage de l'expérience des autres : des plus anciennes militantes aux nouvelles et nouveaux, et vice versa.

Les difficultés rencontrées sont exprimées par les militant-e-s interrogé-e-s avec des termes parfois tranchés : l'une parle d'un « âgisme réciproque » entre générations, une autre d'un « clivage d'âge ». D'autres pointent la méfiance vis-à-vis des jeunes et la reconnaissance insuffisante de leur place : « il faut vite militer beaucoup si on veut trouver sa place » ; « les jeunes ont très peu de marge de manœuvre : suivre les directives ou entrer en conflit » ; « le questionnaire qui a circulé pour cet atelier m'a permis de déposer des souffrances. Je milite depuis vingt ans dans le mouvement féministe non mixte et j'ai l'impression que je ne ferai jamais la preuve de mon bon féminisme auprès de mes

aînées. Je n'ai pas cette sensation dans le syndicalisme ni dans mon travail enseignant. Il n'y a que dans le mouvement féministe que j'ai subi de tels rappels à l'ordre ». D'autres déplorent que les jeunes militant-e-s ne soient pas assez intéressé-e-s ni investi-e-s, notamment dans les débats de fond : « les approches des jeunes semblent généralement plus tournées vers l'aide aux personnes, l'humanitaire, leur féminisme est plus "immédiat", c'est une génération moins théorique ».

Il ressort des questionnaires une représentation souvent négative de l'autre classe d'âge. Les jeunes sont vues comme pas assez politisées, pas assez volontaires, amnésiques des luttes passées : « les jeunes oublient trop que les évidences d'aujourd'hui sont les victoires des batailles d'hier ». Les militantes des années 1970 sont décrites comme ringardes, dépassées, autoritaires.

Ces problèmes, tant politiques que relationnels, existent dans n'importe quel mouvement social, mais la difficulté à les gérer est peut-être d'autant moins bien tolérée qu'elle traverse ici le mouvement qui a affirmé que le personnel est politique. L'exacerbation de ces difficultés par rapport à d'autres mouvements sociaux s'explique peut-être aussi par les attaques particulièrement dures dont fait l'objet le mouvement féministe, dans un contexte de retour de bâton à large soutien médiatique.

Il est significatif que la plupart des appréciations positives de la transmission émanent de militant-e-s issues de structures dont la transmission fait pour ainsi dire partie de leur cahier des charges, puisqu'il s'agit de l'université, qui par définition a vocation à transmettre, et du Mouvement français pour le planning familial, qui se définit comme un mouvement féministe d'éducation populaire. Le fait que le MFPF soit institutionnel et ait des salariées favorise la transmission et la politique de recrutement des jeunes. Pour autant la relève féministe ne peut pas passer que par la professionnalisation. À Toulouse, Bagdam Espace lesbien a créé une école lesbienne pour les jeunes avec des cours sur l'histoire du lesbianisme et la culture lesbienne un dimanche par mois. Les militantes qui en parlent dans les questionnaires trouvent que c'est une réussite. Une militante raconte la pratique régulière de réunions d'évaluation du fonctionnement dans son association, qui fonctionnent bien. Une autre évoque les binômes ancienne/nouvelle militante mis en place par son association. Il semble donc que lorsque la transmission est posée comme un objectif prioritaire, elle fonctionne efficacement et dans des conditions satisfaisantes et agréables pour tout le monde.

Selon les participant-e-s au débat qui s'est déroulé lors de la rencontre « Alternatives féministes », le mouvement féministe n'est pas le seul mouvement collectif à connaître la difficulté à transmettre, et il n'a pas fait l'impasse sur la transmission du féminisme par voie d'enseignement. En effet, l'histoire

des femmes et du féminisme est maintenant intégrée dans les programmes d'histoire, et à l'université les études féministes se sont beaucoup développées. Mais la convention ministérielle de 2000 sur l'éducation antisexiste en milieu scolaire n'est pas appliquée. Et comment faire passer des messages féministes à l'école alors que la publicité ou la télévision nous assomment de clichés sexistes dès le berceau ? D'autre part, en ce qui concerne l'université, les études féministes n'accordent pas toujours une grande place aux luttes, et il y a peu de militantes dans les colloques, où on voit surtout des chercheuses, des institutionnelles, des politiques. Les militantes ont transmis la recherche féministe plus que les chercheuses n'ont transmis le militantisme, selon une chercheuse militante.

Dans le milieu militant, le travail de formation se fait, mais à l'échelle individuelle ou par petits groupes. En revanche, la transmission ne peut exister à une échelle de masse indépendamment des luttes. L'accès au féminisme se fait par voie intellectuelle pour celles qui le peuvent, par les lectures ou les études. Mais celles qui en auraient le plus besoin pour changer leur vie n'y ont pas accès, et la découverte du féminisme est d'autant plus difficile que l'image du féminisme a été caricaturée par les médias comme une affaire de riches et de blanches. Le féminisme s'apprend dans les luttes plus que dans les livres. La transmission pose la question de la relève, qui ne se pose pas seulement pour le mouvement féministe.

La question de la transmission se pose forcément avec moins d'urgence dans un mouvement féministe fort, comme il l'était il y a trente ans, que dans un mouvement relativement affaibli comme aujourd'hui, où la question de la transmission recouvre celle de la survie politique. D'autre part quand on est porté-e par un mouvement social, on apprend beaucoup des militant-e-s plus expérimenté-e-s, comme par capillarité, même s'il n'existe pas d'effort formalisé de transmission. Lors de périodes moins fastes, un effectif militant plus réduit a toujours des luttes plus urgentes à mener qu'une réflexion sur la transmission, et la peur de tout perdre peut limiter la prise de risques dans la transmission de responsabilités à de jeunes militant-e-s. Transmettre, c'est accepter de perdre un peu quelque chose, accepter de « donner le droit [à la génération qui suit] de faire ses propres choix, tout en lui donnant les clés pour ne pas refaire les mêmes erreurs », pour citer une des réponses à notre questionnaire. En fait il semble bien que le féminisme se transmette, mais lequel ? L'histoire du féminisme n'est que partiellement écrite, et l'histoire du courant « lutte de classes » n'est pas écrite du tout. Pourtant ce travail est nécessaire pour contrer les discours sur l'indifférence supposée des féministes au racisme ou à la lutte des classes. Dans les manifestations de Ni Putes Ni Soumises, il y a beaucoup de jeunes, et le mouvement Ni Putes Ni Soumises (au sein duquel

notre questionnaire n'a pas du tout circulé) se revendique d'un « nouveau féminisme » avec un soutien médiatique massif, mais sur quel contenu ?

Le contexte politique général est truffé d'obstacles à la transmission du féminisme d'une génération à l'autre. La situation économique des jeunes est catastrophique et ne facilite pas le militantisme ni sa transmission : « *on a moins de temps, moins d'argent, moins de perspectives* », dit une jeune militante au cours du débat. Au niveau international il existe une offensive antiféministe féroce. La difficulté à construire des collectifs féministes de base et l'éclatement entre Paris et les régions font obstacle à la transmission. En effet la prise de parole partagée ne peut se faire que dans des collectifs locaux, pas dans de grosses fédérations. En France notre modèle militant est très professionnalisé. Il est intenable pour beaucoup, compte tenu des conditions de vie, de travail et de transport, qui se sont beaucoup dégradées, surtout pour les femmes.

Néanmoins, malgré ces difficultés, la transmission fonctionne, comme en atteste la manifestation de 1995 à l'appel de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, qui était un succès par le nombre et par la présence de trois générations militantes. La présence de plusieurs générations dans un mouvement social est évidemment une richesse, mais comment se donner les moyens d'une transmission réussie, seule à même de nous garantir de ne pas disparaître même en période de reflux militant ?

Le dépouillement de ces questionnaires et le débat ont permis de faire émerger quelques propositions pour améliorer la transmission entre féministes, en nous appuyant sur les expériences réussies qui ont été racontées dans les questionnaires et les propositions qui en émanent : séquences de formation, café-débats, rencontres individuelles, groupes de parole ; meilleur investissement des radios alternatives à des fins pédagogiques ; archivage des textes théoriques, mais aussi des tracts, films, slogans et chansons ; accompagnement systématique des jeunes (par exemple au moyen de binômes) pour aller vers un meilleur partage des responsabilités, mais aussi des tâches ingrates ; organisation de tours de parole lors des réunions et de coprésidence de débats...

Le débat a également porté sur la transmission entre le mouvement féministe et d'autres mouvements politiques. Les problèmes concernant la transmission entre générations au sein du mouvement féministe recourent-ils ceux existant entre les mouvements dont sont issu-e-s de nombreux-ses jeunes (associations de lutte contre le Sida, libertaires, antipubs...) et les mouvements dont étaient issues les féministes plus anciennes (MFPP, MLAC, partis politiques...) ? Le féminisme s'est ramifié dans d'autres mouvements, mais ce sont ses revendications catégorielles qui ont été acceptées, pas sa radicalité comme facteur de transformation sociale. D'autre part, si les féministes ont influencé d'autres groupes, l'inverse semble plus compliqué : selon plusieurs

participant-e-s à l'atelier, le mouvement féministe a du mal à intégrer des apports d'ailleurs, alors que la transmission devrait aller dans les deux sens. Symbolisant bien nos problèmes de transmission, la petite fille figurée par un dessin d'enfant sur le tract « Alternatives féministes » n'avait ni bouche ni bras. Cet atelier nous a permis d'essayer de lui dessiner deux bras, un pour tendre le poing et l'autre pour passer le témoin ou le prendre, et une bouche, pour crier les slogans et pour chuchoter, à l'oreille de notre jeune voisin-e de réunion, la signification de MLAC, CADAC, MFPP, CNDP, ANEF, RAJFIRE, PR, CCP, FF, MLF, CFCV, FNSF, AVFT...

## Document



## Réflexions sur la théorie des classes (1942)<sup>1</sup>

Traduit de l'allemand par Antonin Wiser

I

L'histoire est, d'après la théorie, histoire de luttes des classes. Mais le concept de classe est lié à l'entrée en scène du prolétariat. La bourgeoisie, lorsqu'elle était encore révolutionnaire, s'appelait le Tiers état. Avec l'extension au passé du concept de classe, la théorie ne dénonce pas seulement les bourgeois, dont la liberté poursuit à l'aide de la propriété et de la culture la tradition de l'ancienne inégalité. Elle se dresse contre le passé lui-même. L'apparence de bonhomie patriarcale que celui-ci a prise depuis l'inexorable victoire du calcul capitaliste est détruite. La respectable unité de l'advenu, le droit naturel de la hiérarchie dans une société représentée comme un organisme, se manifeste comme unité d'intérêts. Depuis toujours, la hiérarchie fut l'organisation par la contrainte de l'appropriation du travail d'autrui. Le droit naturel correspond à l'injustice historique périmée, l'organisme structuré au système de division et l'image des ordres [*Stände*] à l'idéologie qui, sous la forme du salaire honnête, du travail dévoué et finalement de l'échange d'équivalents, fut d'un très grand secours à la bourgeoisie en place. Alors que la critique de l'économie politique montre la nécessité historique qui conduisit le capitalisme à son épanouissement, elle devient critique de l'histoire en sa totalité, de l'immuabilité de laquelle la classe capitaliste, comme ses aïeux, tire son privilège. Reconnaître en sa funeste violence la plus récente forme d'inéquité<sup>2</sup> située elle-même dans l'échange équitable, ne signifie rien d'autre que l'identifier avec le passé qu'elle renie. Si toute la répression que les êtres humains ont jamais fait subir aux êtres humains culmine dans les Temps modernes avec la froide misère du libre travail salarié, l'expression de la dimension historique elle-même des relations et des choses – l'opposition romantique à la raison industrielle – se rend manifeste en tant que trace de l'ancienne souffrance. Le silence archaïque des pyramides et des ruines se rend compte de ce qu'il est lui-même dans les pensées matérialistes : c'est l'écho du vacarme de la fabrique dans le paysage de l'immuable. La symbolique solennelle de la connaissance

des idées éternelles de l'allégorie de la caverne dans la *République* de Platon serait établie, soupçonne Jakob Burckhardt<sup>3</sup> d'après l'image des terrifiantes mines d'argent athéniennes. Ainsi la vérité éternelle de la pensée philosophique aurait son origine dans l'observation du calvaire contemporain. Toute histoire est histoire de luttes des classes, parce que ce fut toujours la même chose : une préhistoire.

## II

Une indication est déjà contenue là-dedans quant à la manière dont l'histoire doit être perçue. La lumière tombe toujours sur le tout à partir de la forme la plus récente de l'injustice. De cette seule manière la théorie a la possibilité de mettre le poids de l'existence historique à la disposition de l'examen du présent, sans succomber elle-même, résignée, sous la charge. Les bourgeois ainsi que leurs partisans ont su louer dans le marxisme sa dynamique, dans laquelle ils flairaient ce mimétisme zélé envers l'histoire qui est tout proche de leur propre activité. Si l'on suit l'appréciation de Troeltsch dans son livre sur l'historicisme, la dialectique a « conservé sa force constructive et son adhérence [*Einschmiegung*] à l'animation fondamentale du réel<sup>4</sup> ». L'éloge de l'adhérence constructive éveille la méfiance à l'égard de l'animation. La dynamique n'est qu'un aspect de la dialectique : celui que la foi dans l'esprit pratique, l'action dominante et l'infatigable pouvoir-faire mettent le plus volontiers en avant, parce que c'est le perpétuel renouvellement qui cache le mieux le vieux non vrai. L'autre aspect, mal vu, de la dialectique est l'aspect statique. L'automouvement du concept, la conception de l'histoire comme syllogisme, ainsi que la philosophie de Hegel le pense, n'est pas une théorie du progrès. C'est là seulement ce qu'une mécompréhension entendue des sciences sociales en a fait. La violence avec laquelle la dialectique saisit le déploiement continuellement destructeur de ce qui est toujours nouveau consiste en ce qu'à chaque instant ce toujours nouveau soit en même temps l'ancien encore tout proche. Le nouveau ne s'ajoute pas seulement à l'ancien mais la détresse de l'ancien, son indigence, demeure alors que celle-ci s'actualise comme contradiction immanente à travers sa détermination pensante, sa confrontation inaliénable avec l'universel dans l'ancien. Dans toutes les médiations antithétiques, l'histoire reste par conséquent un immense jugement analytique. C'est l'essence historique de la théorie métaphysique de l'identité du sujet et de l'objet dans l'absolu. Le système de l'histoire, l'élévation du temporel à la totalité du sens, relève [*hebt auf*] le temps comme système et le réduit au négatif abstrait. Le marxisme, comme philosophie, est resté fidèle à celui-ci. Il confirme l'idéalisme hégélien comme le savoir de la préhistoire de l'identité propre. Mais il le met sur les pieds, en démasquant l'identité comme préhistorique. L'identique devient véritablement pour lui l'in-

digence, celle des hommes, que le concept ne fait qu'énoncer. La force implacable du négatif, qui met l'histoire en mouvement, est celle de ce que les exploiters font subir à leurs victimes. En tant que chaîne portée de génération en génération, elle entrave l'histoire elle-même aussi bien que la liberté. L'unité systématique de l'histoire, qui devrait donner sens aux souffrances individuelles ou bien les dégrader d'une manière sublime jusqu'à l'accidentel, est la dédicace philosophique du labyrinthe auquel les hommes se sont jusqu'à aujourd'hui livrés, l'incarnation de la souffrance. Dans le cercle magique du système, le nouveau, le progrès, est équivalent à l'ancien en tant que désastre toujours nouveau. Reconnaître le nouveau ne signifie pas adhérer à celui-ci et à son agitation, mais s'opposer à sa rigidité, deviner que la marche des bataillons de l'histoire du monde est un piétinement sur place. La théorie ne connaît par le moyen d'aucune « force constructive » que celle consistant à éclairer les contours d'une préhistoire à bout de souffle à partir du reflet du plus récent désastre, afin d'apercevoir en elle ses correspondances. Le plus nouveau exactement, et toujours lui seul, est l'ancien effroi, le mythe, qui consiste précisément en cette aveuglante avancée du temps, qui se reprend en soi avec une perfidie patiente et dont l'omniscience est bornée, comme l'âne qui défait la corde d'Oknos<sup>5</sup>. Seul celui qui reconnaît le plus nouveau comme étant le Même sert ce qui pourrait être différent.

## III

La phase la plus récente de la société de classe est dominée par les monopoles ; elle pousse au fascisme, qui est sa digne forme d'organisation politique. Cependant qu'avec la concentration et la centralisation, elle requiert la théorie de lutte des classes et qu'elle dresse immédiatement l'une contre l'autre la puissance extrême et l'impuissance extrême en une contradiction parfaite, elle laisse l'existence des classes ennemies tomber dans l'oubli. Un tel oubli aide les monopoles bien plus que ne le font les idéologies qui sont déjà devenues si ténues qu'elles avouent être des mensonges afin de démontrer d'autant plus énergiquement à ceux qui doivent y croire leur propre impuissance. L'organisation totale de la société à travers la *big business* et sa technique omniprésente a pris possession du monde et de ses représentations avec une telle absence de mensonge que la pensée – il ne pouvait absolument pas en être autrement – est devenue un effort presque sans espoir. L'image diabolique de l'harmonie, l'invisibilité des classes dans la pétrification de leurs rapports acquiert par là seulement cette violence réelle sur la conscience, parce que la représentation, selon laquelle les opprimés, les prolétaires de tous les pays, devraient s'unir et préparer la fin de l'horreur, paraît sans perspective au vu de la répartition contemporaine de l'impuissance et du pouvoir. Le nivelle-

ment de la société de masse, que déplorent les conservateurs comme leurs acolytes sociologues, n'est en vérité pas autre chose que l'extrême sanction de la différence comme identité que les masses, entièrement prisonnières du système, aspirent à parachever tandis qu'elles imitent leurs maîtres mutilés dans l'espoir d'obtenir peut-être de leur part la charité, si elles parviennent toutefois suffisamment à s'en justifier. Pour les dépossédés, la croyance de pouvoir encore mener de quelque manière la lutte des classes en tant que classe organisée s'effondre avec les illusions libérales, d'une manière assez peu différente de la stylisation de la bourgeoisie en ordre dont les unions révolutionnaires purent autrefois se moquer. La lutte des classes fut exilée parmi les idéaux et dut se résigner, avec la tolérance et l'humanité, à n'être qu'un mot d'ordre dans les discours des directions syndicales. Les temps où l'on pouvait encore construire des barricades sont déjà morts et enterrés, pratiquement autant que le sont ceux de l'âge d'or de l'artisanat. La toute-puissance de la répression et son invisibilité forment un seul et même phénomène. La société sans classe de l'automobiliste, du cinéphile et du concitoyen raille non seulement ceux qui restent en dehors, mais aussi ses propres membres, les dominés, qui ne se risquent pas à admettre que les autres ni eux-mêmes le sont, parce que le simple savoir est déjà puni par la peur panique de la perte de l'existence et de la vie. La tension s'est accrue à un point tel qu'il n'en reste même plus entre les deux pôles incommensurables. L'immense pression de la domination a dissocié les masses à un tel degré que même l'unité négative de l'être-opprimé, qui les avait transformées en classes au XIX<sup>e</sup> siècle, est déchirée. Pour cette raison elles sont immédiatement réquisitionnées par l'unité du système qui leur fait subir cela. La domination de classe se prépare à survivre à la forme anonyme et objective de la classe.

#### IV

Cela rend nécessaire l'examen du concept de classe lui-même de si près qu'il soit en même temps établi et transformé. Établi : parce que son principe, la division de la société en exploités et exploités non seulement se perpétue sans atténuation aucune mais gagne en violence et en fermeté. Transformé : parce que les opprimés c'est-à-dire aujourd'hui et d'après le pronostic de la théorie : l'immense majorité des êtres humains, ne peuvent plus faire l'expérience d'eux-mêmes en tant que classe. Ceux qui revendiquent son nom entendent la plupart du temps par là leurs intérêts particuliers dans l'ordre existant, un peu à la manière dont les hautes sphères industrielles emploient le concept de « production ». La différence entre les exploités et les exploités n'apparaît pas de telle manière qu'elle place devant les yeux des exploités la solidarité comme *ultima ratio* : la conformité est pour eux plus rationnelle.

L'appartenance à une même classe ne se change plus, depuis longtemps, en communauté d'intérêt et d'action. Ce n'est pas d'abord dans l'aristocratie ouvrière, mais dans le caractère égalitaire de la classe bourgeoise elle-même qu'il faut chercher le moment contradictoire du concept de classe, qui ressort aujourd'hui de manière funeste. Si la critique de l'économie politique signifie celle du capitalisme, le concept de classe, son centre, est toutefois constitué d'après le modèle de la bourgeoisie. Celle-ci, en tant qu'union anonyme des propriétaires des moyens de production et de ceux qui sont à leur remorque, est la classe par excellence. Mais le caractère égalitaire qu'elle renferme est lui-même dissout par la critique de l'économie politique, non seulement lorsqu'on le rapporte au prolétariat mais également comme détermination de la bourgeoisie elle-même. La libre concurrence des capitalistes entre eux implique déjà la même injustice qu'ils font subir, unis, aux salariés, qu'ils n'exploitent pas d'abord comme ce qui leur fait face dans l'échange mais bien plutôt qu'ils produisent en même temps à travers le système. L'égalité de droit et de chances des concurrents est en outre fictive. Leur succès dépend de la puissance du capital – formé en dehors du mécanisme de concurrence – avec lequel ils entrent dans la concurrence ; du pouvoir politique et social qu'ils représentent ; d'anciens et de nouveaux brigandages de conquistador ; des liens avec des propriétés féodales, que l'économie concurrentielle n'a jamais sérieusement liquidées ; des relations avec l'appareil de commandement direct des militaires. L'égalité d'intérêt se réduit à la participation au butin des grands, qui est accordée lorsque tous les propriétaires leur concèdent le principe souverain de propriété qui garanti le pouvoir de chacun et sa reproduction élargie : la classe en tant que tout doit être prête à une extrême sollicitude envers le principe de propriété, qui s'applique en réalité d'abord à la propriété des grands. La conscience bourgeoise de classe vise la défense du sommet, la concession que les propriétaires véritablement dominants font à ceux qui se dévouent envers eux corps et âme. La tolérance bourgeoise veut être tolérée. Elle ne signifie pas la justice envers ceux d'en bas, pas même envers ceux de leur propre classe qui sont condamnés par le sommet par le biais des « tendances objectives » ; et la loi de l'échange équivalent ainsi que ses formes réfléchies juridiques et politiques forment le contrat qui régit tacitement, au sens d'un rapport de force, les relations entre le noyau de la classe et sa majorité, les vassaux bourgeois. En d'autres termes, plus la classe a de réalité, plus elle est déjà elle-même idéologie. Lorsque la théorie démontre qu'on cultive cela de manière suspecte au moyen de l'échange équivalent, de la liberté et de l'humanité bourgeoises, la lumière tombe par là sur le double caractère de la classe. Il consiste en ceci que son égalité formelle a pour fonction aussi bien d'opprimer l'autre classe que d'assurer le contrôle de la sienne propre par les

plus forts. Cette égalité est stigmatisée par la théorie comme unité, en tant que classe opposée au prolétariat, afin de mettre à nu en sa particularité l'intérêt collectif qu'elle représente. Mais cette unité particulière est nécessairement absence d'unité en elle-même. La forme égalitaire de la classe sert d'instrument au service du privilège des maîtres sur ceux qui prennent leur parti, privilège qu'elle recouvre en même temps. La critique de la société libérale ne peut s'arrêter devant le concept de classe, qui est aussi vrai et non vrai que le système du libéralisme. Sa vérité est la critique : il désigne l'unité dans laquelle se réalise la particularité de l'intérêt bourgeois. Sa non-vérité réside dans l'absence d'unité de la classe. Sa détermination immanente à travers les rapports de domination est le tribut qu'elle doit verser à sa propre particularité, à laquelle son unité profite. Devant son absence réelle d'unité, l'unité tout aussi réelle n'est pas encore devenue un voile.

## V

Dans l'économie de marché, la non-vérité du concept de classe était latente : à l'époque du monopole, elle est devenue aussi visible que sa vérité, la survivance des classes, est devenue invisible. La règle du jeu de la lutte, l'intérêt commun, qui maintenait ensemble les concurrents, a disparu de l'unité de classe dans une même mesure que la concurrence et sa lutte. S'il devient si facile pour la bourgeoisie de nier son caractère de classe vis-à-vis du prolétariat, c'est parce que dans les faits son organisation se débarrasse de la forme de consensus d'intérêts semblables, qui l'avait constituée en classe aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, et la remplace par l'autorité politique et économique directe des grands, qui pèse sur les partisans de ceux-ci et sur les travailleurs avec la même menace policière, les contraint aux mêmes fonctions et aux mêmes besoins, et rend de ce fait à peu près impossible pour les travailleurs de deviner le rapport de classe. Ce que prévoyait la théorie – à savoir l'existence de quelques rares propriétaires et d'une immense masse de dépossédés – s'est accompli, mais au lieu que l'essence de la société de classe ait par là éclaté au grand jour, elle est ensorcelée dans la société de masse, dans laquelle la société de classe trouve son achèvement. La classe dominante disparaît derrière la concentration du capital. Celle-ci a atteint une taille et gagné un poids mort à travers lesquels le capital s'expose comme institution, comme expression de la société tout entière. Le particulier usurpe le tout grâce à la toute-puissance avec laquelle il s'impose : l'ancien caractère fétiche de la marchandise, qui reflète les rapports entre les hommes comme des rapports entre les choses, s'achève dans l'aspect totalement social du capital. L'ordre entier de l'existence en est aujourd'hui venu à être semblable à ces choses. En lui la possibilité de la formation en classe est, pour le prolétariat, objectivement

entravée par le libre marché qui fut toujours déjà pour les travailleurs un mensonge, et finalement empêchée au moyen de mesures par la volonté consciente des dominants au nom du grand Tout qu'ils sont eux-mêmes. Les prolétaires, s'ils veulent vivre, doivent toutefois s'adapter. Partout l'autoconservation pousse le collectif à devenir une clique comploteuse. La division en dirigeant [*Führer*] et suiveur, qui s'accomplit dans la classe dominante elle-même, se reproduit sous la contrainte chez ceux d'en bas. Les syndicats deviennent des monopoles et les fonctionnaires des bandits, exigeant une obéissance aveugle de la part de ceux qui sont tolérés, terrorisant ceux qui restent au dehors, mais étant toutefois prêts à se montrer loyaux dans le partage du butin avec les autres détenteurs de monopole, pour autant que ceux-ci ne s'accaparent pas auparavant toute l'organisation pour leur compte, en un fascisme avoué. La marche du commerce met fin à l'épisode libéral ; la dynamique d'hier se révèle être le passé paralysé d'aujourd'hui et la classe anonyme être la dictature d'une élite autoproclamée. Même l'économie politique, dont la conception fixe par avance et de manière effroyable la théorie des libéraux, se dissout comme étant éphémère. L'économie est un cas particulier de l'économie, du manque organisé en vue de la domination. Les lois de l'échange n'ont pas conduit à la domination la plus récente en tant que forme historiquement adéquate de la reproduction de la société dans son ensemble au stade actuel, mais l'ancienne économie était parfois entrée dans l'appareil économique afin de démanteler celui-ci – par ailleurs alors en pleine disposition – et de se faciliter la vie. Avec une telle suppression des classes, la domination de classe parvient à elle-même. L'histoire est, d'après l'image de la dernière phase de l'économie, l'histoire des monopoles. Et d'après l'image de l'usurpation manifeste qui est exercée aujourd'hui en bonne intelligence par les dirigeants du Capital et du Travail, elle est l'histoire des luttes de bandes, des gangs et du racket.

## VI

Marx est mort alors qu'il travaillait à la réalisation de la théorie des classes et le mouvement ouvrier a laissé celle-ci dormir dans un tiroir. Elle n'était pas seulement le moyen d'agitation le plus efficace mais elle atteignit le stade du conflit à l'époque de la démocratie bourgeoise, du parti de masse prolétarien et des grèves, devant la victoire patente des monopoles et une expansion du chômage telle qu'il devint une seconde nature. Seuls les réformistes s'engagèrent à discuter de la question des classes, afin de cacher la trahison qui s'amorçait au moyen de la contestation de la lutte, de la reconnaissance statistique des classes moyennes et de la louange du progrès dominant. La dénégation mensongère des classes conduisit les responsables de la théorie à maintenir le concept de classe lui-même comme une pièce de théorie, sans le

pousser plus loin. Par là, la théorie fut prise en défaut de porter la coresponsabilité de la ruine de la pratique. La sociologie bourgeoise de tous les pays en a profité largement. Si au total celle-ci fut détournée en suivant Marx comme une boussole et est devenue apolitique à mesure qu'elle s'est raidie sur la neutralité axiologique [*Wertfreiheit*], son positivisme, sa véritable adhérence à la réalité factuelle, a pu ainsi encaisser le salaire de ses peines, là où les faits ne rendaient pas justice à la théorie atrophée qui, en tant qu'article de foi, déclina elle-même au rang de témoignage sur la réalité factuelle. Le nominalisme de la recherche – qui exila l'essentiel, c'est-à-dire le rapport de classe, dans la méthodologie sous la forme de l'idéal-type et laissa la réalité devenir cette occurrence extraordinaire à laquelle elle se contente de fournir un appareil – rejoignit les analyses qui convainquirent de traits oligarchiques la classe – dans ce qui est plus ou moins son équivalent spécifiquement politique: le parti –, traits que la théorie négligea ou ne prit en considération qu'avec mauvaise grâce comme un appendice du « capitalisme de monopole ». Plus on purifiait profondément les faits du concept concret, de leur relation à l'état actuel du système d'exploitation – relation immanente de manière déterminante à toute réalité factuelle – d'autant mieux ceux-ci entraient-ils dans le concept abstrait, cet ensemble de caractères qui couvre toutes les époques et qui, en tant qu'il est simplement extrait des faits, n'a plus aucun pouvoir sur eux. Oligarchie, idéologie, intégration, division du travail se transforment de moments de l'histoire de la domination, dont la sombre forêt est cachée par les arbres verts de la vie personnelle, en catégories générales de la socialisation humaine. Le scepticisme face à la prétendue métaphysique des classes est devenu ce qui constitue la norme dans les signes de la sociologie formelle: il n'y a pas de classe à cause des faits inflexibles; mais leur inflexibilité remplace la classe, et là où le regard sociologique cherche les pierres de la classe, il trouve toujours le pain des élites et fait quotidiennement l'expérience qu'il ne se vend tout simplement pas sans idéologie et qu'il est ainsi plus judicieux de s'en tenir aux formes de la socialisation et peut-être, le cœur saignant, de faire des affaires de l'incorruptible élite leur propre idéologie. Devant l'illusion *bene fondatum*, se référer à des contre-exemples, nier le caractère oligarchique du parti de masse ou reconnaître que la théorie est réellement devenue idéologie dans la bouche de ses fonctionnaires serait pure impuissance et apporterait simplement l'esprit apologétique dans la théorie contre laquelle les apologistes bourgeois ont tissé leurs filets. Il n'y a aucun secours possible lorsque la vérité des concepts sociologiques se tourne contre la non-vérité qu'elle produit. Ce que la sociologie produit contre la réalité des classes n'est pas autre chose que le principe de la société de classe: l'universalité de la socialisation est la forme sous laquelle la domination s'impose historique-

ment. L'unité abstraite elle-même, par l'établissement de laquelle la sociologie, à partir de faits aveugles, croit réalisée son image trompeuse d'une absence de classe, est la disqualification de l'homme en objet produite par la domination et qui gagne aujourd'hui également les classes. La neutralité sociologique répète la violence sociale et les faits aveugles derrière lesquels elle se retranche sont les débris du monde que détruit l'ordre avec lequel les sociologues s'accordèrent. Les lois générales n'opposent rien à un avenir sans lois, parce que leur universalité est elle-même la forme logique de la répression, dont il faut se débarrasser afin que l'humanité ne retombe pas dans la barbarie dont elle n'est pas du tout encore sortie. Que la démocratie soit oligarchie, cela ne tient pas aux êtres humains qui ne seraient pas mûrs pour la démocratie, de l'avis de leurs dirigeants qui eux le sont; mais cela tient à l'inhumanité qui grave le privilège dans la nécessité objective de l'histoire. Tandis que la domination nue des cliques se lève en fin de compte à partir de la dialectique de la classe, la sociologie qui a toujours pensé cela se trouve liquidée. Ses invariants formels se révèlent être des prévisions des plus récentes tendances matérielles. La théorie, qui aujourd'hui apprend de la conjoncture à reconnaître dans les classes les bandes, est la parodie de la sociologie formelle qui dénia les classes pour immortaliser les bandes.

#### IVII

Le lieu de la théorie marxiste des classes qui s'offre le plus ouvertement à la critique apologétique semble être la théorie de la paupérisation. La misère générale transforme les prolétaires en classe. Cela découle comme conséquence de leur place dans le processus de production de l'économie capitaliste et s'enracine avec ce processus dans l'intolérable. Ainsi la misère devient elle-même une force de la révolution qui doit surmonter la misère. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes et tout à gagner: le choix ne devrait pas leur être difficile, et la démocratie bourgeoise est à ce point progressiste qu'elle accorde un espace à l'organisation de classe, dont le poids numérique entraîne la subversion. On peut engager là-contre toutes les statistiques. Les prolétaires ont plus à perdre que leurs chaînes. Leur standard de vie, par rapport à la situation anglaise d'il y a un siècle que les auteurs du *Manifeste* avaient devant les yeux, ne s'est pas dégradé mais améliorée. Un temps de travail plus court, une meilleure nourriture, un logement et des habits, une protection des membres de la famille et des personnes âgées, une durée de vie moyenne plus élevée: voilà ce qui a échoué aux travailleurs avec le développement des forces de production techniques. Il ne peut plus être question d'affirmer que la faim est nécessaire à l'union sans condition et à la révolution. Pour cette raison, l'union comme la révolution de masse sont devenues

suspectes. L'individu progresse mieux dans l'organisation d'intérêts que dans celle qui s'oppose aux intérêts; la concentration de la puissance technico-militaire du côté des entrepreneurs est si formidable qu'elle renvoie d'avance le soulèvement à l'ancienne dans le domaine généralement toléré de la mémoire héroïque et le fait que la démocratie bourgeoise, là où sa façade existe encore, admette la formation d'un parti de masse qui pense à la révolution et parle d'elle est tout à fait improbable. Ainsi s'effondre la construction traditionnelle de la paupérisation. Seuls les contre-apologistes de la sociale-démocratie – dont les oreilles s'étaient déjà tellement émoussées devant leur propre hurlement qu'ils ne comprenaient même plus la raillerie de leurs efforts qui retentissait à partir de l'expression de paupérisation relative – pouvaient parvenir à raccommoquer cette construction à l'aide de ce concept de paupérisation relative, ainsi qu'on essayait de le faire depuis l'époque de la querelle du révisionnisme. Une considération sophistiquée de son domaine de validité. C'est toutefois un concept strictement économique, défini par la loi absolue de l'accumulation. Armée de réserve, surpopulation, paupérisme croissent proportionnellement au « capital en fonctionnement<sup>6</sup> » et font baisser en même temps les salaires. La paupérisation est la négativité du libre jeu des forces dans le système libéral, dont le concept est conduit par l'analyse marxiste *ad absurdum*: la pauvreté sociale augmente avec la richesse sociale dans le cadre des rapports de production capitalistes, à cause de la contrainte systémique immanente. On présuppose le déroulement paisible et autonome du mécanisme économique, ainsi que la théorie libérale le postule: l'équilibre du *tableau économique* à analyser. Tout le reste est payé en supplément aux « circonstances » qui se modifient, « dont l'analyse n'a pas sa place ici<sup>7</sup> ». Toutefois la théorie de la paupérisation elle-même se révèle par là dépendante du double caractère de la classe, de la différence que contient son concept entre répression médiate et immédiate. La paupérisation atteint un point tel que la classe bourgeoise est réellement anonyme et inconsciente et qu'elle et le prolétariat sont dominés par le système. Au sens d'une nécessité purement économique, la paupérisation s'accomplit de manière absolue: si le libéralisme était réellement ce libéralisme que Marx a pris au mot, le paupérisme consisterait alors en un monde pacifié, qui se manifeste aujourd'hui dans les pays belliqueux asservis. Mais la classe dominante n'est pas seulement dominée par le système, elle domine à travers le système et en définitive le domine elle-même. Les circonstances qui se modifient restent extraterritoriales par rapport au système de l'économie politique, mais centrales dans l'histoire de la domination. Dans le processus de liquidation de l'économie, elles ne sont pas des modifications mais bien l'essence elle-même. À ce point, elles affectent

la paupérisation: celle-ci n'est pas autorisée à se manifester, afin ne pas faire sauter le système. Dans son aveuglement, le système est dynamique et accumule la misère, mais l'autoconservation que le système réalise par une telle dynamique trouve également son terme, en regard de la misère, dans ce caractère statique qui met depuis toujours le point d'orgue à la dynamique préhistorique. Moins l'appropriation du travail d'autrui s'accomplit, dans la période monopolistique, par les lois du marché, moins s'accomplit également la reproduction de la société dans sa totalité. La théorie de la paupérisation implique immédiatement des catégories du marché sous la forme de la concurrence des travailleurs à travers laquelle le prix de la marchandise force de travail chute, tandis que cette concurrence, avec tout ce qu'elle signifie, est devenue aussi fragile que la concurrence des capitalistes. Avec celle de l'accumulation, la dynamique de la misère est immobilisée. L'amélioration ou la stabilisation de la situation économique de ceux d'en bas est extra-économique: le standard plus élevé est payé par les rentrées ou les profits des monopoles, non par le biais du capital variable<sup>8</sup>. On trouve une aide allouée aux chômeurs même là où elle n'est pas déclarée, là où l'apparence de travail et de salaire se maintient de manière serrée: les primes, argent de poche du point de vue des dominants. La bonne volonté et la psychologie n'ont rien à voir avec cela. La raison de tels progrès est l'autoconscience qu'a le système des conditions de sa perpétuation et non pas la mathématique inconsciente des modèles. Le pronostic de Marx se vérifie d'une manière inattendue: la classe dominante est si fondamentalement nourrie par le travail d'autrui qu'elle lie son destin – devoir nourrir les travailleurs – à sa propre affaire et assure aux « esclaves une existence à l'intérieur de son esclavage », pour attacher les siens. Au début la pression des masses, la révolution potentielle, aurait pu opérer un retournement. Plus tard, avec la consolidation du pouvoir des lieux centraux des monopoles, la situation de la classe laborieuse aura été toujours davantage améliorée par la perspective d'avantages situés au-delà d'un système économique définit par sa propre fermeture – et non pas immédiatement par le moyen des profits coloniaux. L'établissement définitif du pouvoir entre en ligne de compte dans tous les postes du calcul. La scène sur laquelle se produit le cryptogramme, la misère quasi censurée, c'est toutefois l'impuissance politique et sociale. Elle fait ainsi de tous les hommes de simples objets d'administration des monopoles et de leurs États comme l'étaient à l'époque du libéralisme uniquement ces pauvres qu'on a laissé mourir au cœur même de la haute civilisation. Cette impuissance permet la poursuite de la guerre dans tous les pays. Comme cette dernière confirme ultérieurement que les *faux frais* de l'appareil de pouvoir sont des investissements rentables, elle encaisse le crédit de la misère, que les cliques dominantes ajournaient

intelligemment, tandis que leur intelligence trouve toutefois dans la misère sa limite inamovible. Seule leur chute, et non une manipulation comme toujours voilée, supprimera la misère.

### VIII

« Ce qui tombe, vous devez le pousser<sup>9</sup> ». La phrase de Nietzsche exprime sous la forme d'une maxime un principe qui définit la pratique réelle de la société de classe. Cela devient une maxime uniquement contre l'idéologie de l'amour dans un monde de haine : Nietzsche appartient à la tradition de cette pensée bourgeoise qui depuis la Renaissance, à partir de la révolte contre la non-vérité de la société, met en jeu sa vérité de manière cynique comme idéal contre l'idéal et a contribué par la violence critique à l'affrontement de cette autre vérité, qu'elle raille de la plus terrible façon comme étant la non-vérité en quoi elle est changée par envoûtement depuis la préhistoire. La maxime dit toutefois plus que la thèse de la guerre de tous contre tous, qu'on trouve au début de l'époque de la libre concurrence. L'alliance de la chute et de l'impulsion est un chiffre du vénérable double caractère de la classe, qui n'est manifeste qu'aujourd'hui. La tendance objective du système est toujours redoublée, estampillée, légitimée, par la volonté consciente de ceux qui en tiennent les commandes. Par conséquent le système aveugle est la domination ; pour cette raison, il profite toujours aux dominants, également là où il est ouvertement menaçant ; les services d'accouchement des dominants attestent du savoir de cela et érigent à nouveau le sens du système lorsqu'il est voilé par l'objectivité du régime historique, sa propre figure aliénée. Il existe une tradition appartenant au libre commerce bourgeois et qui conduit de la conspiration des poudres<sup>10</sup> – peut-être même du renversement des Hermès à Athènes<sup>11</sup> – jusqu'à l'incendie du Reichstag, et les intrigues comme la corruption de Hindenburg ou la rencontre chez le banquier Schroeder<sup>12</sup> – sur lesquels le connaisseur des tendances objectives jette un coup d'œil désintéressé comme sur des coïncidences dont se sert l'esprit malin du monde [*Weltungeist*] pour se réaliser ainsi à travers elles – ne sont pas du tout le fruit du hasard : ce sont des actes de la liberté, qui témoignent de ce que la tendance objective historique devient à tel point une mystification qu'elle ne s'accorde pas sans autre avec les intérêts subjectifs de ceux qui commandent à l'histoire au moyen de l'histoire. La Raison est encore plus rusée que ne pouvait l'attester Hegel. Son secret est moins celui des passions que celui de la liberté elle-même. Celle-ci, dans la préhistoire, signifie que les cliques disposent de cet anonymat du désastre qu'on appelle le destin. Elles sont vaincues par l'apparence de l'essence, qu'elles ont elles-mêmes introduite dans le jeu, et pour cette raison ne sont vaincues qu'en apparence. L'histoire est le pro-

grès dans la conscience de leur propre liberté à travers l'objectivité historique et cette liberté n'est rien d'autre que l'image inversée de la non-liberté des autres. C'est la véritable interaction de l'histoire et des bandes, « l'identité intérieure [...] dans laquelle [...] la nécessité est élevée à la liberté<sup>13</sup> ». L'idéalisme, à qui on a reproché à bon droit sa transfiguration du monde, est en même temps la plus terrible vérité sur le monde : même dans le moment de sa positivité – la théorie de la liberté – il contient de manière transparente l'image de couverture de son contraire, et c'est précisément là où il détermine les êtres humains comme rescapés que ceux-ci, dans la préhistoire, sont devenus esclaves du malheur le plus complet. Ce n'est certes pas dans l'État prussien mais dans le charisme du *Führer* que la liberté parvient à elle-même en tant que répétition de la nécessité. Lorsque les masses ne prêtent plus l'oreille aux discours sur la liberté qu'à contrecœur, ce n'est pas seulement la faute de ceux-ci ou de leur abus, entraîné par le nom lui-même. Elles pressentent que le monde de la contrainte était précisément celui de la liberté, de la disposition, de la composition et qu'était libre celui qui pouvait se le permettre. Ce qui serait autrement est sans nom et ce qui en tient à peu près lieu aujourd'hui – solidarité, douceur, prévenance, égard – n'a qu'une mince ressemblance avec la liberté de ceux qui aujourd'hui sont libres.

### IX

L'impuissance sociale du prolétariat, dans laquelle les tendances à la paupérisation économique et l'amélioration extra-économique du standard de vie, en renvoyant l'une à l'autre, trouvent leur résultante, n'a pas été prévue comme telle par la théorie. À l'examen prédominant de la première tendance correspond cette attente, que le poids de la pauvreté devienne immédiatement une force contre les oppresseurs. Mais la pensée de l'impuissance n'est pas étrangère à la théorie. Elle apparaît sous le nom de déshumanisation. L'industrie menace de déformer la conscience, par la manière dont elle fait des victimes, mutilés physiquement, malades ou déformés. Le fait de brutaliser les travailleurs, qui font subir de manière contrainte une nouvelle fois ce qu'ils ont subi à ceux qui sont dépendants d'eux, ainsi que leur aliénation croissante par le procès de travail mécanisé méritent une mention expresse. La question n'a pas été posée de savoir comment des êtres à ce point déterminés peuvent être capable d'action, laquelle n'exige pas simplement intelligence, vue d'ensemble et présence d'esprit, mais aussi d'être capable d'un extrême sacrifice de soi. Le danger de psychologisme – et l'auteur d'une « psychologie du socialisme » n'est pas par hasard devenu finalement fasciste comme les sociologues de l'essence du parti – est prévenu dès l'origine, bien avant que la philosophie bourgeoise ne s'acharne à défendre son objectivité dans la sphère de la

connaissance. Marx ne s'est engagé dans aucune psychologie de la classe ouvrière. Elle présuppose l'individualité, une sorte d'autarcie des corrélations de motivations dans l'individu. Une telle individualité est elle-même un concept socialement produit, qui tombe sous le coup de la critique de l'économie politique. L'individu est déjà en grande partie idéologie à l'époque de la concurrence bourgeoise, et l'individualité est refusée à ceux d'en bas par l'ordre de la propriété. La déshumanisation ne peut rien vouloir dire d'autre. La confrontation avec le prolétariat désavoue le concept bourgeois d'être humain tout autant que le concept de l'économie bourgeoise. Il fut retenu simplement pour être exposé dans sa propre contradiction, mais sans être confirmé par une « anthropologie » marxiste. Avec l'autonomie de l'économie de marché et l'individualité bourgeoise formée sur elle, c'est également son contraire qui a disparu : la déshumanisation sanglante de ce que la société répudie. L'image du travailleur rentrant ivre la nuit et rouant de coups sa famille est concise au plus haut point : sa femme doit craindre plus que lui le *social worker* qui la conseille. En effet, il ne saurait être aucunement question d'un abrutissement du prolétaire qui ne comprendrait même plus son propre procès de travail. Le haut degré de division du travail a certes éloigné toujours plus le travailleur du produit final assemblé, alors qu'il était familier à l'artisan, mais en même temps il a rapproché toujours davantage les processus individuels de travail entre eux dans leur disqualification, de sorte que celui qui sait faire une chose peut virtuellement faire toutes les autres et comprendre le tout. Celui qui travaille à la chaîne chez Ford et doit effectuer toujours le même geste sait parfaitement ce qu'il en est de la voiture achevée, qui ne renferme aucun secret ne pouvant être représenté d'après l'échantillon de ce geste. Même la différence entre le travailleur et l'ingénieur, dont le travail lui-même est mécanisé, devrait peu à peu se réduire à un simple privilège ; le besoin de guerre en techniciens spécialisés révèle combien les différences sont flexibles et à quel point les spécialistes n'en sont plus. Toutefois, aussi peu la misère d'autrefois s'est-elle transformée en révolution, aussi peu cela apporte-t-il pour l'instant de changement à l'impuissance. Les mécaniciens intelligents d'aujourd'hui sont aussi peu devenus des individus que les pensionnaires sourds des *working houses* il y a un siècle ne l'ont été, et il n'est à vrai dire pas vraisemblable que leur individualité active la révolution. Pendant ce temps, le procès de travail dont ils comprennent les modèles encore plus en profondeur que celui qu'ils ne comprenaient pas autrefois : il est devenu un « voile technologique ». Ils prennent part au double caractère de la classe. Si le système a mis un frein à la déshumanisation, qui menaçait les dominants au point de les atteler à leur propre inhumanité, le jugement de Marx à propos du fait que le système produirait le prolétariat s'est révélé exact dans une mesure qui n'était absolument pas prévisible. Les êtres

humains, à cause de leurs besoins et des exigences omniprésentes du système, sont véritablement devenus des produits de celui-ci : la déshumanisation des êtres civilisés atteint son achèvement à l'époque du monopole sous la forme de leur propre et saisissante réification, et non comme une barbarie incompréhensible ; elle s'effondre même avec leur civilisation. La totalité de la société fait ses preuves en réquisitionnant ses membres non seulement en chair et en os, mais en les créant à son image. En dernière instance, c'est cela qui est visé par la polarisation de la tension entre puissance et impuissance. Le monopole ne paye que ceux qui sont comme lui de ses attentions, sur lesquelles repose aujourd'hui la stabilité de la société. Se rendre identique à celle-ci, se civiliser, s'intégrer requiert toute l'énergie qui pourrait rendre les choses différentes, jusqu'à ce que de l'humanité toute entière conditionnée émerge la barbarie qu'elle est. Tandis que les dominants reproduisent de manière entièrement planifiée la vie de la société, ils reproduisent même par là l'impuissance de ceux qui sont planifiés. La domination émigre dans les êtres humains. Ils n'ont pas besoin d'être « influencés », comme sont enclins à le penser les libéraux en vertu de leur représentation du marché. La culture de masse les rend simplement toujours encore tels qu'ils sont de toute façon sous la contrainte du système, elle contrôle les lacunes, intègre encore la part officielle d'opposition à la pratique comme *public moral* de celle-ci et leur prépare des modèles à imiter. Les films auxquels déjà ne croient pas entièrement ceux qui sont identiques ne sont capables d'aucune influence sur ceux qui sont différents : avec les restes d'autonomie disparaissent aussi les restes des idéologies, qui opéreraient la médiation entre l'autonomie et la domination. La déshumanisation n'est pas une puissance extérieure, cette propagande toujours identique, elle n'est pas une exception de la culture. Elle est exactement l'immanence des opprimés dans le système, qui s'est au moins une fois manifestée à travers la misère, alors qu'aujourd'hui sa misère consiste en ce qu'elle ne peut plus se manifester, en ce qu'elle soupçonne la vérité d'être de la propagande, alors qu'elle accepte la propagande culturelle qui, fétichisée, se change en folie de la réflexion sans fin d'elle-même. Mais par là, la déshumanisation est en même temps son contraire. La réification trouve sa limite dans les êtres humains réifiés. Ils rattrapent les forces productives techniques, dans lesquelles se cachent les rapports de production : ceux-ci perdent ainsi au travers de la totalité de l'aliénation l'horreur de leur caractère étranger et bientôt peut-être également leur pouvoir. Ce n'est que lorsque les victimes acceptent entièrement les traits de la civilisation dominatrice qu'ils sont capables d'arracher cette domination. Ce qui reste de la différence se réduit à l'usurpation nue. Ce n'est que dans son anonymat aveugle que l'économie apparaît comme destin : son envoûtement est brisé par l'horreur d'une dictature voyante. La pseudo-

morphose de la société de classe en une absence de classe a ainsi réussi certes à absorber les opprimés mais aussi à ce que toute oppression soit devenu manifestement inutile. Le vieux mythe dans sa toute-puissance la plus récente est tout à fait faible. Si la dynamique fut toujours la même, alors sa fin aujourd'hui n'est pas la fin.

- 1 *Sociologische Schriften I*, Gesammelte Schriften 8, Suhrkamp Verlag : Frankfurt am Main, 1997 (1972), pp. 373-391.
- 2 Nous nous permettons de former le néologisme *inéquité* pour traduire *Unrecht* (injustice) afin de tenter de rendre l'écho que lui renvoie *im gerechten Tausch*, c'est-à-dire ici et après Marx le rapport d'échange se présentant comme « juste » parce que représenté comme échange d'équivalents – d'où la traduction par échange *équitable*, en un sens lui-même à épurer de toute connotation morale. Comme le suggère Marx dans la *Critique du programme de Gotha*, le concept bourgeois de droit (*Recht*) trouve ses racines dans l'échange d'équivalents qui règle la sphère de circulation des marchandises (Ndt).
- 3 Cf. Jacob Burckhardt, *Griechische Kulturgeschichte*, t. I, 4<sup>e</sup> édition, Stuttgart 1908, p. 164, note 5.
- 4 Ernst Troeltsch, *Der Historismus und seine Probleme*, Tübingen, 1922, p. 315.
- 5 Allusion au mythe grec d'Oknos, condamné pour l'éternité à tresser avec ses dents une corde qu'un âne mange et défait au fur et à mesure (Ndt).
- 6 Cf. Marx, *Kapital I*, éd. Adoratskij, p. 679 f. (Trad. française par J.P. Lefebvre, *Le Capital, Livre 1*, Paris, PUF, p. 723)
- 7 *Ibid.*
- 8 Adorno écrit ici « v. », c'est-à-dire, selon toute vraisemblance, l'abréviation standard utilisée par Marx pour désigner le capital variable.
- 9 Adorno cite ici approximativement le passage suivant d'*Also sprach Zarathoustra* (3<sup>e</sup> partie, Von alten und neuen Tafeln, 20) : « *Aber ich sage : was fällt, das soll man auch noch stossen!* » (Ndt).
- 10 En 1605, un groupe de catholiques anglais prépara un attentat contre le roi Jacques 1<sup>er</sup> et une partie de l'aristocratie en posant des barils de poudres dans les caves de Westminster. L'attentat échoua à la suite d'une dénonciation. L'épisode est retenu sous le nom de conspiration des poudres (Ndt).
- 11 Référence à l'épisode des mutilations des statues d'Hermès à Athènes en 415 av. J.-C., à la veille de l'engagement de la cité dans la guerre du Péloponnèse (Ndt).
- 12 Allusion à la rencontre chez le baron et banquier von Schroeder, le 4 janvier 1933, de von Papen, ancien chancelier, et de Hitler afin d'évoquer l'arrivée au pouvoir de ce dernier (Ndt).
- 13 Hegel, *Sämtliche Werke*, éd. Glockner, t. 4 : *Wissenschaft der Logik*, 1<sup>re</sup> partie, Stuttgart 1928, p. 719. (Trad. française par G. Jarczyk et P.-J. Labarrière, *Science de la logique*, t. 1, livre 2, Paris : Aubier, p. 294).

## Interventions



## Cyril Gispert

ATER en Science politique, université Montpellier 1

# Politique d'Adorno

**En 1966, sept ans après la publication du programme de Godesberg** du Parti social-démocrate Allemand (SPD), Theodor W. Adorno envisage d'en écrire une critique fondamentale sur le modèle de la *Critique du programme de Gotha* de Karl Marx de 1875. La République fédérale allemande est alors dirigée par une « grande coalition » réunissant, dans un même gouvernement, le SPD et les conservateurs de la démocratie chrétienne. Une alliance contestée par la gauche intellectuelle proche de l'Institut pour la recherche sociale de Francfort, que l'auteur des *Minima moralia* dirige depuis le départ à la retraite de Max Horkheimer en 1958. L'adaptation du socialisme démocratique à l'économie de marché, à la défense de la propriété privée des moyens de production, son alignement sur les positions du bloc atlantiste sont considérés par Adorno comme régressives et dangereuses pour le devenir de l'émancipation. Il s'insurge notamment contre l'ambivalence du programme socialiste sur la question de la juste répartition des biens matériels « formulé comme si c'était possible sans socialisation des moyens de production, comme une simple affaire de négociation » et réprovoque une critique politique qui ne se contente plus que de pointer « des contradictions, et non pas la contradiction » de la domination sociale.

Toutefois, en dépit de l'engagement de publication donné à Hans Magnus Enzensberger, directeur de la revue *Kursbuch*, Adorno se rétracte et préfère, en suivant les conseils de Max Horkheimer, ajourner tout travail sur les transformations de la social-démocratie qui puisse apporter de « l'eau au moulin de tous ceux qui secouent la démocratie durement ébranlée ». Un recul dont il s'excuse auprès d'Enzensberger en prétextant le manque de temps, la fatigue et surtout le travail que lui demande la rédaction de la *Dialectique négative*. La critique du socialisme post-socialiste du SPD, dont il ne cesse jusqu'à sa disparition de condamner les renoncements, est ainsi reportée *sine die* pour des raisons de « conscience » et l'achèvement de son œuvre majeure. La *Dialectique négative*, que l'auteur s'est refusé à présenter comme une méthodologie appliquée de ses travaux et réflexions est l'occasion pour Adorno de « mettre carte sur table » et d'écrire ce qu'il considère être son « antisystème ».

## Interpréter et transformer le monde

Contre le gel de la réflexion dans le mouvement réel et le bannissement de l'activité, Adorno souhaite arracher au matérialisme marxiste ses fragments les plus subversifs, encore assez affûtés pour saper un monde dominé par la marchandise et la condamnation de la praxis. La « souffrance » évoquée dans la *Dialectique négative*, qui renvoie aux multiples mutilations et anéantisements que le règne de l'équivalence généralisée et de l'identité (du même) fait subir aux hommes, est au cœur de cette politique de la subversion. Cette dénonciation du malheur n'est jamais chez Adorno le prétexte d'un recours à la règle morale, selon lui coupable depuis Kant de facticité et de duplicité, mais une ouverture à l'élément générique du négatif. La « douleur » médiatise la praxis, elle est sa part de non identique, le substrat de vérité qui conditionne le possible de l'émancipation. Toutefois, l'activité formatrice peut-être aussi « souffrance » lorsqu'elle est interdiction de penser et se transforme en censure. L'autoréflexion de la praxis – le retour de la pratique sur elle-même – est le « contrepoison » d'une politique de la « douleur » qui soit organisation de l'émancipation et non reproduction de l'Ordre dominant. À partir de cette subversion de toutes les stratégies de l'identité – ayant comme point de départ le cri du mutilé – Adorno définit le *telos* d'un socialisme antisystémique « dans la négation de la souffrance physique du moindre de ses membres et dans les formes de la réflexion, intérieures à cette souffrance ».

De toute évidence, la détermination de la politique par les rapports de classe, la centralité du prolétariat dans le processus historique, est absente du socialisme « antisystème » d'Adorno, « l'histoire n'a pas un sujet global qu'on puisse construire, de quelque manière que ce soit ». Sa définition de la dialectique comme médiation de la médiation lui interdit d'accorder à une catégorie de la population le primat de la souffrance et la propriété de l'espérance. S'il reconnaît que l'antagonisme de classes contribue au maintien de la société marchande, Adorno se refuse à arrêter la praxis dans l'un des deux antagonistes. Le point de vue de « l'humanité sociale » lui semble plus approprié au dévoilement d'une société devenue l'« interconnexion intégrale des fonctions » que ne lui paraît être celui de la « classe ouvrière », générateur de positif et d'absolu. L'espoir de la transformation, l'impératif de l'émancipation sont logés à l'épicentre de la négation du négatif, soit dans le mouvement déterminé de « l'humanité sociale » sur elle-même. Il s'agit d'ébranler la fausseté, le dédoublement irréel de la réalité, en créant du trouble et de la dissidence, en extériorisant la mutilation, en organisant le cri du social, malgré « l'emprise » de la positivité marchande. L'espoir de subversion – comme libération dans et à partir de la « souffrance » – et la résistance sans compromis sont immanents aux dissociations organiques des sociétés totales « la socialisation totalitaire

couve objectivement son terme antagoniste sans qu'on puisse dire aujourd'hui s'il s'agit de la catastrophe ou de la libération ». Cette indétermination historique ne trouve pas chez Adorno son salut dans l'espérance objectivée.

La « rébellion » contre ce qui est imposé, le rejet de tout compromis et la politisation de la « souffrance » dans la subversion subversive du matérialisme ne doivent pas être assimilés à un retour de la théorie critique aux seuls écrits de jeunesse de Karl Marx. Theodor Adorno refuse et dénonce systématiquement les travers régressifs de la seule critique de l'aliénation dont la systématisation conceptuelle présuppose une stratégie positive de réconciliation. L'objectif de l'émancipation ne doit pas, selon lui, être retrouvé « dans l'origine, dans le fantasme d'une nature bonne » car celle-ci ne se constitue qu'à partir du but. Néanmoins, l'énergie et l'acuité critique des textes qui précèdent *La Misère de la philosophie* et le *Manifeste communiste* sont un réservoir de radicalité qui sert le projet d'un socialisme du négatif. Cette politique du mutilé et de la négation est ainsi déjà présente dans l'injonction de Marx à exercer « une critique impitoyable de tout l'ordre établi, impitoyable en ce sens que la critique ne craint ni ses propres conséquences ni le conflit avec les puissances existantes ». L'opposition irréconciliée et irréconciliable d'Adorno à tout ce qui peut procéder et participer à la reproduction de l'identique perpétue cette tradition d'insoumission, d'intolérance « impitoyable » contre toutes les formes de domination. À l'aune de cette radicalité « antisystémique », la dialectique de la praxis et de la théorie s'actualise dans la mutualisation dynamique et réciproque de leurs propriétés, transformation et interprétation ne sont plus figées dans leur séparation.

La politique et le social ne sont donc pas absents de sa pensée, mais l'exigence de radicalité, l'impératif de subversion conduisent Adorno aux frontières du matérialisme et de la métaphysique dans un effort théorique où activité formatrice et pensée de la transformation ne connaissent jamais de repos. Le social n'est pas réductible à l'économie comme la politique ne se résume pas à la détention du pouvoir, la libération de « l'humanité sociale » est aussi son émancipation des contraintes pétrifiées de la société marchande, de l'emprise des déterminations factices. Rien n'échappe à la reproduction du capital, à la régression « préhistorique » de l'humanité dans la barbarie de la subsumption totale, « les spontanités humaines individuelles (et dans une large mesure même celle qu'on croirait d'opposition) sont condamnée à la pseudo-activité, et potentiellement à la débilité ». La transformation de la politique par le social, ou la révolution du social par la politique n'exorcissent la catastrophe qui les menacent que par la récursivité réflexive de leur mouvement : le social doit s'émanciper du social et révolutionner, en se révolutionnant, une politique libérée d'elle-même. En dehors de cette médiation subversive et perma-

nente « l'emprise de l'envoûtement » condamne les activités spontanées ou organisées à accroître la domination des puissances qu'elles pensent et souhaitent combattre. Parmi les obstacles à une praxis de la médiation, outre l'affirmation d'un absolu, le « principe de réalité » et le « désespoir » sont l'un et l'autre la double dimension d'un même défaitisme qui guette l'activité quant elle ne se fait pas autoréflexion critique. Par « principe de réalité » Theodor Adorno entend la sécularisation de « l'emprise mythique » – l'équivalent pour les sociétés humaines du caractère fétiche de la marchandise – devenue « interpénétration du réel », que les individus tiennent pour la vie. Une naturalisation de l'irréel qu'Adorno résume ainsi : « plus la socialisation s'empare inexorablement de tous les moments d'immédiateté humaine et interhumaine, plus il devient impossible de se souvenir que cet entrelacs est quelque chose d'advenu ; plus l'illusion de nature est irrésistible ». Le désespoir n'est autre dans ce contexte que « la dernière idéologie historiquement et socialement conditionnée ».

La politique du négatif est extérieure à l'ordre social constitué, à ses simulacres. Elle est lutte constituante contre le constituant. Car le pouvoir, s'il n'est soumis à une entreprise nécessaire et continue de désarticulation « n'est pas dérangé, reste comme il est et peut même ressurgir à volonté absolument intact dans des constellations de pouvoir modifiées ». Il s'agit de prendre le pouvoir contre le pouvoir et la totalité sociale. Si la pensée d'Adorno n'est sans paradoxes et ambivalences, elle contient assez de charges contre l'ordre établi pour lever toute ambiguïté sur son réel contenu politique et stratégique. Il est assez aisé de saisir, au travers des éléments de cet « antisystème », les linéaments d'une critique radicale de la social-démocratie « réellement existante », telle qu'elle se manifeste au monde depuis l'adoption du Programme de Godesberg en 1959.

Une social-démocratie dont la structure et les articulations internes conduisent à la démission devant le « principe de réalité », à l'identification du social à la société telle qu'elle se donne à voir sous la domination du capital et de ses fétiches. Cette objectivation de la politique socialiste dans l'administration institutionnalisée (le *welfare state*) des hommes est à l'opposé de l'exigence de négatif défendue par Theodor Adorno. Et, dans son engagement contre la « grande coalition » de 1966, s'éclaire sa critique d'une politique au « repos », arrêtée et ouverte aux interpénétrations du « non vrai ». Cet arrêt dans l'immobile, dans la déformalisation de la pratique et la désobjectivation des consciences, n'est pas étranger aux déclarations du Programme de Godesberg. En déclarant à Max Horkheimer que seul le « un retour raisonné sur soi » du SPD peut lui éviter de « s'abîmer totalement », il dénonce par la même occasion « l'envoûtement » du « compromis » dans une praxis réforma-

trice qui, en croyant lutter contre la « souffrance », contribue à la reproduction élargie du malheur social.

Les présupposés empiristes qui fondent la pratique réformiste contribuent à la banalisation d'un état d'exception « la liberté est oubliée. La non-liberté s'accomplit dans une invisible totalité qui ne tolère plus de lieu extérieur d'où on pourrait la saisir et la briser. Le monde tel qu'il est devient l'unique idéologie et les hommes en sont un élément. Même là règne encore le caractère dialectique de la justice : elle se prononce sur l'individu, prototype et agent d'une société particulariste et non libre ». Le projet social-démocrate « postsocialiste », qui n'aspire plus à la radicale transformation du constituant par la socialisation sociale, défend au contraire la nécessaire réconciliation de celui-ci et du constitué dans les formes de leur dédoublement fonctionnel « dans une identité qui justifie le monde ». Le constitué, composé de l'ensemble des « machineries » sociales, doit ainsi correspondre au constituant objectif, c'est-à-dire à la démocratie dans un régime de totale « non-liberté ». Il ne s'agit plus d'une violence exercée sur le non identique par l'activité pure de l'organisation mais d'une entreprise de désobjectivation où le parti est acteur (sujet) de sa propre subsomption : « l'identité devient l'instance d'une doctrine de l'adaptation dans laquelle l'objet auquel le sujet doit s'orienter rend à ce dernier ce que le sujet lui a infligé. Il doit accepter la raison contre sa raison ». La social-démocratie de l'après Godesberg prétend organiser la réconciliation du non identique et de l'identique par l'effacement du social et l'anéantissement de la politique.

### Politique de l'utopie, fragments d'émancipation

Comme il a été dit plus haut, l'« antisystème » repose sur une dialectique de la médiation et de la négation, porteuse d'un mouvement irréductible contre ce qui se laisse fixer ou se pense comme premier. En dépit de leur caractère fragmentaire et parfois énigmatique, les derniers travaux d'Adorno découvrent les linéaments complexes d'un socialisme « antisystémique », à la fois souffrance de l'utopie et libération par l'utopie, conçu pour échapper à l'affirmation autoritaire et positive de la pratique. La tendance à vouloir réconcilier praxis et théorie (dans ce qu'il appelle le « décisionnisme ») constitue un obstacle à l'arrêt de la catastrophe qui menace, ici et maintenant, « l'humanité sociale ». L'émancipation telle qu'il l'entend, pour être émancipatrice, doit être sans image, sans lieu, sans doctrine, sans modèle, elle doit être négation déterminée de tout ce qui est pour que l'espoir – né avec le mouvement ouvrier et la théorie socialiste – ne puisse s'abîmer dans l'apparence de son dédoublement réifié. Toujours soucieux de ne pas établir des codes qui puissent faire système, Theodor Adorno ne donne pas de définition de l'utopie qui corresponde aux cri-

tères en usage. Elle est « ce qu'on ne peut pas subsumer sous l'identité » et s'enracine « dans ce qui s'est conjuré afin qu'elle ne se réalise pas », l'utopie est à la fois « l'ontologie des conditions fausses » de la société marchande et conscience du possible. Jamais confondu avec l'immédiatement réel qui « fait obstruction à l'utopie », le possible apparaît « au milieu de ce qui est établi » et des fétiches comme une pure abstraction spéculative. Derrière cette abstraction apparente se cache la part d'existence négative, la souffrance « attachée au concret comme à ce qui n'est pas défiguré ». Étrangère à toute résignation, la pensée « obstinée » n'ambitionne pas de consoler ou d'amoindrir la douleur, c'est au contraire dans le dérangement des hiérarchies, la dématérialisation du monde objectivé, la « dislocation » des figures apprêtées que « la conscience du possible » devient pratique de la transformation. Cependant, Adorno constate que la conjuration des fétiches, de la valeur et des politiques constitue un puissant obstacle au réveil utopique : « La prépondérance de l'objectivité dans les sujets, qui les empêche de devenir sujets, empêche tout autant la connaissance de l'objectif. »

Les mutilations engendrées par les contraintes systémiques ont atteint dans leurs chairs et leurs fonctions cérébrales les individus sociaux, au point d'entraîner une régression progressive des consciences sous la tutelle du semblable et de l'identique. Ce ré-ensauvagement de l'espèce, que manifeste la glaciation du moment subjectif dans l'objectif, tend à emprisonner l'Homme dans l'appareil de sa survie et à détériorer les possibilités subjectives d'une échappée critique : « schizophrénique, la liberté subjective est un élément destructeur qui intègre bien davantage encore les hommes à l'emprise magique de la nature ». L'utopie négative ne peut alors avoir recours aux traditionnels subterfuges que sont la projection dans un au-delà ou en-deçà historique (ce qu'Adorno reproche, entre autres, à l'ontologie heideggerienne) et l'émergence d'un Sujet démiurgique. Dans les deux cas, la théorie et la pratique de la libération conduit au renforcement de l'emprise, à l'expansion de l'hybridation. La subversion – cette « connaissance qui veut l'utopie » – est plutôt à chercher dans les formes imbriquées du sujet et de l'objet, dans leurs médiations réciproques, que dans leur opposition stérile et stérilisante. Si le primat de l'objet, tel qu'il organise les sociétés modernes, a réduit la pensée à l'impuissance végétative, c'est néanmoins dans l'échec de l'identification que le négatif peut devenir « le moteur de son désensorcellement ». Ce négatif est à la fois vrai et apparence : « vrai parce que rien n'échappe à la domination qu'il a amenée à sa forme pure ; non vrai parce que dans sa collusion avec la domination, il n'est pas du tout l'esprit pour lequel il se prend et se donne ». Et c'est aux marges de cette contradiction ontologique de l'apparence et de la non-apparence que la pratique transformatrice devient nécessairement utopie post-humaine, médiation de la médiation, démythologisation de l'*Aufklärung*. La

liberté ne doit plus être conçue de manière abstraite et subjective mais reconsidérée dans son extranéité à la société « réellement existante », dans son corps à corps avec le non vrai de l'équivalence généralisée.

Cependant, l'exigence d'Adorno à l'égard de la pensée utopique n'en reste pas moins grande, la critique pour être critique et « conscience du possible » doit en permanence se protéger d'elle-même. Une protection qui relève autant de l'« acrobatie cérébrale » qu'elle peut se rapprocher par certains traits de la « clownerie », car il continue de penser que : « quelle que soit l'action que l'individu ou le groupe entreprennent contre la totalité dont ils font partie, cette action est contaminée par ce que la totalité a de mauvais, et celui qui ne fait rien ne l'est pas moins ». La politique de l'utopie est donc une politique des interstices, une théorie des trous, des frontières et des interfaces. Rares sont les passages de la *Dialectique négative* qui en disent plus, maigres sont les ressources disposées au regard du lecteur, la peur de la corruption par la totalité et l'activisme de la pratique dominant l'auteur. Une prudence qu'il justifie par les conditions de la période, « ce qu'il y a de désespérant dans le blocage de la pratique qu'on attendrait, procure paradoxalement un temps pour la pensée ; ne pas utiliser ce temps serait, sur le plan de la pratique, un crime ». L'émancipation de « l'humanité sociale » reste toutefois une composante de ce matérialisme subverti car il précise plus loin qu'« il reste, en tant que comportement, une part de pratique, si cachée que cette pratique puisse être encore à elle-même ». C'est seulement dans la (re)connaissance de la souffrance que le matérialisme se déprend de son moment idéaliste et « converge avec ce qui est critique, avec une praxis socialement transformatrice ».

Par ailleurs, à la fin de l'ouvrage Adorno repousse ceux qui, parmi ses contempteurs pourraient l'accuser de nihilisme : « Le cours du monde n'est pas absolument fermé, ni le désespoir absolu ; c'est plutôt ce désespoir qui constitue sa fermeté. Si fragile que soit en lui toute trace de l'autre, si défiguré que soit tout bonheur parce que révoquant, l'étant est néanmoins, dans les fragments qui s'inscrivent en faux contre l'identité, traversé par les promesses de cet Autre constamment trahies. »

La société émancipée que laisse imaginer, par éclats, la *Dialectique négative*, est une société née du « Grand Refus », où les forces productives doivent être au service de l'extinction de la souffrance physique. Une éradication de la douleur qui s'accompagne d'une réflexion collective et solidaire sur les formes intérieures de cette souffrance. Et, ce n'est que par l'exercice d'une solidarité « transparente à elle-même et à tout vivant » qu'une telle libération peut advenir. En quelques phrases isolées, qu'il est utile de retranscrire *in extenso*, Theodor Adorno décrit pour la première et dernière fois de l'ouvrage ce que pourrait être des rapports pleinement démocratiques : « Avec la répression

externe disparaît la répression interne, vraisemblablement après un long délai et sous la menace permanente d'une rechute. Alors que, dans l'esprit de l'oppression, la tradition philosophique confond liberté et responsabilité, la liberté se transformerait en la participation sans crainte, active, de chaque individu : dans un tout qui ne figerait plus institutionnellement la participation, mais où celle-ci aurait de réelles conséquences. » Et plus loin, pour conclure : « On ne dispose d'aucun modèle de liberté en dehors de celui d'une conscience qui interviendrait aussi bien dans la constitution totale de la société que, par l'intermédiaire de celle-ci, dans la complexion de l'individu. Cela n'est pas entièrement chimérique, car, énergie pulsionnelle dérivée, elle-même pulsion, la conscience est aussi un moment de ce en quoi elle intervient. »

## Conclusion

Sans se préoccuper des frontières académiques, ni de la « division sociale du travail intellectuel » Theodor Adorno conduit la théorie critique sur les sommets vertigineux d'un matérialisme rebelle tourné contre les conformismes de la pensée traditionnelle, qu'elle se revendique « progressiste » ou « conservatrice », et s'attaque aux constituants de la société marchande sans se soucier des conséquences sur la pratique et la pensée. Il s'agit d'un véritable effort d'interprétation du « capitalisme tardif », des métamorphoses entraînées par la subsumption généralisée sur les consciences et pratiques humaines. À partir de la négation déterminée des concepts et catégories données par les philosophies de Kant, Heidegger et Hegel, l'entreprise adornienne se révèle être une reprise du marxisme contre le marxisme, une réactivation de la théorie radicale contre les défigurations de la praxis transformatrice. Cette radicalité d'Adorno, entre « conscience du possible » et mutilations de l'immédiateté, continue d'interroger les rapports politiques et les ressources de l'émancipation. Dans le cadre d'une société qui, plus que jamais, « est du capitalisme dans ses rapports de production », la subversion permanente des catégories du savoir est la condition d'une intelligence libérée des normes administrées. Dans son extranéité à l'ensorcellement des « faits » et de leurs « sciences », la radicalité défendue par Adorno n'est pas une posture intellectuelle, un jeu esthétique et codé, mais répond à une réelle exigence de liberté et de libération dans un monde unidimensionnel qui ne la tolère plus. Au milieu de sociétés sans issues qui n'acceptent plus d'extérieurs ni de frontières ou de marges, l'acrobatie cérébrale (penser contre soi-même) d'un savoir du non identique est un appel à l'insoumission, à la résistance et à la dissidence. Ce que le travail de Theodor W. Adorno sur la social-démocratie allemande aurait sûrement révélé n'est autre que l'intrication des changements de la forme parti, du contenu politique, et de la structure du capitalisme tardif dans un tout répressif et non-libre.

## interventions

### Paul Sereni

ATER en Science politique, université Montpellier 1

## Marx et Arendt : éléments pour une analyse du paradigme de la production

### 1. Travail et liberté

On n'a sans doute pas fini de discuter de la question de savoir si, dans le communisme selon Marx, l'homme se réaliserait dans le travail ou en dehors de lui mais, comme le fait remarquer Jon Elster, la controverse naît d'abord de ce que les textes donnent plusieurs réponses.

« On peut en effet discerner chez Marx trois suggestions. La première est que le travail redeviendra le premier besoin de la vie, de même que l'artisan qualifié incarnait peut-être aux yeux de William Morris l'idéal socialiste. (...) Suivant la deuxième suggestion, le travail deviendra superflu sous le communisme. Le processus de production sera largement automatisé et les hommes entretiendront avec lui un rapport indirect ou plus général (...). Troisièmement, on trouve enfin l'idée que l'homme se réalisera en dehors du travail, qui demeure une tâche indispensable qu'il convient de réduire et d'humaniser dans toute la mesure du possible(...): »

Elster propose une synthèse qui fait voir dans le communisme une société où « tous les individus se réaliseront par des activités créatives d'une forme ou d'une autre », mais sous des formes différentes : « D'aucuns le feront dans le processus de la production matérielle, en employant et en développant leurs compétences scientifiques et techniques. D'autres le feront en dehors de la production, en se livrant à des activités artistiques ou en s'adonnant à la science pure. Quelques individus au moins devront s'acquitter encore de besognes ingrates<sup>2</sup> ».

Si elle tient compte des différents niveaux de sens du concept chez Marx, la difficulté de ce type de synthèse est qu'elle laisse hors du questionnement l'usage du même terme de travail pour qualifier différents types d'activité.

De ce point de vue, deux approches critiques se rejoignent et se recourent : celle qui voit en Marx un penseur qui réduit – implicitement – l'action à une espèce du genre travail, et celle qui discerne chez lui la prégnance d'un paradigme de la production qui le rendrait, en quelque sorte, aveugle aux autres

activités d'échange et de coopération. Hannah Arendt avait développé la première dans le chapitre III (« le travail ») de *Condition de l'homme moderne*, en 1958. La seconde est due à Jurgen Habermas qui, d'abord dans *Connaissance et intérêt* (1973) puis, dans une moindre mesure, dans *Après Marx*, employant le premier, je crois, le terme de paradigme de la production, entendait montrer que Marx pense à l'intérieur d'un concept du travail qui ne lui permettrait pas de saisir l'action communicative et l'emploi de symboles selon des règles.

Ces deux critiques posent que la promotion de l'activité d'appropriation et de manipulation d'objets utiles à la vie induit chez Marx une réduction abusive du concept de liberté. Pour les discuter, nous nous intéresserons ici plus spécifiquement à la critique qu'avait formulée Hannah Arendt.

Selon celle-ci, l'approche de Marx radicalise d'abord une conception ou pré-conception plus ancienne qui se trouve déjà nettement exprimée par Locke.

« Ce qui l'intéressait, c'était l'appropriation, et le but de sa recherche était une activité d'appropriation du monde dont le caractère privé soit en même temps indiscutable. Certes, rien n'est plus privé que les fonctions corporelles du processus vital, la fécondité comprise (...). Locke fondait la propriété privée sur la chose la plus individuellement possédée qui soit, la propriété de l'homme dans son corps. Le travail de nos corps et l'œuvre de nos mains se confondent parce qu'ils sont l'un et l'autre les moyens de s'approprier ce que Dieu donna aux hommes en commun<sup>3</sup>. »

Quoi qu'on pense de cette analyse, elle a l'avantage de chercher immédiatement à questionner le lien entre travail, appropriation et individualité. Elle part de l'indistinction de principe entre agir et faire, et à l'intérieur de ce dernier concept, entre le travail et l'œuvre (de sorte que le produit du travail a certains des caractères qu'on reconnaît aux œuvres, et que le concept de travail comprend toutes les formes d'action). Dans le même temps, l'appropriation des choses et la propriété déterminent la liberté individuelle : le travail se retrouve donc inclus dans la liste du concept des actions qui illustrent et garantissent cette liberté. D'après Arendt, Marx aurait suivi et poussé à son terme cette conception. Il aurait confondu sous un même concept des domaines différents parce qu'il aurait jugé que ces plans, domaines ou niveaux, sont pour l'essentiel exprimables dans les termes et les lois déjà compris sous le concept de production.

Il est utile de préciser que, pour Arendt, les notes de ce dernier concept sont chez Marx entièrement équivalentes à celles de travail : Marx confondait « l'œuvre et le travail, de sorte qu'il attribuait au travail des qualités qui n'appartiennent qu'à l'œuvre<sup>4</sup> ». Une fois établi que c'est ce concept, et non celui de production, de *praxis*, ou d'œuvre, qui est bien le concept supérieur dont il faut partir, Arendt tente de montrer que son usage conduit Marx à des équivoques ; ce qui se fait par deux arguments.

D'une part, si l'on regarde la société communiste, les activités traditionnellement qualifiées de serviles ou de mécaniques y deviennent libérales, mais en ce sens très particulier que la catégorie de « libéral » est elle-même abolie.

« Il n'y a plus rien de valable dans l'ancienne distinction entre l'exécution de tâches serviles qui ne laissent aucune trace et la production d'objets assez durables pour être accumulés. (...) Dans une humanité complètement socialisée, il ne resterait aucune distinction entre travail et œuvre ; toute œuvre serait devenu travail, toutes choses ayant un sens non plus de par leur qualité objective de choses du monde, mais en tant que résultats du travail vivant et fonctions du processus vital<sup>5</sup>. »

D'autre part, ce paradigme entraîne des contradictions dans la représentation du communisme. Le travail apparaît parfois comme une activité libre par excellence, et parfois comme une activité servile exploitée qu'il faut dépasser ; ce qui ici résulte d'une erreur sur la nature du travail : comme « Marx considérait le travail comme la plus haute faculté humaine d'édification du monde ; et comme le travail est en fait l'activité la plus naturelle, la plus étrangère au monde », il se trouva « en proie à des contradictions<sup>6</sup> ». Celles-ci sont lisibles dans les conceptions successives et opposées du rôle du travail dans la future association des hommes libres. Arendt les résume ainsi : « à tous les stades de son œuvre, Marx définit l'homme comme *animal laborans* avant de l'entraîner dans une société où l'on n'a plus besoin de cette force, la plus grande, la plus humaine de toutes<sup>7</sup> ». L'étude de la redistribution qu'il opère des actions libres aboutit à la conclusion que le seul concept de liberté dont Marx dispose est en définitive l'autoréalisation du travailleur.

On pourrait rétorquer que c'est déjà beaucoup ; mais selon cette même critique, en l'absence d'un autre concept, une telle vision conduit très vite la pensée de la liberté et de la libération à des impasses. Celle-ci ne parvient plus ni à qualifier ni à reconnaître certaines activités libres importantes, de sorte que Marx manque, néglige ou minore certaines dimensions de la *praxis*.

La typologie des activités au nom de laquelle Arendt juge Marx n'est pas indiscutable. On peut se demander s'il est juste d'opérer une distinction historique et conceptuelle très nette entre œuvre et travail. Par exemple, dans la langue française, le remplacement de « ouvrir » par « travailler » pour désigner une partie des mêmes activités est antérieur à l'époque moderne. Si cela ne lui enlève pas toute portée, cela rend la distinction beaucoup moins tranchée. On peut également faire remarquer qu'Arendt donne à l'œuvre et à la production un statut plus élevé que celui que lui donnaient les Grecs sur lesquels elle s'appuie pour valider sa typologie.

On peut cependant aussi, d'un autre côté, donner à ses thèses une validation empirique. Ainsi, il est toujours possible de les recouper avec les travaux

anthropologiques de Jean Baudrillard ou de Marshall Sahlins sur les sociétés non marchandes, pour en inferer une franche limitation des concepts de Marx. Comme l'a souligné André Tosel, utilisés de ce point de vue, ces travaux soulignent « l'incapacité structurale de la théorie de la production à analyser les sociétés précapitalistes, faute d'avoir compris la dimension symbolique-communicationnelle de l'être social<sup>8</sup> ».

Plus largement, comme le résume Tosel, pour donner d'un point de vue marxiste toute sa portée à cette critique, deux conditions seulement suffisent : il faut admettre que « la théorie de l'Histoire et la critique de l'être social capitaliste (...) prennent chez Marx la forme de la thèse de l'autoproduction de l'espèce par le travail (...) » et que son « point sensible est celui des limites de validité de ce que certains (...) nomment le paradigme de la production<sup>9</sup> ». « Si la théorie de la production se ramène à celle du travail social, il devient possible de critiquer Marx pour avoir opéré l'inversion de toute la tradition de la philosophie pratique et avoir perdu le sens originnaire de la *praxis* aristotélicienne, de l'action éthicopolitique linguistiquement médiatisée, de l'agir communicationnel (...). La thèse de H. Arendt soutient que le travail, activité nécessaire et nécessairement servile, ne saurait être la fonction humaine caractéristique de l'*humanum*, et rappelle la juste et antique subordination de la vie au faire producteur d'œuvres (la *poiésis*) et celle du faire à l'agir du citoyen qui ne travaille pas mais cherche l'excellence dans le bien-vivre et le dialogue sensé<sup>10</sup>. »

Il nous paraît difficile d'ignorer ce type de questionnement, du moins si l'on tient à faire encore usage d'une idée d'appropriation inspirée de Marx. Par exemple, dans *Empire*, Michaël Hardt et Toni Negri écrivent à propos du droit à la réappropriation et de la figure actuelle du travailleur :

« On doit clarifier ici ce qui constitue la coopération sociale à la surface de la société impériale : les synergies de vie, c'est-à-dire les manifestations productrices de la *vie nue*. Giorgio Agamben a utilisé cette expression pour suggérer la limite négative de l'humanité (...) et pour exposer les conditions, plus ou moins héroïques, de la passivité humaine. Nous voudrions dire au contraire qu'à travers les monstruosité de la réduction des êtres humains à la vie nue minimale, le fascisme et le nazisme ont essayé en vain de détruire l'énorme pouvoir que cette vie nue pouvait devenir et de supprimer la forme sous laquelle les pouvoirs nouveaux de coopération productrice de la multitude se sont accumulés<sup>11</sup>. »

Quelle que soit la valeur émancipatrice des nouvelles formes de travail social, et indépendamment aussi du goût du paradoxe qui fait ici choisir le terme de vie nue pour la qualifier, la clarification, mesurée à l'aune d'une critique de style arendtien, pourrait d'abord être jugée insuffisante. L'emploi du terme indiquerait en effet une confusion entre le cycle des actes de reproduction des conditions de la vie et l'activité de création des choses et de leurs formes.

## 2. Réduction, réductibilité, réductionnisme

Pour gagner en clarté, la question pourrait être reformulée ainsi : une certaine forme de travail, entendu soit comme activité, soit comme produit de cette activité, est-elle une condition nécessaire et suffisante de la liberté de l'homme communiste ?

Cette question contient deux parties : d'une part, quelle compréhension faut-il donner au concept de travail pour qu'il convienne non seulement aux besoins de production les moins ingrates mais aussi aux diverses activités créatrices situées hors-production ? D'autre part, cette extension indique-t-elle une confusion entre des activités distinctes ?

Même si dans le texte d'Arendt le terme ne figure pas, on pourrait trouver une entrée dans le problème en posant que sa critique, comme à d'autres égards celle d'Habermas, prend la forme d'une accusation spécifique de réductionnisme.

Ce reproche est peut-être devenu banal à propos de Marx. Cependant, pour que cela soit au moins une présomption, parler de réductionnisme oblige d'abord à poser de manière vérifiable en quoi consisterait une réduction, à déterminer dans quel cas elle est induite, et à examiner ensuite si on retrouve plus que des traces d'une telle opération chez notre auteur. Outre qu'elles sont en partie extérieures à la critique d'Arendt, des formules comme « Marx réduit la vie à la vie économique », « Marx considère que les changements sociaux significatifs sont causés seulement par l'activité économique » ou, en un langage plus ambitieux, « Marx pense de manière réductrice l'action sous le modèle de la production et de la reproduction de la vie » ne satisfont pas à ces conditions.

Aussi, pour indiquer, même si le modèle qu'on en dessine reste approximatif et insatisfaisant, en quoi consiste une telle opération, on peut s'appuyer sur une brève analyse du sens que le terme revêt dans les sciences de la vie et celles du comportement. Nous considérerons donc ici cette analyse comme un cas paradigmatique, en ce sens que les traits de ce cas qui touchent à la définition des concepts et des lois sont transposables à l'objet de notre propos<sup>12</sup>. Si l'on suit l'analyse classique de Carl Hempel, un programme réductionniste soutient deux propositions principales. D'une part, il admet que « les termes du vocabulaire de la biologie ont des significations techniques précises », mais il cherche à montrer que « leur signification peut être exprimée de façon adéquate à l'aide de concepts physiques et chimiques » ; d'autre part, que « les lois et les principes théoriques de la biologie sont dérivables de ceux de la physique et de la chimie<sup>13</sup> ».

Ce qui est décisif est la réduction des concepts propres à un domaine. Par exemple, si l'on prend l'énoncé : « lors de la première étape de la mitose, il se produit une contraction des chromosomes dans la cellule en cours de division », ou bien l'énoncé beaucoup moins technique : « un œuf d'oie fécondé,

quand il est convenablement couvé donnera un oison », une thèse réductionniste affirmera que, dans les deux cas, « les entités et processus biologiques (...) peuvent être caractérisés complètement en des termes physico-chimiques<sup>14</sup> ». L'expression des lois est ensuite dérivée de cette opération. En termes larges, la réduction théorique peut donc être définie comme l'opération de ramener l'expression d'un objet de connaissance à l'expression d'un autre, déjà mieux connu, en considérant qu'il n'y a rien dans celui-là qui ne soit exprimable dans les termes de celui-ci.

Comme le remarque Hempel, cela ne consiste pas à substituer à tout terme spécifique d'un domaine un synonyme dans un autre domaine. Le mécanisme ne remplace pas chaque terme biologique par une expression formulée en termes physico-chimiques. Il soutient plutôt que les concepts employés dans un domaine ont la même extension et application que ceux employés dans un autre. La substitution se joue donc sur une définition en extension. La définition traditionnelle de « homme » comme « bipède sans plumes » peut déjà en donner une idée :

« La définition de l'homme comme "bipède sans plumes" n'affirme pas que le mot "homme" a la même signification que "bipède sans plumes" mais seulement qu'il a la même extension, c'est-à-dire que le terme "homme" s'applique à toutes les choses – et uniquement à elles – qui sont des bipèdes sans plumes, ou encore qu'être un bipède sans plume est une condition à la fois nécessaire et suffisante pour être un homme<sup>15</sup>. »

Par analogie, lorsque Arendt écrit que, à tous les stades de son œuvre, Marx définit l'homme comme *animal laborans*, il ne faut pas, je crois, comprendre cette assertion, ni comme si Marx avait cherché une réponse à la question « qu'est-ce que l'homme ? », ni comme s'il avait substitué à la définition traditionnelle de ce dernier comme animal raisonnable celle d'un être travailleur. Il ne faut pas la comprendre non plus comme s'il avait délibérément traduit la rationalité en termes de travail et de manipulation des instruments. On pourrait plutôt dire que Marx a spontanément tendance à décrire le domaine de l'action entier en termes de production, et à ramener l'extension de ce concept à celle du concept de travail. C'est par ce biais qu'il confèrerait à ce dernier une compréhension large, opérant ainsi de manière analogue à celui qui pose « être un bipède sans plumes » comme une condition nécessaire et suffisante de « être un homme ».

Cependant, outre qu'on ne trouve pas vraiment dans l'œuvre de Marx d'expression de cette élaboration, si elle existe, elle ne porte pas seulement sur la connaissance du vrai, mais aussi sur des biens autres que celui que procure cette seule connaissance. Ce qui précède reste donc insuffisant pour cerner la portée de la critique. Déjà, la langue, qui dispose de deux termes, laisse pen-

ser que l'objection de réductionnisme mobilise encore un autre motif que la critique d'un programme de réductibilité.

Examinant celui de l'école béhavioriste en psychologie, Hempel écrit que, si son programme « a grandement contribué à clarifier le rôle des concepts psychologiques », il reste beaucoup moins vérifié que celui du mécanisme en biologie : « (...) les arguments qui l'appuient (...) n'établissent pas que tous les concepts de la psychologie sont effectivement *définissables* à l'aide de concepts non psychologiques du genre de ceux qu'exige la description d'un comportement manifeste et des dispositions de ce comportement (...) Ainsi, il apparaît que, pour caractériser des modes de comportement, des tendances ou des aptitudes que désignent les termes psychologiques, nous n'avons pas seulement besoin d'un vocabulaire béhavioriste approprié, mais aussi de termes psychologiques<sup>16</sup> ».

Un autre type de critique approuverait certainement cette analyse, mais ne s'en contenterait pas : il ajouterait que le programme étend *abusivement* un paradigme au-delà de son champ de pertinence, et se concentrerait sur ce dernier motif. Il jugerait par exemple que le concept de conduite s'y trouve rabaissé, au sens où il serait privé d'une partie de sa valeur et de son sens courants. Le reproche de réductionnisme joint donc à la critique d'un projet de réductibilité un motif normatif de critique de type éthique ou moral.

Quoique d'apparence moins technique, il est lié au précédent et peut être à l'origine de la tentative de critiquer un projet de connaissance ; on pourrait ainsi montrer que dans *Condition de l'homme moderne*, la discussion sur la différence entre travail productif et travail improductif est immédiatement articulée à cette question de la liberté. Mais je pense qu'on peut se contenter, étant donné ce qui précède, de poser que cela signifie pour Arendt que la compréhension de la libre individualité chez Marx ne reconnaît pas la spécificité d'activités autonomes par rapport au travail et à la production. La critique au nom de la réduction montrerait donc qu'on ne veut pas reconnaître ce type d'objets et, par conséquence, elle porterait surtout l'interrogation sur la signification de cette volonté.

À partir du moment où l'on juge au nom d'un critère normatif, il est difficile de nier qu'on mobilise, au moins implicitement, un certain concept de liberté pour interroger Marx. On se retrouve alors, semble-t-il, dans l'obligation d'interroger non seulement le sens de ce terme chez Marx, mais également la présence implicite ou explicite de valeurs éthiques ou morales qui donneraient dans ses œuvres son statut à ce concept. De la même façon qu'on peut disputer de la réalisation de soi, on n'a certainement pas fini de discuter du sens et de la présence chez Marx de normes que son analyse semble refuser expressément, et de s'interroger par suite sur la pertinence du concept de valeur

éthique ou morale ; dans le cas précis, cependant, il nous faut seulement trouver une description ou une qualification qui valide le questionnement que nous examinons sans violer la lettre et l'esprit des textes de Marx. Je proposerai en ce sens deux arguments.

D'abord, on peut se demander s'il est nécessaire de passer par des concepts qui présupposent déjà beaucoup d'acquis : il est après tout possible que Marx ait lui-même jugé suffisantes des conditions moins nombreuses que celles que nous croyons nécessaires pour poser le problème des normes morales, ou du moins pour recourir à ces normes dans le discours. En conséquence, peut-être pourrait-on se contenter d'un concept à la compréhension plus large que ceux d'éthique, de morale, de biens moraux et non moraux. Tous les biens que, selon Marx, un individu libre doit chercher à posséder peuvent être dits pratiques, dans la mesure où ils concernent la conduite, les règles des actions, les fins à poursuivre, ainsi que les règles d'évaluation qui les lui font juger désirables. Une valeur serait le nom d'un état qu'un agent juge désirable et qu'il peut se représenter comme un effet de son action. Comme fin et comme mobile, cette valeur donne sa raison à une série d'actions entreprises. Comme cela ne préjuge ni d'autres déterminations, ni des différentes définitions de la liberté, l'idée de pratique prise en ce sens apparaît comme le concept supérieur dont on peut partir.

Le terme de libre individualité désigne le concept de liberté que se fait Marx, celui d'un développement des facultés. Il nous semble être le nom de l'ensemble des concepts de valeurs que Marx place au premier rang. Que ces derniers ne relèvent pas d'une morale de l'agir définie en termes de devoirs objectifs stricts ou larges, qu'ils ne fassent pas non plus l'objet d'un traitement séparé, semble difficile à nier ; mais je ne crois pas que cela suffise à refuser la présence de l'affirmation en principe d'une liberté pratique.

Si nous rapportons cela à la critique exposée plus haut, cela signifierait que Marx a bien placé ce dernier concept au premier rang de sa hiérarchie des fins pratiques, mais qu'il a privé celui-ci d'une série de notes, qui renvoient précisément à des états et des activités qu'un homme libre peut et doit juger hautement désirables. Ainsi, il opérerait une réduction indue parce qu'il ramènerait la réalisation de soi au faire, lui-même entendu en un sens trop étroit comme appropriation des instruments de production.

Examiner ce modèle critique suppose enfin de choisir un terme pour le désigner. Celui de paradigme de la production, utilisé par Habermas, puis, en France, par Tosel à partir de l'ouvrage de Gyorgy Markus consacré à ce concept, est un peu trop large. Il lui manque de désigner le reproche fait à Marx de ne justement pas distinguer l'ouvrier du travailleur. Le terme plus simple de « travailleurisme », qui a l'avantage d'être suffisamment inélegant

pour ne pas être trop employé, conviendrait peut-être. Il s'agit donc de savoir si la pensée de Marx contient un travailleurisme.

### 3. Hypothèse de lecture

L'attitude, pourtant justifiée, qui consisterait à confronter pas à pas l'hypothèse critique avec la série des textes, aboutirait à des résultats insatisfaisants. En effet, elle aboutirait sans doute pour une part à vérifier l'existence d'une confusion entre travail, production et réalisation complète de soi, et pour une autre, à montrer qu'il existe dans les œuvres des conceptions alternatives. En procédant ainsi, on n'aurait pas disputé l'hypothèse même (qu'on aurait plutôt contribué à confirmer partiellement), mais seulement une version sans nuance, radicale, de celle-ci. Pour la tester, il vaut mieux la prendre comme correcte en substance. Il nous faut alors un texte qui soit suffisamment synthétique pour concerner l'ensemble des présupposés du communisme, suffisamment tardif pour représenter un état fixé de la pensée de Marx, et suffisamment complexe pour intégrer les tensions qui donnent lieu à la critique exposée plus haut. Nous pensons que l'un des passages les plus célèbres des manuscrits du livre III du *Capital* correspond à cela.

« En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite. De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de le faire et de le faire quels que soient la structure de société et le mode de production. Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail. »

Si l'on suit la mise au point de Jean-Pierre Lefebvre, la rédaction de ce texte date d'avant 1868. À ce moment de sa pensée qui se cristallise pour l'essentiel avec la publication du Livre I du *Capital*, Marx semble chercher à clarifier pour lui-même

ses pré-supposés. Où commence la liberté? Peut-on encore la nommer travail? Entrer dans un commentaire est hors des limites de cet article; nous nous contenterons de préciser les aspects qui concernent directement notre propos.

Marx distingue deux domaines ou « règnes » de l'existence d'un membre de l'association: le premier, qui est commun à toutes les formes de production, est délimité par le travail nécessaire et la sphère de production matérielle; le second est celui où les agents, soit de manière isolée, soit dans un groupe (dont on peut supposer que l'existence n'est pas imposée par les exigences de la production matérielle), poursuivent les fins particulières qu'il se donne. On remarquera que, dans le mouvement de balancier qui montre le passage graduel de « l'empire de la nécessité » au « règne de la liberté », les termes qualifiant le premier sont beaucoup plus nombreux que ceux qui désignent le second, seulement exprimé par un « au-delà » de la nécessité, qui est un développement constituant à lui-même sa propre fin. La question est de savoir si Marx qualifie aussi ce domaine en termes de travail.

La contrainte de conserver et reproduire sa vie est ce qui reste de nécessité économique si l'on fait abstraction des différences entre les modes de production. Ni la mise en place d'une association d'hommes libres ni la création de nombreux loisirs au profit de chacun ne sauraient abolir ou modifier la nature de ce processus productif, qui assujettit les hommes aux lois de la vie matérielle. Quoique cela n'exclue pas d'autres significations, l'idée de nécessité est d'abord conforme à la classique définition d'Aristote: ce dont le contraire est impossible, ce qui ne peut pas être autrement qu'il n'est.

Il ne s'agit pas seulement de dire que les hommes doivent difficilement s'approprier une nature externe régie par la rareté, puisque grâce à un haut degré de développement des forces productives, l'association pourrait à la rigueur maîtriser cette nature, et que, sous cet angle, il n'y a pas de communauté entre le primitif et « les hommes socialisés ». Il s'agit à notre avis surtout de poser que, aussi longtemps que l'activité a pour but la satisfaction des besoins et la conservation de l'espèce, cette activité reste « matérielle » et extérieurement conditionnée. L'élargissement des besoins, sans doute quantitatif aussi bien que qualitatif, par l'invention de nouvelles demandes, de nouvelles valeurs d'usage, et de nouveaux moyens de les satisfaire, n'empêche pas que ces besoins sont inclus dans la nécessité naturelle. Leur multiplication ne semble donc ni changer leur origine, ni donner naissance à des modes concrets de liberté, parce qu'ils s'ancrent trop dans la production immédiate. Le sens du terme « échange des matériaux » (*Stoffwechsel*) rendu dans la traduction de Maximilien Rubel par « métabolisme », montrent que l'homme étant lui-même une partie de la nature matérielle dont il tire sa subsistance, il ne saurait changer l'essence de la besogne.

Quoique qu'un lecteur des *Grundrisse*, entre autres textes, puisse être surpris par l'usage qui est fait du terme de besoin (puisque dans ce dernier texte, ceux-ci qualifiaient en partie les contenus que la libre individualité s'appropriait pour se réaliser) deux traits nous semblent se dégager de cette description. D'un côté, Marx se distingue assez nettement de la tendance fouriériste qui posait une équivalence entre travail utile et travail attractif; il modère aussi fortement l'utopie d'une révolution qui ferait du travail une libre activité utile qui rendrait la vie à sa jouissance. Le second trait est qu'il nous semble reconnaître pleinement la figure de l'*animal laborans*, dont l'activité se nomme travail à proprement parler. Si l'on retrouve distinctement cette figure dans le texte d'un auteur censé, selon la critique arendtienne, l'avoir confondu avec d'autres ou avoir commis des équivoques à son propos, il me semble que cela signifie que cette critique trouve une première limite (ce qui, naturellement, ne signifie pas cela suffit à dissiper toute ambiguïté).

L'argument de Marx est ici que la contrainte étant en quelque façon extérieure, la production et le travail ne peuvent être réalisation des facultés. Cela revient à admettre qu'il existe des fins distinctes intérieures à l'agent, et cette manière d'affirmer leur existence est évidemment une manière d'affirmer la valeur de la liberté.

Il existe deux degrés de liberté: le premier est nécessairement collectif et consiste à aménager la production pour réduire la part de temps et la dépense d'énergie consacrés à la production immédiate. La compréhension des lois de la vie matérielle, le développement des forces productives rendent possible cette réduction (ce qui signifie aussi que l'association suppose d'étendre les activités de recherche et développement liées à la production directe et à l'organisation du travail). Celle-ci, incarnée concrètement dans « la réduction de la journée de travail » ne nous retiendra pas ici, faute de place, sauf pour mentionner que cela confirme que le travail fonctionnant à la manière d'une loi naturelle, la liberté ne peut consister à transformer la contrainte extérieure en fin intérieure. Nous allons davantage nous attarder sur le « règne de la liberté ». Celle-ci – elliptiquement présente dans le passage – est le propre d'un être qui pose les buts de son activité, dans la mesure où ceux-ci ne servent pas eux-mêmes de moyen pour une autre fin. Elle est donc un exercice des facultés (« épanouissement de la puissance humaine ») qui trouve sa fin en lui-même et non en vue d'une autre chose qu'on ne possède pas. L'autoréalisation des facultés est donc le but auquel est subordonné l'organisation de la production matérielle. Cela signifie-t-il pour autant que tout travail est rabattu sur le règne de la nécessité, et qu'il se situe par sa nature en dehors de la liberté proprement dite?

À mon avis, on ne peut suivre sur ce point ceux qui, comme Pierre Naville, ont posé que c'est la description de l'activité libre comme travail qui était sup-

primé dans le communisme. Celui-ci écrit dans le chapitre XVI de son ouvrage de *De l'aliénation à la jouissance* :

« Marx et Engels avaient substitué à tous les plans du travail salarié et de justice sociale une revendication plus totale. Ce que le communisme veut supprimer, c'est le travail lui-même. Le non-travail n'est pas l'inactivité, c'est au contraire l'activité mais qui n'a plus de prix. Comme telle, elle devient jouissance, *Genuss*, satisfaction des besoins de l'homme<sup>17</sup>. »

Cette tendance de lecture est contredite par le fait que Marx ne dit pas que la liberté est au-delà du travail et se nomme alors simplement activité, mais dit seulement qu'elle commence au-delà du travail déterminé par la contrainte extérieure. De même, il ne dit pas que la liberté véritable commence là où cesse toute nécessité, mais seulement là où cesse la nécessité extérieure. Autrement dit, il n'affirme, ni que ce qui est au-delà de la sphère de production matérielle proprement dite peut et doit être nommé travail ni qu'il ne peut et ne doit être nommé ainsi.

Disons que le texte laisse ouvertes deux possibilités. Soit on qualifie l'activité libre comme travail, mais il faut alors certainement en distinguer plusieurs espèces ou dissiper l'ambiguïté du terme, soit on pose un autre concept pour définir le contenu de cette activité. Marx ne fait aucune de ces deux choses ; ce qui signifie à mon avis qu'il ne peut ni nommer travail cet espace de liberté, ni renoncer entièrement à le faire.

Cela n'est pas nécessairement l'indice d'une difficulté interne. L'exercice des facultés est et restera une nécessité subjective, une tâche, qui comporte donc aussi sa part de contrainte, et dont j'assure le succès par un effort long ; nous savons aussi que cette pratique ne se situe ni dans un genre de vie contemplative, ni dans une participation à l'État par le droit politique. À cette forme de liberté active ne peut convenir le terme de loisir, trop équivoque, ni celui d'action, trop large, ni enfin ceux d'obligation et d'impératif, trop liés à une théorie morale dont Marx sans doute n'acceptait pas les termes. Dans les langues modernes, nous ne disposons pas vraiment d'autre mot que celui de travail pour désigner par approximation une activité ainsi précisée. D'un autre côté, il ne convient pas proprement, parce qu'il désigne aussi le labeur. Ainsi, l'hésitation du texte ne signifie pas une contradiction ou une impossibilité internes mais une limite naturelle de la langue. S'il y a une confusion, elle est dans l'état de la langue, mais je ne crois pas qu'il faille l'imputer à l'auteur. Quelle que soit donc la manière dont on juge ensuite la compréhension marxienne de la liberté, il ne nous paraît pas juste d'attribuer au final à Marx une confusion entre des types hétérogènes et hiérarchisés d'activité.

La position de Marx peut être résumée ainsi : 1) reconnaissance de l'irréductibilité du labeur productif comme condition de l'*animal laborans* ; 2) difficulté

de nommer l'activité libre. Si l'on joint les deux, cela aboutit à la thèse de lecture selon laquelle cette qualification indique certainement une tension, mais pas un réductionnisme. On peut même, puisque cette possibilité demeure dans le texte, répondre par l'affirmative à la question de savoir si la liberté se réalise dans un travail, sans en inférer que Marx présuppose une confusion entre agir, faire et travailler, ou un impensé équivalent.

- 1 Jon Elster, *Karl Marx, Une interprétation analytique, (Making sense of Marx)*, Maison des sciences de l'homme et Cambridge University press, 1985, traduction française par Pierre-Emmanuel Dauzat ; première partie, 2. Anthropologie philosophique, 2.23, 2.2.7 : « la bonne vie pour l'homme », Paris, Puf, 1984, p. 124-125.
- 2 *Idem*, p. 125.
- 3 Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne, (The human condition, 1958)* traduction française de G. Fradier, Paris, Calmann-Lévy, 1961, chapitre III : le travail, p. 124-125.
- 4 Arendt, opus cité, p. 115.
- 5 Arendt, opus cité, p. 101.
- 6 Arendt, opus cité, p. 115.
- 7 *Idem*, p. 118.
- 8 André Tsel, « Matérialisme de la production, matérialisme de la pratique : un ou deux paradigmes ? » in *L'Esprit de scission, études sur Marx, Gramsci, Lukacs*, Paris, Les Belles lettres, 1991, p. 125.
- 9 André Tsel, *Études sur Marx (et Engels), vers un communisme de la finitude*, Paris, Kimé, 1996, chapitre I : « Autoproduction de l'homme par l'homme ou communisme de la finitude », p. 27.

- 10 A. Tsel, « Matérialisme de la production, matérialisme de la pratique : un ou deux paradigmes ? », opus cité, p. 125.
- 11 Michaël Hardt et Tony Negri, *Empire*, Harvard University Press 2000, traduction française de Denis-Armand Canal, Exils, 2000 pour la traduction, Paris, UGE-10/18, 2004, pour l'édition consultée, p. 441.
- 12 Carl G. Hempel, *Eléments d'épistémologie (Philosophy of natural science, 1966)*, traduction française, Armand Colin, 1972, p. 160.
- 13 *Idem*, p. 162.
- 14 *Ibidem*, p. 158-159.
- 15 *Ibid.* p. 160.
- 16 Hempel, opus cité, p. 170-171.
- 17 Pierre Naville, *De l'aliénation à la jouissance*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1957, chapitre 16, p. 492.

## Philippe Pignarre

Collabore au Centre Georges Devereux (université de Paris VIII).

Éditeur des Empêcheurs de penser en rond.

### Comment « solidifier » le savoir psy ? (Le rôle des associations de patients)

**On est souvent interpellé dans toutes les réunions de « gauche », « militantes »** sur la question des associations de patients : « Mais ce n'est pas une garantie ! » Il existe une grande méfiance à gauche envers ce qui est vécu comme du « lobbying » opposé à la citoyenneté. L'Afm (Association française contre les myopathies) et le Téléthon sont souvent mis en cause : s'ils se sont mêlés de la recherche, ce serait en favorisant certaines pathologies aux dépens d'autres et en misant sur le « tout génétique ». Si l'on présente les associations de patients comme une « garantie », on passe à côté de ce que leur existence crée justement comme potentialité politique nouvelle. Quand on est dans le domaine de la politique, il n'y a justement pas de garanties.

Dans le domaine psy la question des associations de patients prend une dimension presque tragique : comment les techniques de soin basées sur le « tous différents » peuvent-elles s'y confronter ? Y a-t-il contradiction insurmontable entre la psychanalyse et les associations de patients ?

Il est vrai que les médecins sous influence psychanalytique disposent d'une alternative : la « psychologie médicale ». Cette dernière donne la possibilité aux médecins de croire qu'ils peuvent continuer à boucler seuls (avec les biologistes) le cercle de la connaissance. Il s'agit alors d'ajouter à une psychiatrie biologique (trop sèche), une subjectivité mieux déployée. Il s'agit par un saut vertigineux de rajouter une âme à une psychiatrie qui serait déshumanisée du fait même de son trop grand savoir technique.

Cette démarche est opposée à la nôtre : ce que nous allons mettre en cause, c'est l'existence même de la psychiatrie biologique comme savoir bien constitué, solide. Nous ne cherchons pas à humaniser des psychiatres dont le défaut serait d'être trop techniciens, prenant trop un appui exclusif sur des savoirs scientifiques éprouvés. Il n'y a rien à équilibrer de cette manière car c'est bien la constitution même de la psychiatrie comme savoir un peu plus stable qui est notre préoccupation. Ce n'est pas d'âme dont manque la psychiatrie mais de savoirs bien constitués.

### Collectif ou individuel : un faux dilemme

Comment penser l'opposition entre une thérapeutique adaptée à chaque cas individuel, artisanale, élaborée dans le cadre de la rencontre patient-médecin et où les patients auraient le privilège d'être des « sujets » (vous aurez reconnu la psychanalyse) et une médecine technicienne où les patients ne sont que des cas sans individualité ?

Nous ne partons pas ici de rien. L'ethnopsychiatrie a résolu ce problème en prenant en charge les migrants : comment on dit et comment on fait « chez toi » ? Les dispositifs techniques inventés par Tobie Nathan et ses collègues psychologues sont organisés autour de la nécessité de permettre l'émergence et l'affirmation d'une expertise des patients en tant qu'ils appartiennent à un collectif qui les définit de manière incontournable. Il ne s'agit donc pas d'une position « embusquée » qui consisterait à écouter, certes poliment, ce que le patient ou un membre de son entourage dit, pour le réinterpréter dans son dos dans les termes de la métapsychologie psychanalytique. Cette position serait non pas celle de l'ethnopsychiatrie mais plutôt celle de la psychiatrie transculturelle. Il faut prendre au sérieux ce dont les patients et les membres de leur groupe témoignent.

Dans cette démarche, l'ethnopsychiatrie se confronte à deux problèmes :

- La pluralité des mondes ;
- les modes d'exploration de chaque monde.

Cela n'empêche donc pas les patients d'être tous différents et de ne pas recevoir un traitement standardisé... Le « dilemme incontournable » de la psychanalyse est devenu la raison d'être d'un renouveau de la psychothérapie, avec la création de nouveaux dispositifs techniques. C'est pour mieux comprendre et prendre en charge un individu unique dans sa souffrance (pour parler comme les psy) que l'on doit faire le détour par quelque chose, un savoir, qui est collectif. Parce que ce quelque chose est un ensemble de ressources et en tant que tel donne des moyens d'agir. Si on ne parle pas de dépression dans une culture particulière, on ne se contentera pas de renvoyer cela à une sorte d'infériorité culturelle de patients qui doivent (tout comme leur entourage, les enseignants, etc.) être éduqués (ce qui est un peu ce que proposent les psychiatres transculturalistes américains comme Arthur Kleinman, par exemple, dans le cas des Chinois). Il existe des versions plus ou moins fortes de ce programme, certaines étant proches d'un nouveau racialisme (quand on considère, par exemple, que l'anglais est la langue le « plus évoluée » qui traduit le mieux les vrais sentiments).

À l'inverse, l'ethnopsychiatrie ne renvoie jamais ce type de différences à quelque chose qui relèverait seulement des phénomènes (des symptômes), l'essentiel (la substance) restant inchangée. Et cela pour une raison très pratique, pragmatique : cette différence change les « voies d'entrée ».

Il faut bien reconnaître que la vieille théorie des symptômes avec laquelle la médecine se décrit encore quelque fois (quand elle fait de la vulgarisation) ne correspond pas à la réalité de la pratique médicale. Pourquoi est-elle conservée intacte en psy aussi bien par les psychanalystes que par les « biologistes » ?

### Ce que les médicaments ont changé

Je voudrais partir de la question de ce que font les médicaments :

- 1 • Avant d'agir sur les patients, ils agissent sur les thérapeutes en agissant sur des échantillons de patients. Comment ? Ils confortent des regroupements de patients, voire les rendent possibles. Ils changent leur manière de regarder. Ils arment le regard médical, ce qui est indispensable pour faire des essais cliniques comparatifs (afin de savoir si ces médicaments ont une efficacité quelconque), puis de « bien prescrire ».

Il faut se rappeler ici l'épisode de 1972 : on montre à des psychiatres américains et anglais des enregistrements filmés de patients et on leur demande de poser un diagnostic. Or, ils se trouvent que dans 80 % des cas ils ne font absolument pas les mêmes diagnostics : les Américains voient des schizophrènes là où les Anglais voient des maniaco-dépressifs. La conclusion vient en 1980 : le DSM-III ne prétend pas dire la vérité sur les troubles mentaux, mais doit permettre de faire poser partout le même diagnostic face au même patient.

Mais les médicaments ont été décevants dans le sens où ils ne nous ont rien appris sur la potentielle origine biologique d'un quelconque trouble mental même si on a longtemps prétendu l'inverse quand on se gargarisait par exemple avec l'hypothèse dopaminergique de la schizophrénie. Aujourd'hui, la dopamine se retrouve mise à toutes les sauces y compris l'hyperactivité avec déficit de l'attention chez l'enfant et l'adolescent. Les médicaments n'ont pas fait avancer le projet de « psychiatrie biologique ». En revanche, ils mettent en correspondance et consolident l'existence d'une « petite biologie » (techniques utilisées pour mettre au point de nouveaux psychotropes en utilisant les anciens comme des « moules ») et d'une « petite psychologie » (redéfinition des troubles mentaux et psychologiques en fonction de l'action des médicaments disponibles) qui puisent leur force dans leur double existence et dans leur construction simultanée et continue, « machinique ». Les deux sont faibles, les deux ont besoin l'un de l'autre pour conforter leur légitimité.

- 2 • Ensuite, les psychotropes agissent aussi sur les patients de plusieurs manières : à condition que « ça marche » (même si c'est seulement en partie, imparfaitement, de manière inégale, transitoire, pour des raisons qu'on ignore, etc.). Quelles conséquences en tirer ? Quelles connaissances avons-nous ?

Les psychotropes ont une action imprévue sur les patients. Les classifications issues de l'invention des psychotropes sont aussi la création de sortes de

« lieux refuge » pour les personnes qui ne vont pas bien, de « niches écologiques ». Ils ont tendance à rendre importants certains traits et à rendre négligeables certaines autres caractéristiques présentées par des patients. Ils font le tri dans les manifestations qui sont importantes et celles qui ne le sont pas. Ils dictent les questions que les prescripteurs poseront puis la manière dont les patients interpréteront, parleront de leurs difficultés.

Les médicaments psychotropes favorisent la constitution de « plus petits dénominateurs communs » en fonction de ce sur quoi ils agissent (même imparfaitement). Ils sont l'élément constitutif de nouveaux réseaux proposant des modes d'être, des modes d'autodéfinition, des modes d'identité aux personnes qui ne vont pas bien.

Il n'y a pas que les médicaments qui savent faire ce type de tri, même s'ils occupent de plus en plus de place. L'épidémie des troubles des personnalités multiples aux États-Unis est un exemple qui reste saisissant de la possibilité de « niches écologiques ». Il serait un peu court de n'y voir que des opérations de suggestion induites par de mauvais thérapeutes comme il serait un peu court de ne voir dans les pathologies comme la dépression ou l'hyperactivité que l'effet de la propagande des laboratoires pharmaceutiques.

Dans son très beau roman *La Proie des âmes*, Matt Ruff imagine le dialogue suivant entre deux personnes souffrant de ce trouble, à propos des êtres qui les peuplent :

« – Vous les avez convoqués pour qu'ils vous aident à supporter des choses trop lourdes à gérer toute seule. Et, pour la plupart, ils sont toujours là, toujours prêts à voler à votre secours, mais maintenant ils commencent à avoir leurs propres désirs, leurs propres besoins, et ça complique les choses.

– C'est complètement *fou*.

– Non. En, revanche vous auriez pu devenir folle, avec tout ce que vous a fait subir votre mère. Mais vous n'en avez rien fait. Plutôt vous avez inventé quelque chose. Et c'est génial, seulement, maintenant, il va falloir être encore plus inventive si vous voulez remettre un peu d'ordre dans votre vie. »

J'aime ce livre car l'auteur n'oppose pas « invention » et réalité de la maladie. C'était une invention peut-être indispensable, mais d'autres étaient sans doute possibles (elle aurait pu devenir « folle » dit l'auteur avec humour comme si elle ne l'était pas assez !). Au début du livre, le personnage souffre de trous de mémoire gigantesques. Il se réveille sans savoir ce qu'il a fait pendant quelques heures ou plusieurs semaines. C'est après sa rencontre avec un thérapeute que le mal dont il souffre se « stabilise » sous la forme de personnalité multiple.

Les psychotropes sont aussi des inventions, dans un double sens : ils modifient le fonctionnement du cerveau et ils créent des diagnostics refuges. Mais

ce n'est pas parce qu'une substance peut être utile à un moment donné de l'expérience d'une personne que celle-ci ne tire que des avantages de la requalification de cette expérience en une maladie définie par l'action du médicament. Même si ces avantages existent au niveau mental (éloignement des symptômes), moral (déculpabilisation, nouvelle identité) et au niveau financier (prise en charge par l'assurance-maladie).

J'introduis peut-être ici une question un peu bizarre : je pourrais donner l'impression que l'on peut finalement « choisir » son trouble mental. Toute la psychiatrie se construit contre cette idée même si elle la fait resurgir en permanence (en reconnaissant qu'un diagnostic peut en cacher un autre, qu'une intervention thérapeutique peut faire apparaître un nouveau trouble, en employant des formules comme celles de troubles « borderline », en abandonnant la distinction névrose/psychose, en préconisant un usage transnosologique des psychotropes). Il faut citer ici le texte de l'écrivain William Styron dans lequel il raconte sa dépression (*Face aux ténèbres. Chronique d'une folie*, Gallimard/Folio) et qui vient en écho à celui de Matt Ruff :

« Un phénomène que beaucoup de gens en proie à une grave dépression ont pu constater, est la sensation d'être en permanence escorté par un second moi – un observateur fantomatique qui, ne partageant pas la démence de son double, est capable d'observer avec une curiosité objective tandis que son compagnon lutte pour empêcher le désastre imminent, ou prend la décision de s'y abandonner. Il y a là quelque chose de théâtral, et pendant les quelques jours qui suivirent, tout en m'employant avec flegme à préparer ma disparition, je ne parvins pas à me défaire d'un sentiment de mélodrame – un mélodrame dont moi, la victime potentielle d'une mort volontaire, j'étais à la fois l'acteur solitaire et l'unique spectateur. »

La dépression de William Styron sera soignée avec des antidépresseurs (sans que l'on soit tout à fait sûr qu'ils aient été efficaces) et une hospitalisation. Mais cette phrase ne laisse-t-elle pas la possibilité d'imaginer que d'autres devenirs étaient possibles, en particulier, en fonction du thérapeute rencontré ? La psychiatrie rêve d'une détermination absolue des troubles mentaux et des troubles du comportement. C'est ce qui explique son enthousiasme pour la génétique, la biologie, l'imagerie cérébrale, qui sont présentées comme porteur d'une promesse d'une belle détermination. Une détermination, simple, compréhensible, unique. Un gène : un trouble mental. Comme ça ne marche pas, elle est amenée à multiplier les « déterminations ». On va mettre sous le nom d'environnement, tout ce qui complique le problème mais permet de le penser dans les termes de la détermination. Cela atteint un niveau absurde dans les deux rapports Inserm de 2002 et 2005 consacrés aux enfants et adolescents. On pourrait dire que cette notion d'environnement telle qu'elle est

employée dans les deux rapports est anti-écologique : le milieu détermine les comportements sans que soit pensée l'interaction. Le milieu est défini de manière tellement vaste et imprécise que c'est une notion qui rend impuissant. Par exemple, la manière dont les comportements modifient eux aussi l'environnement, crée un milieu qui sera favorable à leur développement ou non, est totalement ignorée.

Avec les deux déterminations (la génétique et l'environnement : des gènes défectueux, une société cruelle) vous pouvez croire que vous pouvez tout penser sans poser la question du choix, sans poser la question de l'influence du thérapeute. Cela ferme aux patients toute ligne de fuite hors de la médecine. Cela met les psys en situation d'expertise universelle et incontestée.

Dire : il n'y a que des déterminations, c'est retirer le patient du jeu et le transformer en spectateur de quelque chose qui se joue ailleurs et dont le maître absolu est soit le psychiatre biologiste expert de troubles finalement génétiques (de droite), soit le psychiatre humaniste expert des problèmes sociaux (de gauche).

On pourrait commencer à introduire la notion de choix d'une manière très simple : quel type de thérapeute on choisit d'aller voir. Un prescripteur ? Un psychothérapeute ? De quelle école ? Or la définition du trouble, la définition du patient lui-même, de son devenir, vont alors changer en fonction même de ce choix.

### **Les notions de « maladie » et de « médicalisation »**

Le DSM-III introduit une grande différence par rapport à la psychanalyse qui a fait l'objet de peu de commentaires : il y a une différence entre être malade et ne pas être malade et non plus un continuum. Il y a une différence qualitative. C'est évidemment une question difficile : le risque de l'idée de continuum est de dissoudre la notion de maladie, dans une référence globale à la théorie de l'évolution qui fonctionne par erreurs/adaptations successives (on reconnaîtra là une idée de Georges Canguilhem). Ce qui est normal et maladie dans un contexte ne l'est pas dans un autre contexte. Je trouve ce point de vue trop abstrait et général. Ce n'est pas une idée très pratique.

Accepter l'idée de maladie semble finalement préférable. Mais à condition de s'interroger sur la manière dont une « difficulté » est étiquetée maladie. Il y a une « version publique » qui présente les choses comme allant de soi, absolutiste. Or, quand on regarde chaque domaine particulier, on constate le triomphe du relativisme : hypertension, cholestérol, mais aussi cancer. Dans tous ces cas la « maladie objectivable » passe par l'élaboration de critères relevant de la décision consensuelle et qui sont soumis à révision régulière (on vote ! et il n'y a aucune raison de s'en moquer ou de penser que c'est un

pis-aller provisoire). Même les examens de laboratoire qui permettent de poser le diagnostic sans voir le patient ne constituent pas une « garantie » : les résultats doivent être interprétés et on sait par exemple la variation d'interprétation possible de deux biopsies dans le cancer.

Il n'y a pas de « garantie » absolue hors du passage par la discussion collective et l'établissement consensuel de ce qu'est une maladie. C'est parfois facile mais le plus souvent horriblement difficile. Il n'y a donc pas un statut particulier qui distinguerait les troubles mentaux de nombreux autres troubles somatiques sinon qu'ils se situent à l'extrémité d'un spectre. La possibilité d'examen de laboratoire dans le second cas ne suffit pas mais ne fait que repousser le problème (ils assurent seulement de manière plus solide que tous les médecins feront le même diagnostic).

Le débat continuité ou rupture n'est donc en lui-même pas très intéressant car il ne correspond pas à ce que les acteurs font pratiquement. Le problème, c'est comment on établit, construit les outils techniques qui permettent de créer et de toujours réinventer la frontière entre maladie et normalité.

Le choix de la continuité entre état normal et maladie donne le pouvoir au psychanalyste comme spécialiste « des comportements humains en général ». Le choix de la rupture entre normal et pathologique est indispensable au processus de médicalisation. Il permet de conforter le pouvoir médical et est cohérent avec le monopole de la prescription. Mais en faisant croire que l'on peut rendre compte de manière absolument déterministe des troubles et des maladies, il ne laisse aucun choix aux patients individuellement ou en association. Ils ne sont condamnés qu'à se soumettre au savoir des maîtres et à en faire la pédagogie.

Trouver ce dont le trouble mental « n'est que » la manifestation monopolise l'attention des chercheurs. On y consacre tout notre effort collectif, tout notre temps, tous nos budgets (par exemple, chercher la variation génétique qui détermine un trouble mental). En attendant on ne fait pas autre chose, on n'explore rien d'autre.

Cet idéal n'est en aucune manière atteint et, en attendant, on se débrouille autrement (sans une machinerie objectivante passant par des prélèvements envoyés dans un laboratoire d'analyse) pour les diagnostics comme pour les choix de traitement... C'est cette manière de faire autrement qui est importante, bien plus que ce dont on est en attente... et qui ne vient pas.

Je propose de trouver les moyens de poursuivre, substituant par exemple une « pratique pharmacologique », empirique, tâtonnante, à la soi-disant « psychiatrie biologique ». On a déjà parlé de la manière dont les psychiatres travaillent pour mettre au point des outils évolutifs comme le DSM : ils votent. J'ai

déjà dit qu'il n'y avait aucune raison de s'en moquer. Au contraire, il faut s'en féliciter et élargir cette « démocratie », la rendre plus efficace, plus en prise avec les différents acteurs, les différents enjeux.

La dynamique lancée par la fabrication d'outils permettant de regrouper sous un même diagnostic des patients différents, échappe au contrôle de ses initiateurs dès que les patients s'y reconnaissent. Or dès que les patients savent qu'ils ne sont plus seuls, uniques, incomparables, la possibilité de groupements volontaires commence.

J'ai parlé de la « machine » à inventer des médicaments, de son aspect machinique avec la petite biologie et la petite psychologie. Ce n'est machinique – donc difficile à contrôler, à gérer – que parce qu'il y a le pouvoir médical en surplomb. Il barre la route à tout *empowerment* des différents acteurs. On est déjà dans ce que des sociologues américains ont appelé un *drug centred model* mais on n'en a que les effets négatifs à cause du maintien en surplomb du *medical centred model*.

#### « Désemboîter » les substances et la médecine

Les associations de patients sont une des possibilités les plus intéressantes pour stabiliser le savoir sur les maladies, leurs frontières, leurs définitions. Puisqu'il n'y a pas un savoir biologique incontestable et en surplomb qui permette de mettre tout le monde d'accord sans débats, il faut en passer par un débat qui soit le plus large possible. Même si les associations de patients ont besoin de la médecine pour « se définir », pour se trouver une raison d'exister, ce n'est là qu'un moment transitoire dans leur existence, avant leur *empowerment*. À elles d'apprendre à la remettre en cause, à discuter de ses pouvoirs, à lui retirer certaines fonctions.

Les associations doivent être une source d'innovation, d'expertise et non pas la courroie de transmission des « habitudes » de la médecine.

Face à une psychiatrie qui ne voit son futur que dans la découverte de déterminismes (soit au niveau du gène malade soit au niveau de la société malade), on peut penser que les associations de patients sont la dernière chance de la psychiatrie. Des risques existent, car les appareils sont extrêmement puissants alors que les associations sont souvent faibles, qu'elles soient, par exemple, transformées en courroie de transmission de l'industrie pharmaceutique. Ce serait une défaite collective. Mais il y a aussi la possibilité de réussites, qui, même locales, donneront envie d'être imitées comme ce fut le cas du rôle des associations de patients dans la lutte contre le sida.

Évidemment, on pourrait me dire : « les associations de patients sont la dernière chance de la psychiatrie ? Mais on nous avait déjà fait ce genre de promesses qui se sont révélées illusoires. On nous avait dit :

« La psychanalyse est la dernière chance de la psychiatrie  
Les médicaments sont la dernière chance de la psychiatrie  
La génétique est la dernière chance de la psychiatrie. »

La différence, c'est que les associations de patients n'ont pas la prétention de témoigner d'un savoir stable, définitif, d'être une garantie fermant la bouche à tous les autres. À l'inverse, les associations de patients peuvent mettre en politique, en culture, les témoignages venus de la médecine, de la psychologie, et des sciences connexes, elles sont capables d'accueillir toutes les propositions nouvelles sans en faire des *deus ex machina*.  
Les associations de patients ne sont pas une quatrième promesse pour qu'enfin le débat cesse, c'est, au contraire, la promesse du débat qu'il faut toujours recommencer.

## Répliques et controverses



**Antoine Artous**

XXX

## Sur l'égalité citoyenne chez Marx, Balibar, et Lefort:

(discussion avec Stathis Kouvélakis)

**Dans deux articles de *ContreTemps* (n° 9 et 10), Stathis Kouvélakis** se dit préoccupé de la place qu'occupe, dans la conjoncture historique actuelle, la référence à la citoyenneté et aux droits dans les luttes d'émancipation. Il est plus particulièrement inquiet de la façon dont certains marxistes prêtent l'oreille aux discours critiques tenus par Étienne Balibar et Claude Lefort *Sur La question juive* de Marx. Deux textes, auxquels renvoie Stathis Kouvélakis, font référence dans ces débats. Intitulé « Droits de l'homme et politique », celui de Claude Lefort est un article daté de 1979, repris dans *L'Invention démocratique* (Paris: Fayard, 1981). Celui d'Étienne Balibar est plus tardif. Intitulé « "Droits de l'homme" et "droits du citoyen": la dialectique moderne de l'égalité et de la liberté », c'est également un article publié d'abord dans *Actuel Marx* en 1990 (n° 8, p. 13-32) et repris dans *Les Frontières de la démocratie* (Paris, La Découverte, 1998)<sup>1</sup>.

Je fais partie de ces marxistes. À vrai dire, une grande partie du travail critique que j'ai amorcé depuis plusieurs années sur la question de la politique et de l'État chez Marx – et plus généralement dans la tradition marxiste – porte sur l'approche de la démocratie qui, au vu du bilan du siècle dernier, me semble l'un des points aveugles légués par Marx à sa postérité<sup>2</sup>. Et – toujours à mon opinion – non seulement la reformulation d'un projet d'émancipation sociale suppose de mettre au centre la question de la démocratie, mais l'affirmation de la citoyenneté égalitaire et du droit égal, me semble un élément constitutif de la démocratie; même si, naturellement, cette dimension n'est pas suffisante. Encore faut-il préciser sur quoi porte la discussion. Il va de soi que la perspective, disons « socialiste » pour faire simple, « ne saurait résulter d'une accumulation de droits ou d'une extension de la citoyenneté, fut-elle posée comme citoyenneté sociale », ainsi que l'écrit Kouvélakis. Elle suppose, notamment, de remettre en cause la marchandisation de la force de travail et de définir une problématique d'appropriation sociale de la production qui s'attaque à la propriété privée capitaliste.

## Émancipation politique et émancipation sociale

Dans *Sur la question juive*, Marx estime que « l'émancipation politique constitue un grand progrès » et il a toujours accordé beaucoup d'importance à la bataille pour ce que, dans ce même texte il appelle les « droits civiques » dont le contenu est la participation « à la communauté politique, à la vie de l'État<sup>3</sup> ». Toutefois, tout se passe comme si l'articulation entre émancipation politique et « émancipation humaine » – puis, plus tard, entre émancipation politique et « émancipation sociale » – fonctionnait seulement selon un ordre de succession chronologique. Une fois réalisée l'émancipation politique, les figures de l'égalité citoyenne et du droit égal disparaissent. Et cela est une constante chez lui. Depuis ses écrits de jeunesse, jusqu'à l'un de ses derniers textes « testament » la *Critique du programme de Gotha*.

E. Kouvélakis a raison de souligner que la critique marxienne de la citoyenneté passe par son « abolition », comprise comme *Aufhebung*. Pour le dire vite, l'*Aufhebung*, est une catégorie de la dialectique hégélienne qui veut dire « dépasser », tout en conservant l'acquis de la phase précédente. Reste que, plus d'un siècle après Marx, il est nécessaire de préciser ce que l'on conserve... La référence à l'*Aufhebung* a trop souvent servi à contourner les points aveugles ou les apories de l'héritage marxien, lu à travers l'épaisseur de l'expérience historique.

L'épaisseur de l'expérience, c'est également prendre en compte l'inscription historique du marxisme. E. Kouvélakis fait remarquer que la Russie soviétique a été la première au monde à reconnaître simultanément les droits politiques des non propriétaires, des femmes et des nationalités opprimées. Cela a toute son importance. Il faut rappeler toutefois que sa définition de la citoyenneté est, en quelque sorte, l'image inversée de celle portée par la tradition libérale (l'individu propriétaire) puisque la première constitution soviétique donne une définition sociale de la citoyenneté (les droits politiques ne sont pas accordés à ceux qui exploitent le travail d'autrui). De façon plus générale, la démocratie soviétique (des conseils ouvriers) n'est pas une simple démocratie directe, mais un système représentatif basé sur une définition sociale de la citoyenneté : il s'agit de représenter l'individu en tant que producteur. Lénine est très clair dans les thèses « Sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne », écrites pour le premier congrès de l'Internationale communiste : les élections s'organisent non sur une base territoriale mais sur la base des unités de production. Et en 1936, lorsque dans *La Révolution trahie*, Trotski défend face à l'État stalinien le multipartisme et la démocratie, il le fait en référence au « système électoral soviétique, fondé sur les groupements de classe et de production » qui s'oppose « au système de la démocratie bourgeoise, basé sur ce que l'on appelle le "suffrage universel, égal et direct" de la population atomisée<sup>4</sup> ».

On peut estimer – c'est mon cas – que la référence à un tel système pluraliste de démocratie soviétique a joué un rôle progressiste face au stalinisme. De plus, elle avait une forte cohérence par rapport à une certaine problématique d'émancipation, en visant à dépasser l'abstraction citoyenne moderne pour encadrer la citoyenneté dans le social, plus précisément dans la figure du producteur. C'est une forme politique concrète, ajustée à son contenu (le pouvoir des producteurs associés) qui prépare la phase suivante : celle de la disparition de l'État et de tout pouvoir politique. Reste qu'une telle démocratie ne repose pas sur le suffrage universel, au sens strict du terme, et sur la citoyenneté égalitaire<sup>5</sup>.

## La citoyenneté et l'État politique comme abstraction

La remise en cause de la citoyenneté moderne comme forme sociale abstraite est bien une thématique centrale de Marx, du moins dans ses textes de jeunesse. J'ai ici un point d'accord important avec E. Kouvélakis à qui j'emprunte, dans son second article, le titre de ce paragraphe. Sans trop d'état d'âme : la première partie de mon livre *Marx, l'État et la politique* s'intitule « la politique moderne comme abstraction ». Dès sa *Critique du droit politique hégélien* (manuscrit de 1843), Marx développe une analyse du procès d'abstraction à travers lequel l'État moderne se construit comme État politique séparé<sup>6</sup>. Ce procès, qui est l'autre face de la constitution de la « société civile bourgeoise » prend deux aspects.

L'État s'abstrait de la société civile pour se constituer comme État politique séparé alors que dans l'Ancien régime, explique Marx dans *Sur la question juive*, il était encadré dans des formes d'organisations sociopolitiques de la société civile (seigneuries, ordres, corporations) qui médiaient les rapports des individus avec lui. La constitution de l'État moderne se traduit donc par la destruction de ces formes sociopolitiques, à travers lesquelles les individus menaient des formes d'existence communautaires, pour donner naissance à l'individu « égoïste » de la société civile bourgeoise. Étant entendu, comme le souligne E. Kouvélakis, que le terme « égoïste » n'a pas une connotation morale, il renvoie à la figure de l'individu propriétaire initié par Locke, et à « l'individualisme possessif<sup>7</sup> ».

Et, en même temps qu'il s'abstrait de la société civile, l'État politique séparé produit l'abstraction citoyenne moderne qui dit la citoyenneté hors de toute détermination sociale concrète des individus. Elle fonctionne comme communauté imaginaire, explique Marx. Non pas qu'elle soit irréaliste : la citoyenneté moderne a bien une objectivité sociale, renvoie à des pratiques, des institutions, etc. Elle est imaginaire car, pour simplifier, elle prétend constituer une communauté politique dans laquelle les citoyens sont dits libres et égaux entre eux, alors qu'elle s'enracine dans une société civile qui est le règne de l'homme « égoïste » et, au-delà, de l'exploitation de la division en classe, etc.

## La critique du droit comme forme

C'est cette approche qui permet de comprendre la critique développée par Marx dans *Sur la question juive* des droits de l'homme. Il ne s'agit en rien, E. Kouvélakis le souligne avec raison, d'une mise en opposition des droits « formels » et des droits « réels », comme on l'entend souvent dire, y compris chez des marxistes. La critique porte sur le droit comme forme sociale, comme forme de socialisation des individus, caractéristique de la société bourgeoise.

*Sur la question juive* ne laisse aucune équivoque à ce propos : « La constitution de l'État politique et de la désagrégation de la société civile en individus indépendants – dont le rapport a pour base le droit, tout comme le rapport des hommes, sous les ordres et les corporations, fut le privilège – s'accomplissent en un seul et même acte<sup>8</sup> ». Cette caractérisation générale ne changera pas. Ainsi dans *L'Idéologie allemande*, Marx parle « du mode médiéval de production dont l'expression politique est le privilège (et) du mode moderne de production, dont l'expression est le droit tout court, le droit égal ». Dans la *Critique du programme de Gotha*, il est également question du droit égal comme « droit bourgeois<sup>9</sup> ».

Marx parle du droit égal comme « droit bourgeois », car il fait dériver la forme juridique moderne de la généralisation des rapports marchands par le capitalisme, avec une approche qui n'a rien d'économiste ; tout simplement parce qu'un rapport marchand est un rapport social qui implique une forme d'individuation des individus en tant qu'échangistes. Ici, il faudrait poursuivre – mais je ne fais que le signaler – en exposant comment une tradition marxiste a systématisé ces indications afin de montrer que la généralisation de la forme sociale marchandise n'est pas seulement porteuse d'une « chosification » des rapports sociaux que Marx analyse à travers sa théorie du fétichisme de la marchandise. Elle génère également une forme sujet, celle de l'individualisme marchand, se cristallisant dans la figure du sujet du droit moderne et du fétichisme juridique qui l'accompagne. Ainsi que l'écrit Michel Miaille, « le système juridique de la société capitaliste se caractérise par une généralisation de la forme abstraite et de la personne juridique [qui] permet de représenter l'unité sociale de manière à la fois réelle et imaginaire<sup>10</sup> ».

## Pouvoir public et souveraineté égalitaire

Le droit joue donc un rôle central dans la légitimation du mode de production capitaliste et de son État. Reste à savoir si l'on peut s'en tenir à ce seul constat. L'avènement de l'État bourgeois comme État politique séparé c'est également celui d'une forme de pouvoir politique inédite historiquement dans la façon dont il s'affiche. Dans les sociétés précapitalistes, le pouvoir est toujours la « propriété » d'un individu et/ou d'un groupe social – auquel il était

congruent – et la citoyenneté, lorsqu'elle existait, était toujours « concrète », définie par un statut social.

En revanche, le pouvoir politique moderne s'énonce comme pouvoir public ; c'est-à-dire comme un pouvoir politique qui n'est la « propriété » de personne, ni d'un individu ni d'un groupe social. Et il se donne comme l'émanation d'une souveraineté égalitaire ; c'est-à-dire non seulement abstraite, puisque dans la réalité les individus singuliers ne sont pas équivalents, mais énoncée à travers le droit, puisque « le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure », écrit Marx dans la *Critique du programme de Gotha*. Pour le dire lapidairement : cette approche générale est un « acquêt de l'ère capitaliste », pour reprendre une formule de Marx dans *Le Capital*<sup>11</sup>, si l'on veut réfléchir sur les contours (les principes généraux) possibles d'un « pouvoir public » dans une société « socialiste ».

Dans *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx fait référence à l'existence d'un « pouvoir public » dans la société sans classe. Et ici, comme dans d'autres textes, Marx savait de quoi il parlait en utilisant une catégorie moderne qui s'opposait à l'époque au pouvoir de l'Ancien régime et de la féodalité sous deux aspects : un pouvoir dégagé de toute forme de dépendance personnelle, parce que, justement, il n'était la propriété d'aucun groupe social ; un pouvoir laïque, au sens de pouvoir « humain », dégagé de toute forme de légitimation religieuse, *via* l'inscription dans un ordre surnaturel.

Somme toute, Marx, à sa façon, reconnaissait bien qu'un pouvoir public basé sur le principe d'une souveraineté égalitaire était un horizon difficilement dépassable comme forme de pouvoir politique puisque, pour lui, son dépassement était synonyme de disparition de... tout pouvoir politique. Mais, pour ce faire, dans *Le Manifeste* – et ailleurs – il doit affirmer que le contenu de ce pouvoir public, qui continuera à exister, se réduit à « la simple administration de la production ». Comme le dit Engels dans *l'Anti-Dühring*, « le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de la production ».

Si, au vu du bilan du siècle dernier, on voulait reprendre ces termes, afin de définir le contenu d'un pouvoir public dans une « vraie démocratie », pour reprendre une formule de Marx dans la *Critique du droit politique hégélien*, il faudrait inverser l'approche. La politique, comprise comme gestion technico-administrative de la production et de la société doit faire place à la politique comprise comme gouvernement des personnes, plus exactement, autogouvernement des personnes. Et il serait sans doute temps à ce propos d'en venir plus directement aux textes de C. Lefort et d'É. Balibar. À vrai dire, j'ai commencé à en parler dans ce retour sur Marx qui « intègre » – à ma façon et dans ma propre problématique – des critiques portées à ses développements dans *Sur la question juive* par ces deux auteurs.

## À propos de Claude Lefort

Dans « Droits de l'homme et politique<sup>12</sup> », C. Lefort lui reproche de manquer les bouleversements historiques institués par l'émancipation politique dans les relations entre les individus et le pouvoir. C'est un des premiers intérêt de son analyse : déplacer l'approche classique consistant à traiter des droits comme attributs d'un sujet pour raisonner en termes de relations structurant, dans un même mouvement, les individus entre eux et vis-à-vis du pouvoir. C. Lefort développe trois thèmes.

Le premier recoupe mes remarques sur l'émergence d'une nouvelle forme historique de pouvoir politique comme pouvoir public. L'émancipation politique, explique-t-il, « se traduit par un phénomène de désincorporation de la société dont l'identité [...] ne se séparait de la personne du monarque ». D'où le caractère symbolique de ce nouveau pouvoir « désincorporé » qui, par « la délimitation d'une sphère politique s'accompagne d'un nouveau mode de légitimation, non seulement du pouvoir, mais des rapports sociaux comme tels. La légitimité du pouvoir se fonde sur le peuple ; mais à l'image de la souveraineté populaire se joint celle d'un lieu visé, impossible à occuper, tel que ceux qui exercent l'autorité publique ne sauraient prétendre se l'approprier ». Cette nouvelle configuration du pouvoir est liée à la notion de droits de l'homme qui introduit « une dimension transversale des rapports sociaux dont les individus sont des termes », détruisant une autre représentation du social : « celle d'une totalité transcendante de ses parties ». Dans ce mouvement, « l'homme apparaît à travers ses mandataires comme celui dont l'essence est d'énoncer ses droits » et ce, justement, parce que l'homme dont il est ici question est « la fiction de l'homme sans détermination », que critique Marx. Enfin – c'est le troisième thème – cette nouvelle configuration du pouvoir permet « une dialectique d'inscription historique des droits de l'homme », passant des droits individuels à l'exigence des droits sociaux et permettant d'ouvrir un espace d'autonomie vis-à-vis du pouvoir, une auto-institution du social face à l'État qui « fait la spécificité des sociétés démocratiques ».

Naturellement, cette troisième thématique d'auto-institution du social est une façon de reformuler une thématique libérale d'« auto-organisation » de la société civile face et à côté de l'État. Elle peut d'ailleurs être tirée dans un sens plus radical (libéralo-libertaire), comme le fait Miguel Abensour en prônant « l'auto-institution démocratique du social » face à l'État<sup>13</sup>. Par ailleurs, lorsque l'on se réclame de Marx, il n'est pas difficile de montrer que l'État capitaliste, même dans sa forme démocratique, n'est pas un lieu vide, mais celui où se déploie les formes impersonnelles de domination capitaliste, en rupture avec toutes les formes de dépendance directe issues des sociétés pré-capitalistes.

Toutefois, la perspective générale d'un pouvoir public basé sur la souveraineté populaire égalitaire dont j'ai parlé suppose bien le maintien de la « délimitation d'une sphère politique » et une problématique de « désincorporation » du pouvoir. Et par ailleurs, la perspective d'autogouvernement des personnes dans une « vraie démocratie » suppose bien l'auto-institution du social sur les bases démocratiques dont parle M. Abensour. Reste que, comme l'écrit Jean-Marie Vincent, si la politique n'est pas une simple superstructure, elle « est partie prenante de la production et de la reproduction des rapports sociaux d'ensemble [...] Pour faire place à la politique instituante », il faut bouleverser ces derniers<sup>14</sup>.

## Citoyenneté et droits de l'homme

Plus concrètement, dans ses commentaires de la *Déclaration de 1789 de Sur la question juive*, Marx me semble manquer l'importance des effets sur la nouvelle structuration du pouvoir politique de cette « dimension transversale des rapports sociaux dont les individus sont des termes », dont parle C. Lefort, qui détruit une autre représentation du social : « celle d'une totalité transcendante de ses parties ». En effet, la référence à une citoyenneté égalitaire remet en cause une vision « holiste » du pouvoir politique, caractéristique des sociétés précapitalistes. Elle permet également de remettre en cause les tentations « organiques » ou « holiste-collectivistes », qui ont été présentes dans la tradition marxiste (y compris dans sa version radicale) lorsqu'elle a essayé de penser les rapports entre émancipation individuelle et émancipation collective<sup>15</sup>.

Il faut toutefois ajouter que, si Marx manque cette dimension de « l'émancipation politique », c'est en partie à cause de la nature du texte qu'il commente. Dans la *Déclaration de 1789*, les droits de l'homme sont les droits de l'homme en tant que citoyen et fonctionnent comme cadre d'institution politique du social. Or Marx ne traite pas de cette dimension spécifique.

Il distingue très soigneusement les droits de l'homme des « droits civiques » (citoyenneté), mais il se contente de faire des premiers l'expression directe de l'homme « égoïste » de la société civile bourgeoise. Pourtant, la problématique démocratique ouverte par la Révolution française, pour des raisons que je n'aborde pas ici, donne une place centrale à la citoyenneté dans la fondation du lien social. Les droits de l'homme y fonctionnent comme opérateur de la citoyenneté contrairement à la déclaration américaine qui, plutôt inspirée des idées de Locke, fait des droits de l'homme un produit naturel du fonctionnement de la société face auquel l'État doit limiter son intervention.

La tradition libérale française se situe dans cette problématique. Et lorsque Marx rabat complètement les droits de l'homme sur ceux de l'homme « égoïste », sa critique est bien plus opératoire contre la thématique d'un Benjamin Constant pour qui la liberté des modernes est « la sécurité dans les

jouissances privées ». Mais du coup, la place spécifique de la citoyenneté dans la fondation du lien social n'est pas traitée par Marx.

### **Balibar et la dialectique de l'égaliberté**

Des auteurs d'horizons divers ont souligné la place particulière de la citoyenneté dans la tradition ouverte par la Révolution française. Dans « "Droits de l'homme" et "droits du citoyen" : la dialectique moderne de l'égalité et de la liberté », É. Balibar radicalise en quelque sorte cette position<sup>16</sup>. Je soulignerai trois thèmes qui me semblent importants dans un texte qui, manifestement, vise à reprendre des problèmes soulevés par C. Lefort. Même si É. Balibar n'y fait pas référence et prend comme point de départ les analyses de Marcel Gauchet sur 1789 qu'il qualifie, à juste titre de lecture critique néolibérale de la Révolution française<sup>17</sup>.

Selon M. Gauchet, la Révolution française se contente de produire un concept de souveraineté se substituant à celui de la souveraineté monarchique. C'est là une thématique libérale bien connue qui, soulignant en plus la place prise par l'égalité dans cette révolution, estime que cette problématique de la souveraineté populaire porte des dangers despotiques, voire totalitaires. É. Balibar met, au contraire, en valeur le changement de terrain et la rupture radicale. Il s'agit d'établir une « souveraineté égalitaire – pratiquement une contradiction dans les termes, mais seule façon de congédier radicalement toute transcendance et d'inscrire l'ordre politique et social dans l'élément de l'immanence de l'autoconstitution du peuple ». C'est-à-dire dans une problématique qui « n'oppose jamais la réalisation de l'individu aux intérêts, qui ne les sépare même pas, mais qui cherche à les réaliser l'un par l'autre », écrit É. Balibar dans un autre texte<sup>18</sup>.

Cette problématique provient de la rupture opérée par la *Déclaration* avec les idéologies du droit naturel. Il n'existe aucune nature humaine en amont de l'ordre politique, fonctionnant comme garantie extérieure. La *Déclaration* « identifie intégralement les droits de l'homme à des droits politiques et, par ce biais, court-circuitant les théories de la nature humaine aussi bien que celles de la surnature théologique, elle identifie l'homme individuel ou collectif au membre de la société politique ». D'où – et c'est le troisième thème –, une dialectique qui n'oppose pas l'égalité et la liberté, mais fusionne les deux concepts dans une dialectique de « l'égaliberté ».

On voit le point commun avec C. Lefort. Il ne s'agit pas de traiter les droits de l'homme comme, avant tout, des attributs d'un sujet, mais comme l'énoncé d'un rapport radicalement nouveau dans la façon dont se constitue le pouvoir en référence à une souveraineté égalitaire. Avec toutefois une différence d'importance. La question n'est pas celle de l'organisation de « l'autonomie » de

la société face au pouvoir, mais des bases de constitution de la société comme communauté : « La signification de l'équation homme = citoyen n'est pas tant l'affirmation d'un droit politique que l'affirmation d'un droit universel à la politique [qui] ouvre une sphère indéfinie de "politisation" des revendications de droit que réitérent, chacune à sa façon, l'exigence d'une citoyenneté ou d'une inscription institutionnelle, publique, de la liberté et de l'égalité. »

### **Une perte de repères stratégiques**

Il n'est pas besoin de faire de longs détours théoriques pour souligner les limites de la dialectique de l'égaliberté développée par É. Balibar. Dans ce texte, comme dans d'autres, il ne traite pas de l'autre dimension d'une perspective d'émancipation : l'émancipation sociale. Cela est d'autant plus frappant que l'auteur sait que l'exploitation capitaliste existe et que la marchandise n'est pas une forme « naturelle » des produits du travail. Il n'aborde jamais les problèmes de l'appropriation sociale de la production ni celui des rapports entre lutte pour la défense et l'élargissement des droits sociaux et la remise en cause de la marchandisation de la force de travail.

On pourrait également, au plan plus directement politique, discuter des limites dans lesquelles É. Balibar semble inscrire la dialectique de l'égaliberté. Sans parler de son propre parcours après l'écriture du texte dont il est question ici, les formules du texte lui-même que je viens de citer semblent réduire cette dialectique à, d'un côté, la dynamique des mobilisations sociopolitiques et, de l'autre, la simple inscription institutionnelle de nouveaux droits. Par contre, la question d'une refondation démocratique radicale du pouvoir politique lui-même sur la base d'une souveraineté populaire égalitaire n'est pas frontalement traitée<sup>19</sup>.

Ici on rencontre un problème plus général, lié à la conjoncture historique actuelle, tant dans ses aspects « objectifs » que « subjectifs ». On sait en effet que, au-delà de la défense des acquis, la logique dominante de nombreux secteurs radicaux est celle de batailles pour la simple inscription de nouveaux droits et, au maximum, de développement de contre-pouvoirs. Pour ce qui me concerne, je continue à penser que la question de l'État et de sa transformation radicale reste un élément clé d'un projet d'émancipation.

L'approche d'E. Kouvélakis a quelque chose d'étonnant. On a l'impression de se trouver dans la période précédant 1848, celle où dans sa majorité, le mouvement ouvrier naissant croyait que la bataille pour l'avènement de la République (suffrage universel) allait déboucher sur l'émancipation sociale (République sociale). Comme si l'histoire avait fait un immense retour en arrière. Or la question dominante dans les secteurs radicaux n'est pas tant l'illusion dans la toute-puissance de la citoyenneté et du droit qu'une perte de

repères stratégiques, en ce qui concerne les perspectives de transformation sociale (cela ne veut pas dire qu'il suffit de répéter les anciennes stratégies; au demeurant cette perte de repères renvoie à un phénomène « objectif », touchant également ceux qui se réclament de la révolution). Pour le dire prosaïquement certains pensent que – dans la conjoncture actuelle ou plus durablement – la seule possibilité est de réguler le système avec des droits sociaux. D'autres maintiennent la perspective d'émancipation sociale, mais souvent en « contournant » plus ou moins la question de l'État. Tout cela, naturellement, est surdéterminé par le bilan du « socialisme réel<sup>20</sup> ».

Kouvélakis explique en conclusion de son deuxième article que les luttes dans le droit et pour les droits sont une dimension constitutive de la lutte des classes, mais qu'il faut en saisir les limites. À vrai dire, je suis quelque peu étonné qu'un aussi long détour soit nécessaire pour déboucher sur le rappel d'un constat somme toute assez classique. Balibar – et bien d'autres – seraient prêts à signer ce constat. Quant aux débats entre « marxistes », ils commencent – hormis pour certains courants « sectaires » – après ce constat et concernent le devenir du droit. L'affirmation de sa dimension constitutive de la lutte des classes a-t-elle seulement une fonction pédagogique préparant l'« abolition » du droit? C'est ainsi que raisonnait Engels dans l'*Anti-Dühring* à propos de l'égalité. Ou bien la référence au droit égal et à l'égalité citoyenneté sont-elles constitutives d'une perspective d'émancipation?

### À propos de l'universalisme concret

La seule indication donnée par Kouvélakis est celle d'une dynamique de passage d'un universalisme abstrait à un universalisme concret, sous l'effet des luttes de classes. Je voudrais terminer par quelques remarques à ce propos.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la critique de l'abstraction politique moderne, de l'abstraction des droits de l'homme est portée par une série d'auteurs réactionnaires, qui entendent réactualiser la problématique médiévale des ordres et l'insertion concrète des individus, mais également en Angleterre par quelqu'un comme Burke qui oppose les traditions, susceptibles d'évolution, de chaque peuple, à la métaphysique universaliste de la Révolution française<sup>21</sup>. Au-delà des droits de l'homme, ces auteurs récusent le concept même d'homme élaboré par les Lumières.

Pour Hegel, au contraire, ce concept représente un progrès décisif dans l'histoire de l'humanité, mais les droits de l'homme « doivent être arrachés à leur abstraction jacobine », explique Domenico Losurdo<sup>22</sup>. D'où, pour le dire vite, la thématique de l'universalisme concret qui consiste, entre autres, à définir un ensemble de moments de la vie sociale et d'institutions qui sont autant de médiations établissant les rapports des individus à l'universel, à l'universalité

de la conditions humaine. Et cela, non pas en fonction d'une conception supra-historique d'une essence humaine, mais en faisant de l'universel un produit du développement historique.

Marx se situe dans cette problématique, tout en déconstruisant de façon implacable – en particulier dans sa *Critique du droit politique hégélien* – les médiations sociales et institutionnelles qui, selon Hegel, sont censées permettre l'émergence de cet universalisme concret. Toutefois, passé le moment ravageur de la critique, Marx se contente d'opposer des problématiques générales (la « vraie démocratie », « l'homme générique ») qui sont autant de coups de force philosophiques. Et à vrai dire, cela est sans doute inévitable pour sortir d'un certain horizon. Reste, chaque fois, le silence sur les médiations<sup>23</sup>.

Kouvélakis explique que, dans *Sur la question juive*, le citoyen abstrait n'est pas en fait pas supprimé, mais qu'il « cesse d'exister en tant que double transcendantal, réalité séparée d'une vie sociale, aussi bien individuelle, désormais reconstruite dans l'immanence de ses médiations ». Peut-être. Marx ne dit pas tout à fait cela. Kouvélakis peut certes proposer cette lecture du texte. Mais il doit alors dire si – aujourd'hui et de son point de vue – les énoncés du droit égal et de la citoyenneté égalitaire sont – ou non – des médiations incontournables pour construire un tel universalisme concret; même si elles sont insuffisantes. C'est, somme toute, ce à quoi se résume mon point de vue; même s'il a des conséquences en cascade.

Et cela me semble d'autant plus important que l'histoire du mouvement ouvrier – et plus généralement celle du siècle dernier – a fait apparaître un problème d'importance. Kouvélakis le souligne à sa façon lorsqu'il explique que l'universalisme abstrait « bourgeois » s'est construit, de façon sans cesse répétée, comme un « particularisme à peine voilé ». Alors que les « particularismes » des prolétaires, des colonisés, des femmes, etc., s'avèrent porteurs « d'universalité effective ». Le constat est indéniable. Mais, il faut également ajouter que cela s'est traduit par une tendance récurrente à faire du groupe social exclu de cet universalisme abstrait le porteur immanent du « vrai » universel. Le passage à l'universalité concrète est alors pensé comme procès d'incarnation de l'universel dans un groupe social<sup>24</sup>.

On connaît la thématique du producteur comme figure incarnant le genre humain et la présentation du prolétariat comme classe universelle. Tout cela ne relève pas de simples problèmes « philosophiques » (encore qu'il existe bien une dimension philosophique du problème), mais du bilan politico-historique du mouvement ouvrier. Certes, on explique que cette marche vers la socialisation effective de l'universel concret suppose des médiations politico-institutionnelles. Mais, d'une part, ces médiations sont complètement encastées dans le groupe social (les producteurs) censé tendanciellement incarner

cet universel et, d'autre part, elles sont transitoires. C'est de cette problématique que relève la démocratie des conseils ouvriers qui encastre la politique dans le social, afin de déboucher sur « l'abolition » de la politique et du droit. Reste que l'existence de l'individu comme membre du genre humain, son existence comme être universel, n'est jamais donnée, elle est toujours construite. Notamment – mais, naturellement, pas seulement – par ces énoncés abstraits que sont le droit égal et l'égalité citoyenne. On dira que dans la conjoncture historique actuelle, le « danger principal » n'est pas ce procès d'incarnation de l'universel dans un groupe social, mais plutôt une thématique de la différence, liée à une critique de l'hypostase universaliste. Raison de plus pour bien définir ce qu'est la problématique de l'universel comme universel concret qu'il faut opposer à ces discours.

Il faudrait poursuivre sur les politiques permettant ce passage d'un universalisme abstrait à un universalisme concret. Le développement des luttes de classes et, ce faisant, la subversion du formalisme universaliste abstrait pour, en quelque sorte, socialiser la forme juridique est un élément clé. Au demeurant, le droit a fortement évolué, il a dû articuler l'énoncé du droit égal avec des éléments de droits spécifiques à des catégories d'individus ou des groupes sociaux. Cela nécessite également une réflexion spécifique sur l'organisation du pouvoir politique. La souveraineté populaire ne peut se résumer dans la figure abstraite du peuple-citoyen. J'ai souligné ailleurs, comment il fallait réfléchir à l'idée – au demeurant pas nouvelle – d'un pouvoir politique structuré selon un double système de représentation, l'une fondée sur l'égalité citoyenne, l'autre sur des formes de représentation du « social<sup>25</sup> ».

- 1 S'il ne dit rien sur É. Balibar, dans son introduction à *Sur la question juive* (Paris, Éd. La Fabrique, 2006), Daniel Bensaïd renvoie aux articles d'E. Kouvélakis pour simplement caractériser la critique de Lefort de libérale.
- 2 Voir, entre autres, mon livre *Marx, l'État et la politique* (Paris, Syllepse, 1999, p. 152-156) où il est question des textes de C. Lefort et d'É. Balibar. Sur le droit, voir également ma contribution « Marx et le droit égal : retour critique ». In *Droit et émancipation*. Paris, Syllepse, 2005 (Les cahiers de *Critique communiste*).
- 3 Marx, « La Question juive ». In *Œuvres*. Paris, Gallimard, t. 3, p. 365 (Bibliothèque de la Pléiade).

- 4 Trotski, *La Révolution trahie : de la Révolution*. Paris, Éd. de Minuit, 1963, p. 609.
- 5 Pour un bilan de la problématique de la démocratie soviétique, voir mon texte, « Démocratie et émancipation sociale », In *Marxisme et démocratie*. Paris, Syllepse, 2003 (« Les cahiers de *Critique communiste* »).
- 6 Le résumé que je fais ici de l'approche de Marx montre bien que chez lui, la catégorie d'État politique séparé n'est pas une simple reprise de la thématique libérale d'un État devenu « extérieur » à l'économie et à la société civile. Cet État se construit en même temps que la société civile bourgeoise à travers une relation polaire de séparation

(création d'une institution spécifique) et d'inclusion (restructuration des rapports économiques et sociaux).

- 7 C. B. Macpherson, *La Théorie de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*. Paris, Gallimard, 1971.
- 8 Marx, *La Question juive*, p. 372.
- 9 Marx & Engels, *L'Idéologie allemande*. In *Œuvres*, t. 3, p. 1231.
- 10 Michel Miaille, *Une introduction critique au droit*. Paris, F. Maspéro, 1982, p. 107. Pour un exposé systématique de la théorie du fétichisme de la marchandise et son articulation avec la création d'une forme sujet spécifique, voir mon livre *Le Fétichisme chez Marx*. Paris, Syllepse, 2006.
- 11 Marx, *Le Capital*. In *Œuvres*, t. 1, p. 1240.
- 12 C. Lefort, *L'Invention démocratique*. Paris, Fayard, 1981, p. 48-88.
- 13 M. Abensour, *La Démocratie contre l'État*. Paris, PUF, 1997. Un livre par ailleurs très intéressant par son travail sur Marx.
- 14 J.-M. Vincent, « "Démocratie et totalitarisme" revisités : la démocratie et Claude Lefort ». In G. Duprat (dir.), *L'Ignorance du peuple*. Paris, PUF, 1998, p. 60-61.
- 15 Sur ces questions, voir mes développements dans A. Artous, Philippe Corcuff, *Nouveaux défis pour la gauche radicale : émancipation et individualité*. Lausanne, Éd. du Bord de l'Eau, 2004.
- 16 É. Balibar, *Les Frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1992, p. 124-150.
- 17 M. Gauchet, *La Révolution des droits de l'homme*, Paris, Gallimard, 1989. L'auteur est l'un des représentants de, selon sa formule, la « gauche antitotalitaire » avec qui la confrontation sur la démocratie me semble nécessaire.
- 18 É. Balibar, *La Philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, 1993, p. 32.
- 19 E. Kouvélakis le remarque en notant, à la fin de son premier article, qu'É. Balibar se contente d'opposer la « révolution en permanence » et la « politique de l'État comme ordre institutionnel ». Mais il n'apporte guère d'éclaircissement sur cette question centrale du pouvoir avec sa thématique d'un « processus de construction politique irréductible à l'État » ou d'une révolution pensée dans « l'immanence d'un processus se nourrissant de ses propres contradictions ».
- 20 À ce propos, l'équivalence systématiquement établie par E. Kouvélakis entre « antitotalitarisme » et « anticommunisme » me semble bien hasardeuse.
- 21 Bertrand Binoche, *Critique des droits de l'homme*, Paris, PUF, 1989.
- 22 Puf, 1992, p. 92.
- 23 Dans son introduction de *Sur la question juive*, D. Bensaïd rappelle que, contrairement aux « socialistes utopiques », Marx n'entendait pas rêver sur les contours de la société future. Certes. Reste qu'il est nécessaire de « relire » Marx sur la base de l'expérience historique du siècle passé. Le paradoxe est que D. Bensaïd le fait en ce qui concerne l'analyse de la « question juive » proprement dite mais pas sur la question de l'émancipation politique et du droit égal.
- 24 Voir mon article « Citoyenneté, démocratie, communisme », *ContreTemps*, 2002, n° 3.
- 25 Voir « Démocratie et émancipation sociale ». In *Marxisme et démocratie* et mon article « Europe, citoyenneté, souveraineté populaire », *ContreTemps*, n°9, 2004.

# Lu d'ailleurs



## Recensions critiques

**Elsa Dorlin*****La Matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la nation française,* Paris, Éditions La Découverte, 2006.**

« Les corps sont la matière première des nations. » En développant cette hypothèse, Elsa Dorlin s'écarte des chemins traditionnellement empruntés par les généalogies nationales, puisque que c'est dans sa dimension matérielle, et non plus seulement dans sa dimension narrative ou mythique qu'elle pense la construction de la nation. *La Matrice de la race* démontre que, le long des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, en France et dans ses colonies, le traitement médical, politique et colonial des corps empiriques est constitutif du corps national. L'ouvrage propose une généalogie des pratiques, des techniques et des procédés scientifiques et politiques qui engendrent la nation française en subordonnant le corps des femmes et en asservissant celui des esclaves.

Pour commencer, la philosophe montre comment les théories médicales forment et perpétuent le rapport de domination de genre en inscrivant l'inégalité des sexes dans la chair, tout en prenant soin de faire également apparaître les contradictions internes, les résistances et les événements qui fragilisent, altèrent ou bouleversent ces savoirs. Elle révèle le caractère déterminant de la notion médicale de *tempérament* qui fait du corps féminin un corps malade *par nature*. Ainsi, lorsqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, les médecins investissent les espaces jusque-là occupés par les théologiens, les sorcières et les possédées sont muées en mélancoliques et en hystériques, victimes de leur tempérament féminin, froid et humide, pathogène, opposé au tempérament sain, chaud et sec, des hommes. L'auteure examine aussi les rapports de classe et les rapports coloniaux qui configurent ces conceptions médicales en hiérarchisant les femmes entre elles : prostituées, Africaines, tribades, domestiques et paysannes seront réputées chaudes, et par là hystériques ou nymphomanes, contre-nature, car féminines et viriles à la fois. La notion normative de tempérament, fondant la différence sexuelle, exclut de la féminité-modèle qu'elle érige les femmes qui ne sont pas destinées à reproduire la classe dominante. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces conceptions basculent. L'essor d'une politique nataliste répondant aux velléités coloniales françaises rend l'idée selon laquelle les femmes sont toutes des malades problématiques : les médecins doivent

concevoir une *mère saine* susceptible de régénérer la population française. Pour des raisons soigneusement détaillées, cette mère régénérante devient la clé de voûte de la nation. La conception de ce modèle féminin fait à la fois intervenir de nouvelles pratiques et théories médicales et les politiques sexuelles et coloniales expérimentées dans les colonies de plantation qui assurent reproduction sociale et biologique de la plantocratie. Elsa Dorlin met en évidence un double processus lié à la circulation des discours et des pratiques entre la métropole et les colonies. D'une part, il apparaît que la conceptualisation médicale de la différence sexuelle fournit, *via* la notion de tempérament, le prisme à travers lequel les différences et les hiérarchies raciales vont être formulées et pensées dans les colonies : les Noir-e-s seront réputés dotés d'un tempérament pathogène, et l'esclavage sera présenté comme un moyen de leur faire recouvrir une santé. L'auteure révèle le rapport génétique liant sexe et race, médecine et anthropologie. D'autre part, elle démontre que les politiques racistes racialisent en retour les normes de genre : la femme saine sera par définition blanche et fertile, vouée à procréer des enfants blancs. La généalogie proposée par Elsa Dorlin montre en définitive que, à la Révolution française, la mère en vertu de laquelle les citoyens français se reconnaîtront frères, celle qui fera à ce titre l'unité nationale, est celle-là même que la bourgeoisie, les médecins et les planteurs ont promue. Elle ouvre ainsi une perspective théorique à la fois matérialiste, féministe et postcoloniale sur la problématique nationale française.

Myriam Paris

**Claude F. Poliak*****Aux frontières du champ littéraire. Sociologie des écrivains amateurs* Paris, Economica, 2006, 305 p.**

S'engager dans une carrière d'écrivain est un rêve partagé par de nombreuses personnes. Seule une infime minorité d'entre elles parvient à le concrétiser en se faisant éditer et publier. Mais moins nombreux encore sont ceux qui parviennent à véritablement intégrer le champ littéraire. Le livre de Claude F. Poliak est consacré à ces « écrivains d'intention », ces personnes qui écrivent – des poèmes, des autobiographies, des nouvelles, mais rarement, faute de « tenir la distance », des romans – mais qui ne parviennent pas, ou très difficilement, à se faire publier, et dont les écrits restent sans lectorat. Basé sur une enquête auprès de participants à un concours de nouvelles, il cerne le profil des aspirants écrivains, souvent issus ou membres des classes populaires et qui apparaissent dans bien des cas comme des « intellectuels de première génération », mais qui surtout témoignent d'un « immense besoin de recon-

naissance ». L'écriture est pour eux une « passion » qui les anime depuis l'enfance et, de fait, l'étude montre combien leur goût pour la lecture et l'écriture est le fruit d'une inculcation scolaire. La comparaison avec des écrivains reconnus s'avère passionnante lorsqu'elle identifie davantage de proximités que d'écart entre les écrivains amateurs et ceux qui sont parvenus à la consécration : l'auteure montre que « les écrivains d'intention partagent avec les "vrais" écrivains un certain nombre de caractéristiques, voire de capitaux, qui permettent de rendre compte de leurs dispositions à l'expression littéraire, mais dont le volume ou la "qualité" les vouent à l'obscurité ». De la sorte, ce sont les modes de fonctionnement, et surtout d'exclusion, du champ littéraire qui se trouvent éclairés. Pour les débutés de la littérature existe cependant un « univers de consolation », celui des petites revues aux faibles audiences et légitimité, des concours de nouvelles, des éditions à compte d'auteur. Ce « simili champ littéraire », dont l'auteure décrit en détail les instances et le fonctionnement, offre une série de positions « hors-champ » qui permettent malgré tout de se définir comme écrivain, même s'ils sont nombreux à reconnaître l'être « entre guillemets ». C'est tout un pan des pratiques culturelles populaires que ce livre arrache à l'insignifiance et à la violence des classements sociaux.

Lilian Mathieu

**Axelle Brodriez**

***Le Secours populaire français 1945-2000***

**Presses de Sciences Po, 2006, 365 p.**

Axelle Brodriez porte sur l'histoire du Secours populaire français un regard d'historienne qui a su tirer profit des recherches en sociologie et en science politique. Elle éclaire l'histoire d'une association qui a longtemps appartenu au « conglomérat communiste », décrivant par la même occasion son mode de fonctionnement. Si l'histoire du PCF est bien connue, il n'en est pas de même des associations qui lui étaient proches. Axelle Brodriez montre tout d'abord comment, jusqu'au milieu des années 1950, le conglomérat communiste a été marqué par une forte centralité du parti qui laissait peu d'autonomie à ses organisations périphériques. Caractérisées par une forte politisation de leur discours, ces dernières n'étaient pas en mesure de toucher un milieu plus large que le parti. La sortie de la guerre froide permet une plus grande autonomie, dans la spécialisation, du Secours populaire français, même si ses dirigeants restent imprégnés de culture communiste et si les relations avec le parti sont conçues en termes de complémentarité. La crise du « système d'action communiste » dans les années 1980 conduit à une transformation du

conglomérat en nébuleuse où les liens sont beaucoup lâches, car le PCF ne remplit plus son rôle de centre structurant. Une organisation comme le Secours populaire devient alors une porte de sortie possible pour des ex-militants ou des militants distancés. Le développement des organisations humanitaires permet même de toucher de nouveaux adhérents et bénévoles qui ont peu à voir avec le passé de l'association. Cette orientation se confirme dans les années 1990 et le Secours populaire s'insère dans les rapports concurrentiels qui régissent ce qu'Axelle Brodriez appelle sinon le champ, du moins l'espace des associations humanitaires. L'auteure démontre que cette capacité d'adaptation a permis à l'association non seulement de continuer à exister mais encore de se renforcer. Elle souligne que cette orientation est précoce si on la compare à celle d'autres associations restées plus dépendantes du PCF. Paradoxalement, elle aboutit à une communication du Secours populaire français qui euphémise, en raison de son passé et comparativement à d'autres associations, toute référence politique dans ses actions. Axelle Brodriez réfute enfin la thèse de Jacques Ion distinguant un militantisme d'affiliation jusque dans les années 1970 d'un militantisme dilettante qui serait dominant aujourd'hui. Au Secours populaire, des bénévoles plus distancés existent depuis les années 1960. La distinction est davantage diachronique, entre la base et le sommet d'une organisation militante, que synchronique : « Les militants entièrement investis au service de la cause n'ont probablement jamais eu l'importance numérique que leur visibilité idéologique laissait entendre. » Cet ouvrage est donc une contribution précieuse à l'histoire du PCF et de ses associations, à celle du militantisme en général.

Sylvain Pattieu

**Noëlle Burgi**

***La Machine à exclure. Les faux-semblants du retour à l'emploi***

**Paris, La Découverte, 265 p.**

La lutte contre le chômage est une priorité nationale, ne cessent de répéter nos gouvernants. Au vu des résultats, on peut certes en douter, et la lecture de ce livre n'est pas susceptible de lever ce scepticisme. Ce livre de la sociologue Noëlle Burgi dresse un bilan sans concession des politiques prétendant à favoriser le retour à l'emploi et lutter contre la pauvreté mises en œuvre depuis l'instauration du RMI, en 1988. Et le constat est sans appel : non seulement tous les différents dispositifs, dont la multiplication donne le vertige, ont été incapables d'atteindre leurs objectifs affichés, mais ils tendent de plus en plus à servir d'alibi à une politique délibérée de démantèlement de l'État social et de précarisation générale du monde du travail. L'analyse que N. Burgi

livre du glissement du RMI au RMA montre comment d'un dispositif fondé sur le droit et la solidarité, et prioritairement orienté vers l'insertion sociale, on est passé à une suspicion généralisée — considérant tout chômeur sinon comme un fraudeur potentiel, au moins comme un assisté — et à une exigence de contrepartie sous forme d'une obligation de travailler dans des conditions fortement dégradées et sans perspective promotionnelle ni sécurité de l'emploi, et au bénéfice d'entreprises qui ne paient qu'une partie (puisqu'il y a une subvention à la charge de la collectivité) de la rémunération versée. L'ouvrage ne fait pas que confirmer le constat, déjà établi par d'autres, du double processus de la précarisation du monde du travail et d'un glissement de l'État social à l'État pénal. Elle en détaille minutieusement les multiples dimensions, notamment politiques et institutionnelles : le transfert aux départements de la gestion du RMI revient à émettre la souveraineté nationale en une multiplicité de souverainetés locales, et rend le destin des bénéficiaires des politiques sociales totalement dépendantes des options idéologiques des conseils généraux. Un examen des effets concrets des mesures supposées favoriser le retour à l'emploi montre que celles-ci ne bénéficient qu'aux moins précaires, dont les entreprises tirent le plus grand profit, mais laissent de côté ceux dans les situations les plus urgentes. Plus encore, les fondements de ces politiques tendent à invalider l'idée même de la stabilité de l'emploi, puisque seuls des emplois temporaires et à temps partiel sont proposés, et posés en référence. Une analyse fine du discours de légitimation du tournant néolibéral opéré en matière de traitement de la pauvreté montre comment s'est imposée une vision individualisante, et par là culpabilisante, des sans-emplois, dont la situation est rapportée à leurs supposées « carences » ou « inaptitudes » psychologiques plutôt qu'aux restructurations économiques. Dans ce contexte, les agents de l'ANPE et les travailleurs sociaux — dont les conditions d'exercice de leur métier sont elles aussi soumises à une précarisation croissante — voient leurs missions, redéfinies dans le sens d'un contrôle et d'une culpabilisation accrue, perdre progressivement toute signification. Face à cet état des lieux dévasté, et contre la résignation promue par les libéraux, l'auteure rappelle qu'il reste des raisons d'espérer : comme l'a montré le mouvement contre le CPE, la précarisation n'est pas une fatalité et l'action collective reste la meilleure arme du monde du travail.

Lilian Mathieu

**Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky**  
**« L'avenir nous appartient ! », une histoire du Front populaire**  
Larousse, 2006.

Le Front populaire a été à la fois le mouvement social le plus important, en France, de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, point d'orgue d'un mouvement amorcé lors des mobilisations antifascistes qui ont suivi le 6 février 1934, qui a permis un grand nombre d'avancées sociales au nombre desquelles la plus emblématique reste les congés payés. Il a été aussi une coalition électorale, initiée sur ces mêmes bases antifascistes, qui a débouché sur une victoire électorale, avec des scores électoraux inédits pour le Parti communiste et la SFIO, et la mise en place du premier gouvernement dirigé par un socialiste, Léon Blum. Il a enfin instauré un nouveau rôle du gouvernement dans les conflits sociaux, puisque celui-ci se pose en arbitre entre les confédérations syndicales et le patronat lors de l'accord Matignon. Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky s'attachent à expliquer tous ces divers aspects dans leur ouvrage, ce qui leur permet d'inscrire le Front populaire à la fois dans l'événement et dans la longue durée, dans une histoire sociale, économique et culturelle. Ils s'appuient en outre sur les aspects culturels du Front populaire (films, littérature, photographies) et sur une riche iconographie qui n'a pas simple valeur illustrative mais qui sert de support aux analyses de l'événement. Les auteurs, dans cet ouvrage à la fois pointu et pédagogique, resituent l'événement dans le climat des années 1930, influencé à la fois par les effets économiques de la crise de 1929, par les aspirations modernisatrices d'une partie des élites politiques, et par une crise institutionnelle qui fait craindre à la gauche la menace du fascisme. Les manifestations antifascistes, le ralliement du Parti communiste à la défense de la République, les nouvelles formes de lutte nées en 1936, avec occupation des usines et des entreprises, mais surtout les acquis immédiats obtenus, sont à l'origine de la naissance d'une nouvelle culture politique et sociale à gauche. Les nouvelles représentations de la classe ouvrière nées à cette époque influencent tout le siècle. À travers les occupations, familiales et parfois festives, la politique investit l'espace privé. À travers les manifestations et les occupations, le peuple se constitue en acteur politique collectif, qui impose ses revendications à la Chambre des députés. Le mouvement ouvrier se dote de l'image d'un peuple debout plutôt que martyr, capable de remporter des victoires. Les auteurs évoquent aussi les contradictions, les contraintes et les points aveugles du Front populaire, à travers notamment la question coloniale ou celle des femmes. La question de la postérité et de la mémoire du Front populaire est enfin posée pour un événement qui reste prégnant plus largement même que dans les mémoires militantes.

Sylvain Pattieu

## Lu d'ailleurs

- Olivier Neveux, *Théâtres en lutte. Le théâtre militant en France, des années 1960 à nos jours*. Paris, La Découverte, 2007, 23 euros. Les rapports entre esthétique et politique à travers l'expérience théâtrale contemporaine, de Vilar à Badiou, en passant par Adamov, Gatti, Boal, Yacine...
- Enzo Traverso, *À feu et à sang, De la guerre civile européenne 1914-1945*. Paris, Stock, 2007, 20,99 euros. L'Europe des guerres mondiales et des révolutions à la lumière de la notion de « guerre civile » : un livre contre les lectures de cette période historique qui, sous couvert d'une critique du totalitarisme, tend à rejeter les acteurs, fascistes ou antifascistes, dans le purgatoire indistinct des idéologies.
- Micheline et Vincent Bounoure, *Légendaire Mélanésien*, L'Harmattan, 2006, 22,50 euros. Aux antipodes d'une ethnologie ethnocentriste, un essai d'anthropologie du désir d'un point de vue surréaliste par deux membres actifs du groupe surréaliste après la mort d'André Breton. Préface de Michel Lequenne.
- Paul Alliès. *Le Grand renoncement. La gauche et les institutions de la V<sup>e</sup> République*, Paris, Textuel, 2007, 20 euros. Une histoire de l'abandon par la gauche gouvernementale de toute réflexion critique sur les institutions du pouvoir ou comment la gauche a été engloutie par le présidentialisme et comment elle a sa part de responsabilité dans la crise de la démocratie.
- Gilbert Achcar et Michel Warshawsky, *La Guerre des 33 jours. La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Paris, Textuel, 2007, 15 euros. Une mise en perspective historique de la guerre des 33 jours et de ses conséquences nourrie d'une observation minutieuse du contexte politique et stratégique.
- Mike Davis, *Les Héros de l'Enfer*, Paris, Textuel, 2007. En écho aux événements contemporains, un retour sur le terrorisme des débuts du mouvement ouvrier et sur les émeutes urbaines de Los Angeles dans les années soixante. Préface de Daniel Bensaïd : « Terreurs et Violences ».
- Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes*, Paris, La Fabrique 2007, 22 euros. Une heureuse initiative des éditions La Fabrique : ce recueil de textes de Blanqui, choisis et présentés par Dominique Le Nuz. Outre les « Instructions pour une prise d'armes » et « L'éternité par les astres », une sélection chronologique des principaux articles et appels de L'Enfermé qui ressuscite sa « voix d'airain ».
- *Le Pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, sous la direction de Xavier Vigna, Jean Vigreux, Serge Wolikow, Paris Éditions sociales, 2006, 26 euros.
- Tariq Ali, *Quelque chose de pourri au Royaume-Uni*, Libéralisme et Terrorisme, Paris, Raisons d'Agir, 2006, 6 euros.
- Hervé Le Tellier, *Je m'attache facilement*, Paris, Mille et Une Nuits, 2007, 10 euros. Un roman du blues de la cinquantaine dans le style drôle-amer d'une plume de l'Oulipo.
- Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers. Que cache l'expression de « quartiers sensibles ? »* L'État social à l'épreuve des révoltes et émeutes de l'automne 2005 (Paris, Seuil, Liber, 22 euros).

# Flâneries politiques

*Les Universités d'été de l'UMP,  
Marseille, 1-2-3 septembre 2006*

Texte et photos de Lucie BargeI

## Lucie Bargel

ATER en sciences politiques, Paris I-CRPS.

Dernière parution : « La socialisation politique chez les jeunes militant-e-s : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 24, n° 3, pp. 36-49, 2005.

## *Les universités d'été de l'UMP, Marseille, 1-2-3 septembre 2006*

**Gare St Charles, le vendredi matin. Des « Jeunes Populaires »** – la fédération des adhérents de moins de trente ans de l'UMP – descendent des trains en provenance de toute la France et rejoignent les bus qui les emmènent aux hôtels et au Centre de congrès du parc Chanot. Un TGV entier a été affrété pour conduire les Parisiens à Marseille.

Au parc Chanot, les jeunes qui arrivent fédération par fédération sont accueillis par des portails électroniques et le service d'ordre des événements de l'UMP, assuré, comme toujours, par le Mouvement initiative et libertés (MIL).

Héritier du Service d'action civique (SAC), le service d'ordre du parti gaulliste, dissous au début des années quatre-vingt pour violence, le MIL se revendique d'une « droite civique, gaulliste et patriote » ; ses derniers tracts et slogans – « la France aimez-la ou quittez-la » et « Fier d'être gaulliste » – comme les badges qu'arborent ses membres, sont ornés d'une croix de Lorraine, sur fond de drapeau tricolore. Dans son manifeste, actualisé en 2006, le MIL défend la nécessité pour « l'individu libre » de s'intégrer dans des « structures intermédiaires essentielles » : la famille et la nation. « La famille est une cellule naturelle irremplaçable. Formée depuis la nuit des temps à partir de l'union d'un homme et d'une femme, elle fournit aux enfants les meilleures conditions pour leur développement (...) Les sociétés qui croient pouvoir échapper à cette nécessité biologique sont vouées à la désagrégation. La nation (...) est en France une réalité historique essentielle, une patrie unitaire incarnée dans une culture et une langue qui sont les plus riches du monde. Il n'appartient à personne de lui faire subir une mutation essentielle pour la transformer en un ensemble hétérogène, "multiculturel", juxtaposant des communautés massives, très éloignées de notre tradition et refusant d'adopter le mode de vie national. »

Ici, des hommes, blancs, entre cinquante et soixante ans, costauds, et peu souriants, sont scrupuleux : pas question de garder un sac de voyage, ou des ciseaux. Une fois passés les contrôles de sécurité, les participants reçoivent

leur bracelet en plastique à ne pas enlever pendant les trois jours, et un sac à dos avec le programme des UE, des tickets pour les repas, des boissons sans alcool et un t-shirt. Pas de préservatif cette année : la présence de préservatifs aux précédents événements UMP avait créé de vifs débats quant au « sérieux » de telles manifestations, et plus encore l'étui de préservatif sur lequel le logo d'une célèbre marque avait été détourné en « sarko », pour vanter « l'union libre avec Sarko », pensé par une des fédérations des Jeunes Populaires pour célébrer l'accession de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP en novembre 2004 [image 1]. Son responsable de l'époque a été évincé quelque temps plus tard. Il avait soutenu un candidat minoritaire à la présidence des Jeunes Populaires, mais la rumeur voulait également qu'il recrutât des adhérents « dans des backrooms », réputées lieux de consommation de préservatifs par excellence<sup>1</sup>.



Sur l'esplanade devant la salle de congrès, un plateau d'enregistrement de « Public Sénat », et une paire de tongs UMP géante à côté de laquelle on se photographie. Ces tongs, dont la semelle imprime dans le sable les lettres « UMP », ont été distribuées gratuitement sur les plages au cours des mois précédents et de nombreux adhérents les portent. Aux universités d'été, elles sont en vente pour 6 euros au côté des multiples « produits dérivés » de la boutique. Jeu de boules de pétanques gravées « Nicolas Sarkozy », mugs, briquets, tabourets pliants de plage UMP, etc. À la boutique s'ajoute un stand où l'on vient chercher son t-shirt aux couleurs de l'université d'été et un savon de Marseille gravé du logo de l'UMP, un stand de presse où les journaux « de gauche », y compris *Libération*, ne sont pas vendus, et un stand de vente de produits régionaux.

Les arrivants enfilent les t-shirts aux couleurs de leur fédération : une des activités phares pour les jeunes participants est en effet le « concours de t-shirt ». Le défi a commencé aux précédentes universités d'été, avec le détournement par les jeunes du Puy-de-Dôme de l'affiche du film « Brice de Nice » en « Brice de Clermont » (pour Brice Hortefeux), alors que les autres fédérations avaient simplement conçu des t-shirts mentionnant le nom de leur fédération et le plus souvent celui de N. Sarkozy (« [Tel département] avec Sarkozy », « [tel numéro de département] Sarkoteam », etc.) Cette année, le principe du

détournement de publicité fait fureur. Parmi les plus remarquables, « Sarkoland resort – venez vivre la magie » aux couleurs et au logo d'un célèbre parc d'animation [image 2], ou « Sarko actif à l'intérieur et ça se voit à l'extérieur », détournant une publicité pour un yaourt au bifidus actif. Les puydinois ont cette année remanié une publicité pour un opérateur téléphonique : leur t-shirt rose, orné d'une jeune femme blonde, explique qu'« Avec Brice tout est clair. » D'autres fédérations ont, elles, opté pour des personnages héroïques, en détournant le costume de Superman (« Sarkozy ») ou de cow-boys (« SarkoQuest »).



Les adversaires politiques ne sont pas oubliés, et en particulier Ségolène Royal. « Y'a comme un goût de démagogisme dans la bouche de Ségolène » proclame un t-shirt parodiant une chanson de la rappeuse Diam's, *La Boulette*, qui dénonce notamment « un goût de démagogisme dans la bouche de Sarko ». « La Hollande à

Royal, la France à Sarko » affiche un autre. Les attaques les plus violentes visent cependant les membres de la « génération 68 », qui « finiront bien par crever » [image 3], par opposition à la « génération 2000 » valorisée au-devant du même t-shirt.



Les « mouvements associés » de l'UMP mettent également en place leurs stands. « Avec le mal qu'on a eu pour avoir ces deux mètres carrés ! » s'exclame une jeune femme blonde, étudiante en troisième cycle à Assas, au stand des Jeunes Actifs. Le stand le plus éloigné de la salle de congrès est celui de GayLib, « mouvement associé à l'UMP qui évoque les problématiques sociales et politiques liées à l'homosexualité, (...) dans un esprit libéral et à l'écart de tout communautarisme » d'après leur propre présentation. Même si certains des ministres oublient de s'arrêter à ce petit stand, et même s'ils ont été placés à côté du stand de l'UNI – dont la lutte contre le Pacs fut une bataille essentielle, les membres de GayLib pourront se féliciter, à la fin des universités d'été, d'une déclaration de N. Sarkozy en faveur de « l'union civile » pour les homosexuels au journal télévisé de TF1. À côté, donc, l'UNI, « la droite uni-

versitaire », qui réussit, grâce à des distributions de tracts et de sacs en plastique à leur logo, à être extrêmement visible malgré ses effectifs réduits. Une vingtaine de présents autour du stand et à l'entrée du site suffit à distribuer le dimanche matin, au moment du discours de N. Sarkozy, des sacs à tous les invités – environ 7 000 personnes de tous âges, mais majoritairement âgées, venues des fédérations UMP de la région pour l'occasion, rendant ainsi le logo rouge et blanc de l'UNI omniprésent. L'organisation devant leur grand stand d'un « apéro » avec sangria et gâteaux apéritifs attire également des adhérents et des élus. Là encore, l'UNI n'en est pas à son premier coup. Au congrès du Bourget en 2004, leurs accointances avec le service d'ordre du MIL leur avaient permis d'occuper le « carré jeunes » réservé au départ pour les Jeunes Populaires lors du discours de N. Sarkozy. Leurs drapeaux, banderoles, et t-shirts étaient ainsi particulièrement bien placés dans le champ des caméras et des appareils photos des journalistes. Entre les étudiants de droite et les jeunes de moins de trente ans de l'UMP, les similitudes de profil entraînent une concurrence plus ou moins vive selon le contexte, afin d'être visibles comme « les jeunes de droite. » À ceux-ci s'ajoutent les Jeunes Actifs, mouvement de l'UMP dont les statuts restent flous, et en particulier les rapports avec les Jeunes Populaires. Sans limite d'âge, les Jeunes Actifs regroupent les « jeunes » de l'UMP qui ne sont pas étudiants. Ils disposent également d'un petit stand, qui sera peu occupé durant le week-end.

Les « clubs » ou « partis associés » à l'UMP, qui tiennent lieu de courants puisque leur existence, bien que prévue depuis 2004, n'a jamais été appliquée, sont aussi représentés : Debout la République, le club gaulliste de Nicolas Dupont-Aignan, et le Forum des républicains sociaux, de Christine Boutin, avec des jeunes aux t-shirts violets « la droite humaine ». Le Parti radical, lui, tenait ses propres universités d'été à Palavas-les-Flots le week-end précédent.

Si les jeunes des « mouvements associés » sont peu nombreux, c'est que le nombre de places disponibles pour les Jeunes Populaires était limité. Entre mille et mille cinq cents places – selon les sources – ont été distribuées aux responsables départementaux jeunes, qui se sont chargés de les attribuer aux plus « méritants » des adhérents de leur département, « mérite » dont les RDJ sont seuls juges. Alors que les Jeunes Populaires revendiquent une augmentation constante de leur nombre d'adhérents (25 000 en septembre 2006...), le nombre de places est lui en baisse. Certaines fédérations ont menacé de boycotter les universités d'été pour protester contre cette sélection : ainsi la Bourgogne, qui passe de 20 places en 2005 à 2 en 2006. Il semble en effet que la répartition des places par fédération n'est pas exactement proportionnelle au nombre d'adhérents. Les Ardennes ont 2 places pour 90 adhérents, l'Aube

7 places pour 80 adhérents, la Marne 13 places pour 300 adhérents, les Yvelines 25 pour 600 adhérents, etc. En revanche, il y a peu d'enjeux politiques internes quant au choix des participants aux universités d'été : il ne s'agit en aucun cas d'un congrès, aucune décision relative au fonctionnement de l'organisation de jeunesse ne sera prise ni discutée au cours des UE ; celles-ci ont en effet été réglées en amont. Alors que l'année précédente, la présidente sortante et Fabien de Sans Nicolas avaient été tour à tour hués par une partie de l'assistance alors que la passation de pouvoir se déroulait durant les universités d'été, cette année, la réélection du président et les modifications du règlement intérieur, au suffrage universel indirect et virtuel, se sont déroulées pendant l'été.

Le programme des universités d'été est donc principalement composé de tables rondes thématiques et de conférences plénières. Particularité de l'UMP : alors que le public est exclusivement composé des adhérents de moins de trente ans du parti – sauf pour le discours de clôture de N. Sarkozy où les adhérents de la région sont conviés, les intervenants sont eux des cadres du parti et des experts. Il n'existe pas d'autre université d'été de l'UMP que l'université d'été des Jeunes Populaires, autrement dit les adhérents de plus de 30 ans de l'UMP n'ont pas d'université d'été. Cette configuration illustre bien l'intégration complète des JP à l'intérieur de l'UMP, contrairement au Mouvement des jeunes socialistes par exemple, qui tient ses propres universités d'été en parallèle à celles du PS. Rare moment qui rend visible le mouvement de jeunesse, la remise de « la contribution des jeunes aux projets » de l'UMP à F. Fillon en séance plénière. Cette remise ne dure que quelques minutes, le contenu de cette contribution n'étant pas rendu public. Ce n'est que quelques mois plus tard, fin novembre, lorsque le projet législatif de l'UMP sera présenté à la presse, que les responsables nationaux des Jeunes Populaires pourront revendiquer la paternité de certaines mesures (union civile, compte formation, prêt à taux zéro pour les jeunes en formation, service civil). Il est en revanche impossible de connaître le contenu des propositions refusées par l'UMP – ni même si elles existent. À part le discours du président des Jeunes Populaires, également présent dans l'organigramme de l'UMP sous le titre de secrétaire national à la Jeunesse, Fabien de Sans Nicolas, qui affiche clairement le mode de relation entre l'organisation de jeunesse et son organisation mère (« l'année qui vient de s'écouler devait être celle de la mise en ordre de marche du Mouvement jeunes », « Je percevais et je perçois encore votre attente, Jeunes Populaires, d'être à l'UMP, avec l'UMP, pour l'UMP et son président Nicolas Sarkozy ! »), les Jeunes Populaires se borneront à être présents à tour de rôle sur la vingtaine de chaises disposées sur l'estrade, derrière l'ensemble des ministres et conseillers politiques de l'UMP qui font leurs discours de rentrée politique. Ils sont également les principaux animateurs du

public, des militants étant chargés de réserver les rangs les plus proches possible de la tribune parfois plus d'une heure à l'avance, afin de garantir le rassemblement et la visibilité de chaque fédération.

Si les conférences plénières sont l'occasion d'ovations, d'applaudissement et de cris de soutien aux personnalités qui y interviennent, les tables rondes sont elles moins fréquentées. Une trentaine de participants en moyenne écoute politiques et experts débattre de thèmes d'actualité : Dominique Reynié intervient aux côtés d'Éric Raoult pour résoudre la question « comment attirer de nouveaux talents ? », Michel Maffesoli avec J-F. Copé et Doc Gynéco sur « la nation : une idée d'avenir ? », Loïc Le Meur et Jeannette Bougrab sur « la communication politique à l'ère de la société de l'information », etc. Peu de personnes suivent l'intégralité d'une table ronde. On circule à l'intérieur de la salle des congrès, aux terrasses et aux stands au dehors. Il n'y a que le dimanche matin, pour le discours de N. Sarkozy, que l'extérieur de la salle des congrès sera désert, malgré les micros qui retransmettent ses paroles au dehors. Autre public présent à ces universités d'été, et peu intéressé par les tables rondes, les collaborateurs d'élus, à peine plus âgés que les Jeunes Populaires, qui sont venus à Marseille afin de rencontrer leurs homologues en cette rentrée politique. « Plus qu'à voir l'assistante de Villepin et j'aurais terminé mon travail » explique ainsi ce jeune chargé de mission auprès d'un président de conseil général, ancien doctorant en droit, présent les trois jours alors que son employeur ne sera là que pour le discours de N. Sarkozy.

Tout au long des trois jours, des sursauts d'effervescence ponctuels sur l'esplanade de la salle des congrès à l'arrivée des personnalités : au milieu d'une masse de micros et de caméras qui reculent en courant, on comprend aux cris des adhérents qu'il s'agit de D. de Villepin, de M. Alliot-Marie ou de N. Sarkozy. Le vendredi après-midi, après l'arrivée de D. de Villepin, une journaliste de radio reste à terre, assommée par une lourde « beta-cam » sur l'épaule d'un confrère. Les journalistes ont cependant un programme d'activités propre et des occasions de dialoguer avec les personnalités de l'UMP – et en particulier son président – lors de réceptions qui leur sont réservées.

Le programme des universités d'été fait la part belle aux activités ludiques. À la fin de la première après-midi, des cars emmènent les 2 000 participants (4 000 selon l'UMP) jusqu'à la plage Borely, où un apéritif est offert aux journalistes et aux Jeunes Populaires autour des « caravanes » des Jeunes Populaires qui ont sillonné les plages françaises durant l'été et d'une intervention de N. Sarkozy. Là encore, ce sont les perches des micros et les appareils photos tenus à bout de bras qui permettent de localiser le président de l'UMP.



Quelques minutes après la fin de son discours, celui-ci réapparaît en tenue sportive pour un jogging le long de la plage. Les Jeunes Populaires s'élancent pour courir à ses côtés. En attendant les bus pour revenir dîner au centre de congrès, l'ambiance est au match de foot le long de la route qui longe la plage. On chante *La Marseillaise*, on lance des animations « Saute ! Saute ! Qui ne saute pas est socialiste ! », « si t'es fier d'être UMP tape dans tes mains », etc. Les réactions des voitures qui passent sont sympathiques : il est vrai que les drapeaux agités (bleu-blanc-rouge, un seul drapeau, légèrement anachronique, comporte également une croix de Lorraine), les t-shirts colorés, les slogans et les chants, n'identifient pas spontanément un groupe de militants politiques. Il en est de même des chants entonnés lors des repas. Dans la grande salle où l'on est servi par tables de dix, c'est *La Marseillaise* qui réunit les chanteurs, alors que les fédérations se défient quant à leur puissance vocale « C'est à Marseille qu'on chante le plus fort », « et ils sont où les Lyonnais ? » La connotation politique de l'hymne national est à nuancer par le fait qu'il est également entonné en cœur au début des matchs de foot ou de rugby qui sont retransmis en direct lorsqu'ils ont lieu en même temps que des événements Jeunes Populaires.

Autre animation du week-end, un tournoi de foot inter-régions se déroule le samedi au stade vélodrome. Les efforts des organisateurs pour tenter de faire du foot un sport mixte sont notables : le règlement précise que les équipes de douze doivent comprendre au minimum deux filles, et qu'une fille au moins doit figurer parmi les neuf joueurs sur le terrain et les quatre tireurs au but ; leurs buts comptent double. Les gagnants affronteront l'OM « Star Club » (équipe composée d'anciennes célébrités de l'OM telles que Basile Boli, Jean-Pierre Papin, etc.) après la finale. Dans l'euphorie du moment, une équipe de personnalités de l'UMP est également composée. Elle connaît une première difficulté quand Xavier Bertrand, ministre de la Santé, est victime d'un claquage du mollet.

Le loisir le plus courant consiste cependant à tenter d'être pris en photo avec les ministres et dirigeants de l'UMP. Grâce aux téléphones portables, chacun tente de compléter sa collection. Michèle Alliot-Marie se prête de bonne grâce à l'exercice et passe plus de deux heures à faire le tour des tables lors du dîner du vendredi. Nicolas Sarkozy, lui, est plus difficile d'accès ; sa séance de dédicace de son livre *Témoignage* le samedi matin est alors l'objet de tous les enthousiasmes. En faisant l'acquisition du livre sur le stand prévu à cet effet et en commençant bien à l'avance une file d'attente qui durera deux heures, on peut espérer quelques minutes face au président de l'UMP. « C'est la seule occasion de pouvoir lui parler en tête à tête, sans ses gardes du corps à côté, d'avoir un peu d'intimité avec lui, c'est important », explique le jeune militant chargé de vendre les livres. N. Sarkozy dédicace même les tongs, sous les caméras et les micros des journalistes installés autour de l'estrade qui soutient sa table de dédicace.

Les bus et le TGV du retour vers Paris sont l'occasion de retrouver des participants aux universités d'été qui ont passé les trois jours ensoleillés sur les plages et dans les bars de Marseille. À 60 euros le voyage et l'hébergement à Marseille, certains se sont offert un dernier week-end de vacances, privilège offert par leur RDJ. Pour Hugues, « militant populaire » dont l'intervention mise en ligne a fait le tour des participants – et des opposants – aux JP dans les jours suivants<sup>2</sup> ce faible prix est bien le gage du caractère « populaire » de l'UMP (« ici on aime le peuple »), par contraste avec le PS où le coût des universités d'été à La Rochelle était plus élevé pour les participants. À l'arrivée du train en gare d'Aix TGV, c'est la bousculade pour obtenir les meilleures places ; « le 16<sup>e</sup> en 1<sup>re</sup> ! » crie une responsable parisienne. Ces places sont ensuite renégociées avant le départ, les responsables parisiens regrettant que personne n'ait eu la bienséance de réserver des places en première pour « les élus » – en l'occurrence R. Karoutchi, qui au terme de négociations des responsables parisiens, obtient un carré pour ses assistants et lui. Trois policiers sont aussi

présents dans les wagons de première. Rapidement, ils abandonnent leurs tonfas sur les sièges pour parcourir les allées et discuter très cordialement avec les Jeunes Populaires : « Eh monsieur, vous voulez pas nous échanger un t-shirt Sarko contre un insigne de la police ? »

3 Les « backrooms » sont des lieux de rencontres sexuelles gays.

4 [http://www.dailymotion.com/video/xcsn\\_hugues-militant-populaire](http://www.dailymotion.com/video/xcsn_hugues-militant-populaire)